

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1934

THÈSE 316^{N°}

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'État)

PAR

DHOTEL (Yves-Maurice-Pierre-Émile-Marie),

né à Arras, le 11 août 1908.

UN HYPOMANIAQUE :
JOSEPH LE BON
(1765-1795)

Président : M. LAIGNEL-LAVASTINE, Professeur.

PARIS

ÉDITIONS HIPPOCRATE

7, rue des Grands-Degrés, (V°)

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551822_0048

LE DOYEN..... G. ROUSSY.

I. — PROFESSEURS

	MM.
Anatomie	ROUVIÈRE.
Anatomie médico-chirurgicale et chirurgie expérimentale	PROUST.
Physiologie.....	Léon BINET.
Physique médicale.....	STROHL.
Chimie médicale	DESGREZ.
Bactériologie.....	Robert DEBRÉ.
Parasitologie et histoire naturelle médicale.....	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales.	BAUDOUIN.
Pathologie médicale.....	CLERC.
Pathologie chirurgicale	CHEVASSU.
Anatomie pathologique.....	ROUSSY.
Histologie.....	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	LOEPER.
Hygiène et médecine préventive.....	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LAIGNEL-LAVASTINE.
Pathologie expérimentale et comparée.....	FIESSINGER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	Maurice VILLARET.
Clinique médicale	ACHARD.
	BEZANÇON.
	CARNOT.
	Marcel LABBÉ.
Hygiène et clinique de la première enfance	LEREBOULLET.
Clinique des maladies des enfants	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale... .	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux.....	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	LEMIERRE.
	CUNÉO.
Clinique chirurgicale	GOSSET.
	GRÉGOIRE.
	LENORMANT.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique	MARION.
	BRINDEAU.
Clinique d'accouchements	COUVELAIRE.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique	J.-L. FAURE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie.....	OMBRÉDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	RATHERY.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique	SERGEANT.
Clinique de la Tuberculose.....	Léon BERNARD.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte	MATHIEU.
	HOVELACQUE.
Professeurs sans chaire	MULON.
	OLIVIER.
	VERNE.

II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

ALAJOUANINE.. Neurologie et Psychiatrie.
 BÉNARD (Henri). Pathologie médicale.
 BERNARD (Étienne). Pathologie médicale.
 BOULIN Pathologie médicale.

MM.

BROCQ. Pathologie chirurgicale.
 BULLIARD..... Histologie.
 CATHALA Pathologie médicale.
 CHABROL Pathologie médicale.

II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE (suite)

MM.		MM.	
CHEVALLIER ..	Pathologie médicale.	M ^{lle} J. LÉVY ...	Pharmacologie.
DOGNON	Physique.	LÉVY-VALENSI .	Neurologie et Psychiatrie.
DONZELOT.....	Pathologie médicale.	MOREAU.....	Pathologie médicale.
FEY.....	Urologie.	MOULONGUET..	Pathologie chirurgicale.
GALLIARD	Parasitologie.	MOUQUIN	Pathologie médicale.
GASTINEL	Bactériologie.	OBERLING	Anatomie pathologique.
GATELLIER	Pathologie chirurgicale.	PETIT-DUTAILLIS.	Pathologie chirurgicale.
DE GAUDART D'ALLAINES.	Pathologie chirurgicale.	PIÉDELIEVRE...	Médecine légale.
GAYET	Physiologie.	PORTES	Obstétrique.
GIROUD.....	Histologie.	QUÉNU	Pathologie chirurgicale.
HAGUENAU	Pathologie médicale.	RICHET	Physiologie.
HALPHEN	Oto-rhino-laryngologie.	SANNIÉ	Chimie biologique.
HAZARD	Pharmacologie.	SÈNÈQUE.....	Pathologie chirurgicale.
HUGUENIN	Anatomie pathologique.	SÉZARY	Dermatologie et syphilo-graphie.
JOANNON.....	Hygiène.	TROISIER	Pathologie expérimentale
LABBÉ (Henri) .	Chimie biologique.	TURPIN.....	Pathologie médicale.
LACOMME.....	Obstétrique.	VALLERY-RADOT	
LANTUÉJOUL .	Obstétrique.	(Pasteur) ...	Pathologie médicale.
LAROCHE (Guy) .	Pathologie médicale.	VELTER	Ophtalmologie.
LEMAIRE.....	Pathologie expérimentale.	VIGNES.....	Obstétrique.
LEVEUF.....	Pathologie chirurgicale.	WILMOTH	Pathologie chirurgicale.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE pour le service des examens

MM.		MM.	
ALGLAVE	Pathologie chirurgicale.	LEROUX.....	Anatomie pathologique.
BUSQUET.....	Pharmacologie.	NEVEU-LEMAIRE	Parasitologie.
CHAILLEY-BERT	Physiologie.	ZIMMERN	Physique.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE à titre permanent.

MM		MM.	
ABRAMI	Clinique médicale.	BASSET.....	Clinique chirurgicale.
AUBERTIN		CADENAT.....	
BRULE		HEITZ-BOYER ..	
CHIRAY		MOCQUOT.....	
DUVOIR.....		MOURE	
HARVIER		SCHWARTZ	
LIAN			
MM.			
GUENIOT	Clinique obstétricale.		
LE LORIER			
LÉVY-SOLAL			
METZGER			

MM.	V. — CHARGÉS DE COURS
CHAILLEY-BERT, agrégé	Éducation physique.
FREY	Stomatologie.
LEDoux-LEBARD	Radiologie clinique.
WEIL-HALLÉ	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

UN HYPOMANIAQUE :
JOSEPH LE BON



JOSEPH LEBON.

*Oratorien. Maire d'Arras,
Administrateur du Pas-de-Calais,
Député à la Convention nationale.
Né à Arras en 1765. Décédé le 5. 9. br. 1795.*

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1934

THÈSE

N°

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'État)

PAR

DHOTEL (Yves-Maurice-Pierre-Émile-Marie),

né à Arras, le 11 août 1908.

UN HYPOMANIAQUE :
JOSEPH LE BON
(1765-1795)

Président : M. LAIGNEL-LAVASTINE, Professeur.

PARIS

ÉDITIONS HIPPOCRATE

7, rue des Grands-Degrés, (V°)

1934

*39595



A MONSIEUR LE PROFESSEUR LAIGNEL-LAVASTINE

Je dédie cette thèse qu'il a inspirée.

A mes maîtres d'externat :

Monsieur le professeur agrégé Charles RICHET fils.

Monsieur le docteur RIVET.

Monsieur le docteur LAEDERICH.

Monsieur le docteur GIRODE.

Monsieur le professeur agrégé LÉVY-SOLAL.

Monsieur le docteur André BLOCH.

A mes maîtres de la Faculté libre de Lille.

*Aux anciens professeurs qui m'ont élevé et auxquels je garde
une reconnaissante affection.*

A ma grand'mère, son filleul reconnaissant.

A mon père, qui m'a donné un noble et rare exemple :
intelligence, travail, conscience.

A ma mère, avec toute mon affection qui restera encore
en dessous de son dévouement et de son amour maternel.

A mes frères et sœurs, MARC, JEAN, XAVIER et MARIE-
LOUISE, tendrement unis.

A toute ma famille.

A la famille HANNEBICQUE-DELÉTOILLE, au sein de laquelle
je suis heureux d'entrer.

Au docteur Émile PLANQUE.

Au docteur Raymond MALLET.

Au docteur Pol GUERBÉ.

Au docteur Édouard GRARDEL.

Au docteur Jules DHOTEL.

A Monsieur et Madame BONNAIRE.

A Jean AUPETIT, dont l'humour est peut-être une suprême philosophie.

A Bernadette HANNEBICQUE

ma fiancée

je dédie pareillement,

de toute mon âme,

le livre de ma vie.

« De votre vie aussi la page est blanche encore,
Je voudrais n'y graver qu'un seul mot : le bonheur ».

(Lamartine).

Je dois remercier ici Monsieur BESNIER, archiviste départemental du Pas-de-Calais, dont l'inépuisable obligeance et les conseils précieux m'ont été d'une aide considérable.

Je remercie Madame BONNAIRE, qui a bien voulu entreprendre de longues démarches pour m'obtenir plusieurs clichés importants.

Je remercie tout particulièrement Monsieur le chanoine FOULON, qui m'a prodigué sans compter son temps, sa documentation et son expérience.



LE TRIOMPHE DE LA MONTAGNE
(Gravure de la coll. Barbier, Arch. dép. du Pas-de-Calais).

INTRODUCTION

La Révolution française, comme la plupart des révolutions, a donné lieu à des réactions excessives ; il est logique de rechercher si ces réactions sont la conséquence d'une évolution normale ou s'il faut les attribuer à un état d'esprit anormal et à la présence au pouvoir d'éléments anormaux.

La mentalité générale révolutionnaire s'est exaltée progressivement ; les causes en furent d'abord l'impéritie du pouvoir central et la déliquescence d'une partie de la noblesse et du haut clergé, puis la misère, la famine, la peur et le brigandage, enfin la menace de l'invasion, la crainte des revers et la phobie de la trahison intérieure (1). Ainsi se crée une psychose collective, comparable au syndrome paranoïaque individuel avec ses quatre facteurs : orgueil, méfiance, fausseté de jugement, inadaptabilité sociale.

Les tendances paranoïaques de la foule ou plutôt de la minorité agissante (2) la poussent à se donner comme chefs des paranoïaques, de même que ses tendances à l'excitation lui font instinctivement acclamer les plus excités (3) ; le désordre général révèle des anormaux qui, contenus par des institutions fortes,

(1) Il y a entre la révolution, l'état de siège et la guerre une identité de réactions sur laquelle le professeur Laignel-Lavastine a insisté dans sa leçon : « Psychiatrie, guerre et révolution ».

(2) Il est curieux de constater que les révolutions sont l'œuvre d'une minorité excitée au milieu d'une majorité relativement neutre ; cette concentration des excités n'est-elle possible que grâce aux fautes et à la faiblesse des gouvernements antérieurs ?

(3) Laignel-Lavastine : « Une révolution peut mettre en relief un nombre considérable de psychopathes. Des psychopates ne semblent pas capables de déclencher de véritables révolutions, qui ont toujours des racines profondes. »

n'eussent guère attiré l'attention ; il envoie au pouvoir des individus pathologiques qui seuls sont susceptibles, ayant entraîné le peuple, de faire croître démesurément l'intensité de son excitation.

Rien d'étonnant, dès lors, qu'étudiant la Révolution française, Duhamel (1) ait classé dans les paranoïaques Robespierre (2), Marat et Saint-Just, et que Paul Barré (3) ait diagnostiqué chez Danton une cyclothymie très marquée.

Rien d'étonnant non plus à ce que l'équilibre mental de bien d'autres révolutionnaires soit suspect.

Sur ce point, il en est un, Joseph Le Bon, qui a mis d'accord de nombreux historiens ; ils avouent qu'ils sont en présence d'un être anormal dont les réactions les étonnent.

C'est Thiers qui écrit : « C'était un véritable aliéné, moins féroce peut-être que Carrier, mais encore plus frappé de folie. A ses paroles, à sa conduite, on voyait que sa tête était égarée (4). »

Taine (5) n'est pas moins catégorique.

Voici l'opinion de Lecesne (6) : « Il semble vraiment qu'il s'était grisé de son rôle et qu'en poursuivant continuellement une seule et même idée il était entraîné par elle dans les conséquences les plus extrêmes ; c'est la seule manière d'expliquer une conduite qui, sans cela, pourrait passer pour celle d'un fou furieux. »

Misermont doute encore moins du caractère pathologique de Joseph Le Bon (7) : « Capricieux et entêté, il le sera à un degré peu commun, fera couler à flots le sang innocent et plus d'une fois pour des prétextes incompréhensibles ou inavouables ; on se demandera dans maintes circonstances s'il se rend bien compte de ce qu'il fait ; caprices, bouderies, inconséquences, c'est une partie de cet homme énigmatique. »

(1) Duhamel : *Étude médico-historique de quelques paranoïaques dans la Révolution*.

(2) Cf. l'opinion de Le Bon : « Peu communicatif, soupçonneux et inabordable, je ne lui parlai dans les derniers temps et ne lui écrivis qu'une fois. » *Procès*, t. I, p. 189.

(3) Paul Barré : *Essai psychologique sur Danton*.

(4) A. Thiers : *Histoire de la Révolution française* (II, VI, 38, 6). Il a cette conclusion qui étonnerait nos avocats d'assises : « Le Bon avait mis tant de folie dans sa conduite, qu'il était accusable, même devant le Comité de Salut public. »

(5) H. Taine : *La Révolution*, t. III, p. 273.

(6) E. Lecesne : *Arras sous la Révolution*.

(7) L. Misermont : *Revue des Études historiques*.

A. J. Paris le juge « exagéré, orgueilleux, emporté et vindicatif » (1); il signale son « exaltation naturelle ».

Cependant, il n'y a de question pathologique ni pour Paris lui-même ni pour d'autres auteurs. Louis Blanc fait de Joseph Le Bon une espèce de héros romain que le salut de la patrie excuse de toutes ses rigueurs. Quant à Emile Le Bon, son père lui apparaît comme une pure victime des haines thermidorienues à qui l'on ne peut reprocher que d'avoir appliqué les ordres de la Convention.

Ceci n'éclaire pas la psycho-pathologie; et un auteur comme G. Lenôtre (2) hésite encore et « garde l'impression d'une énigme. Est-ce un inconscient? un comédien? un fou? une victime? »

C'est laisser en suspens tout un problème médical que plusieurs contemporains de Joseph Le Bon avaient jadis pressenti.

Déjà, quand il était pieux novice de l'Oratoire, le père Mandar, son supérieur, « frémissait pour son avenir s'il venait à tourner au mal (3). »

Le 5 juillet 1793, Augustin Robespierre s'ouvrait à son ami Buissart en ces termes non équivoques : « Vous me parlez du nouveau député, il y a longtemps qu'il m'est suspect, il connaît plus l'intrigue que la délicatesse et la bonne foi. Il pourra nuire à la chose publique par ses extravagances; son originalité me déplaît. Il est essentiel de connaître les masques, expliquez-vous, je vous prie, sur cet individu avec la confiance que vous avez en moi et que j'ai en vous (4). »

Enfin, voici comment, le 7 mai 1794, le député Guffroy dépeignait Le Bon à Maximilien Robespierre (5): « Si, comme je

(1) A. J. Paris : *Histoire de Joseph Le Bon*, II, 339, I, 5. Par contre (t. I, p. 158) : « Il est inutile de dire que la folie de Le Bon et de sa famille, prise au sérieux par quelques écrivains sur la parole de Guffroy, est une pure invention. »

(2) *Vieilles maisons, vieux papiers*, 3^e série, I.

(3) Lettre d'H. Lefebvre, oratorien, ancien professeur de Juilly, jadis confrère de Le Bon à l'Académie du Collège d'Arras, écrite en 1850 au chanoine Proyard qui recherchait des témoignages sur la Révolution.

(4) Victor Barbier, *Lettres inédites d'Augustin Robespierre à A. Buissart*, et Michon, p. 172.

(5) *Les Secrets*, p. 73. Cette lettre n'a pas plus de valeur par elle-même qu'aucun écrit de Guffroy. Mais celui-ci risquait sa tête à chaque ligne (il venait de manquer de bien peu la charrette des Dantonistes) en accusant Le Bon auprès de Robespierre. Or, il ne fut aucunement poursuivi. On peut penser que des allégations manifestement fausses eussent été sanctionnées par l'« Incorruptible », parfaitement au courant de la conduite de Le Bon.

n'en doute pas, la justice est à l'ordre du jour dans ton cœur, tu ne feras rien aujourd'hui sans avoir secouru le patriotisme opprimé dans la personne de Demuliez, Beugnet et les deux Le Blond que Le Bon persécute avec un acharnement coupable, pour avoir manifesté une opinion juste qui a contrarié la sienne.

» Il n'est pas de despote extravagant, il n'est pas de plat tyran qui se conduise comme le fait Le Bon à Arras... Il menace, il destitue les jurés qui ne prononcent pas les peines qu'il a lui-même dictées en rédigeant l'acte d'accusation. Cet homme a la férocité de pérorer au-dessus de la guillotine, au balcon de la Comédie ; il a fait jouer l'air : « Ça ira », tandis qu'on exécutait.

» En deux mots, Le Bon est, ou atrocement scélérat et punissable, ou affreusement fou. J'aime mieux croire la dernière idée, elle répugne moins à mon cœur et il y a de la vérité. Le Bon a été fou et attaché comme tel, quand il était oratorien, professeur de rhétorique à Dijon, et il a été fou de fanatisme. Il m'a avoué qu'alors, s'il lui était venu une inspiration, il aurait tué son père. C'est le moment de la floraison ; les esprits vitaux fermentent. Son père et sa mère sont fous en ce moment, sa mère est enfermée comme telle... »

Prieur, également relancé par Guffroy, lui aurait répondu : « C'est une jolie famille de fous. »

Il est temps de disséquer ce mot folie, en délaissant les interprétations passionnées et contradictoires des hommes et des partis ; l'intérêt des études psychiâtriques est d'apporter dans bien des cas à l'histoire une explication plus profonde de faits qui paraissaient d'abord surprenants.

Le devoir de l'historien est d'être complet ; dans une étude psycho-pathologique c'est une assise solide qu'exige l'interprétation déjà délicate en elle-même ; il nous faudra donc écarter bien des documents et des faits contestables, au risque de perdre quelques détails insuffisamment sûrs (1).

Nous diviserons ainsi notre étude :

1^o Les milieux et les circonstances dans lesquels Joseph Le Bon a vécu ;

(1) Nous pousserons le souci de la clarté jusqu'à mettre toutes les dates en style grégorien, au détriment de la couleur historique.

- 2^o *Son hérédité. Son portrait physique;*
- 3^o *Ses qualités;*
- 4^o *Joseph Le Bon hypomaniaque. Excitation constitutionnelle;*
- 5^o *Hypomanie;*
- 6^o *Les tendances paranoïaques;*
- 7^o *Perversion;*
- 8^o *Le gouvernement de Joseph Le Bon;*
- 9^o *Evolution de Joseph Le Bon, sa place dans la Révolution.*

I

LES MILIEUX ET LES CIRCONSTANCES DANS LESQUELS JOSEPH LE BON A VÉCU

Pour juger Joseph Le Bon, il faut bien connaître les circonstances au milieu desquelles il a vécu et les personnages qui l'ont entouré. En effet, cet esprit tout en surface réagit différemment suivant les diverses ambiances : sa famille et le collège, puis son professorat, enfin et surtout l'époque révolutionnaire, la plus dramatique, la plus convulsée de notre histoire.

Joseph Le Bon naît à Arras le 25 septembre 1765 (1).

Son père, « reçu et admis à la bourgeoisie d'Arras », exerçait l'office d'huissier au Conseil provincial d'Artois. Il obtint ensuite le modeste emploi de sergent-à-verges de l'échevinage.

Neuf enfants, dont quatre survécurent, n'étaient pas pour alléger les charges du ménage. On le voit changer trois fois de domicile et l'on retrouve jusqu'en 1793 la trace de ses soucis financiers.

Le jeune Joseph est d'abord externe au Collège d'Arras que dirigent les Oratoriens. C'est l'élève pauvre (2) qui surpasse en intelligence ses condisciples, première cause de réactions néfastes chez un individu imparfaitement équilibré.

L'influence religieuse devait toutefois les contenir quelques années. A dix-huit ans, il entre à l'Oratoire qui l'envoie à Beaune comme professeur; il y fait son cours de classes de la

(1) Cf. Paris : *Histoire de Joseph Le Bon*. Archives départementales et municipales.

(2) Comme Robespierre à Paris.

sixième à la rhétorique; très jeune et très brillant, il s'habitue à l'admiration de ses élèves.

Deux d'entre eux, Masson et Millié, lui étaient particulièrement chers; ils restèrent fidèles à leur ancien maître et, quand celui-ci quitta l'Oratoire, ils lui proposèrent de partager son sort incertain (1).

Diacre en 1788, Le Bon est ordonné prêtre par Mgr de Talleyrand en décembre 1789. Les symptômes précurseurs de la révolution semblent le laisser indifférent; très en retard sur l'esprit public, il est pieux, mystique même, en communion de son entourage.

Il ne prendra que lentement contact avec la Révolution. Son état pathologique suivra désormais, après coup et en les exagérant, les conjonctures politiques. On retrouvera chez lui, toujours en retard sur les événements généraux, ces trois phases : « 1° la lune de miel de la révolution; 2° le règne des idéologues, montrant l'insuffisance de l'intelligence dans la psychologie des foules; 3° le triomphe des extrémistes par boule de neige affective (résultat de la loi de Fechner : pour que la sensation croisse en proportion arithmétique, il faut que l'excitation croisse en proportion géométrique) » (2).

A) LA LUNE DE MIEL DE LA RÉVOLUTION

Joseph Le Bon, tout occupé de son professorat, prête néanmoins l'oreille aux rumeurs nouvelles. Ses élèves y sont fort sensibles et d'enthousiasme partent en mai 1790 aux fêtes politiques de Dijon. Rendu responsable de cette expédition, Le Bon fait un éclat, quitte l'Oratoire, et celui-ci lui ferme ses portes.

Seul, sans ressources, vaguement précepteur dans un petit village tout proche, il va fréquenter à Beaune « les Amis de la Constitution », club où l'on s'agite.

(1) Après la Révolution, sa sœur, Henriette Le Bon, à vingt ans, quoique fort honnête et estimable, était un objet d'horreur dans son pays. Masson, — il avait vingt-trois ans — connut sa détresse et l'épousa. Ils recueillirent le fils de Joseph Le Bon, Émile, âgé de cinq ans, qui fut ainsi élevé dans l'admiration et le respect de son père.

(2) Laignel-Lavastine : *Psychiatrie, guerre et révolution*.

En 1791, Le Bon prête le serment constitutionnel, comme presque tous les Oratoriens d'ailleurs; il refuse une des places vacantes de professeur ou de vicaire à Dijon et ne trouvant rien à Beaune, il accepte de desservir le Vernois. C'est là qu'il apprend son élection à l'importante cure de Neuville-Vitasse près d'Arras, dont il ne veut pas entendre parler.

Mais voici qu'il reçoit de très mauvaises nouvelles des siens. Bien à regret, il regagne l'Artois vers la fin de juin 1791. Il se résigne alors à accepter Neuville qui donnait un gros revenu et il y arrive le 17 juillet 1791.

B) LE RÈGNE DES IDÉOLOGUES

La Constitution civile du Clergé avait amené, là comme ailleurs, une lutte religieuse terrible. Les uns voulaient conserver l'ancien ordre des choses, les autres voulaient le détruire.

Les paroissiens de Martin Le Bas, curé insermenté, malgré ses conseils pacifiques, accueillirent fort mal le curé officiel. Le clerc Joseph Delville ne lui cacha point son hostilité et refusa de se mettre à son service. Jean Payen, le plus gros fermier de Neuville, qui avait recueilli Le Bas, refusa toutes les avances de Joseph Le Bon.

Celui-ci, ne pouvant habiter son presbytère faute de meubles, logeait chez un patriote. Il s'y trouvait dans un des milieux les plus révolutionnaires du département (1).

L'hostilité religieuse croissait avec les élections à la Législative. Une pétition signée de l'évêque constitutionnel Porion, de Carnot, Duquesnoy, A. Robespierre et Le Bas demandait l'expulsion des prêtres insermentés et les sans-culottes de Neuville ne faisaient pas faute de s'en réclamer contre l'ancien curé qu'ils forcèrent à fuir en mai 1792.

Le Bon ne tarda pas à abandonner l'habit ecclésiastique;

(1) *Procès*, t. 1, p. 125. Surtout à Beaurains, Neuville et Mercatel que Le Bon se vante d'avoir « révolutionné » du temps qu'il en avait été curé. *Procès*, t. I, p. 129.

il se rendait souvent à Arras (1) où il comptait les Robespierre parmi ses amis.

Ceux-ci étaient parfois venus à Neuville. « Aidé par Henriette et par son clerc Ghislain Morel, Le Bon organisait un repas modeste. Lorsque Morel avait fini de tourner la broche, il allait s'asseoir au bout de la table. » On ne parlait, racontait plus tard le clerc, que réformes et bouleversements. Les convives semblaient préparer leurs projets futurs. Robespierre jeune « était un homme de paix, qui ne demandait qu'à dîner tranquillement; quand il voyait Maximilien et Le Bon s'emporter, il s'épuisait en efforts pour les calmer et les amener à d'autres pensées » (2).

« Ainsi vivait Joseph Le Bon, abandonné sans contrepoids à une exaltation naturelle, qui, entretenue dans la lutte, animée par les entretiens des amis qu'il recevait à Neuville ou qu'il fréquentait à Arras, s'accroissait sans cesse au contact des événements (3) ».

Le peuple arrageois, en effet, commençait à donner des signes d'excitation : les Amis de la Constitution plantèrent le 29 avril 1792 sur la Petite Place, avec la « pompe d'une cérémonie tyrannicide », un arbre de la Liberté, « signe sacré de l'insurrection d'un peuple »; au son des tambours, un long défilé de tableaux vivants montrait « tous les crimes aux prises avec les hommes libres ». Le fanatisme obtint grand succès; il s'avancait « en masque blanc et noir, large chapeau rabattu et vêtu d'une longue robe noire et verte ». Bien que « chargé de chaînes » et « faisant semblant d'aller les mains jointes », il tirait de temps à autre « un poignard et une torche cachés sous son vêtement » (4).

Un grand discours était inévitable; Augustin Robespierre le termina par cette péroraison pathétique : « L'agitation de l'air constate la salubrité de l'atmosphère, et l'orage est quel-

(1) Il s'était fait au surplus nommer vicaire à Saint-Vaast d'Arras en septembre 1791.

(2) A. J. Paris, t. I, p. 46 et 47, d'après le manuscrit Derguesse.

(3) A. J. Paris, t. I, p. 46.

(4) La municipalité avait cependant prescrit de « bannir tous les masques qui rappellent « la haine, la vengeance, la menace ou les dissensions ». Cf. E. Lesueur : *Mon pays d'Artois*.

quefois nécessaire pour dissiper les vapeurs pestilentielles dont il est surchargé. Conservons le mouvement nécessaire à la santé du corps politique, ce mouvement toujours dirigé vers l'utilité générale (1) ne sera jamais dangereux. Citoyens armés, braves guerriers, défenseurs de la patrie, nous effeuillerons l'arbre de la Liberté pour tresser des couronnes à la Vertu; chacun de nous s'empressera d'en décorer vos fronts victorieux et pour en écarter les êtres malfaisants qui pourraient en flétrir les feuilles de leur souffle impur, nous répéterons sans cesse les cris de Vive la Nation ! Vive la Liberté ! »

Viennent les élections à la Convention. Le Bon se présente à l'assemblée primaire du canton de Roeux. Le voici visitant ses électeurs, il leur distribue sa profession de foi; phrases creuses, excitations démagogiques, adjuration finale (2) : « Point de riches... point d'hommes fiers... point de distributeurs d'argent ou de pots de bière (3)... point d'hypocrites... point de nouveaux convertis. Rendez-vous tous exactement à l'assemblée primaire, en chantant le *Ça ira*; entraînez les faibles et les paresseux; restez-y en grand nombre pour surveiller les aristocrates et les feuillants plus dangereux encore... Braves citoyens, c'est un ami qui vous parle; ses sentiments vous sont connus; attendez-vous aux plus grands malheurs si vous êtes sourds à sa voix. »

Une fois désigné, il se présente à la députation. Le collègue électoral, sur la foi de sa renommée, nomme très vite un philosophe anglais, Thomas Payne, dont on ne savait s'il était en Europe ou en Amérique, mais n'élit Le Bon que deuxième suppléant.

A ce moment, on renouvelait volontiers les serments de liberté et égalité ou la mort. Profitant des élections, Le Bon et son ami Guffroy le firent à l'Assemblée primaire d'Arras; ils s'embrassèrent ensuite, jurant de se tuer l'un l'autre en cas de parjure (4).

(1) C'est en deux mots toute la genèse des révolutions.

(2) Les mœurs électorales n'ont guère changé depuis Aristophane.

(3) Nous sommes en Artois.

(4) Guffroy, procureur à Arras, avait soutenu Le Bon dans ses démêlés avec l'ancienne municipalité de Neuville et venait d'être élu député à la Convention. C'est à l'acharnement de Guffroy que Le Bon dut plus tard d'être poursuivi, mis en accusation et jugé.

Le 16 septembre 1792, Le Bon est nommé maire d'Arras.

La municipalité s'acharnait à faire disparaître les vestiges de l'ancien régime, expulsait les sœurs de Sainte-Agnès qui élevaient les enfants, abattait des croix et des chapelles.

Pourtant, Le Bon se montre un maire prudent et avisé. Il lutte contre deux émissaires de la Convention qui venaient prêcher la révolte; puis, au cours d'une véritable émeute causée par les volontaires fédérés dont les commerçants refusaient les billets de confiance, il se montre très ferme, sous l'influence du conseil général de la commune qui l'entourait (1).

Le 11 octobre, Le Bon est élu membre du Directoire du Département et, dès le 19, en est nommé Procureur général syndic.

A ma chère cousine Elizabeth Régier, chez sa mère au boulevard au St Pol

Arras, ce 24 8bre de l'an 1^{er} de la rep. franç.

*Le courier n'est point venu de retour. j'ai dû néanmoins
écrire celle-ci, pour te dire que le bruit de mes épousailles
est grandement répandue dans Arras, et qu'on est infiniment
curieux de savoir avec qui je fais un long mariage. j. dirai
plus; on ne peut guère à toi: mais à trente six
demoiselles chez qui mes affaires m'ont parfois appelé
Joseph Le Bon*

je t'embrasse mille fois ainsi que ton frère Le Bon

On parle de lui; il écrit à sa cousine: «Le bruit de mes épousailles est grandement répandu dans Arras... On est infiniment curieux de savoir avec qui je vais me conjindre... On ne pense guère à toi, mais à trente-six demoiselles chez qui mes affaires m'ont parfois appelé (2). »

(1) Le Conseil général du district au Conseil général de la commune: «La tranquillité de la ville paraissait menacée, vous avez conservé le calme, vous avez maintenu le règne sacré des lois.»

(2) Cf. autographe.

Il épouse, en effet, la jeune fille le 25 novembre 1792, mariage assez fâcheux; Mimie aura sur son mari la plus déplorable influence. La mère Régniez n'est point dépeinte comme très sainte femme (1). Le reste de la belle-famille ne valait pas grand'chose. Lamoral et Alexis Vasseur, Louis Régniez, Joseph Hellé (2) étaient, avec le beau-frère Cyriaque Caron, un « assemblage d'hommes tarés (3) ».

Pendant l'hiver, le Département envoie Le Bon en diverses missions à travers la région: « J'étais encore il y a quinze jours à Boulogne prêchant la paix et la concorde à de bons citoyens que des malveillants essayaient de diviser; que là j'ai eu la douce consolation de voir dans le conseil de la commune deux frères, depuis longtemps désunis, s'embrasser à mes yeux et se jurer une amitié durable et les autorités constituées, la Société populaire, des milliers d'habitants, déposer auprès de l'arbre de la fraternité toute espèce de haine et de prévention (4). »

Le 3 avril 1793, commencent les arrestations des suspects.

Le 24 mai, Le Bon est nommé vice-président du Conseil d'administration du département. On l'envoie au début de juin lire une adresse à la Convention. Le 14 juin, le député Maniez, considéré comme démissionnaire, était remplacé par Le Bon.

Le 26, à la Société républicaine d'Arras, le président adresse au nouveau conventionnel un adieu solennel et fait son éloge au milieu des applaudissements. Le Bon s'élance dans ses bras et le président conclut: « Jeune législateur, quitte-nous sans

(1) Lettre d'Asselin (très hostile), chef du bureau des émigrés du département du Pas-de-Calais à la Convention nationale, 14 thermidor an II. « Les pétitionnaires s'adressent au Lion-d'Or à Saint-Pol, où sa belle-mère, tout en étrillant le monde qu'elle loge, promet d'intercéder ». De fait, la princesse de Raches descendue avec sa suite chez la mère Régniez ayant été incarcérée par Darthé, fut remise en liberté par Le Bon à la suggestion de Le Bas.

(2) Ils « furent au nombre des jurés dont le choix produisit les plus funestes effets ». *Procès*, t. I, p. 180.

(3) *Procès*, t. I, p. 180.

(4) Le Bon: *Histoire de Boulogne d'Hauttefeuille*. Les arbres de la Liberté préoccupaient beaucoup les commissaires du département. Un collègue de Le Bon à Saint-Omer requiert « que le bonnet de la Liberté, qu'un vent aristocrate a enlevé de l'arbre planté sur la place, y soit placé de nouveau avec la pompe qu'exige une cérémonie aussi civique ». Ceci ne rappelle-t-il pas les vers du père Lemoyne :

*Les arbres à leur tour prennent part à la fête,
Ne le pouvant des pieds, ils dansent de la tête.*

regret; quand on va servir la patrie, un regret est un crime. Suis les hautes destinées qui t'attendent; sers-toi de tous les moyens que la nature t'a donnés. Parais sur cette Montagne dont tu dois élever encore la hauteur; sers-toi de ton énergie contre les traîtres et les conspirateurs. J'aperçois déjà ton succès et je m'en réjouis d'avance (1) ».

Le 29 juin, Le Bon sur le point de partir à Paris, reçoit l'accolade du président et de tous les membres du conseil et la leur rend « au nom de tous les citoyens (2) ».

C) LE TRIOMPHE DES EXTRÉMISTES

Le 2 juillet, Le Bon est admis à la Convention et s'installe pour un mois chez Guffroy. Ni l'atmosphère de son hôte, ni celle de Paris, ni celle de la Convention, n'étaient faites pour le calmer.

Guffroy, curieux énergomène, dirigeait un journal : *le Rougyff* dont quelques échantillons donneront une idée de l'auteur.

Le voici qui commente, précisément en juillet 1793, l'assassinat de Marat : « Tous les complices de la Corday n'ont f... pas été rasés; non f..., car il faut bien jurer; ça soulage; non f..., les complices de cette guenon n'ont pas tous été rasés comme elle; ils le seront, pas vrai Charlot? Allons vite, allons, que la guillotine soit en permanence dans toute la République. Tribunaux, à l'ouvrage! »

Remède républicain : « Convention nationale, Peuple français, veux-tu être paisible? montre-toi terrible à tes ennemis. Écrase tous ceux qui s'opposent à ton bonheur... Fais qu'ils se taisent ou qu'ils périssent, y en eût-il plusieurs millions (3) .»

Dans le numéro 25, cet article ahurissant : « Ce sont des

(1) A. J. Paris : *Histoire de Joseph Le Bon*.

(2) « Les embrassades étaient à la mode en 1793 », A. J. Paris.

(3) On lisait aussi dans le premier numéro « Donne-moi la main, père Du-

verges qu'il faudrait pour ces coquines; des verges (1), des seringues, des baquets pleins d'eau, pour y tremper le cul contre-révolutionnaire de ces gredines salariées par les Brissotino-modérantino-royal jean-f... (2). Parisiens, soyez sansculottes aussi, soyez paisibles et f... moi à l'eau tous ces culs de femmes de chambre de ci-devants, tous les culs crottés qui courent de porte en porte exciter l'inquiétude et la foule chez les boulangers; haro! haro! fouettez! drelin! drelin! (3) fouettez! f... faites la police à coups de verges puisqu'on ne veut pas la faire à coups de piques. »

Il s'occupe, bien entendu, des nobles : « Aristocrate, si tu bouges, je veux que les cinq cent mille yeux du diable me servent de boutons de guêtres, si je ne te poche pas au beurre noir dans la poêle de Lucifer. »

Citons enfin des extraits de son lyrisme sur Marie-Antoinette : « Elle a paru à la Conciergerie avec l'insolence de la p... de Jupiter. Ces b... de dieux de l'ancien temps ont une morgue incorrigible. Il n'y a que la guillotine qui puisse effacer leurs grimaces et les empêcher de vous faire la figue. On la mène, alerte, alerte, crak ! que tout soit dit. »

» Ah ! mille bombes, ça fait quasiment rire. »

» Marie-Antoinette, faisant le saut de carpe en avant, manière de corriger la morgue des tyrans. Voilà, foi de grenadier, nom d'un tonnerre, des conseils qui valent bien ceux du pape Adrien (4). »

Le Rougyff était vraiment le « tombeau du bon sens (5) ».

On devine combien la société de Guffroy fut néfaste pour Le Bon et jusqu'à quel point elle put attiser son excitation.

Première mission. — Le 9 août 1793, la Convention envoie

chesne; comme toi, je f... en déroute tous les triples chats qui nous égratignent, tous les tigres qui nous font la chattemitte. Ah ! f... ! mon ami Duchesne, tu parles d'une espingole. Si un b... tortigne du cul, crak, mon b... est à bas ?

(1) Allusion aux flagellations de Paris. On ne vit rien de tel à Arras.

(2) Quelle analogie avec les articles de certain leader extrémiste contemporain !

(3) « On le prendrait pour un serpent à sonnettes ! » La Lanterne Magique, p. 64.

(4) Adrien IV, ancien moine de l'abbaye du Mont-Saint-Éloi.

(5) Chasles aux Jacobins, séance du 13 ventôse an II, où le club rayé de ses membres Guffroy que Desmoulin (Vieux Cordelier n° 7) avait pourtant défini « cet excellent patriote à cheveux blancs ».

Le Bon avec André Dumont dans la Somme ainsi qu'à Boulogne et à Montreuil.

Il apprend soudain qu'une révolte de quatre cents paysans et conscrits venait d'éclater à Pernes-en-Artois. Le Bon part à la tête d'une expédition pour la réprimer. Il requiert sur-le-champ la guillotine à Saint-Pol et fait venir le tribunal révolutionnaire qui condamne immédiatement deux prisonniers à mort le 28 août. Ce sang versé au milieu de l'appareil de la guerre exerce une forte impression sur Le Bon. Il repart à Arras et rend compte au Département de son succès (1) en termes enthousiastes.

Il retourne à Paris où la Convention le nomme membre du Comité de sûreté générale en septembre.

Le 16 octobre, sa femme met au monde une fille : Pauline.

Deuxième mission. — Le Bon envoyé en mission le 29 octobre par le Comité de Salut public arrive à Arras le 1^{er} novembre.

Il n'y reste guère et s'en va à travers le département, à Calais, Hesdin, Saint-Omer, Saint-Pol, courant d'un lieu à l'autre, faisant des arrestations un peu partout, destituant les membres des Comités de surveillance, les administrateurs dont le zèle lui paraît tiède.

Pendant ce temps le tribunal criminel fonctionnait à Arras. Il avait commencé à juger « révolutionnairement » (2) en juin et prononcé quatre condamnations à mort avant la première mission de Le Bon.

Le Bon reparti, seize personnes furent condamnées à mort en septembre (3), six en octobre.

Pendant que le représentant arpente le département, on prononce à Arras treize exécutions en novembre. Le 12 décembre, le tribunal condamne un chanoine et, le 14, un cultivateur qui avait crié « Vive le Roi ! »

Pendant ce temps, le district expulse les religieuses des

(1) Il n'était cependant arrivé qu'après la bataille.

(2) Sans recours et en 1793 sans jury. Il condamnait à mort, ne statuant que sur l'identité, en cas de déclaration d'émigration par le Département.

(3) Treize le furent en liquidation de l'affaire de Pernes.

hôpitaux en novembre : « Ce serait un crime de lèse-nature et de lèse-humanité que de confier plus longtemps nos concitoyens, nos frères malades, aux soins des filles forcenées et fanatiques qui sans cesse forment des vœux pour le retour de leurs pieux et hypocrites imposteurs... Ces femmes peuvent tuer les malades, autant que les maladies mêmes, par les rêves de la superstition et du fanatisme. » Arras était donc fort bien dans le mouvement sans Joseph Le Bon.

Celui-ci rentre le 6 janvier dans sa ville natale où le tribunal révolutionnaire ne prononce qu'une condamnation à mort dans le mois.

Le procès du comte de Béthune (12 février 1794) va marquer le premier déchaînement de Le Bon et l'organisation de son fameux tribunal. Le frein d'un jury tiré au sort sur la liste habituelle lui apparaît insupportable (1).

« Considérant que qui veut la fin veut les moyens (2) », le représentant nomme le 13 une nouvelle liste de soixante jurés : onze étaient les plus terribles patriotes de la Société populaire d'Arras; une vingtaine étaient pris dans les corps administratifs (ily avait même un soldat de police !), donc directement sous la coupe de Le Bon qui y plaça en outre son beau-frère Louis et deux de ses oncles.

Siégeant en public, « les membres de ce juré feront toujours leur déclaration à haute voix ».

Le jury connaîtra dès lors révolutionnairement de « tous les délits contre la chose publique de quelque nature que ce soit (3) ».

La terreur s'organisait donc lorsque, le 21 février, le Comité de Salut public fait savoir à Le Bon que sa mission est terminée (4).

Troisième mission. — Le représentant rentre à Paris où

(1) « Considérant qu'avec des jurés ordinaires la chose publique est à chaque instant compromise et que l'inexpérience, la faiblesse, l'incivisme même de plusieurs d'entre eux encouragent le coupable espoir des contre-révolutionnaires » « Arrêté du 13 février. »

(2) Arrêté du 25 pluviôse (13 février 1794).

(3) Arrêté du 13 février.

(4) Lettre du 30 pluviôse. Archives nationales.

déjà « les têtes tombaient comme les ardoises » ; il se plonge dans une atmosphère frénétique (1) et lorsque le Comité de Salut public, satisfait de lui, le renvoie avec pleins pouvoirs, c'est un autre homme qui revient le 1^{er} mars à Arras.

Il n'y avait eu que trois condamnations à mort entre le 12 février et le 8 mars. Pendant quatre mois, la ville va subir une tyrannie de jour en jour plus effroyable (2).

Le Tribunal révolutionnaire va justifier la satisfaction qu'Asselin exprimait à un ami d'Amiens : « Jamais le soleil ne se couche sans que nous ne voyions tomber des têtes (3). »

Le juge Marteau était surnommé « la Mort » parce que, lorsqu'on lui demandait son avis, il ne sortait de sa bouche qu'un mot « la mort (4) ». Le juge Caron, beau-frère de Le Bon, passait pour plus féroce encore (5).

Des soixante jurés dont le Représentant avait arrêté la liste, nous trouverions facilement terribles les plus humains : quant aux plus effrayants, quelques traits nous les dépeindrons.

De Darthé, le plus sinistre de tous, Le Bon lui-même disait, c'est « un homme d'un caractère à ne pardonner jamais (6) ». Il pouvait bien se vanter de « lancer les sans-culottes et de leur mettre le feu sous le ventre (7) » et proposer pour « aller plus vite » des « mesures à la Carrier (8) ».

(1) Si bien décrite par Cabanès.

(2) *Procès*, t. I, p. 173. Cette progression, dont nous avons parlé comme d'une loi dans la phase finale des révolutions, ressort bien d'une déclaration de Le Bon : « Les mesures révolutionnaires devaient avoir tous les jours plus d'activité, je ne faisais en cela que suivre l'exemple de la Convention. »

(3) Lettre écrite en germinal. *Procès*, t. I, p. 177.

(4) Notes de Devienne sur la Lanterne Magique. Ces notes très partiales semblent sur ce point confirmées par cet addendum signé Ch. M. : « Marteau vécut à Boulogne jusque sous la Restauration ; on l'appelait toujours « Marteau la mort » pour le distinguer de ses homonymes ».

(5) Guffroy : *Censures républicaines*.

(6) *Procès*, t. I, p. 326. Devenu procureur, il fit exécuter dans la journée du 7 mai, vingt-sept habitants de Saint-Pol dont il voulait se venger. Cf. pièce justificative XXIII du rapport Quirot. Asselin : « Darthé qui était dans mon bureau des émigrés du département d'Arras interrogeait les personnes du sexe, les faisait dévêtir ou les déshabillait lui-même, en laissant à peine la chemise à ces femmes tremblantes dans les perquisitions scandaleuses que cet anthropophage exerçait sur elles. J'en appelle aux trois camarades Berguenes, Gobi et Lancel qui étaient présents. » Cf. le rapport de Guyot 7 fructidor, an II, de Saint-Omer à la Convention.

(7) Lettre de Darthé à Le Bas du 29 ventôse.

(8) Lecesne, t. II, 276.

Carlier, redoutable furieux (1), dénonçant à tort et à travers, fut mis en arrestation pour une extravagance trop violente (2).

C'était lui qui, avec Duponchel et Jouy (3), arrivait à dire, dans un dîner : « Pourvu qu'il y ait à Arras quatre hommes pour garder les portes, c'était tout ce qu'il faut (4). »

Plusieurs jurés ne savaient ni lire, ni écrire ; Pain était constamment ivre.

Terminons par cette lettre du juré Clément (5) qui se passe de commentaires :

« Arras, 13 messidor, an II : Clément à ses collègues de Béthune. Dans la séance d'hier matin, nous avons condamné à mort Jean Abraham, ci-devant chapelain à la cathédrale d'Arras ; Pierre-Charles Moncomble, ci-devant vicaire à Arras ; Joseph Dufétel, ci-devant religieux à l'abbaye d'Arrouage, et Joseph Bouchez, ci-devant chapelain à Arras.

» Dans celle du soir, nous avons eu de quoi rire, 16 cochons, tant mâles que femmes, nous furent présentés, savoir : 6 récollets de la maison de Saint-Omer, de Lens et de Cassel ; 3 carmes de Cassel ; 3 vicaires, un de Guise, celui de Gonnehem et celui de Robèque ; une religieuse d'Hazebrouck et 3 servantes de ci-devant prêtres. Ce qu'il y a de plus intéressant, c'est qu'ils voulurent bien renoncer au roi, mais pour le pape cela ne fut pas possible ; ils dirent tous : nous mourrons dans la religion catholique, apostolique et puante.

» Quel vilain animal qu'un récollet ; il y avait longtemps que je n'en avais vu ; aussi me firent-ils en quelque sorte peur ; mais rien de plus effrayant qu'un récollet guillotiné ; je ne sais à quoi cela ressemble, ce qu'il y a de sûr, c'est que j'eus une certaine frayeur en voyant ce cadavre sans tête ; notez qu'ils

(1) La République fait aujourd'hui un bon déjeuner, disait-il le 12 février en allant au procès du comte de Béthune. *Procès*, t. I, p. 163.

(2) Il fut ensuite libéré avec les considérations suivantes : « Joseph Le Bon convaincu que les écarts imputés au citoyen Carlier sont le fruit de l'irréflexion et du peu de connaissance qu'a ledit citoyen Carlier de la force des termes qu'il emploie. » Cf. également *Procès*, t. I, 341.

(3) Jouy, un des pires valets de Le Bon, quoique n'étant pas compté sur la liste, siégea plusieurs fois comme juré.

(4) Lecesne, t. II, p. 215.

(5) Lettre du 30 juin 1794. Archives Nationales.

furent guillotiné en habits pontificaux (1). Le Tribunal a chômé aujourd'hui; demain on parle d'une dizaine de têtes à faire tomber. Clément. »

(2) « Vous retracer l'atrocité de ces jurés nommés par Le Bon serait une chose impossible ! Il suffira de vous en citer quelques traits. Deux jeunes personnes nommées Sus-Saint-Léger, intéressantes par leur mérite, leur âge et leur figure, furent condamnées à mort le 17 mai 1794 pour avoir amusé leur père, accablé de goutte, sur leur forte-piano, le jour de la prise de Valenciennes qu'il était physiquement impossible qu'elles eussent appris alors. Lorsque tout gémissait en voyant ces innocentes victimes à l'échafaud, le juré Danel dit : « Les » voilà, ces b..., c'est pourtant dommage; on eût dû me les prêter une demi-heure avant. » Je tais le reste du propos remarquable par son obscénité (3).

» On condamna à mort (4) les citoyennes Baclers en place de leur tante (morte depuis huit mois) qui était inscrite sur le registre (5) de M^{me} Bataille pour trente sous; les jurés malgré cette observation se déclarèrent convaincus. »

Leducq ajoute à sa déposition : « Les jurés se permettaient de dire aux défenseurs : tu peux défendre celui-ci, mais pour celui-là, l'affaire est faite (6). »

Cet extraordinaire tribunal était soigné par un procureur sans préjugés, Demuliez, qui avait été à Paris étudier auprès de l'ami Herman (7) comment on fonctionnait : « Il avait vu à

(1) Entendre « sacerdotaux ».

(2) Déposition de l'avocat Leducq. *Procès*, t. I, p. 165.

(3) Rosalie Maioul (25 ans), Ursule Maioul (21 ans), Elisabeth, née Vaillant, leur mère (48 ans) furent condamnées à mort; « depuis le commencement de la Révolution auteurs de la trame ourdie contre la Souveraineté du peuple français », elles avaient, « en se réjouissant du succès de l'armée des tyrans lors de la levée du camp de César, cherché à armer les citoyens les uns contre les autres » (acte d'accusation). Angélique Coppin, leur cuisinière (55 ans), fut exécutée avec elles pour « n'avoir pas dénoncé aux autorités constituées les ennemies les plus acharnées de la Révolution » (*Ibid*). Le perruquier Lemirre avait dénoncé le 11 avril 94 les jeunes filles (emprisonnées comme suspectes le 12 mars) pour avoir joué du piano le 12 juillet 1793 ! Cf. *Les hommes rouges* de M. E. Foulon, où ce drame est magistralement reconstitué.

(4) Le 13 avril 1794.

(5) Elle y notait les dons qu'elle centralisait pour les pauvres et les prêtres insermentés dans le dénuement.

(6) *Procès*, t. I, p. 198.

(7) Autre Artésien.

Paris une galerie et des rafraîchissements, vite, il fallait une galerie et des rafraîchissements (1). » ~

Les sans-culottes y venaient en effet comme au spectacle, en famille, avec leurs femmes. C'était un exemple de civisme donné de haut par les représentants Le Bon et Duquesnoy.

Ce dernier (2) représentant à l'armée du Nord préférait séjourner à Boyeffles son pays natal où il festoyait et ribau-



Président d'un comité révolutionnaire s'amusant à son art en attendant la levée d'un scellé. (Pl. en couleur de la coll. Barbier. Archives départementales du Pas-de-Calais.)

daît ferme. « Eh bien, Le Bon va-t-il son train ? » demandait-il en arrivant (3) à Arras.

« Fais-moi f... dedans ces gredins-là, ou je me brouille avec

(1) *Le Bon Procès*, t. I, p. 197. Le Bon ajoute : « Il fit ôter l'échafaud pendant quelque temps après les exécutions, mais il se lassa à la fin et l'échafaud resta. »

(2) Deramecourt rapporte que cet ex-moine était assassin et fils d'assassin. En tous cas on ne conservait pas le souvenir de ses vertus. (Cf. procès-verbaux des séances de la Société populaire de Metz, 12 floréal an II.)

(3) *Procès*, t. I, p. 176.

toi (1) », lui disait-il en parlant des jurés qui avaient osé acquitter l'avocat Dauchez; et comme Le Bon hésitait : « Allons, Le Bon, courage, va toujours ferme. Nous reviendrons ces jours-ci avec Saint-Just et Lebas et ça ira bien plus raide. »

Le Bon se décidait à faire incarcérer Le Blond. Duquesnoy l'en félicitait aussitôt : « J'ai reçu, mon cher collègue, la copie de la lettre que tu as adressée au Comité de Salut public le 3 de ce mois. J'approuvais aux mesures vigoureuses que tu as prises. Continue à dévoiler les hypocrites qui n'ont pris le masque du patriotisme que pour nous tromper (2). » On comprend que Deramecourt ait appelé Duquesnoy l'excitateur de Le Bon.

Ce dernier était entouré d'autres individus peu recommandables qu'il dépeignait sans fards à son collègue André Dumont : « Nous sommes entourés d'une multitude de fripons. Ceux que nous employons ont besoin surtout de ne jamais être perdus de vue. Ils promettent en notre nom : ils menacent, ils intriguent (3). »

Pourtant il leur déléguait, à ces « fripons », les pouvoirs les plus étendus. Duez, Ricmaison, Flament, Hénin et Miennée, avec son autorité, opprimaient Saint-Pol (4). Guilluy allait y provoquer et y recueillir les dénonciations (5).

A Arras Le Bon avait un homme de confiance, Célestin Lefetz, « aussi hypocrite que scélérat (6) », vice-président du district et également juré. Cet ex-moine « ordonnait tout (7) » et

(1) Déclarations de A. Cornille, A. Grenier, P. Delleville et *Procès*, t. I, p. 79.

(2) A la suite de cette lettre est une note de la main de Le Bon : « Ce que m'a écrit à cette époque Duquesnoy n'est pas surprenant, puisqu'il a été témoin de la procédure infâme où les vieilles bigotes ont péri (avec justice cependant) et où Dauchez, le dix mille fois contre-révolutionnaire Dauchez, prévenu du même délit a été acquitté grâce au soins de Le Blond, Danten, etc... Dès le même soir, Duquesnoy voulait que, de concert avec lui, j'arrêtas Le Blond, tant les intrigues de ce dernier étaient révoltantes. » *Procès*, t. I, p. 42. Une des premières pétitions faites à Arras après thermidor, portant plus de huit cents signatures, consacrait à Le Bon cinq lignes, mais commençait par attaquer Duquesnoy sur vingt et une lignes.

(3) Lettre du 14 mars, *Procès*, t. II, p. 27.

(4) Lettre de Duflos au Comité de Salut public. Délibération du Comité de surveillance de Saint-Pol du 20 août 1794.

(5) Arrêté du 1^{er} germinal.

(6) Poirier et Montgey : *Les Angoisses de la Mort*, p. 18.

(7) Déposition de Billion : *Procès*, t. I, p. 156.

faisait trembler les sans-culottes eux-mêmes (1). Celui qui aurait osé lutter contre lui et Ansart, forts de l'intimité du représentant, était perdu.

Et tous rivalisent de zèle.

Ansart laisse guillotiner son oncle (2), un vieillard de 84 ans.

Asselin s'écrie : «... Que la guillotine soit toujours en activité pour ces gens-là (les ci-devant); ne nous livrons point à une sensibilité dangereuse; qu'ils s'aillent tous éternuer dans le sac ! »

Il n'est pas jusqu'au bourreau lui-même qui ne fasse preuve d'une ingéniosité fort goûtée : après une exécution fournie, il se plaît « à arranger publiquement les cadavres de l'un et l'autre sexe dans les positions les plus horribles (3) ».

Ils grouillaient sinistrement autour de Le Bon, ces individus (4) dont les femmes excitaient le zèle. C'est la citoyenne Asselin « au moins aussi terrible que son mari (5) », c'est la citoyenne Forgeois, vieille sorcière avide de dénonciation (6), c'est la veuve Lemaire, l'immonde directrice de la Providence qui envoyait ses détenues au tribunal et à l'échafaud avec cette oraison funèbre : « Aujourd'hui, je crache le sang. » Avec ses acolytes, elle s'emparait ensuite de leur argent et de leurs provisions. On comprend que le soir de l'exécution des quinze femmes du registre de M^{me} Bataille, ces mégères se soient administré une mémorable cuite (7).

L'alliance du sexe et de l'alcool éjouissait la fleur des sans-culottes chez la mère Duchesne, la plus civique des cabaretières.

On les retrouvait au milieu des patriotes, aux bals rouges trihebdomadaires, aux orgies dans les maisons des détenus, aux jugements, autour de la guillotine, toutes les citoyennes, furies hurlantes, ivres de vin et de sang.

(1) Déposition de Delleville : *Procès*, t. I, p. 156. Cf. la déposition du directeur du théâtre d'Arras, tyrannisé par C. Lefetz.

(2) *Procès*, t. I, p. 194. Dans ce temps-là on n'avait ni parents ni amis.

(3) *Procès*, t. I, p. 56, le 1^{er} juillet. On remarque déjà que les actes les plus atroces seront commis en juin et juillet.

(4) *Procès*, t. I, p. 208. « Jamais je n'ai pu connaître les motifs de mon arrestation, que je n'attribue point tant à Le Bon qu'aux vils agents dont il était entouré et dont il était plutôt l'esclave que le maître. » Déposition de Gayette.

(5) Le Bon : *Procès*, t. I, p. 179.

(6) *La Lanterne Magique*, p. 51.

(7) Poirier et Montgey : *Les Angloisses de la Mort*.

Et Mimie mène la danse. Elle assiste aux exécutions (souvent avec son mari) du balcon de la Comédie; dans la ville elle s'exhibe, entourée d'une petite cour, réquisitionne cela, gourmande celui-ci, faisant connaître à chacun d'avoir à satisfaire son bon plaisir (1).

C'est elle qui a développé sans limites l'excitation de son mari et son influence est énorme dans l'évolution pathologique de celui-ci (2).

On voit donc le rôle considérable que jouent les femmes dans les révolutions : « C'est la partie agissante de la foule parce que la plus affective et la plus instinctive (3). »

*
* * *

L'ensemble des actes auxquels vont se livrer tous ces personnages est un véritable retour à la barbarie primitive : « Ce sont les mêmes processus que dans toutes les maladies, ce rajeunissement histologique qu'on trouve par exemple dans les inflammations infectieuses, ce retour au stade prélogique qu'on retrouve dans les psychonévroses, et cette régression aux réflexes instinctifs caractéristiques des sociopathies que sont la guerre et la révolution (4).

(1) Guffroy : *Les Secrets*, p. 219. Elle « provoquait l'arrestation des femmes qu'elle rencontrait dans la rue et tu as satisfait plus d'une fois à la réquisition de ta mégère ». — Tiens, m'n'ami, regarde chelle-là donc, elle a eune f... figure; ché eune aristocrate. — Oui, Mimie, tu as raison; laisse-moi faire, je vais arranger cette b... là; oh! elle a une mine à guillotiner. Qui es-tu, femme? suis-moi. » Nous ne rapportons ce récit qu'en concordance avec la déposition du citoyen Gayette d'Arras au Procès (t. I, p. 208) : « Ma sœur venant un jour m'apporter à manger fut rencontrée par Le Bon, sa femme et Lefetz qui se promenaient sur le rempart, ils la trouvèrent habillée trop proprement car il était malheureusement dimanche. Elle fut mise en arrestation où elle resta dix mois. »

Dans un appartement où elle se trouvait avec quelques jurés, Mimie aperçoit entrer une femme qui venait pour voir le représentant et implorer la grâce de son mari. — « Qu'est-ce que c'est que ça? que veut-elle? — Parler au représentant. — On ne parle pas, mettez-ça à la porte. » *Procès*, t. I, p. 101. Cela se passait à Cambrai. Joseph Le Bon mit le mari en liberté le 27 juillet.

(2) Noter qu'elle était enceinte depuis le mois de mars.

(3) Le Bon se rendait bien compte de ce rôle pathologique; félicitant sa femme de n'avoir ressemblé « en rien aux tyrans femelles », il lui donnait à méditer un passage de Mably qui « l'enchantait particulièrement » et qui se terminait par : « Je vous défie de me citer un État où les femmes aient eu du pouvoir sans détruire les lois, les mœurs et le gouvernement. » (Lettre XLIII du 9 floréal.)

(4) Laignel-Lavastine : *Psychiatrie, guerre et révolution*.

La Société populaire exerce une véritable oppression, faisant comparaître sur une estrade les détenus pour en faire un jugement officieux avant l'autre. Elle accueille avec « hurlements et huées sans l'avoir plutôt entrevu (1) » un détenu mis en liberté par Le Bon qui avait cru devoir s'y présenter. Le représentant va souvent y pérorer et soutenir sa popularité tout en s'excitant.

En dehors de ces réunions, les patriotes ont des loisirs : le tribunal, l'échafaud (2), la poursuite des aristocrates et des « fanatiques », le pillage de leurs maisons (3) et de leurs caves : ils y ajoutent la persécution des détenus (4) conduite par Lefetz.

Quatre-vingts têtes étaient tombées entre le 8 mars et le 18 avril.

Le 18 avril, on reçut la nouvelle que tous les prévenus de conspiration devaient être traduits à Paris. Nul n'avait osé regimber contre Le Bon à Arras jusque-là. Le président du tribunal Beugnet, les jurés Gabriel Le Blond, Saint-Rémy, Danten, Boizard, Peltier ne peuvent contenir leur joie d'être débarrassés de leurs fonctions et « déclament dans les cafés et les places publiques contre la sévérité des mesures révolutionnaires (5) ».

Le procureur Demuliez, l'homme à la conscience élasti-

(1) *Procès*, t. I, p. 195.

(2) « Dites à mes confrères jurés qu'on ne s'est pas retiré pour opiner. Il fallait voir sanctionner le jugement de ces forcenés par les cris d'indignation du peuple et par la joie qu'ils exprimaient à l'instant de l'exécution. Vive la République ! coquins ! scélérats ! lèche-culs de nobles ! cas-mouches ! gueux ! on n'entendait que ça. Ah ! sainte guillotine, tu es bien respectable ! Tu vas mieux que la lanterne, car tu satisfais le souverain et tu te satisfais également. » (Lettre du juré Leroulx après la condamnation à mort des époux Delocre, anciens domestiques de de Vielfort, le 28 mai 1794. In *Cris des habitants de Béthune*, p. 153.)

(3) Certains « patriotes » profitaient des exécutions pour monter leur garde-robe. Au lendemain de thermidor, on trouva sur le linge de quelques-uns d'entre eux « onze à douze sortes de marques différentes ». *Coll. Barbier*, n° 1798.

(4) La manière dont les détenus sont traités est barbare et atroce : *Procès*, t. I, p. 208. *Les Anglois de la Mort*, par Poirier et Montgey, de Dunkerque, détenus à l'Abbatiale d'Arras : « Les détenus furent le 8 mars rassemblés dans la cour de la prison où ils passèrent deux nuits pendant que les patriotes fouillaient les cellules et en ôtaient tout ce qui s'y trouvait. Par la suite, on oublia à plusieurs reprises de les nourrir. » Les femmes étaient victimes des procédés les plus scandaleux.

(5) Le Bon, sixième lettre justificative.

que (1), ose dire que « les gens qui entourent Le Bon mènent le département à la contre-révolution en faisant périr les patriotes »; il s'indigne contre ce « tas de jurés qui condamnent au moindre signe ». « Eh f..., s'écrie-t-il, si Le Bon veut que tout aille à sa tête, il n'a pas besoin de tribunal; il n'y a qu'à prendre un arrêté et envoyer tous les détenus à la guillotine (2). »

Le 19 avril, un arrêté du Comité de Salut public prolonge la vie du tribunal d'Arras. Aussitôt la lettre reçue, Le Bon se précipite à la Société populaire : « Ah ah ! on se réjouissait de la suppression du tribunal ! mais le bienheureux courrier est arrivé et je vais faire une proclamation qui changera la joie en pleurs (3). » Il parle des poursuites qu'il va engager contre ceux qui venaient tout à coup d'exciter la réaction : « Me soutiendrez-vous ? — Oui, oui, s'écrient-ils tous, nous te soutiendrons (4). »

Et Beugnet, Peltier, Gabriel Le Blond sont destitués et incarcérés. Saint-Rémy affolé écrit à Guffroy (5) : « Mon ami, vite, sauve mon pays et le tien; fais-moi appeler à Paris; peut-être je vais périr »; et sans attendre, réussit à se procurer un passeport et à fuir à Paris (6).

Le 21 avril, Le Bon réorganise son tribunal. Daillet devient président, Darthé et Caubrière procureur et substitut. Parmi les braves nommés jurés, citons L'Hérisson qui se vante de n'avoir pas plus de peine à voir tomber une tête qu'à boire un verre de vin (7).

« Ça allait bien, ça ira encore mieux (8). »

On en jugera par cet épisode. Le 23 avril, Louis de la Vief-

(1) Remarquons que Demuliez, les Leblond, Leducq, étaient sans honnêteté et sans moralité (comme le seront la plupart des thermidoriens).

(2) Informations contre Demuliez ordonnées par Le Bon. Archives départementales.

(3) 21 avril 1793 : *Procès*, t. I, p. 115.

(4) *Procès*, t. I, p. 49.

(5) C'est l'origine de la campagne acharnée que Guffroy va entamer à Paris contre Le Bon.

(6) On déclara Saint-Rémy « émigré ».

(7) *Procès*, t. I, p. 198.

(8) Propre expression de Le Bon. Lettre du 3 floréal (22 avril) au Comité de Salut public. Il y avait déjà eu 7 condamnations à mort en deux jours (21 et 22 avril).

ville, 71 ans, sa fille et leur servante (1) furent condamnés à mort et guillotins. Ils avaient conservé un perroquet qui criait : Vive le Roi ! » On balança de guillotiner le perroquet amené comme témoin et qui s'était refusé, malgré les sollicitations, à répéter à l'audience son cri fanatique (2).

En huit jours « trente-deux contre-révolutionnaires disparaissent du sol de la liberté (3) ».

Le 1^{er} mai, Le Bon reçoit du Comité de Salut public des instructions qui l'encouragent; vingt et une personnes sont exécutées en quatre jours.

Tout à coup, le 4 mai, Le Bon reçoit de Saint-Just l'ordre d'aller à Cambrai « surveiller les manœuvres de l'aristocratie en faveur de l'ennemi ». Il part le lendemain à onze heures emmenant Daillet, Darthé, Caubrière et Galand pour diriger le tribunal et douze jurés (4).

Dans la hâte du départ, Lemirre raconte : « Voicy comme j'éte nommé juré : Un jour me trouvent au tribunnalle d'Arras pour y voir juger, la séance qui doit avoir comencé à neuve heur ne comencent qu'à dix heur et demie par l'absence de Daillet présiden à son arivé, il tiras de sa poche un arété du représentant Joseph Le Bon qui établicé un tribunnalle à Cambray : Quel fut ma surprice de m'entandre nommer pour douziemme juré du tribunnalle de Cambray, mois qui n'avait jamais été juré de ma vi ! L'ordre m'en fut donné à onze heur moins un car, est il fallait partir à onze, sans avoir le tam de dire adieu à ma famille. Je fit le serment avan mon départ de ne jamais traire ma conscience (5). »

Cambrai était à ce moment menacée par les coalisés qui

(1) Déclaration du jury : « Les trois susnommés sont convaincus d'être les auteurs ou complices de la conspiration ourdie contre le peuple français et sa liberté; des ennemis fésistant au gouvernement révolutionnaire et républicain, ayant, par les soins qu'ils ont pris d'enseigner un perroquet à proférer les mots odieux de «Vive le roi, vive l'Empereur, vivent nos prêtres et vivent les nobles ! » provoqué le rétablissement de la royauté et de la tyrannie. »

Paris, t. II, p. 21 et seq.

(2) Le fait fut déclaré néanmoins patent. Galand s'empara du perroquet et le remit à M^{me} Le Bon pour qu'elle lui apprît à crier : « Vive la Nation ! »

(3) Lettre du 9 floréal. Joseph Le Bon au Comité de Salut public.

(4) « On cherchait pour aller au tribunal de Cambrai des jurés énergiques, des gens que l'on appelait coupe-têtes. » Le Bon : *Procès*, t. I, p. 186.

(5) Archives départementales.

tenaient Le Quesnoy, Le Cateau et Valenciennes; peu de troupes couvraient la ville entre nos deux corps d'armée; celui de droite commandé par Chapuy se faisait battre le 17 avril à Landrecies qui capitulait le 30; fort indisciplinées ses troupes se débandaient ensuite à Villers-Cauchies le 24. Mais le péril allait être conjuré car notre aile gauche, du 29 avril au 18 mai, remportait victoire sur victoire à Cassel, Menin, Courtrai et Tourcoing.

Les Cambraisiens étaient fort patriotes. En août et septembre 1793, ils avaient soutenu avec acharnement leur garnison cernée cinq jours par le duc d'York; la Convention les avait félicités. Près du théâtre des opérations, il n'y avait pas de ville pour laquelle des mesures de rigueur aient été moins justifiées.

Et voilà que le 5 mai ils voient arriver une trentaine d'individus à moustaches, pantalons, plumets au chapeau, pistolets à la ceinture, traînant des sabres immenses (1). Ils se mettent à arrêter un officier de police qui leur répond impoliment, des passants qu'ils menacent d'expédier dans l'autre monde parce qu'ils n'ont point de cocarde; ils jurent et sacrent d'une effroyable manière (2).

Une demi-douzaine de ces braves font irruption au district, à la stupéfaction de l'agent national Farez à qui ils ordonnent de mettre une grande maison toute meublée à leur disposition. L'un d'eux Rémy (3) plaisante : « Il y en a ici une soixantaine à guillotiner ! »

Le Bon arrive en manteau, se jette dans un fauteuil. « Vous me connaissez, je crois, je suis le représentant du peuple, voici mes pouvoirs. » Et il les jette sur la table (4).

Farez arrive et salue celui qu'il croit être le représentant, c'était le bourreau !

Pendant ce temps, nos sans-culottes parcourent la salle et

(1) *Procès*, t. 1, p. 219.

(2) « Accoutumés à Arras à ne voir que des images de civisme ils s'indignèrent un peu trop vivement de l'état où se trouvait ce district », disait Le Bon : *Procès*, t. 1, p. 234.

(3) *Procès*, t. 1, p. 220. Rémy, ancien bandit, était juré.

(4) « Je l'avoue, mon arrivée ne fut pas très polie. » (Le Bon : *Procès*.) M. Jacob ne récusera pas sans doute ce témoignage.

furent de tout côté. Galand saute sur une table et abat la rosette d'un lustre; il la prend pour une fleur de lys : « Oh oh ! des marques de royalisme ! tas de f... contre-révolutionnaires. » Caubrière retourne une déclaration des droits de l'homme, on l'avait collée sur le dos d'une carte d'Angleterre qui apparaît. Les malheureux Cambraisiens présents se font aussitôt traiter d'agents de Pitt et de Cobourg.

Le Bon sort en les menaçant (1) et court faire une scène semblable aux autres autorités constituées.

Cambrai ne respirera plus pendant soixante-dix jours (2).

Représentant, président du tribunal, accusateurs, jurés et le bourreau lui-même (3) vont vivre sous le même toit, manger à la même table (4). On y fera d'ailleurs bonne chère, et la tête des municipaux garantit l'abondance des menus. La table est officiellement fournie de deux bouteilles de vin par jour et par personne. Cette quantité est encore (5) trouvée insuffisante par des convives qui vont briser les scellés dans les caves des riches détenus et en boivent tout le vin dans leur séjour (6). Au dîner, les jurés annoncent en pouffant : « Demain on en guillotine cinq ou dix ou huit. »

Le Bon s'occupait peut-être moins du tribunal que de la Société populaire où il aimait pérorer et se retrempait dans une ambiance enthousiaste. Il courait les rues, arrêtant les citoyens qui lui déplaisaient; presque tous les soirs, il allait au théâtre applaudir des pièces civiques; il s'entourait d'une garde d'enfants qu'il armait et auxquels il faisait faire la parade; tout l'excitait alors.

Du 10 mai au 28 juin, le tribunal prononça cent-cinquante

(1) *Procès*, t. I, p. 221.

(2) La Société populaire de Cambrai à la Convention nationale le 2 fructidor an II. « Depuis deux mois et demi, la terreur et le despotisme le plus affreux, qui fut jamais, étaient à l'ordre du jour dans cette commune. »

(3) Rapport de Quirot. Pièce justificative n° 7.

(4) Ils ne sortaient que « pour faire quelque tour dans la ville ».

(5) Il faut penser que le vin était à l'époque un luxe ignoré habituellement de nos sans-culottes qui buvaient auparavant de la bière.

(6) Déposition de François Parisot : *Procès*, t. I, p. 91. A son insu, dit Le Bon, qui avait fait dresser l'inventaire. *Procès*, t. I, p. 277.

Déposition de Dechy : « Je retrouvais tout » (effets et argent gardés par la municipalité de Cambrai) « excepté les provisions que ces messieurs avaient consommées. »

condamnations à mort (1) pour deux cent neuf accusés (2). Les non-lieu étaient si rares que Le Bon pouvait plaider à son procès (3) : « L'acquittement du maire et de l'agent municipal de Condœuf parle en faveur du tribunal, il ne condamnait pas tout, puisqu'en voilà deux d'acquittés. »

Un nommé Guérard, que l'on avait installé juge, faisait plus tard ce récit effroyable (4) : « Je suis hors d'état de vous donner des renseignements sur ce qui se passait au tribunal; pour me donner la force d'y siéger, j'avalais un grand verre de liqueur avant de m'y rendre; je ne sortais que pour aller au tribunal, d'où je venais sans m'arrêter me renfermer chez moi. J'avais à prononcer sur la déclaration du jury. Que pouvais-je faire? Je buvais, je tâchais de tout ignorer, jusqu'au nom des accusés (5). »

Le Bon était d'ailleurs presque aussi souvent à Arras qu'à Cambrai, il sillonnait la route à crève-chevaux (6). Munis de pleins pouvoirs, Célestin Lefetz et Petit tenaient entre temps le chef-lieu sous leur tyrannie.

Du 6 au 19 mai, soixante-huit personnes furent guillotинées à Arras. Le Bon, un instant préoccupé des attaques que Guffroy menait à Paris, fut encouragé par un mot de Duquesnoy : « J'étais à dîner avec Robespierre quand il a reçu ta lettre; nous avons ri. Va ton train et ne t'inquiète de rien. La guilotine doit marcher plus que jamais (7). »

(1) Le tribunal criminel du Nord siégeant à Douai avait jugé révolutionnairement 73 accusés du 21 avril 1792 au 27 juillet 1794; il en avait condamné 8 à la peine de mort (dont 4 déclarés émigrés par le département furent condamnés *ipso facto*) et acquitté 45. (Paris, t. I, p. 375.)

(2) Dans ce nombre encore y eut-il 24 militaires ayant déserté qui furent acquittés dans une même séance.

(3) T. I, p. 217.

(4) Auquel Le Bon souscrivait.

(5) *Procès*, t. I, p. 232.

(6) Le maître du relais de Vis lui demandait en vain d'en fournir. Les jurés de Le Bon, son tribunal et sa femme allaient et venaient fréquemment. Il s'était établi presque tout de suite, on oserait dire, un match entre Arras et Cambrai comme en témoigne cette lettre du 8 mai du juré Duhautpas : « On dit que ça ira, et moi je dis ça va; les journées des 17 et 18 vous en sont garantes. Celle d'aujourd'hui, quoique moins fertile à Arras, vaut, dit-on, autant à Cambrai que les précédentes à Arras. Voici les noms de ceux qui ont subi la peine due à leur scélératesse...; demain relâche au théâtre rouge. » Lettre de Duhautpas à ses collègues datée du 19 floréal, in Paris, t. II, p. 121.

(7) Lettre dont l'authenticité reste toutefois discutable.

Du 20 mai au 12 juillet, cent trente-sept personnes furent envoyées à la mort à Arras; le 10 juillet, le tribunal avait atteint la limite de l'entendement humain en condamnant à mort Noëlle Foucart : « Cette paysanne (1) de Camblain (2) allaitait son enfant de deux mois et demi à la porte de sa chaumière. Un des jurés du tribunal de Le Bon (3) passe et la regarde : « Dis donc, eh ! pourquoi n'as-tu pas de cocarde, f... aristocrate ? Sais-tu que je peux te faire guillotiner ? — Eh non fait, je n'sus mie aristocrate. Je r'viens d'ché camps et je voie y retourner; j'nai mie bson d'cocarde pour ouvrier. — Quoi, b..., tu réponds ? Je vais à Arras, je te ferai guillotiner. — Eh bien va ! si teu m'fais guillotiner pour cha, en a bien raison d'dire qu'en en guillotine à Arras qui sont aussi inochents que ch'l'innocent que j'tiens dans mes braux. »

Revenant de l'exécution, Carlier plaisantait avec un de ses collègues : « As-tu vu comme le lait coulait avec le sang (4) ? »

On comprend alors l'insistance de Guffroy à Paris : « Ce qui n'est pas joli, c'est de laisser la guillotine entre les mains d'un fou (5). »

Rien ne peut excuser ces « assassinats judiciaires », pas même les combats incertains qui arrêtaient notre aile droite du 25 mai au 26 juin devant Charleroi (6).

Thermidor. — Le 26 juin, la victoire de Fleurus écartait définitivement tout péril; le sang coulait toujours à Arras, la conduite de Le Bon était tellement répréhensible que, le 10 juillet, le Comité de Salut public, qui l'avait cependant couvert, rappela son représentant et supprima les tribunaux révolutionnaires d'Arras et de Cambrai (7).

(1) *Procès*, t. I, p. 165. Déposition de Leducq non infirmée par Le Bon, nous adoptons la version de Guffroy : *Les Secrets* de Joseph Le Bon, p. 177.

(2) Pas-de-Calais.

(3) Version Guffroy. Paris dit deux commissaires aux émigrés. On pouvait remplir les deux fonctions ensemble.

(4) Ce propos a été relaté au procès par Leducq, t. I, p. 165. Le Bon ne l'a point démenti. Il est également repris par divers ouvrages de l'époque, nous ne l'avons trouvé contesté par aucun. Cf. Guffroy, 1^e c., p. 177. Cf. la Lanterne Magique.

(5) Guffroy : *Les Secrets* de Le Bon, p. 79.

(6) Les opérations se déroulaient néanmoins à 80 kilomètres de Cambrai.

(7) Décret du 26 messidor.

On démonte la guillotine (1) pour la fête du 14 juillet que Le Bon préside : « L'ultime réjouissance est un bûcher couvert de dépouilles des vils esclaves des tyrans. Le représentant du peuple, les présidents des sociétés... s'avancent la torche à la main et y mettent le feu. Des deux côtés du bûcher se trouvaient un corps de jeunes personnes vêtues de blanc et ornées de fleurs, et un corps de braves défenseurs de la patrie qui, au signal donné, se réunirent. Les soldats furent embrassés, couronnés de fleurs et jurèrent de mériter encore une semblable récompense, puis on s'en fut fraternellement dîner, pleins d'une gaieté si naturelle aux républicains (2). »

Le 29 juillet, Le Bon apprend à Arras la chute de Robespierre (3) et part aussitôt à Paris. Le 2 août, attaqué à la Convention par Bourdon, André Dumont, Turreau et Legendre, il est aussitôt mis en arrestation (4).

Dès lors une réaction d'autant plus formidable que plus longtemps comprimée explose dans le Nord et gagne la France. Élisabeth Le Bon, malgré sa grossesse, est incarcérée à Arras ; son mari, enfermé au Luxembourg, voit des prisonniers de droit commun refuser de partager sa cellule ; à la liste de ses exploits on ajoute des imputations plus effroyables encore, comme d'avoir exigé l'honneur d'une femme pour sauver son mari et de les avoir le lendemain guillotins tous les deux.

Dans la tempête de haine qui gronde, il ne peut compter pour le soutenir que sur la présence et le dévouement constant de son beau-frère Abraham Régniez.

Guffroy l'attaque sans arrêt, mais les Conventionnels, toujours prêts à absoudre un de leurs membres (5), ne poursuivent pas avec beaucoup de suite. L'émeute du 12 germinal (1^{er} avril 1795) amène une réaction. Boudin ayant proposé la déporta-

(1) Le 27 juillet, le Conseil général de la commune de Cambrai considérait « qu'un sang impur versé où la guillotine existait répand, par la corruption qu'il a acquise, des exhalaisons nuisibles qui donneront bientôt naissance à des maladies épidémiques qui, en tuant les amis de la Liberté, deviendraient un objet de triomphe pour l'aristocratie ».

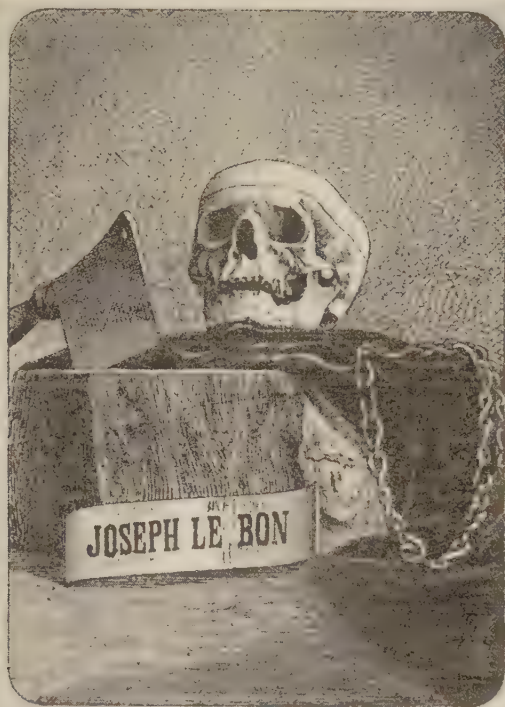
(2) Bouly, t. II, p. 122.

(3) 9 thermidor, 27 juillet.

(4) Décret du 15 thermidor.

(5) Les représentants du peuple se sont de tout temps montrés entre eux fort indulgents pour leurs diverses peccadilles.

tion, Bourdon (1) s'écrie : « Comment voulez-vous qu'un tribunal criminel condamne à la mort si vous déportez Le Bon. » L'insurrection du 1^{er} prairial emporte la décision. Le Bon est transféré à Meaux et, le 17 juillet, envoyé devant le tribunal



Cette gravure tirée du livre d'A.-J. Paris n'était livrée que sur demande, de peur de choquer les âmes sensibles.

« d'Amiens pour y être jugé « en dernier ressort, sans recours en cassation, comme pour fait d'attentat à la sûreté publique ».

Après de nombreuses audiences où furent entendus près de

(1) Devenu fort vertueux !

cent témoins sur ces trois chefs d'accusation : 1^o assassinats judiciaires; 2^o oppression des citoyens; 3^o vengeances personnelles et cruautés, Joseph Le Bon fut condamné à mort le 4 octobre; il fit vainement appel en cassation et fut exécuté le 16. Le bourreau prit sa tête par les cheveux et la montra aux quatre coins de l'échafaud, à la foule innombrable qui remplissait la place et jusqu'aux toits des maisons environnantes.

Dix ans après, lorsqu'on fouilla le cimetière alors abandonné, on reconnut le corps de Joseph Le Bon à la quantité de pierres jetées sur sa fosse par la fureur populaire (1).

(1) A. Goze : *Histoire des rues d'Amiens*, t. III, p. 129.

CHAPITRE II

HÉRÉDITÉ ET PORTRAIT PHYSIQUE DE JOSEPH LE BON

Avant d'aborder l'étude de Joseph Le Bon lui-même, il faut encore compléter le cycle des influences extérieures par un deuxième cercle en quelque sorte concentrique, son hérédité.

Disons tout de suite qu'elle apparaît chargée : les deux époux Le Bon eurent neuf enfants; cinq moururent en bas âge : Brigitte, née en 1763, fut emportée à trois ans, Xavier et Pierre, jumeaux, nés en 1770, ne vécurent que quelques jours, Albert, né en 1772, mourut à huit ans et Augustin, né en 1774, à trois ans.

Quatre vécurent : Joseph, né en 1765, Léandre, en 1768, Henri, en 1769, Henriette, en 1775.

Leur mère était extrêmement pieuse; elle fut profondément bouleversée en 1791, à l'annonce que Joseph avait prêté le serment constitutionnel.

Le 24 juin 1791, l'inspecteur de police d'Arras la fit interner après avoir dressé ce procès-verbal : « J'ai trouvé ladite Régnier ché elle qui m'a paru avoir la tête entièrement perdu y aiant dans la maison plusieurs personnes pour la contenir. Lui ayant parlé, je n'ai pu avoir d'autres réponses que de me dire qu'elle allait au devant de son fils qu'elle dit être en ville depuis huit jours (1). »

Le 25 juillet, son fils Joseph, à peine arrivé à Arras, la trouve enfermée à l'asile d'aliénés et écrit à ses amis de Beaune : « Les fureurs de ma mère loin de diminuer augmentent de jour en jour, elle est tout à fait inabordable; lorsqu'elle était

(1) A.-J. Paris, t. I, p. 10.

encore chez nous, elle brisait tout ce qu'elle trouvait sous ses mains, dévastait la maison et attentait à sa propre vie, ainsi qu'à celle de ses enfants. Aujourd'hui elle joint à ses transports frénétiques des cris perçants et lugubres qui remplissent tout le voisinage (1). »

Elle sortit de l'asile le 21 septembre sur la requête de son mari qui exposa qu'elle « commençait à recouvrer la raison ». Elle mourut le 18 février 1795 dans l'ancienne prison de la rue des Baudets, où la municipalité l'avait fait à nouveau enfermer comme « imbécille » le 22 août 1794.

Son mari, François Le Bon, donna assez jeune encore des signes de déficience; il devint incapable de continuer convenablement son métier; il n'arrivait plus à subvenir aux besoins de la famille, et, le 1^{er} septembre 1790, la municipalité nomma Léandre Le Bon contrôleur des ventes, à condition que son père s'abstînt désormais de les faire. Ses deux collègues, François Griffon et Jean Boitel, avaient en effet demandé qu'on lui ôtât « le pouvoir de vendre, parce que, responsables les uns des autres, ils démontraient qu'il était en retard de rendre compte de sommes considérables (2). » À partir de ce moment son activité devint extrêmement réduite (3). Ce fut Joseph Le Bon qui dirigea la famille.

Ses deux frères gravitent assez falotement autour de lui pendant la Révolution et s'estompent ensuite; Henriette leur sœur paraît avoir été une excellente personne.

La fille du Représentant, avec qui sa mère se dissimula après 1795, n'a guère laissé de traces.

Le fils Émile devint magistrat à Chalon-sur-Saône. Peu sociable, il vécut à l'écart de tous, consacrant ses instants et son peu de revenu à l'ardente défense posthume de son père. D'un caractère sombre et distant, quoique poli et estimé, il ne manifesta qu'une fois son enthousiasme en criant : « Vive la République ! » à l'annonce des événements de 1848. Il n'avait pas voulu se marier afin que son nom ne se perpétuât point.

(1) *Joseph Le Bon*, par Émile Le Bon.

(2) A.-J. Paris, t. I, p. 172, et t. II, p. 147.

(3) Il avait été « trois fois attaqué d'apoplexie ». Le Bon à Ferdinand Dubois, 2 août 1793. Archives nationales.

Il gardait des relations intimes avec la famille Masson; celle-ci lui trouva en 1866 une petite propriété à Sainte-Marie-sur-Ouche où il se retira bientôt sans le faire savoir à personne (1); il s'y éteignit pieusement le 23 août 1871 (2).

* * *

Le principal document qui précise le portrait physique de



Joseph Le Bon, d'après une gravure de journal
(Coll. Barbier, Arch. Départ. du Pas-de-Calais.)

Joseph Le Bon est le passeport qui lui fut délivré en ventôse 1793 : « Taille de cinq pieds six pouces, cheveux et sourcils

(1) Pendant cinquante ans Chalon et l'histoire devaient ignorer la fin d'Émile Le Bon.

(2) E. Demaizière : *La mort d'Emile Le Bon*. Émile Le Bon instituait Charles et Victor Masson légataires universels et leur laissait une fortune assez considérable, ce qui étonna d'un homme dont le train de vie avait toujours été extrêmement réduit.

châtains, front découvert, nez ordinaire, yeux bleus, bouche moyenne, menton rond, visage ovale marqué de petite vérole (1). »

Il était vif, svelte, nerveux. On retrouve sur ses divers portraits l'influence thyroïdienne : exophtalmie notable avec pigmentation des paupières et sourcils très marqués, chevelure abondante. Les traits sont doux et, dans certains portraits, presque féminins.

L'état de santé de Le Bon a toujours été excellent; il ne parle guère que d'une grippe, alors qu'il était au collège de Beaune (2), et d'un malaise passager au début de son séjour à Cambrai. Ce sont les seules traces de maladie que nous ayons relevées; tout le reste du temps, il est d'une activité et d'une résistance fantastiques. Il pouvait couvrir trois lieues en une heure (3). Plus tard, il parcourra le Pas-de-Calais pendant les durs hivers 1792 et 1793 sans jamais se plaindre de la fatigue ni des intempéries.

(1) Archives nationales.

(2) Dans la lettre VI à Millié (fin décembre 1788) on trouve en outre ce passage : «... Je ne me suis jamais si bien trouvé de mon physique; je me rétablis entièrement » et une lettre du 10 décembre ne mentionnait encore aucune maladie.

(3) Attestation du maire de Beaune.

CHAPITRE III

LES QUALITÉS DE JOSEPH LE BON

Si artificielle que soit la discrimination : qualités, défauts, elle est extrêmement commode pour l'étude d'un personnage comme Joseph Le Bon.

Il apparaît d'abord comme un individu assez normal, mais entre mars et juillet 1794 on note chez lui une disparition presque absolue du sens moral; A.-J. Paris s'indignait de l'absence totale à cette période d'actes dignes de louanges. Nous nous étonnerons moins de cette éclipse morale quand nous la verrons coïncider avec le grand paroxysme maniaque de Le Bon. Il s'était montré intelligent, honnête, sensible, en dehors de cette évolution pathologique.

C'est sous cet aspect que nous allons le voir dans ce chapitre.

*
* *

Prodigieuse vitesse de pensée, syntaxe claire, aisée, ses multiples écrits, même les plus excités, se lisent toujours facilement; sa langue, directe, dépouillée, nous fait croire l'encre encore fraîche. La phrase suivante, pittoresque et plaisante, caractérise fort bien sa manière : « Les médecins sont déconcertés de ce qu'on ne meurt plus ici à l'ancienne mode; sur trente-deux personnes mortes le mois dernier, seize sont mortes subitement. On ne sait à quoi attribuer ces malheurs. M. Masson, le boiteux, entre chez M. Fouquerand pour s'informer de la santé de ce dernier; tout à coup, sans dire gare, il décampe dans l'autre monde. Le trompette Manchot détale de la même

manière le jour des Cendres, en faisant le brave à ce qu'on dit, et en mangeant une rôtie de graisse. Nous avons commencé le carême par enterrer notre pauvre M. Petit, lequel est décédé en homme de bien, avec l'ordonnance de la Faculté (1). »

Par ailleurs, les considérants de ses arrêtés seront brefs, rapides, leur succession s'enchaîne impérative. Lui qui arrive ignorant tout du droit, s'y avance sans encombre, détournant habilement la logique au gré de sa conviction.

Intelligent, il l'est au plus haut degré.

Dès sa jeunesse, tout le monde s'accorde sur cette qualité; il préside à seize ans (2) l'Académie du collège d'Arras où un de ses condisciples lui reconnaissait « une mémoire très heureuse, une éloquence facile, un esprit non dépourvu de jugement et de goût (3) ».

Professeur au collège de Beaune, il « fait son cours de classe de la sixième à la rhétorique d'une manière brillante (3) » et donne à ses élèves de sages conseils : « Ayez toujours devant les yeux la gloire de Dieu et l'utilité du prochain. Ne vous aveuglez pas sur les manquements légers à la règle; c'est dans l'observance exacte des petites choses que l'on s'exerce à la pratique des plus grandes (4). »

Et il prêche d'exemple, car on le trouve « dévoué à son état, soumis à la règle et sincèrement religieux (5) ».

« Il n'est pas besoin que je me recommande à vos prières, écrit-il à ses amis; vous savez combien elles me sont nécessaires, distrait surtout, comme je suis, par tant de soins et tant de besogne (6). »

L'estime dans laquelle on tenait Le Bon pouvait même survivre à un scandale public. En mai 1790, les jeunes rhétoriciens du collège de Beaune étaient partis d'enthousiasme aux fêtes patriotiques de Dijon; leur professeur fut sommé de courir à leur poursuite. Le Bon obéit et réussit à ramener son monde; mais, sans doute pour se consoler, la petite troupe se

(1) Lettre VII à Millié.

(2) *Almanach historique d'Artois et registre des États.*

(3) Lettre d'H. Lefebvre.

(4) *Joseph Le Bon dans sa vie privée.*

(5) En 1790, lettre d'H. Lefebvre.

(6) Lettre du 12 décembre 1788; Le Bon va recevoir le diaconat.

laissa tenter par les attraits capiteux des grands crus, et fit maintes haltes le long de cette fameuse côte d'or de Bourgogne, de telle sorte que le soir, au retour, aussi ému que ses élèves, Le Bon déchira son habit d'oratorien sur la place publique de Beaune. Rayé de la Compagnie, il demanda un certificat au Maire qui le lui délivra en ces termes :

«... Le dix-neuf mai dernier, après avoir fait trois lieues à pied en une heure, par la plus forte chaleur du jour, pour obéir à son devoir, M. Lebon, prêtre de l'Oratoire, dans un moment d'yvresse involontaire, jetta publiquement son collet sur la place; attestons que, jusqu'à cette période malheureuse, le dit sr Lebon a été d'une conduite irréprochable; qu'il s'est distingué surtout par son attachement constant pour la jeunesse qui lui était confiée et que, depuis la Révolution, il n'a rien négligé pour développer en elle tous les sentiments du plus pur patriotisme; en foi de quoi nous lui avons délivré le présent certificat... (1). »

Malgré cet esclandre, sa renommée, tant comme professeur que comme orateur, était telle que les milieux constitutionnels de 1791 lui offrirent d'emblée, avec des invitations flatteuses, de beaux postes à Dijon.

On sait qu'il leur préféra l'humble cure du Vernoi où il porte « l'amour pour ses fonctions honorables jusqu'à l'enthousiasme (2) ».

Il agit d'une façon aussi estimable à Neuville, où il témoigne d'abord à l'ancien curé des sentiments de bienveillance qui semblent sincères et d'autant plus méritoires que son entourage ne l'y poussait pas.

Il se lance à fond dans la politique en 1792, mais laisse son ambition s'effacer devant le devoir; envoyé en délégation à Paris par l'Assemblée électorale de Calais, il part aussitôt sans attendre le scrutin, et son absence est en grande partie cause de l'échec de sa candidature.

Sa conduite à la mairie d'Arras est encore digne d'éloges; non seulement il s'oppose courageusement aux frères-prê-

(1) Archives nationales, F7 47742. Ce texte a été publié intégralement par Misermont (1903).

(2) Le Bon, *Procès*, t. I, p. 126.

cheurs incendiaires dépêchés par la Convention, mais encore il les fait jeter en prison de sa propre autorité, au grand effarement des autres notables. Il pouvait, deux ans après, écrire pour sa justification (1) : « Fidèle aux principes, je me suis exposé à la mort, dans un moment où les lois n'étaient guère connues et respectées qu'au sein de la représentation nationale (2), dans un moment où le massacre se prêchait tout haut (3), et j'ai mieux aimé risquer ma tête que de voir couler illégalement une seule goutte du sang de mes concitoyens. » Il déploie une activité énorme en septembre pour ravitailler les troupes et la population que menace la disette (4).

En décembre 1792, il combat la condamnation de Louis XVI à la Société populaire et pourtant l'auditoire n'était pas suspect de tendresse envers l'ex-roi (5). Remarquable orateur de réunion publique, habile à plaisanter aussi bien qu'à exciter, il triomphe et mécontente ainsi les extrémistes; un de ceux-ci, Barbet, exhalait son dépit en ces termes à Guffroy (6) : « Dimanche, l'Assemblée était nombreuse, Le Bon y a brissoté l'opinion publique. Il a plaidé la cause du Roi et il prétend qu'il doit encourir seulement la déchéance. Hacot (7) et moi, nous nous sommes réunis contre lui; mais il se soutient toujours par des pasquinades qui font plus sur le peuple que des raisonnements. »

Au début de 1793, les ventes des biens d'émigrés étaient faites en dépit du bon sens dans l'arrondissement de Saint-Pol et donnaient lieu à des dilapidations. Le Bon, membre du Directoire du Département, dénonça vigoureusement ces faits et se signala en allant rétablir l'ordre.

(1) Lettres justificatives.

(2) Et encore !

(3) Allusion aux massacres de septembre qui venaient d'avoir lieu.

(4) Jacob, t. I, pp. 137 et 138.

(5) C'était vraiment un trait d'indépendance de caractère chez Le Bon qui disait le 29 juin 92 : « Encore un nouveau forfait de la part de Louis XVI et le 14 juillet 92 éclipsa le premier. Il y a trois ans nous avons seulement brisé nos fers, donné quelques coups de verges à nos tyrans; dans trois semaines peut-être, le peuple, de son pied d'éléphant, écrasera ces faibles insectes... il faut que Louis XVI ou la liberté succombe. » Cf Jacob t. I, p. 78. Dans le même discours Le Bon eut ce mot plaisant : « Non, rassurez-vous, Messieurs du Directoire, les sans-culottes ne sont pas tout à fait des anthropophages. »

(6) Alors à Paris, où il siégeait à la Convention.

(7) Hacot devait être destitué en janvier 1794 pour modérantisme.

Voici sa protestation : «... Aujourd'hui nous avons rendu visite au ci-devant château de Ramecourt; tous les objets qui faisaient le plus évidemment partie de l'immeuble y ont été vendus et la maison ne présenterait plus qu'un spectacle révoltant si les acquéreurs s'étaient pressés de faire enlever leurs acquisitions. Mais le fermier adjudicataire de toutes les tapisseries, de tous les lambris, de toutes les alcôves, de toutes les armoires insérées dans ces murs et enfin de toutes les cheminées de marbre, ne crut pas devoir se hâter et votre arrêté... intervint, qui para à la propagation du désastre. Une autre cheminée, la plus belle sans contredit, la cheminée de la salle, adjugée à un particulier de Saint-Pol, a été enlevée sur-le-champ et n'a laissé que de hideux débris. Quelques-unes des portes et fenêtres ont disparu, les granges et étables ont été dévastées, un belvédère, placé très avantageusement et fait pour ajouter au prix du ci-devant château, a été mis en vente comme un meuble ordinaire, ainsi que le pont-levis qui y conduit. Heureusement l'un et l'autre sont encore échus au fermier et cette circonstance assure les intérêts de la nation. »

Tavernier, Joseph Le Bon.

C'est la même indépendance d'esprit que Le Bon montre en écrivant au *Courrier de l'Égalité*, le 8 mars 1793 : « Je vous déclare et à la France entière, que je ne pense ni à Marat, ni à Brissot, ni à ces prétendus chefs de parti qui passent un temps précieux à s'entre-déchirer, au lieu de songer à la chose publique, que la liberté est ma seule idole, que je m'attache aux principes et non aux personnes (1). »

En juillet 1793, il refuse ainsi contre son intérêt de demander son admission aux Jacobins, car il pense qu'un bon député doit se tenir au-dessus de l'esprit sectaire des clubs.

Il saisit une occasion d'intervenir à la tribune; le 26 juillet, il demande que la Convention nomme une commission pour abolir entièrement la mendicité; l'Assemblée, n'attachant aucune importance à ses paroles, passe à l'ordre du jour; trois jours après, il prend adroitement prétexte du compte rendu

(1) Hauttefeuille et Bénard : *Histoire de Boulogne*.

des journaux qu'il traite d'erroné, il remonte à la tribune et déclare que sa motion avait été écartée uniquement parce que le Comité de Secours en étudiait déjà l'objet. Pour lui, il tenait à rétablir les faits, afin d'empêcher les malveillants de profiter de l'erreur des journaux pour jeter de la défaveur sur la Convention. Député depuis un mois à peine, il faisait déjà preuve d'une ruse consommée, ce qui ne l'empêchait pas d'agir avec sagesse :

Le 8 octobre 1793, une question singulière est posée : oui ou non, le rhum doit-il être considéré comme de l'eau-de-vie ? On avait, en effet, trouvé cachée chez le député François Robert une grande quantité de rhum. La loi édictait la peine de mort contre ceux qui accaparaient les denrées de première nécessité parmi lesquelles elle classait l'eau-de-vie. Au bout de sept heures de délibération, la Commission n'avait pu répondre à la question. Si le rhum était de l'eau-de-vie, la tête de François Robert tombait, la loi étant formelle. Le Bon prend la parole : « La loi qui n'est pas claire est comme si elle n'existait pas; or, comme nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi antérieure à son délit, je demande qu'on passe à l'ordre du jour sur le cas particulier qui nous occupe et qu'on renvoie à l'examen du Comité la question de savoir si le rhum doit être compris parmi les objets de première nécessité. » L'Assemblée applaudit et accepte la proposition.

Nous relevons la même modération au début de sa deuxième mission (1); comme il parcourait l'Artois, le Représentant apprit l'exécution de onze Auvergnats forains, chaudronniers et rémouleurs. Sillonnant la région comme ils le faisaient depuis des années, ils ne purent justifier jour par jour de leur résidence; ayant été déclarés émigrés, ils furent guillotins. Le Bon blâma cette sentence qui ne faisait « pas le profit de la République (2) ».

C'était l'époque où il écrivait au Comité de Salut public : « Je ne suis qu'un homme et je n'aime point terminer les affaires en courant. »

(1) On l'avait accueilli à Arras (le 1^{er} novembre 93) « dans la joie générale, aux cris de « Voilà notre sauveur, voilà le père du peuple ! » (*Mémoires de Dupré*, peu favorable à Le Bon, in Jacob, II, 59.)

(2) Lettre au département.

De Saint-Pol, où il avait blâmé quelques mesures révolutionnaires trop tyranniques (1), il envoie au Comité de surveillance d'Arras des instructions sévères contre « toutes les femmes publiques prostituées et entretenues, dont la conduite osée et licencieuse insulte à la vertu, scandalise l'homme moral et corrompt les mœurs (2) ».

Prenons-le plus tard, alors qu'il s'exalte déjà davantage. En février 94, au cours d'une incursion à Lille, il fait des arrestations; Florent Guyot passe quelques jours après et remet les prisonniers en liberté. Le Bon est d'abord furieux : « Si j'aimais un peu moins la patrie, il n'en faudrait pas davantage pour allumer une guerre de représentants. » Il reconnaît cependant ses torts; à Florent Guyot, qui prenait très mal la chose, et que Le Bon pourtant ne redoutait pas, il écrit cette lettre pondérée : « Je vais envoyer au Comité copie de ta lettre pour excuse de mes retards et m'engager à me restreindre dans le département où je suis, si mieux il n'aime me rappeler. Je ne finirai point cette lettre sans te déclarer que j'ai fait pour tous les autres districts du Nord la même sottise que pour celui de Lille. Pares-y de ton côté, redresse ce pas de clerc le plus tôt qu'il te sera possible. »

Il fait part de même au Comité de Salut public (3) : « Dans le fond Florent Guyot a raison; depuis que les sociétés populaires ont été envahies par les patriotes de 1793, il est très difficile de démêler la vérité dans les renseignements qu'elles fournissent, à moins qu'on n'ait connaissance parfaite des localités. Mon avis est donc que vous me débarrassiez de ce département du Nord où je n'entends rien... »

Nous étudierons ultérieurement les efforts qu'il accomplit, surtout au cours de sa deuxième mission, pour assurer

(1) *Procès*, t. I, p. 143.

(2) En nivôse 1793.

(3) Auquel il avait déjà donné le 26 janvier 1794 cette preuve de désintéressement : « Je me moque du qu'en dira-t-on; cependant puisqu'on m'avertit que le médecin Duhem dirige des batteries contre moi, je crois vous devoir un extrait de cet avertissement. Rappelez-moi et envoyez Duhem à ma place, si cela l'amuse. Pour moi, je vous le déclare, je n'aspire que mon retour à Paris. Je voudrais même qu'on exclût tous les ci-devant prêtres de la représentation nationale.

« Quand on a combattu pour la révolution au moment du péril, on ne doit plus avoir rien à désirer. »

le ravitaillement et la police de la population et des troupes.

Son intelligence le servit en maintes circonstances à des fins moins heureuses. Le Comité de Salut public qui l'envoyait à Cambrai n'avait pas autorisé d'autre tribunal révolutionnaire que celui d'Arras (1). Le Bon arrêta que le tribunal de Cambrai sera appelé « Tribunal révolutionnaire d'Arras, première section séant à Cambrai ».

Si nous en croyons son ancien élève et secrétaire, Faguet, il aurait même prévu thermidor : « Il me revient à la mémoire, écrivait celui-ci le 30 octobre 1847 (2), que le soir de la solennité des fêtes de l'Être-Suprême (3) nous nous promenions ensemble sur la place de Cambrai. « Eh bien, me dit Le Bon, que penses-tu de la fête d'aujourd'hui ? » — « Ma foi, répondis-je, l'Être-Suprême et l'immortalité de l'âme ne sont pas choses bien neuves, et Robespierre, sous ce rapport, n'a rien inventé. » « Tu ne vois donc pas, reprit Le Bon, que Robespierre a atteint son apogée, que « monté sur le faite il aspire à descendre ». Mais cette descente sera une chute sur l'échafaud. Sa mort sera suivie d'une réaction terrible. Je serai le bouc émissaire de la Convention qui nous abandonnera, et le sort de Robespierre sera le mien. »

Après son arrestation nous le verrons encore déployer toute son habileté; il commence par faire le mort. « Ne sois point surprise de mon silence sur les calomnies qui s'amoncellent contre moi, écrit-il à sa femme; il y a temps de parler et temps de se taire. Si ma mort est jurée, je ne ferais que l'accélérer en montrant la turpitude de mes détracteurs (4); si elle ne l'est pas, rien n'est perdu pour attendre. »

On arrive au procès. Autour de Le Bon c'est un peuple déchaîné (5) qui réclame sa tête sur l'air de *la Marseillaise* :

Que tout ce qui fut vil boniste
Au neuvième de thermidor,

(1) Arrêtés du 30 germinal et du 11 floréal.

(2) Lettre citée dans A.-J. Paris, t. II, p. 185.

(3) Le 28 prairial an II (16 juin 1794).

(4) C'est cependant ce qui arriva. Le Bon dans un moment d'excitation attaqua trop vivement Guffroy au cours d'une comparution et la haine de ce dernier fut du coup réveillée.

(5) Assez lâchement et qui avoue : « Morbleu, un peu de cœur au ventre

Soit saisi partout au plus vite :
Et surtout, demandez encor (bis)
Que ces Jurés abominables,
Qui buvaient le sang comme l'eau,
Soient tous envoyés au bourreau ;
Qu'on lui livre tous les coupables.

Vengeance, citoyens, armez-vous de courroux } bis
Volez, volez et que la loi les extermine tous. }

Mais ses acolytes ont réussi à se tirer d'affaire et ont rejeté sur leur chef le poids de toutes les horreurs qui se sont commises.

Il vient, abattu par treize mois de détention, avec une mine de déterré, sale, les ongles longs, couvert de vermine (1).

Le président du tribunal est l'homme lige d'André Dumont (2); les jurés sont presque tous rentiers et cultivateurs (3). Les défenseurs désignés ont refusé de l'assister.

Il est guillotiné d'avance (4) et le sait (5).

Eh bien, seul contre tous, il se défend pied à pied (6), sans défaillance, sans renier non plus ses convictions. Il commence par se plaindre qu'on lui ôte ses moyens de défense et en particulier les « trois grands paniers, pleins de papiers justificatifs qu'on lui a enlevés (7) ». Il a obéi aux « ordres réitérés de la

mieux vaut tard que jamais. » (La confession générale de Joseph Le Bon) et encore : « Je dis et je soutiens que le sempiternel Joseph Le Bon et bande expieront très incessamment leurs forfaits. »

(1) *Lanterne Magique*, p. 16. Recourons pour une fois à cette source extrêmement partielle.

(2) Pour qui Le Bon est devenu la bête enragée qu'il faut abattre.

(3) Auxquels Le Bon s'était toujours montré hostile.

(4) D'après une loi votée au cours du procès, le président, parent d'émigré, devenait incapable de continuer son office. Il fut cependant maintenu spécialement; on voulait en finir! Ce fut aussi un « assassinat judiciaire ».

(5) « C'est demain, Mimie, que commence le dernier acte de la tragédie. » Lettre datée d'Amiens 25 fructidor.

(6) L'admirable intelligence avec laquelle Le Bon lutte dans son procès nous amène tout de suite à citer cette conclusion de la Pratique psychiatrique sur les hypomaniaques : « On comprend en tout cas que de tels malades puissent donner le change aux esprits non prévenus et incompetents, et qu'en particulier le caractère morbide s'affirme plus dans leurs actes et leur conduite que dans leurs propos. Habiles aux arguties et aux travestissements de faits, accusateurs et au besoin calomniateurs, prompts aux récriminations, toujours disposés à se poser en victimes, ils soulèvent des problèmes très difficiles au point de vue médico-légal. »

(7) *Procès*.

Convention »; au courant de tous ses actes, elle l'a maintenu et approuvé; pourquoi s'est-elle déjugée? Ce qui était vertu alors « est donc crime à présent (1) ». Il montre toute l'énergie qu'il a déployée pour combattre le désordre et la famine.

Mais il se voit submergé par l'accumulation des barbaries qui se sont commises à Arras et dont il ne mesure lui-même qu'alors toute l'étendue. Il les rejette sur son entourage : « Cela ne serait pas arrivé si je ne m'étais pas trouvé au milieu de gens plus terribles que moi et dont il m'était ordonné de m'entourer (2). J'ai fait ce que je devais faire; je me suis entouré des seuls que les lois permissent de choisir et d'employer. Dire aujourd'hui que c'étaient des gens sans mœurs et tarés dans l'opinion publique est très inutile; c'était à la Convention qu'il fallait le crier de ce temps-là (3). »

Il arrive à prouver qu'il s'est montré honnête et quelquefois juste; qu'on lui impute plus qu'il n'a fait, que plusieurs atrocités lui sont étrangères et sont vraiment le fait des séides. C'est ainsi qu'il apparaît luttant contre le témoin, avec l'habileté du meilleur avocat d'assises.

« *Le citoyen Lavigne.* — Un jour on jugeait un citoyen nommé Bizet; tandis que l'on posait les questions, Danel l'un des jurés s'amusa à dessiner un homme guillotiné et écrivit au-dessous : « Bizet guillotiné »; lorsqu'on fit aux tribunes la question : Est-il aristocrate? un citoyen eut le courage de s'écrier : « Non, il est patriote », et Bizet fut acquitté.

L'accusé. — L'allégué du témoin prouve pour moi : oui, si vous aviez eu du courage, habitants d'Arras, il fallait me brûler la tête, vous venez de démontrer qu'il avait suffi d'un homme de cœur pour en arracher un autre à l'échafaud.

Lavigne. — Votre mort ne nous eût point avancés : la Convention l'aurait vengée d'une manière solennelle. Je fus menacé plusieurs fois d'arrestation. Caubrière me dit un jour : « Tu es heureux d'être encore libre ! » En effet tous les commer-

(1) *Procès.*

(2) *Procès*, t. I, p. 82.

(3) *Procès*, t. I, p. 166.

çants étaient poursuivis par les prédications journalières de l'accusé.

L'accusé. — Je demande si je les ai fait incarcérer.

Lavigne. — Oui, presque tous l'ont été. Le citoyen Scribe, patriote depuis le principe de la Révolution, ne fut-il point poursuivi par votre Carlier et sa famille persécutée au dernier point ?

L'accusé. — Je demande si seulement il fut incarcéré.

Lavigne. — Non... »

Mais voici le témoignage de femmes en deuil dont la famille a été littéralement massacrée; voici la veuve Magniez qui dépose : « Mon mari, malade, était gardé par un gendarme; on vint l'enlever un soir; on le traîne au tribunal de Cambrai : le surlendemain il n'était plus et je suis restée veuve avec neuf enfants. » Qui n'aurait été consterné au récit d'une telle horreur ? Le Bon admet l'argument et le reprend prudemment pour lui-même : « Je ne puis ôter à l'accusateur public un moyen terrible, celui des veuves et des orphelins; si c'était mon fait, je ne saurais le soutenir, mais ce sont les lois qu'il faut mettre à ma place : la circonstance attendrissante de neuf enfants, restés orphelins, ne fait rien au fond de l'affaire; calculez les maux des patriotes, vous verrez qu'ils ne sont pas moindres, ma mère est morte dans une prison, ma femme vient d'y accoucher sans secours; et on a eu la cruauté de promener mon image hideuse et sanglante sous ses yeux et sans respecter au moins son état. »

Le jour de son exécution, il dina comme à son ordinaire et voulut mourir bravement : se défiant de son courage, il avala une forte quantité d'eau-de-vie puis il marcha sans mot dire jusqu'à l'échafaud.

*
* * *

Le Bon n'était pas incapable de droiture.

Lorsqu'il est jeune professeur à l'Oratoire, c'est son ardente piété qui le pousse seule à la prêtrise.

Il se maintiendra dans l'honnêteté jusqu'à l'abnégation en

suppliant ses élèves de ne point quitter l'Oratoire parce que lui, Joseph Le Bon, leur ami, en a été rayé; il écrit à Masson : « Ah ! de quel chagrin venez-vous accabler un père qui vous aime ! Eh quoi ! si vous n'aviez affaire à un Supérieur plein de charité, vous ne seriez déjà plus dans l'Oratoire ! Remerciez ce brave homme de m'avoir averti à temps pour éviter à vos parents la cruelle peine que vous leur prépariez... Allez vous jeter aux pieds du P. Saint-Jori, conjurez-le d'oublier votre ingratitude et priez-le de vous ramener dans le sentier de la justice dont vous vous êtes écarté (1). »

Il ne cache pas plus à Millié que « sensible d'abord à ce témoignage de sa reconnaissance » il est loin d'approuver son projet : « Mon fils, hâtez-vous de réparer vos fautes si vous voulez m'appeler encore votre père (2). »

C'est le même scrupule qui le fait écrire de la Convention au Département à propos de recommandations auxquelles pouvait servir sa signature : « Que mon nom ne détermine jamais un faux pas ou une injustice (3). »

Il ne faut donc pas s'étonner si, plus tard, il ne montre pas d'indulgence pour ses sans-culottes qui pratiquent trop cyniquement le « à nous toutes les places » (4) : « Je vous observerai encore que les appointements des directeurs et sous-directeurs me paraissent bien forts, surtout quand je les compare aux huit cents livres que vous accordez à celles qui auront le plus de besogne. Je ne reconnais pas là votre esprit de justice; les places de chanoines doivent être absolument prosrites du nouveau régime (5). »

Le Bon trouve en prison des Flamands incarcérés par pure erreur; il les libère et leur fait verser aussitôt à chacun 200 fr. de dédommagement (6). Si prodigue de libéralités que Le Bon se soit montré, il n'a jamais rien gardé par devers lui (7).

(1) Lettre XII à Masson, de Ciel 21 juin 1790.

(2) Lettre XIII à Millié, de Ciel 21 juin 1790.

(3) Archives nationales.

(4) Il est vrai qu'il nomme à de bons emplois son père et ses frères Léandre et Henri, mais, depuis, combien d'hommes d'État s'abstinrent strictement de cette pratique ?

(5) A.-J. Paris, t. I, p. 146.

(6) Jacob, II, 159.

(7) « Il faut convenir que ce reproche » (la cupidité) « ne peut point atteindre

Évidemment, à Cambrai, sa table est toujours bien fournie (1), mais on ne le voit pas voler. Il fait mettre des scellés et dresser des inventaires de tout ce qui est saisi ou confisqué : « Je n'ai pas fait un liard de dépenses secrètes », pouvait-il affirmer plus tard (2).

Il est à ce moment en pleine excitation, faisant emprisonner le défenseur du comte de Béthune, les jurés qui absolvent Dauchez, remettant en jugement plusieurs acquittés, annonçant d'avance qu'un tel et un tel seront guillotins; il gardait cependant quelque pudeur morale puisqu'il ne chercha jamais à influencer le juge Guérard (3) de Cambrai qu'il ne connaissait pas.

Nous rendrons donc à l'honnêteté de Le Bon la même justice qu'il se rendait à lui-même (4) et que lui rendait le Président du Tribunal d'Amiens : « On ne peut point lui imputer d'avoir eu le sordide intérêt pour mobile; il était pauvre lorsqu'on lui a confié l'auguste mission qu'il a remplie, et il se trouve aujourd'hui dans le même état de dénuement (5). »

*
* *

Intelligent, honnête, Le Bon était un homme fort sensible (l'émotivité va de pair avec l'excitation); il prétendit même justifier la fameuse inscription qui surmontait sa porte (6) par le souci de ne pas se laisser attendrir, ce qui, disait-il, lui arrivait trop facilement.

De fait, il a su à tout moment se montrer pitoyable aux malheureux. Au cours de l'hiver de 1792, membre de la municipi-

directement Joseph Le Bon, mais seulement les vils agents dont il était entouré; il est clair qu'à cet égard il a été leur dupe. » Résumé du Président du tribunal d'Amiens. *Procès*, t. II, p. 11.

(1) Ce qui semble avoir préoccupé surtout sa femme et les siens.

(2) *Procès*, t. I, p. 218.

(3) *Procès*, t. I, p. 231.

(4) « Si les mesures révolutionnaires m'emportent, elles en ont emporté bien d'autres... Mais mourir... en laissant une réputation douteuse de probité et d'honneur... c'est ce qui doit faire trembler tout homme loyal et brave. *Lettre justificative*, VI.

(5) *Procès*, t. II, p. 7.

(6) « Tout individu qui entrera pour solliciter la mise en liberté d'un détenu ne sortira que pour être mis lui-même en arrestation. »

palité, il faisait distribuer aux miséreux pain, viande et charbon (1). En janvier 1793, chargé d'une enquête sur les déprédations qu'une pauvre vieille aurait commises dans son logis qu'elle tenait de l'autorité militaire, il conclut à ce qu'elle ne fût pas expulsée, n'ayant point vu « les terribles dégâts annoncés par le capitaine d'artillerie et le garde-magasin de la citadelle (2) ».

Plus tard encore, il laissa des traces de bonté; le 2 avril 94, une femme enceinte de huit mois et de santé très faible demandait à Le Bon de la faire sortir de la prison de Béthune et retourner dans ses foyers : « Si je n'avais un être à sauver, j'aurais supporté ma détention avec patience; je compte sur ton humanité. »

Le médecin de la prison et le Comité de surveillance appuyèrent la supplique. Le Bon répondit : « Le district prendra toutes les mesures nécessaires pour que cette femme soit dans un lieu commode pour accoucher (3). »

Et l'on peut citer de lui bien d'autres faits de charité (4). Il organisa à Cambrai un véritable bureau de bienfaisance pour les miséreux tout en recommandant de réprimer « la mendicité, l'ivrognerie et le fanatisme ».

Mais ce n'est pas à cette époque qu'on peut mesurer l'extrême sensibilité qu'il laissa maintes fois s'épanouir dans les périodes de calme.

Lisons cette page, que l'on croirait écrite par J.-J. Rousseau : « Je me souviens que dans ma jeunesse, lorsque j'apercevais un pauvre, et que je n'avais ni pain, ni argent, je me hâtais d'enfiler une autre rue pour ne point le rencontrer. Quelqu'un à qui l'on aurait dit que je fuyais ainsi l'approche des malheureux m'aurait immanquablement jugé pervers et cruel. Cependant, à cette même époque, je partageais chaque jour mon déjeuner, en allant au collège, avec le paralytique habillé de bleu, qu'il me semble voir encore dans sa brouette sur le pont de Saint-Vaast (5). »

(1) Jacob, t. I, p. 139.

(2) L. Misermont 1913.

(3) A.-J. Paris, t. II, p. 41.

(4) Jacob, t. II, p. 127.

(5) Huitième lettre justificative à la Convention.

Cette sentimentalité frémissante se retrouve dans cette lettre : « Vous avez dû prévoir, mon cher Millié, l'impression que votre lettre a faite sur mon cœur; je savais bien, lorsque je vous envoyais à l'Institution, que vous ne pourriez résister aux attraites vainqueurs de la piété qui s'y montre sous toutes les formes les plus aimables et qui y verse dans l'âme de si douces consolations. Quelles émotions vives, quels transports charmants n'éprouve-t-on pas dans les différents exercices de notre retraite ! Quel être assez froid pourrait se refuser au plaisir d'y verser, au moins quelquefois, des larmes d'attendrissement. »

Joseph Le Bon se lie avec ses anciens élèves Millié et Masson par une amitié profonde (1) qui survécut même à la mort.

N'est-on pas ému en lisant cette fin de lettre du jeune professeur de vingt-quatre ans : « Ayez soin de me montrer votre cœur tout entier et de me donner d'amples détails sur votre manière d'exister. Surtout la règle, la règle ! Attention, Millié; bonsoir mes enfants, je vous aime de tout mon cœur (2). »

C'est la même fidélité qui lui fait refuser en 1791 les postes de choix qu'on lui offre à Dijon et accepter l'humble cure du Vernoi parce qu'il ne veut point se séparer de ses amis de Beaune. Il pense encore à eux, une fois retourné dans son pays natal, et leur écrit cette lettre où la fraternité de circonstance (3) se baigne de poésie et se nuance de tendresse :

« Mon cœur n'est point à Neuville-Vitasse; il est au milieu de mes anciens élèves, au milieu de mes amis de Beaune, de Ciel et des environs; c'est à eux que j'ai promis une fidélité éternelle et certes je ne me parjurerais jamais. Renouvelez, vénérables frères, je vous en conjure, renouvelez à ces dignes objets de mon attachement l'assurance de mes sentiments à leur égard. Dites à tous les citoyens de votre ville, dont j'ai

(1) « Les hommes ont pu et pourront toujours rompre les liens extérieurs de notre amitié, mais nos cœurs ne sont pas en leur pouvoir » Le Bon (lettre XV à Masson.)

(2) Lettre III : pour Masson et Millié, Millié et Masson.

(3) Lettre aux Amis de la Constitution à Beaune le 25 juillet 1791. *Joseph Le Bon dans sa vie privée.*



Joseph Bonaparte

Joseph Bonaparte

LE BON, d'après une lithographie de Delpech.
(Archives Nationales.)

reçu, dans les dernières élections, une si grande marque de confiance, que leurs intérêts me seront toujours chers et que le 14 juin sera sans cesse présent à ma mémoire. Un jour viendra peut-être où, délivré de mon nouvel exil, je revolerai parmi vous. Oui, si le ciel me prête vie durant quelques années, je reverrai encore le collège de Beaune, la chambre du sieur Delautel située sur le rempart, la maison du respectable père Constantin, le petit jardin du Vernoi et votre église des Cordeliers. Voilà ce qui me soutient dans la circonstance fâcheuse où je suis...

« Mais c'est assez vous entretenir de moi, frères et amis, je vous dérobe un temps précieux que vous devez à la chose publique; reprenez la suite de vos utiles travaux et croyez-moi pour la vie, avec la plus tendre fraternité, votre ami. Joseph Le Bon. »

Ce ne furent pas là des protestations d'amitié platoniques. En 1793, le conseil général de Beaune fut accusé de fédéralisme auprès de Bernard, de Saintes, représentant en mission dans la Côte-d'Or. Ce dernier voulut le destituer et incarcérer ses membres. Le Bon, quoique tout nouveau député, intervint sans hésiter en faveur de ses amis et obtint un sursis à l'incarcération. Bernard alors dénonça au Comité de Sûreté générale son collègue qui sut à la fois se défendre lui-même et défendre les Beaunois inquiétés. Le 14 octobre, un double décret innocentait pleinement Le Bon et remettait entre les mains du Comité de Sûreté générale l'accusation portée contre ses amis de la Côte-d'Or soustraits désormais à l'autorité du représentant du peuple en mission.

Joseph Le Bon garda de même pour ses anciens maîtres une certaine reconnaissance. Pendant qu'il siégeait au Directoire d'Arras, les oratoriens firent régler avec son concours leur traitement comme professeurs du collège, leur pension de retraite comme anciens religieux et obtinrent qu'on leur laissât en propriété leur service d'argent (1). Il eut soin par la suite de nommer aux bonnes places les anciens oratoriens (2).

(1) Paris, t. I, p. 68. On rejetait en même temps les demandes de Dom Laignel et de Dom Le Mercier qui réclamaient leur argenterie confisquée.

(2) Guffroy lui fit amèrement grief de ce « fanatisme ».

On le voit confier la présidence du tribunal de Boulogne à l'ex-oratorien Varnier, qu'il avait connu à Beaune professeur de sixième et qu'il avait d'abord placé à Paris comme secrétaire commis de Sûreté générale. Il lui donna pour assesseurs deux autres oratoriens qui renouvelèrent leur abjuration sacerdotale (1). En janvier 1794, il nomme trois autres oratoriens au district. On peut objecter, il est vrai, que c'est peut-être plus par intérêt personnel ou par un souci indirect de justification que par pure reconnaissance à l'Ordre.

Cependant, à la Convention, il ne manque pas une occasion de louer le département du Pas-de-Calais et le civisme de ses habitants (2).

Une dernière citation permettra de s'assurer que Le Bon était capable d'apprécier vivement les bienfaits; c'est le post-scriptum de son avant-dernière lettre à sa femme : « Fais en sorte de reconnaître les milliers de soins du digne Abraham; jamais, non jamais tu n'y réussiras. Le brave jeune homme ! »

*
* * *

Joseph Le Bon s'est toujours montré bon fils, bon époux et bon père.

Envers ses parents, touchante est sa sollicitude.

Il était au Vernoi heureux d'un sort qu'il avait désiré et avait refusé plusieurs fois (3) de revenir dans le Pas-de-Calais où de loin on l'avait élu curé de Neuville.

Il reçoit alors une lettre pressante du Père Spitalier lui annonçant que sa mère est enfermée, son père anéanti : « Si la piété filiale n'est pas pour vous un mot vide de sens, vous devez accepter Neuville. Je ne dois vous rien cacher, mon cher, si vous voulez jouir encore de la raison qui s'enfuit de madame votre mère, il faut absolument que vous veniez. Il

(1) A.-J. Paris, t. I, p. 141-169.

(2) *Idem*.

(3) Encore un trait de désintéressement. Le P. Spitalier lui avait vanté Neuville comme « une des cures les plus agréables du district »; il lui faisait remarquer la proximité d'Arras où il « pourrait exercer ses talents pour la chaire et qui lui permettrait de coucher aisément en jûne la première cure vacante de cette ville » Jacob, t. I, p. 46.

lui faut une secousse pour ranimer le peu de raison qui lui reste et vous êtes d'autant plus à même de produire cet effet qu'elle ne parle que de vous et alors de grosses larmes coulent de ses yeux qui paraissent immobiles et fixés sur un objet qui n'est dans son imagination rien autre que vous. Hâtez-vous donc de venir. » Le Bon s'en va aussitôt, sans avoir pris congé de ses amis auxquels il décrivait ensuite sa hâte : « Un seul jour de retard peut me rendre coupable d'un grand crime. Je pars donc sur-le-champ; je regagne mon ancienne patrie, dévoré de peine et de regrets; une seule idée me consolait parfois; ma présence allait opérer la guérison d'une personne chérie... J'arrive, je ne trouve plus à la maison que mon père mourant de chagrin, mes frères et sœurs éplorés et dans le plus profond abattement... Dans ma première ardeur je vole à la retraite de ma mère; malgré ses préventions, je ne désespère pas, si je peux seulement la voir et lui parler, de faire sur elle une impression heureuse... Vaine et inutile démarche !

« Tous mes soins se bornent à consoler mon père, lequel n'est point aristocrate, quoiqu'il perde à la Révolution. L'accident survenu à son épouse semble l'avoir vieilli de dix ans, il peut à peine se soutenir sur ses jambes et n'entend presque plus rien aux affaires. Mon retour à Arras le tranquillise un peu et je n'ai pu me dispenser, à sa sollicitation, d'accepter provisoirement la cure que j'avais d'abord refusée (1). »

Et pour aider sa famille à vivre, il accepte Neuville dont la cure rapportait dix-huit cent cinquante livres.

Joseph Le Bon dut certainement agir pour que sa mère restât chez elle tout le temps qu'il fut à Arras; l'état de la malade demandait une surveillance active, puisqu'elle fut de nouveau enfermée dès le mois d'août 1794.

Prisonnier, le sort de son vieux père l'inquiétait de même : « Bonne Mimie... c'est à toi, à ton courage, c'est à tes soins généreux que je recommande sa vieillesse; supplée-moi à cet égard et prouve ainsi que nous n'avions qu'un cœur et qu'une âme. »

Cette piété filiale lui dictait ce conseil qu'il donnait à son élève Masson : « Écrivez vous-même à votre papa, rien ne lui fera

(1) Lettre XVI aux Amis de la Constitution à Beaune 25 juillet 1791.

tant de plaisir (1). » Elle lui inspirait aussi ce petit poème (2) :

*Maman, je voudrais, à mon tour,
Te balbutier mon hommage;
De la parole mon amour
Ne connaît pas encor l'usage :
Mais vers toi je tends
Mes bras caressants,
N'en demande pas davantage...
Quand un bobo vient, en passant,
De pleurs obscurcir mon visage,
Un seul de tes baisers, maman,
Et les dissipe et les soulage...*

Cet amour filial n'était pas exclusif, Le Bon fut également un gendre plein d'attentions. La mère Régniez ne voyait pas d'un bon œil sa fille fiancée à un ex-prêtre. Il en parle pourtant comme de « sa bonne tante ». Plus tard, et chez lui (3) ce n'est pas par intérêt, il fera sortir de prison les protégés de l'hôtesse du Lion-d'Or (4).

Sa sollicitude s'étend à sa cousine Rosalie dans son arrêté du 15 février 1794 d'arrestation des épouses de ci-devant nobles : « Les femmes non nées nobles qui ne sont point connues pour ci-devant roturières ou vilaines... seront arrêtées provisoirement avec leurs maris. La femme de Marbais étant connue de tous pour ci-devant roturière et d'ailleurs ancienne et ardente amie de la Révolution restera libre. Les mères restées libres conserveront avec elles leurs enfants âgés de moins de douze ans. »

*
* *

Comme plusieurs des plus terribles révolutionnaires (5), Joseph Le Bon fut un excellent mari. C'était le programme

(1) Lettre VIII à Masson.

(2) Chanson adressée à M^{me}... le jour de sa fête au nom de son premier enfant dont elle était encore nourrice. *Joseph Le Bon* par Émile Le Bon.

(3) Il entraînait de cette façon en lutte contre Darthé qu'il « redoutait par-dessus tout ».

(4) La tendresse familiale s'estompait un peu en dehors de la ligne directe; Le Bon fit emprisonner la belle-mère de son frère et son cousin de Marbais.

(5) Fouché, Le Bas, Danton.

qu'il traçait à sa fiancée : « Nous cherchons le bonheur, il est à nous si, comme moi, tu aimes la simplicité et tu es libre de préjugés (1). »

Et de fait, il aima toujours tendrement sa femme; en octobre 1793, il refusa une mission pour ne pas la quitter au moment de ses premières couches; plus tard, il l'emmena à Cambrai et chercha toujours à prévenir tous ses désirs (2).

Pendant les quatorze mois de prison qui ont précédé sa mort, il lui écrit un grand nombre de lettres dont il nous reste soixante-quinze, tour à tour amoureuses, tendres, pitoyables pour sa détresse (3), pleines de conseils et d'exhortations : « Je n'ai appris qu'hier, ma chère amie, la nouvelle de ton arrestation; Abraham n'a pu me le cacher davantage. Il a fallu me mettre encore au-dessus de ce coup funeste, je l'ai fait. Puisses-tu de ton côté grandir avec le malheur. Je ne sais où il s'arrêtera pour nous (4). Je te le répète, veille sur ton état et conserve-toi pour nos chers enfants, que j'embrasse ainsi que toute la famille. Ton tendre ami (5). »

« Peux-tu sortir un instant de ma mémoire et de mon cœur, toi qui as fait le bonheur de mes dernières années (6). »

« J'ai appris avec plaisir, ma chère amie, l'accouchement de notre belle-sœur; le tien me causera encore une plus grande joie. Je souhaite à toutes deux un prompt rétablissement. Toutefois aie soin de ne pas te presser trop, tu sais combien sont dangereuses les suites de couches (7). »

« Il y a aujourd'hui deux ans, ma chère amie, que nous avons uni nos destinées et que nous avons mis en commun le bien et le mal qui pourraient nous arriver. Le bonheur a eu son cours, le malheur a le sien, si toutefois on peut se trouver malheureux quand on souffre pour la cause de la liberté et de la vertu (8). »

(1) Lettre du 19 octobre 1793.

(2) Malheureusement.

(3) « Prévenue d'actes d'oppression » elle fut gardée quatorze mois en prison sans avoir été, même une fois, interrogée, dit Émile Le Bon.

(4) Lettre II.

(5) Lettre III 25 fructidor an II.

(6) Lettre VI.

(7) Lettre VIII.

(8) Lettre XI.

Ce souci de consoler sa femme uni à son exaltation qui se rénove aux sources antiques remplit la plus grande partie de ses lettres.

« Et cependant douterais-tu de mon amour? Ah! jamais il n'aura été plus vif! Redouble donc d'énergie... Je ne suis point encore dans le tonneau de Régulus et tu sembles te désoler! O ma douce amie! représente-toi la femme de ce fameux Romain, et en comparant sa position et la tienne, juge de tes devoirs (1). »

« Que je me trouve heureux, ma chère amie, d'avoir une compagne telle que toi! La prospérité ne m'avait pas empêché de sentir tout ton prix, mais c'est dans les revers que je me plais à t'admirer. Courage, femme vertueuse, soutiens la dignité de ton caractère, et surtout prends soin de ton état. Je t'embrasse de tout mon cœur, ainsi que Pauline, ta mère et toute la famille. Je te souhaite une prompte délivrance. Voici encore un nom pour fille : Flore (2). »

Dès avant la naissance de son deuxième enfant, Le Bon, on le voit, se préoccupe de son prénom; bien plus il trace un plan d'éducation : « Je n'ai pas besoin de te recommander, pour ta tranquillité, pour le bonheur de l'enfant que tu vas mettre au monde, de suivre à son égard, dès le commencement, les mêmes pratiques que celles que nous avons adoptées pour Pauline; résiste avec courage à tous les abus consacrés par l'usage et le préjugé en matière d'éducation. Quant à Pauline, sans doute qu'elle se développe chaque jour, et qu'elle console sa mère de l'absence de son époux (3). »

L'enfant tant attendu arrive enfin.

« A l'instant je reçois la lettre qui m'annonce ton accouchement et la naissance d'un républicain. Ma joie est au comble. Il se souviendra un jour, le luron, qu'il est né dans les fers (4). »

Et toujours cet amour familial passionné vibre dans l'âme du prisonnier :

« Je demande des nouvelles de ta santé et de celle de nos

(1) Lettre XIX.

(2) Lettre IV, Paris, 1^{er} des Sans-Culotides an II.

(3) Lettre VIII, 19 vendémiaire an III.

(4) Lettre XII, 19 brumaire.

chers enfants, ma bonne amie, c'est ce que je ferais cent fois si je prenais cent fois la plume pour t'écrire. Ton image et celle de la petite famille m'occupent uniquement dans ma captivité et, sous ce point de vue, mes fers mêmes ont des charmes. Autrefois je trouvais à peine le loisir de penser aux objets de mon amour, aux sources de mon bonheur ! Aujourd'hui... je repasse les délicieux instants que j'ai coulés près de toi ; je m'y arrête, je les savoure et tu m'en deviens plus précieuse (1). »

Ce souci de la santé de ses enfants l'occupe dans les moindres détails :

« Je suis bien aise, ma chère amie, que ta santé et celle de nos enfants continuent d'être bonnes. Ne t'inquiète point de la répugnance qu'Émile a d'abord pour le sein : souviens-toi que Pauline faisait de même ; examine seulement si aucun filet n'empêche l'action de la langue (2). »

La pensée du prisonnier ne quitte pas ces chers petits êtres :

« Qu'elles sont gentilles tes épîtres où tu me racontes les amusements de Pauline, et jusqu'au moindre signe d'Émile ! Les quatre mots écrits sous la direction de ta main m'ont pénétré l'âme. »

L'éducation de Pauline l'inquiète ; il voudrait être là pour guider chacun de ses pas, et l'élever avec beaucoup de douceur suivant les principes de Jean-Jacques (3). « La nature, la nature, rien que la nature... Pauline ne doit pas être agacée cela donne de l'aigreur et pervertit entièrement le caractère... qu'on se garde bien de la brusquer... Dans l'éducation de l'enfance tout le mal vient du peu d'adresse et de patience de ceux qui l'élèvent... en un mot qu'on ne lui fasse aucun refus injuste dans les choses de nécessité... mais que tout refus, une fois prononcé, soit irrévocable (4). »

L'allaitement d'Émile préoccupe toujours son père :

« Il y a longtemps, Mimie, que tu ne m'as point donné de

(1) Lettre XIII du 21 brumaire.

(2) Lettre XIV du 23 brumaire.

(3) « Ah ! qu'il avait raison, notre ami Rousseau ! » Lettre XXXVII.

(4) Lettre XVIII du 1^{er} frimaire.

détails sur Émile : commence-t-il à manger de la soupe et à mettre moins ton sein en réquisition (1) ? »

Et le malheureux père se prenant à songer à ce fils qu'il n'a jamais vu, s'attarde à contempler les ébats de la petite enfant d'une détenue :

« Je ne songe qu'à maîtriser le présent, habile à saisir toutes les distractions qu'il me laisse; en ce moment c'est la petite Julie que je considère, presque entièrement nue, sans bas, sans souliers, se traînant à quatre pattes dans le jardin, et s'exerçant ainsi, mieux qu'avec un maître de danse, à marcher d'une manière assurée. Elle joue avec les pierres, les mouches, les chiens et tout ce qui se trouve à sa portée, aucun ne l'épouvante et ne la fait pleurer... Je m'imagine voir Émile ou Pauline et de douces larmes roulent dans mes yeux ! Car je ne doute pas, Mimie, que ces chers enfants ne soient élevés aussi d'après les règles de la nature. C'est moins pour nous que je le désire que pour eux-mêmes, afin qu'ils soient plus libres et plus invulnérables, s'ils doivent un jour, à notre exemple, être éprouvés par l'adversité (2). »

Mais la fin approche, les jurés vont se prononcer sur la tête de Le Bon et la décision n'est pas douteuse. Il annonce sa dernière lettre (3) et c'est un long cri de tendresse.

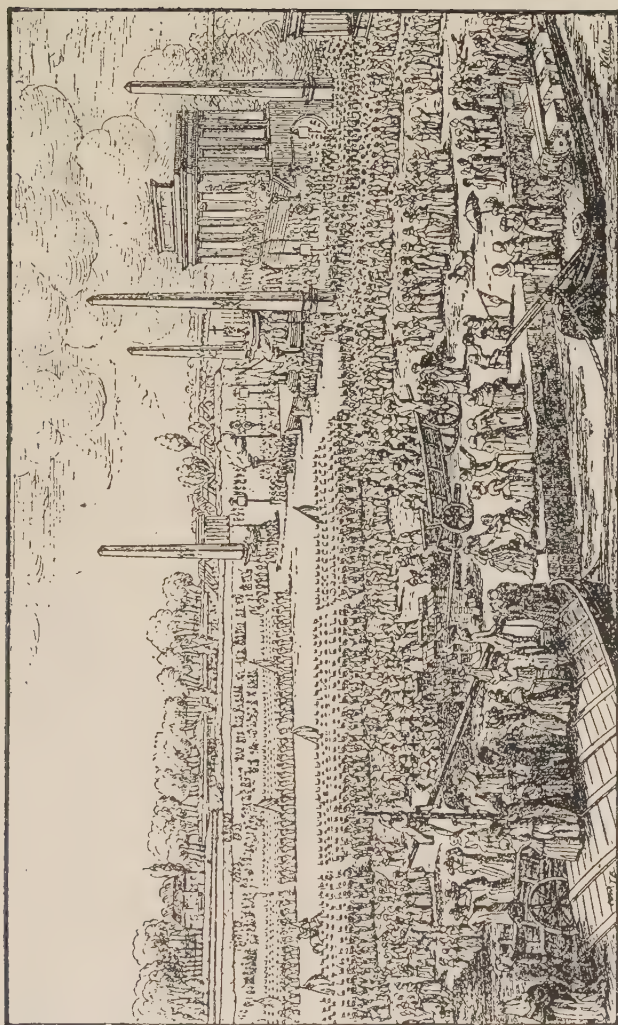
«... Un amour sincère nous avait réunis; deux ans passés dans l'intimité la plus grande, sans que jamais de froids soupçons ou de viles inquiétudes altérassent la paix du ménage, nous donnaient lieu, sans doute, d'espérer une suite de jours prospères; la Providence en a disposé autrement; garde-toi de maudire ses desseins et de t'abandonner à d'indignes douleurs...

» Je te recommande mon vieux père; aime-le comme j'aime ta mère, soulage-le comme j'aurais fait moi-même: tiens ma place envers toute la famille, dont j'embrasse tous les membres, en leur souhaitant la concorde et l'union pour adoucir leur malheur. Embrasse pour moi le père Le Bon, dis-lui que je meurs digne des leçons de probité qu'il m'a données autre-

(1) Lettre XXXVII du 9 germinal.

(2) Lettre XLI 21 germinal

(3) Lettre du 11 vendémiaire. Il le pensait n'espérant pas qu'on prendrait en considération son pourvoi en cassation. Il en écrivit une autre le 19 vendémiaire.



*Fédération des Département du Nord, du Pas de Calais et de la Somme;
qui a eu lieu à Lille le 27^e jour 1790, entre les Sociétés Nationales de ces Provinces de France.*

fois; embrasse ta respectable et sensible mère, dans le sein de laquelle tu vas retrouver un asile, consolation inexprimable à ma dernière heure ! Embrasse tous nos parents et remercie-les de toute l'amitié qu'ils m'ont témoignée; je ne les désigne point par leur nom de peur qu'il ne m'en échappe quelques-uns et que je ne fasse de la peine à ceux que j'aurais oubliés.

» Pour toi, Mimie, tendre Mimie, mille fois aimable Mimie, je te couvre de mes baisers brûlants ainsi que Pauline et Émile; ma bouche expirante s'attache aux vôtres et nos âmes se confondent ! Adieu, sois toujours la même, toujours digne de l'estime et de l'amour des hommes vertueux !... Encore une fois, je t'embrasse et m'endors aux crimes de la terre ! Ton ami, ton cœur.

« Joseph Le Bon. »

Et l'ultime billet du condamné à mort se terminera par un post-scriptum où l'exaltation de l'homme public se tait pour laisser une dernière fois pleurer le cœur du père :

« Adieu, Abraham, digne jeune homme ! sois toujours le même; soutiens le courage de ta sœur, de mon vieux père, de ta mère, de tous nos parents. Je m'endors à bien des maux. Embrasse mille fois ma femme pour moi; tendre Mimie, Pauline, Émile ! chers objets ! A voir la tournure des affaires, je n'aurais vécu que pour de nouvelles tracasseries, consolez-vous !

» Je te renvoie une chemise, un mouchoir, un serre-tête, l'acte constitutionnel, deux peignes, ma cuiller et ma fourchette; je dois vingt francs que tu paieras au geôlier pour mes draps. Encore un coup la mort de l'homme de bien n'est pas inutile. Adieu à tous nos amis et vive la République !

« Joseph Le Bon. »

« Amiens, ce 24 vendémiaire an IV,
jour où Pauline a deux ans. »

CHAPITRE IV

JOSEPH LE BON HYPOMANIAQUE.

EXCITATION CONSTITUTIONNELLE.

« Je crèverais en moins d'un mois si je n'avais plus le même train de vie que j'ai depuis cinq ans. Cette agitation, ce tracas d'écoliers, etc., me plaisent infiniment et le repos serait maintenant pour moi le dernier des supplices (1). »

Voilà en quelques mots toute la genèse du drame. Joseph Le Bon est la définition même de l'excité; au fur et à mesure qu'on l'étudie, on est frappé de ce qu'aucune touche, aucun détail ne manque au tableau de ce syndrome.

On a défini l'excitation « par les trois ordres de symptômes connexes suivants : l'exaltation des facultés intellectuelles, un état émotionnel agréable, une suractivité fonctionnelle physique (2) ». C'est ainsi qu'elle apparaît chez Le Bon; naturelle et permanente, elle a bien le caractère constitutionnel.

Mais Le Bon n'est pas seulement un excité; ses actes prennent une allure plus anormale. Latente jusqu'en juillet 1793, son hypomanie se développe sans frein pendant un an. En juin 1794, Le Bon devient véritablement incohérent, ses accès de fureurs se rapprochent, amenant un grand désordre des actes et des sentiments; c'est alors surtout qu'il commettra ses abominables excès : devenu incapable de refoulement, toute idée néfaste qui se présentera à son esprit sera mise à exécution sur-le-champ.

Le mécanisme psychologique de la pensée de Joseph Le Bon nous montrera ainsi des tendances paranoïaques révélées et grossies par son excitation.

(1) Lettre à Masson, 30 septembre 1788.

(2) Laignel-Lavastine, Barbé et Delmas : *La Pratique psychiatrique*.

Enfin nous sommes amenés à ranger sous deux chefs, « perversion et persécution », toute une classe de méfaits à la base desquels nous verrons l'excitation prédominer d'une façon incroyable.

Mais la psychiâtrie n'admet pas la systématisation trop poussée; d'autre part, les individus ne sont pas des schémas faits d'avance et l'honnêteté historique exige un examen des faits sans parti pris. Après avoir analysé Le Bon, nous reprendrons en une vue générale la synthèse de son évolution personnelle et de son rôle dans la Révolution.

Excitation intellectuelle.

Déjà lorsque Le Bon était collégien, un de ses jeunes camarades lui trouvait « l'esprit un peu exalté (1) ».

Le voici jeune professeur; une besogne accablante lui semble légère, il s'attache à ses élèves un par un, leur prodigue ses conseils et leur écrit de longues lettres chargées de minutieuses recommandations.

Doué d'une fantastique aptitude au travail, il avait énormément lu et copiait de sa main les passages des grands écrivains qui le frappaient.

Cette exaltation intellectuelle atteindra son maximum en 1794 : « Je garde le silence depuis quelques jours. Dites tant mieux; c'est que Joseph Le Bon travaille fort. Je vous assure, j'y vais d'une jolie manière. Il ne se passe pas 24 heures que je ne dépêche au tribunal criminel révolutionnaire à Arras deux ou trois gibiers de guillotine (2). »

Rien ne doit échapper à l'œil du maître dont la vigilance s'étend jusqu'au département voisin, ainsi qu'il en avertit le Comité de Salut public (3) :

« Du fond de leurs prisons, les gens suspects complotent encore la ruine de la patrie. J'ai été éveillé, et soudain j'ai envoyé à la citadelle de Doullens sept terribles patriotes qui,

(1) Lettre d'H. Lefebvre.

(2) Le Bon au Comité de Salut public le 26 novembre 1793.

(3) Id. 12 mars 1794. Il faut ici tenir compte du rôle avantageux que Le Bon veut se donner.

après avoir saisi dans la citadelle une multitude de correspondances infâmes, m'ont ramené, pour le tribunal, une douzaine de scélérats mâles et femelles. Cette expédition inattendue de nos commissaires a fait ressortir un grand nombre de vauriens qui s'enfonçaient dans les ombres du tableau; j'étendrai les bras dans les départements voisins et je ramasserai cette tourbe exécrationnelle d'ennemis du peuple qui feignent aujourd'hui d'embrasser la liberté, mais pour l'étouffer. »

Le Bon prend toutes les précautions pour ne rien laisser passer en dehors de lui :

« Le greffier du tribunal révolutionnaire séant à Arras est très expressément requis d'envoyer jour par jour au représentant du peuple l'état des jugements rendus par ledit tribunal et dans le cas où ledit tribunal passerait un jour sans juger, l'état négatif aura lieu aussi exactement (1). »

Il ne connaît ni repos ni dimanche. « Considérant que les conspirateurs ne se reposent pas le décadi, arrête que le tribunal révolutionnaire sera aussi actif qu'eux (2). »

Le pauvre président Beugniet s'essouffait à suivre ce train : il se le voyait vivement reprocher : « Jugez, jugez, mais jugez donc ! (3). »

Et le représentant envoyait au Procureur Demuliez jusqu'à treize arrêtés d'accusation en un jour (4). On comprend qu'à ce régime l'accusateur public ait pu tomber malade. Ce malade, Le Bon le remplace sans perdre une minute : « Considérant que la maladie du substitut de l'accusateur public empêche une foule de conspirateurs d'être traduits au tribunal aussi vite qu'ils le devraient, requiert le citoyen Peltier, employé dans les bureaux du payeur général, de remplir les fonctions de substitut de l'accusateur public et ce, dans les 24 heures. »

(1) Arrêté du 6 mars 1794.

(2) Arrêté du 13 mars 1794.

(3) *Procès*, t. I, p. 116. (Réponse de Le Bon).

(4) *Procès*. Cf. Déposition de Farez (*Procès*, t. I, p. 221) : « Très peu de jugements qui ne fussent intitulés : en vertu d'un arrêté du représentant Le Bon, etc., etc., et qui ne fissent mention des pièces remises par lui; ainsi, il ne peut se disculper d'avoir lui-même sacrifié une foule de victimes. »

Et les ordres se succèdent, impératifs, sans transition :

« Mettre aussitôt en arrestation les anciens concierges de la maison Béthune.

» S'informer quelle femme est Thérèse; quelle femme est Reine, quel homme est Danvin, quelle était la maîtresse de d'Ennevelin, et arrêter le tout.

» Demander quel nom commence par un D. »

Il n'a de cesse que ses instructions soient exécutées : la formule « dans les vingt-quatre heures » est habituelle à la fin de ses ukases.

Vingt-quatre heures, c'est encore trop; le soir où Le Bon arrive avec sa suite à Cambrai, il ordonne : « Le district de Cambrai désignera en moins d'une heure au représentant du peuple une maison toute meublée pour loger trente personnes avec le représentant. »

Cette fièvre d'accélération lui joue ce jour-là un mauvais tour. Avant de quitter Arras et ne sachant s'il ne serait pas assiégé dans Cambrai, il avait envoyé à Fouquier-Tinville sous bonne escorte Demuliez, Beugniet et les deux Leblond qu'il avait fait incarcérer.

Guffroy raconte qu'une fois à Cambrai, il se douta qu'il venait de faire un pas de clerc; si ses volontés étaient toutes-puissantes à Arras, Le Bon était pour ainsi dire inconnu à Paris où il ne s'appuyait que sur Robespierre, Saint-Just et Lebas. Au fond, amener ses prisonniers à Cambrai eut beaucoup simplifié la procédure finale : « Il faut que je sois bien jean-f... d'avoir envoyé ces b...-là à Paris. Si je les avais fait venir ici, c'était f..., j'en serais quitte » disait-il (1).

Il pensa bien à les faire rejoindre et ramener, mais il avait ordonné le 4 au soir à ses gendarmes de « partir avant une heure du matin » et de conduire leurs captifs en trente heures à Paris (2); il n'y avait plus rien à faire.

Bientôt, le 10 mai, Le Bon organise son tribunal et arrête qu'il entrera en fonctions « ce jour même dès neuf heures du matin ».

(1) Toujours d'après Guffroy : *Les secrets*, p. 72.

(2) Pour couvrir 190 kilomètres, vitesse formidable pour l'époque; ceci sans rime ni raison, car on ne les réclamait pas et il n'était pas difficile de prévoir qu'on serait bien plutôt embarrassé à la réception de ce convoi imprévu.

Alors que dans les premiers mois de sa captivité il s'était bien gardé de donner signe de vie, c'est la même hâte qui le fait écrire en avril 1795 à la Convention :

« Citoyens Représentants,

» Huit mois d'arrestation provisoire me semblent un titre suffisant pour obtenir justice; vous ne voulez pas, sans doute, me la refuser... : accordez-moi comme à un simple citoyen un renvoi pur et simple devant un tribunal quelconque. Je vous conjure de me décréter d'accusation dans cette séance même; dussent les mesures révolutionnaires dont j'ai assuré l'exécution me conduire à l'échafaud, je désire me purger des crimes qui sont étrangers à ces mesures ! Non, vous ne me refusez pas cette faculté. Vive la République !

» Joseph Le Bon (1). »

État émotionnel agréable.

Obtenir justice. Les lettres à Mimie, les lettres justificatives refléteront ce désir passionné. Car tous ses actes lui paraissent logiques; il n'a cherché qu'à faire le bien et s'étonne qu'on ne lui rende pas justice. Cela n'altère d'ailleurs pas son caractère : il est toujours heureux, heureux de ce qu'il fait, heureux partout où il se trouve; il est heureux d'être prêtre en 1789, heureux d'être maire en 1792, heureux d'être député, comme il est heureux d'être prisonnier et même condamné à mort !

Lorsqu'il se plaint, c'est d'autrui, mais non de sa propre infortune, et si cela lui arrive, c'est tout à fait exceptionnel, à un moment de calme.

Le voici répondant de Beaune à une lettre de Millié : « Vous devez vous attendre, mon cher Mimi, à une réponse affectueuse et tendre de ma part, après la charmante épître que vous m'avez envoyée; le ton qui y règne d'un bout à l'autre, en me rappelant les anciennes effusions de votre âme, m'a fait éprouver l'émotion la plus douce. Il me semble jouir encore de ces instants délicieux où, reconnaissant le faux et l'injus-

(1) Citée dans lettre XL à sa femme.

tice de votre amour-propre, vous m'en faisiez l'aveu ingénu et me forciez à pleurer avec vous ! (1) »

On comprend qu'il ait moins de prédilection pour ses nouveaux élèves, il ne le cache pas à Millié ; on aurait cependant peine à le croire en poursuivant sa lettre : « Il me reste à vous parler de ma classe ; ils m'accablent de contentement ; ils ont vraiment une ardeur admirable (2). »

Quand l'Oratoire l'a remercié, il ne songe pas un instant à ses torts et, comme Millié le plaint, car sa situation est en réalité précaire, il s'étonne, s'indigne presque : « Un instant de réflexion, mon ami, un retour vers le Souverain Arbitre de nos destinées et vous me direz ensuite si l'homme qui pense peut, sans témérité, se reposer jamais au milieu de la carrière ; vous vous indignez du sort qui m'était réservé... Y songez-vous ? Ce moment est le plus beau de ma vie et vous seul cherchez à l'empoisonner. Le Dieu de charité à la gloire duquel j'ai sacrifié ma vie visite son serviteur dans ses tribulations, et c'est au fond de la retraite qu'il verse comme à torrents dans son âme les consolations ineffables de la vertu ; gardez-vous d'altérer mon bonheur et tranquillisez-moi au plus tôt. Le Bon, prêtre de J.-C. (3). »

Dans sa petite cure du Vernoi, il est encore « au comble du bonheur (4) ».

En juin 1794, il se dirige vers Cambrai, où il va instaurer la guillotine en permanence, sinistre programme ! Il n'en est pas moins fort content : « Citoyens collègues, je suis arrivé à Cambrai, hier le soir, accompagné de vingt braves que j'ai amenés avec moi. J'ai vu les autorités constituées et la Société populaire. Je ne m'expliquerai point sur elles dans ce moment. J'espère faire le bien à Cambrai et y inspirer la terreur civique. Aujourd'hui, je ferai assembler tout le peuple et je lui parlerai, en masse, le langage de la vérité et de la raison. Le Tribunal va de suite entrer en activité et fera justice de tous les traîtres. Salut et fraternité. »

(1) Lettre IV à Masson.

(2) Lettre V à Millié.

(3) Lettre XIII à Millié. Le même jour il signe sa lettre (XII) à Masson : « Le plus heureux des hommes, Le Bon, prêtre de J.-C. »

(4) Lettre du 3 juin 1791 à Robespierre.

Ce départ, il l'évoquera encore joyeusement un an après au fond de son cachot : (1)

« Il y a... un an, Mimie, que j'ai reçu l'ordre de me transporter de suite à Cambrai avec une partie des plus chauds patriotes d'Arras. D'autres, à ma place, s'affligeraient de ce souvenir; il commence pour moi un anniversaire des plus intéressants; pas un jour, pas une heure ne vase passer désormais, que je ne me retrace des dangers de toute espèce affrontés pour la cause de la Révolution. Quel plus vaste sujet de consolation et de plaisir ! Il me semble que je suis encore en ce moment occupé à choisir, parmi les braves réunis, ceux qui doivent partager l'honneur des périls : « Adieu, femmes, enfants ! » vous nous êtes chers, mais la patrie avant tout ! L'ennemi » menace Cambrai; c'est pour cela que, demain matin, nous » nous enfermons dans ses murs, résolus d'y périr ou d'y voir » triompher les destinées de la République !... Et vous, chers » concitoyens, si nous y sommes bloqués, ne laissez point for- » tifier l'armée autrichienne; n'attendez pas que le découra- » gement s'empare des campagnes; levez-vous en masse, et, » entraînant tout le Pas-de-Calais et les environs par votre » exemple, venez fondre d'abord sur les hordes étrangères; » qu'en un instant elles soient dispersées ! — Oui, oui, oui, Jo- » seph, nous le jurons ! Nous irons tous ! » Oh ! Mimie, quelle réminiscence délicieuse ! que de larmes d'attendrissement patriotique furent versées ! comme le peuple accompagnait notre départ de ses applaudissements et de ses bénédictions ! »

Mais la sentence de mort est prononcée; l'échafaud se dresse; Le Bon trouve encore son sort digne d'envie. Il se voit appeler parmi « les héros morts... pour la République (2) » et, datant des « Champs Élysées » l'ultime adieu, il affirme encore à sa femme : « Homme de bien, dont la conscience est tranquille », je puis « me reporter avec confiance sur le passé. J'interroge les temps qui ne sont plus; loin de me rappeler de fâcheux souvenirs, ils ne retracent à ma mémoire qu'une série d'actions vertueuses...

» Quoi qu'il en soit, ma douce amie, c'est dans la multitude

(1) Lettre XLIV à sa femme. Meaux, 4 mai 1795.

(2) Lettre LXV.

de mes anciens services si étrangement récompensés que je puise mon courage et ma joie... (1) »

Ce perpétuel contentement se transforme quelquefois soudain, la chose est classique, en violentes fureurs ou en brusque hostilité à la moindre occasion.

Étudions la querelle de Le Bon, curé constitutionnel de Neuville, avec Le Bas, l'ancien curé.

Les patriotes avaient plusieurs fois déjà chanté pouilles à ce dernier; à l'arrivée de Le Bon, la municipalité « réactionnaire » s'adressa directement à lui pour lui demander conciliation. Et Le Bon répondit :

« Je ne me crois nullement dans le cas d'accorder ou de défendrer à M. Le Bas de dire la messe; cependant cet ecclésiastique me paraît si honnête homme que je ne peux m'empêcher d'accéder à sa demande. J'exhorte mes paroissiens à la paix; je ne suis venu parmi eux que pour la leur prêcher et je serais au désespoir s'ils déshonoraient mon ministère par le spectacle de leurs discordes. Qu'ils se souviennent que les opinions sont libres; que nous n'avons aucun droit sur la croyance de personne; que la vérité se persuade et ne se commande pas et qu'enfin il importe peu à l'Être Suprême que nous ne nous accordions pas sur les mots, pourvu que nous travaillions tous également à le glorifier par notre conduite. J'espère aussi que M. Le Bas ne professera pas d'autres principes et que, bien loin de nous condamner, comme font ses confrères, il nous laissera pleine et entière liberté, comme nous la laissons à lui-même (2). »

Et Le Bon, qui s'intéressait bien plutôt à Arras qu'à Neuville, renouvelait directement à l'ancien curé ses sentiments pacifiques en lui écrivant le 9 octobre :

« Monsieur, mes sentiments ne changent point d'un jour à l'autre, je vous ai manifesté ma façon de penser et vous êtes à même de juger des conséquences de mes principes. Je n'ai aucune permission à vous donner, Monsieur, mais la charité qui doit passer avant tout vous fait une loi de rendre à la

(1) Lettre LXXV. Il faut, bien entendu, tenir compte que Le Bon force ce sentiment pour soutenir le moral de sa femme.

(2) Lettre du 31 juillet 1791. *Les suites d'une sentence*, M. Laroche.

paroisse de Neuville tous les services possibles dans le cas de nécessité et, si ce cas arrivait, je serais le premier à soutenir vos démarches.

» Vous êtes prêtre comme moi, mon cher Monsieur, la seule différence que je vois entre nous, c'est que j'ai consenti à être fonctionnaire public et que vous avez refusé de l'être. Je suis, avec fraternité, Monsieur, Joseph Le Bon, vicaire de Saint-Vaast d'Arras et desservant de Neuville-Vitasse. »

Or, le dimanche 30, le clerc de Le Bon entre dans la sacristie au moment des vêpres, et trouve la serrure de l'armoire forcée. C'était le clerc de Le Bas, Joseph Delville, qui, n'ayant point trouvé un linge sacré pour la messe de M. Le Bas, avait essayé d'ouvrir et détaché la serrure peu solide.

Aussitôt Le Bon crie au vol, au scandale, et réquisitionne la municipalité pour dresser procès-verbal.

Elle constate que la serrure est tombée et que rien n'a été enlevé de l'armoire. En vain le maire représente à Le Bon que c'était uniquement pour prendre un corporal et sans mauvaise intention que la porte a été forcée (1).

Rien à faire : « Il ne me reste d'autre parti que d'interdire au prêtre non conformiste une sacristie où il a si indignement abusé de ma confiance. En conséquence, j'annonce après les vêpres que l'on ne compte plus à l'avenir sur deux messes. »

L'affaire se poursuit devant le juge de paix. Le 12 novembre celui-ci condamne Joseph Le Bon « sans droit ni qualité pour se plaindre de la prétendue voie de fait commise par le sieur Martin Joseph Le Bas (2) ».

Par la suite, la municipalité nouvelle ayant essayé d'interdire également à Le Bas de dire la messe « à raison de la voie de fait alléguée contre lui et attendu d'ailleurs qu'il avait été mal jugé à Tilloy », fut également condamnée.

(1) J. Delville a eu évidemment tort, dans sa haine primitive du curé sermenté, de ne pas avertir le clerc de Le Bon.

(2) La loi qui permettait à l'ancien curé de dire la messe à l'église lui permettait aussi d'y prendre les ornements sacrés. Dès lors comment le clerc de J. Le Bon avait-il pu mettre les ornements sous clef ? Cette maladresse du clerc constitutionnel et la violation de la loi du 7 mai 1791 expliquent amplement la triple condamnation, également sensible à Joseph Le Bon. Le droit de son adversaire était reconnu : lui devait payer l'amende et les dépens et le jugement pouvait être affiché en public — d'après M. Laroche.

Le Bon écrivit alors à Guffroy : « Frère, la municipalité doit vous instruire aujourd'hui de l'état de ses affaires et des miennes. La position est des plus critiques; soyez-en bien convaincu. Ainsi, avisez promptement au moyen de prévenir de grands maux.

» Nul doute que, si les municipaux paraissent à Tilloy, ils y seront condamnés. Magniez s'est essayé sur ma personne, il ne s'arrêtera pas en si beau chemin, voyant surtout que ses prévarications restent impunies. Mais, si la municipalité perd une cause aussi juste, si le sieur Le Bas a le droit de forcer les portes des armoires de la sacristie quand il le voudra, je renonce pour jamais à Neuville et je crains bien que mon départ ne soit le signal d'une émeute terrible. Déjà hier j'ai eu peine à calmer les esprits; l'indignation était à son comble et des voix confuses menaçaient de la lanterne le crocheteur réfractaire.

» Je ne vois qu'un arrêté du département qui puisse assurer la tranquillité, en ordonnant au sieur Le Bas de s'éloigner aujourd'hui de Neuville. Demain il sera trop tard car demain la municipalité sera condamnée; demain je donnerai ma démission ainsi que les officiers municipaux et je vous laisse à penser ce que deviendra une commune privée tout à la fois des chefs et du pasteur en qui repose sa confiance.

» Le porteur de cette lettre a ordre de ne point revenir sans vos dépêches, c'est-à-dire sans des moyens efficaces. Bonjour.

» Joseph Le Bon, curé de Neuville-Vitasse. »

Le Tribunal d'Arras n'ayant pas, malgré toutes les recommandations, réformé le jugement, les patriotes de Neuville voulurent lyncher Le Bas qui réussit de justesse à s'enfuir et alla se mettre à l'abri pendant dix ans en Belgique.

Suractivité.

Le jeune professeur de Beaune est resté toute sa vie « cet original que rien ne « fatigue » et que l'on voit, du matin au soir, arpenter les rues (1) ».

(1) Lettre VIII à Masson.

A Neuville curé, mais curé sans façon, le « voilà devenu grand marchand de messes. J'en dis jusqu'à trois les dimanches et fêtes. Dès cinq heures du matin, je pars à cheval et je fais le tour de ma paroisse, débitant ma marchandise aux amateurs. Le nombre des chalands augmente tous les jours; je sermonne à tort et à travers; je fais partout le diable à quatre et les choses n'en vont que mieux (1) ».

Tout cela ne sera rien en comparaison de l'extraordinaire activité qu'il déploie dans ses missions: nous allons en juger : « Je joins une partie des nuits à la totalité des jours et je pense à peine à suffire à l'ouvrage », écrit Le Bon le 5 décembre (2), et il ajoute plus loin : « Le tribunal criminel révolutionnaire établi à Arras ne dort plus... je suis englouti et mes secrétaires dans les mesures à prendre pour l'intérêt général. »

Est-ce de l'exagération ?

« Je viens de voir ici Le Bon, écrit Garnier le 3 décembre au Département, il est accablé de besogne, il entend une quantité considérable de pétitionnaires et tous le bénissent, tant à cause de son équité que de la célérité qu'il apporte à l'expédition de leurs affaires (3). »

« A Calais, déclare un autre, j'ai trouvé le citoyen Le Bon occupé à analyser cinquante mille lettres à la poste pour l'Angleterre où je présume qu'il aura fait d'excellentes découvertes de nos émigrés (4). »

Évidemment, Le Bon ne les a pas toutes vues, il dit néanmoins en avoir analysé cinq cents personnellement (5).

Il court le département, arrive à Aire sans crier gare à la nuit tombante et stigmatise l'incurie de la police qui laisse entrer sans formalité les voyageurs à cette heure tardive.

Il court, il court : « Je voudrais être sur les lieux et j'y serai

(1) Lettre à Élisabeth Régniez, (été 1792), in *Univers* du 24 avril 1855.

(2) Lettre au Comité de Salut public du 15 frimaire an II. Arch. Nat.

(3) Archives départementales.

(4) Lettre du citoyen Grenier, de Saint-Omer, 13 décembre 1793, aux administrateurs du département, in *Deramecourt*, t. III, p. 69.

(5) Le Bon écrivait au Comité de Salut public : « J'ai requis le directeur de me montrer un des paquets les plus anciens; je l'ai ouvert, lu, examiné, sur cinq cents lettres environ quatre cent cinquante suspectes... J'ai mis sous le scellé cette horrible trouvaille et je n'ai gardé que les missives criminelles dont les auteurs habitent ou habitaient le Pas-de-Calais. »



Joseph Le Bon, maire d'Arras, apaise une émeute de femmes réclamant du pain
(septembre 1792).

(Gravure du Moniteur, coll. Barbier, Arch. Dép. du P.-d.-C.).

bientôt, car je n'aime pas à me prononcer de loin »; il court, on le voit à Calais, Boulogne, Saint-Omer où il trouve « une besogne immense ».

« Hesdin, Aire, Fruges, Auxi-la-Réunion, Montagne-sur-Mer réclament impérieusement une visite et une forte visite. Je ne tarderai pas de m'y rendre. Arrivé à Arras primidi je vous expédierai copie d'une quarantaine de mes actes depuis les dernières écritures (1). »

Au mois de mars, Le Bon est absolument déchaîné : Darthé le signale à Le Bas en termes admiratifs (2) :

« Je vais te donner, cher ami, quelques détails sur ce qui se passe ici :

» Un arrêté vigoureux a fait claquemurer les femmes aristocrates dont les maris sont incarcérés, et les maris dont les femmes le sont, les rédacteurs et les fonctionnaires publics signataires des arrêts liberticides de 1792.

» ...La guillotine... ne désempare pas; les ducs, les marquis, les comtes et barons, mâles et femelles, tombent comme grêle.

» ...Le tribunal ne peut plus y suffire, aussi Le Bon vient-il d'y adjoindre une seconde section.

» ...Le Bon n'est occupé qu'à rédiger des arrêtés d'accusation, et nous sommes cinq ou six à interroger, à faire des visites domiciliaires. Nous ne dormons plus.

» ...Le Bon et sa femme t'embrassent et ta femme. »

Nous ne dormons plus ! C'est bien vrai.

« Je ne laisse pas chômer les juges; je leur taille une besogne toujours renaissante. Tous les individus suspects, mâles et femelles, sont appelés par le Procureur syndic du District, et écrivent sous sa dictée : je compare ensuite les diverses écritures et j'agis en conséquence... Ce (département) est déjà immense pour les forces d'un homme et je n'y ai point fait encore, en travaillant jour et nuit, la vingtième partie de ce qui y est nécessaire... »

Le Bon peut dire qu'il travaille jour et nuit; il décampe aussitôt la besogne faite et « voltige en berline (3) » sur les

(1) Archives nationales.

(2) Lettre du 19 mars 1794.

(3) Pittoresque expression de Guffroy.

grand'routes; à peine a-t-il parcouru les neuf lieues qui séparent Arras de Cambrai, il se remet de suite à l'ouvrage (1).

« La nuit dernière a été consacrée à un grand nombre d'arrestations de parents d'émigrés et de ci-devant nobles qui se promenaient encore, en dépit de vos antiques mesures. Différents papiers ont été saisis; ils donneront des renseignements ultérieurs que je ne négligerai point. La guillotine s'élève en ce moment sur la grand'place. Demain, j'espère, le tribunal sera en pleine activité. »

Le Bon ne connaîtra jamais le repos. Même en prison, il lit, il écrit, il travaille à sa défense.

En résumé, d'un bout à l'autre de sa brève existence, il se sera bien montré le type de l'« excité constitutionnel ».

(1) Lettre à Saint-Just et Le Bas.

CHAPITRE V

HYPOMANIE

Le Bon, nous l'avons dit, n'est pas seulement un excité constitutionnel; son mécanisme psychique est particulièrement touché de juillet 93 à juillet 94. Sa tendance à la manie, jusqu'alors latente, s'accroît de plus en plus pour aboutir en juin 94 à un véritable paroxysme : explosions brèves de colères inconséquentes, euphorie, agitation, fièvre verbale, c'est l'efflorescence monstrueuse d'une humeur qui ne se contrôle plus.

Cette greffe de l'hypomanie sur l'excitation est signalée comme habituelle par le Professeur Laignel-Lavastine : « dans la pratique, il nous a paru que le maniaque chronique était surtout auparavant un excité constitutionnel (1) ».

Besoin d'activité (2).

Nous avons vu combien le besoin d'activité était formidable chez Le Bon; il a abouti chez lui à des excès de diverses

(1) Laignel-Lavastine et Vinchon : *La manie chronique*. Cet autre passage s'applique aussi fort justement à notre cas : « L'évolution de la manie chronique vers la démence est classique. En réalité, la question est discutable... pour nous le maniaque chronique est surtout un excité constitutionnel. »

(2) Nous donnerons ici la description de Barbé (L'hypomanie, in *Pratique psychiatrique*, Laignel-Lavastine, Barbé et Delmas). *Besoin d'activité* : (équivalent atténué de l'agitation motrice de la manie franche; il existe d'ailleurs tous les intermédiaires entre ces deux états). Les hypomaniaques dorment peu, se lèvent au petit jour. Insensibles à la fatigue, féconds en projets, dévorés de l'impatience d'agir de toutes façons, ils ne peuvent tenir en place... imprévoyance et générosité intempestives... dévouement excessif, ils imposent leurs services, excèdent de protestations et d'offres diverses leurs parents, leurs amis ou même

sortes, si nous mettons à part la sexualité où Le Bon paraît vraiment avoir été normal (1).

C'est la déviation de cette exubérance vers un altruisme superficiel que nous allons envisager ici et qui n'est pas l'aspect le moins curieux de Joseph Le Bon.

Le point de départ est encore ici absolument juste, c'est l'un des plus nobles sentiments humains que Le Bon exprime à sa fiancée (2) : « Seulement prends garde de ne point faire ton malheur. Si je t'aime, c'est pour toi. Il y a longtemps que je te l'ai dit : j'aimerais mieux renoncer à mes projets que de te causer la moindre peine. »

Mais que l'excitation déforme ce sentiment en un besoin de dévouement intempestif (3) et l'on comprendra que Le Bon pouvait assurer à son procès : « J'étais de bonne foi, le 13 ventôse : la Convention parut se mettre en devoir de réaliser le projet de distribuer une partie de terre à chaque indigent ! Eh bien, je fus encore dupe, j'étais ivre de joie ! Ce projet s'accordait avec mes principes. » Aussi à Cambrai, de son propre chef, préluda-t-il au partage par petits lots des domaines sous séquestre (4).

Déjà, lorsqu'il était curé, il offrait ses services à ses paroissiens, sollicitant pour eux à Arras des dégrèvements de contributions, demandant des subsides pour les pauvres : il voulait que les indigents de Neuville fussent admis gratuitement à l'hôpital d'Arras, en vertu d'anciens titres (5) qu'il disait avoir retrouvés.

des inconnus ; d'un altruisme débordant, ils font leur la cause des opprimés, prennent en main le redressement des injures, provoquent des rassemblements ou suscitent des scandales, dans la rue ou dans les lieux publics ; avides de tous les plaisirs, exultants de vie... ils se livrent fréquemment aux fugues, à l'alcoolisme, aux excès vénériens. Les excès alcooliques se rencontrent surtout chez l'homme et sont souvent considérés comme la cause des troubles alors qu'ils n'en sont qu'une des manifestations.

(1) Déposition de la citoyenne Desvignes, fouillée impronptu en 1794 par Le Bon : « Je ne vous accuse point d'avoir agi avec des desseins impudiques, mais par pure méchanceté. » *Procès*, t. I, p. 159.

(2) Lettre du 2 septembre 1792.

(3) Cf. *Jacob*, t. II, p. 126 : « Ces créations d'organismes de bienfaisance hantent l'esprit de Le Bon. »

(4) *Procès*, t. I, p. 264.

(5) « Des plans intéressants que des mains perfides avaient soustraits pour s'enrichir de la sueur du pauvre. » *Le Bon*, in L. Misermont, 1911.

Il avait également des générosités personnelles. En 1792, au Département, il poursuivait le paiement d'une somme de 53 livres, à laquelle il avait droit, pour l'abandonner au profit de son ancien clerc (1).

De même, étant représentant, il fit verser le prix qui lui revenait pour avoir dénoncé l'émigration du Chanoine Advisart (guillotiné) à une pauvre femme infirme de Saint-Pol.

Il faisait distribuer « à ses braves b... les biens des aristocrates guillotines » à Arras, et s'indignait à son arrivée à Cambrai qu'il y eût encore des mendiants : « Cambrai voit encore un grand nombre de mendiants dans son sein; ce spectacle fait douter si la Révolution existe, et les aristocrates tirent bon parti des secours qu'ils donnent et que la Nation seule doit accorder; un arrêté remédiera demain à cet inconvénient (2). » La manne annoncée fut abondante : en deux mois, Le Bon fit distribuer plus de soixante mille livres.

Mais nulle part le caractère excessif de cet altruisme ne se montre mieux que dans ce passage (3), compte tenu de la grandiloquence révolutionnaire :

« Ce n'est pas non plus sans une peine très vive que j'ai vu des philosophes tels que vous entreprendre de consacrer par des inscriptions irréflechies le mensonge et notre honte; Hôpital de la Réunion et de la Fraternité! Quelle imposture! puisque les pauvres seuls seront réduits à s'y rendre. Maison destinée à soulager l'humanité souffrante! Opprobre inefaçable de notre siècle! Républicains inconsiderés! doit-il y avoir une partie quelconque de l'humanité qui soit en souffrance... Mettez donc au-dessus des portes de ces asiles consacrés au malheur des inscriptions qui annoncent leur inutilité future et prochaine. »

Un amour déraisonnable du bien public arrive dans l'histoire par sa logique au fanatisme (4) et à l'intolérance. Cette volonté de faire le bonheur des gens malgré eux, qui aboutit

(1) Misermont, 1913.

(2) Lettre à Saint-Just et Le Bas.

(3) Lettre de Le Bon au district d'Arras. Calais, 14 brumaire an II.

(4) Au sens non révolutionnaire du mot.

finalement aux pires persécutions, commence par des asservissements de ce genre :

« Le théâtre, au lieu d'être un foyer brûlant de patriotisme et l'école des vertus, paraît plongé dans l'obscénité et l'insignifiance des pièces de l'ancien régime. Au moment où tout doit embraser les citoyens d'amour pour la liberté, on les appelle à la représentation des *Fourberies de Scapin*, etc. Cela n'arrivera plus (1). »

Euphorie (2).

C'est, en effet, un réflexe des gens qui se prennent au sérieux que d'avoir en horreur le rire.

Ou du moins le rire des autres, car Le Bon, nous l'avons vu, ne se fait pas scrupule d'être joyeux au cours des divers événements (3).

Nous avons déjà remarqué dans ses écrits la tendance à l'ironie. On la note dans cette description de sa classe (4) :

« Vos anciens camarades me donnent beaucoup de satisfac-

(1) On ne s'étonnera pas qu'affichant les spectacles ordonnés par Le Bon, le théâtre soit devenu rapidement à moitié désert, comme en témoignait au Procès le malheureux directeur. Les extrémistes au pouvoir ont toujours tyrannisé la Scène à laquelle ils interdisent avant tout de rire. Cf. Arrêté du district d'Arras, le 12 déc. 93 : « Il sera enjoint au Conseil général de la Commune d'ordonner au directeur du spectacle de ne jouer, après une pièce patriote, aucune farce respirant la gaieté, pour ne point détourner l'esprit des assistants de l'impression que la pièce patriotique avait dû faire sur eux », in Lecesne, t. II, p. 112. Un pouvoir absolu normal protège au contraire un Molière.

(2) « Humeur euphorique, sentiment de force, de bien-être physique, d'estime, de confiance en soi.

« S'il est plein de bienveillance pour lui-même, l'hypomaniac, et c'est là un des traits les plus caractéristiques de son état, ne l'est pas toujours à l'égard de ses semblables. Tous les auteurs ont insisté sur la tendance des hypomaniacs à faire de l'ironie, du sarcasme, de la médisance et même de la calomnie... Vaniteux, envieux et menteurs, ils mettent la même insistance à étaler leurs vertus qu'à étaler les vices d'autrui (*La Pratique psychiatrique*.)

(3) Nous citons ce petit passage de la *Confession générale*. « Le jugement prononcé, Le Bon regrette ses grands accès de joie. Voyez les nouvelles données par le Télégraphe du Luxembourg, où était alors Le Bon, sur l'intérieur de cette maison d'arrêt, pendant les journées du 10, 11 et 12 germinal et de la nuit suivante, rapportées au numéro 101 de l'*Orateur du Peuple*. Les pasquinades de Le Bon y sont à mourir de rire. » (On avait proposé à la Convention la suppression de la peine de mort.)

(4) Lettre IV à Masson. On se demande sous quels traits il tournerait son petit monde si celui-ci ne le satisfaisait pas.

tion... Gauthey est aussi nerveux qu'incorrect. Les succès qu'a eus Fouquerand n'ont pas suffi pour le déterminer à travailler; son père est à l'extrémité, j'attends tout de ce dernier coup. L'abbé Gautherot n'est pas assez soutenu; Faguet, étourdi; Gelicot ne se laisse pas aisément manier et ne fait bien que par boutades. Ils vous embrassent tous et parlent souvent de vous. »

Il ne se moque pas moins des Beaunois.

« On se remue fort, écrit-il en 1790 (1), à l'occasion des États Généraux; les Beaunois ont fait deux ou trois écrits pitoyables, remplis de fautes de français, et ont bien fait rire à leurs dépens. »

Plus tard, il ironise sur les pillages des biens nationaux (2) : « De distance en distance, nous avons regretté de n'avoir pas chacun une commission de gendarmes pour arrêter les forêts ambulantes qui se présentaient à notre rencontre. Le premier, dit-on, qui vit un capucin, recula de frayeur; certes, on ne serait pas moins effrayé, le soir, si l'on approchait sans être prévenu de ces énormes masses de bois animées qui rentrent en plein midi dans Saint-Pol et s'y promènent, de rue en rue, à la barbe des administrations et des tribunaux », et, dans la même lettre, il lance cette plaisante pointe : « Les médecins appellent les morts les plus honnêtes parce qu'ils ne viennent jamais déposer contre leurs assassins. »

Ne croirait-on pas lire quelque journal antiparlementaire et extrémiste de l'époque actuelle avec ces récits de séance de la Convention? « Puisse cette Montagne obtenir le silence de quelques-uns de ses membres qui semblent faire assaut de maladresse. Dans la dernière séance, un rude patriote voulait que les membres du côté droit ne fussent plus payés. Quelle gaucherie, bon Dieu! Vous avez perdu de ne pas voir un certain personnage, à ces mots qui retranchaient sa cuisine; comme il se débattait, on l'eût pris pour un diable dans un bénitier » et, d'autre part (3) : « Nous n'avons que trop ici de ces bavards impitoyables qui parlent pour parler et rien de plus. Où il faudrait deux phrases, il faut un discours d'une demi-heure, en

(1) Lettre VII à Millié.

(2) Lettre du 18 janvier 1793, citée par Deramecourt, t. II, p. 231.

(3) Lettre du 7 juillet 1793.

se battant les flancs et en faisant des contorsions continues; mais grâce au président qui n'est pas de leur humeur, nous n'essuyons guère qu'un seul de ces personnages sur chaque objet (1). »

Décidément, Le Bon n'est pas tendre pour ses collègues : « On n'a fait que divaguer, écrit-il à propos d'un débat sur l'instruction, on présente une multitude de projets, ils sont incohérents entre eux. »

L'impécuniosité quémandeuse d'un citoyen excite la verve du Représentant : François Legay le supplie de lui faire verser une indemnité de 76 livres qui lui est due par l'administration et termine... : « Si j'étais plus riche, je ne parlerait pas de cette misère. Je suis ton désolé frère.

» A. Legay. »

Le Bon répond sur-le-champ : « Je renvoie au département la lettre du désolé Legay et j'invite l'administration à ne pas le laisser se désoler pour si peu. A Béthune, ce 5 nivôse l'an II de la République une et indivisible. Le représentant du peuple :

» Joseph Le Bon (2). »

Même à Cambrai, il ne perd pas le goût de la plaisanterie; il bouffonne au nez du docteur Delloye qui lui présente un certificat constatant qu'un détenu était atteint de pleurésie et que son état nécessitait son transfert à l'hôpital. Le Bon trouve l'« attestation ridicule », renvoie le docteur au *Malade imaginaire* et s'en va en ironisant : « Je mettrai une perruque et je me ferai médecin, moi (3). »

Irritabilité (4).

Ces sarcasmes perpétuels décèlent déjà une certaine irritabilité. En 1794, Le Bon entre en fureur à la moindre occa-

(1) *Nil novi sub sole.*

(2) Cité par Deramecourt, t. III, p. 38.

(3) *Procès*, t. I, p. 93. Delloye fut extrêmement vexé de la plaisanterie, *genus irritabile medicorum!*

(4) L'irritabilité se manifeste d'ordinaire par des bordées d'injures, exceptionnellement par les paroxysmes coléreux si fréquents dans la manie franche aiguë. (*La Pratique psychiatrique.*)

sion et ces explosions de colère sont un des traits cardinaux de l'hypomanie :

« Le croiriez-vous (1)? Désespérée de la réunion des républicains contre les anciens et implacables ennemis de la Révolution, l'aristocratie, pour déjouer mon travail, va semant des lettres anonymes sous la porte de chaque sans-culotte ardent et cherche à les entretenir dans une défiance et une suspicion mutuelles. Je suis en colère; oui, je suis en colère!»

Je suis en colère, je suis en colère, c'est un *leit motiv* qui revient dans les thèmes en apparence les moins chargés d'affectivité :

« Le Comité, influencé par Sieyès, voudrait bien, dit-on, rolandiser de nouveau l'esprit public, par une commission d'instruction qui pèserait sur une multitude de petits instituteurs esclaves. Cette idée n'est pas mauvaise pour un prêtre; gare que je ne me mette en colère... mais non je me souviens que je suis législateur et qui mieux est, législateur de la montagne (2). »

Ce n'est là qu'un prélude, Le Bon se retient encore, voici mieux : « Je ne sais pas bien encore ce que je proposerai quant au projet d'une garde des quatre-vingt-trois départements (3), car, en vérité, ces hommes sont de vilains b... et je ne sais plus à qui me fier. J'ai besoin de discuter avec l'impartialité la plus sévère et la plus grande réflexion; encore n'en trouvè-je pas le temps. O dictateurs! O Fayetteistes! O Brissotins! comme vous me f... l'âme à la renverse. S... mille triples gueux! comme je suis en colère (4)! »

Que Le Bon entre en fureur la plume à la main, il n'y a encore que demi-mal; le désordre touche à son comble, lorsque les accès de colère sont publics :

« La Société populaire d'Arras était composée de deux cent cinquante membres, parmi lesquels il supposait être une quan-

(1) Lettre au Comité de Salut public, de Bapaume, 19 pluviôse an II. Archives nationales.

(2) Lettre de Paris, ce 3 juillet 1793, à tous les braves sans-culottes du Pas-de-Calais, in Deramecourt, t. II, p. 503.

(3) Projet auquel Robespierre et Guffroy étaient violemment hostiles.

(4) In Lecesne, t. I, p. 314.



From the original

ARCH. DE LA
BIBL. NATION.
1789-1804
1789-1804

JOSEPH LE BON

tité de royalistes; il tonna contre ce nombre. La Société s'épura de son mieux; il restait encore cent vingt membres; on en fit porter la liste à Le Bon qui s'emporta comme un diable, en disant : Vous êtes tous f... bêtes, j'y vois encore des aristocrates ! Il sort comme un furieux, épure encore à sa manière et réduit le nombre à soixante (1). »

Ces colères vont devenir de plus en plus fréquentes et de moins en moins raisonnables. La veuve du général Omoran vient trouver le représentant :

« Que veux-tu ? Que veut cette femme ? s'écria-t-il en la voyant; et tirant son sabre : « Que l'on fasse sortir cette femme; qu'on la mène au Comité. » Il écrit : « Le Comité de surveillance dira pourquoi la femme du guillotiné Omoran n'est point en arrestation. » Devant le comité, la veuve Omoran produisit son assignation à comparaître au tribunal d'Arras et plusieurs certificats de civisme. Le Comité députa Gabriel Le Blond vers le représentant, avec une lettre où il expliquait les motifs qu'il croyait avoir pour ne point mettre en arrestation la veuve Omoran : « Ce ne sont pas des images que je vous demande, dit Joseph Le Bon, en frappant du pied; c'est de la f... dedans, entendez-vous. » Le Blond retourne annoncer l'accueil qu'il a reçu. Le Comité ordonne la mise en arrestation de cette infortunée. Elle part : mais, chemin faisant, elle attendrit son gardien pour qu'il l'accompagne chez le représentant qui, à son avis, ne pouvait que lui rendre justice. Elle parvient à retrouver Le Bon. Celui-ci entre en fureur, fait appeler le Comité, crie, tempête. On lui fait observer que c'est un garde national qui a ramené cette femme; il ordonne l'arrestation du soldat : « Est-ce que vous ne savez pas, s'écrie-t-il, que la femme d'un guillotiné ne peut être patriote (2) ? »

Le contrôle de son humeur échappe tous les jours un peu plus à Le Bon; si bien qu'à Cambrai il se livre à des accès de fureur incessants qui se déchaînent à la moindre occasion.

(1) *Procès*, t. I, p. 336. Ceci se passait le 4 janvier 1794. (Poirier et Montgey, *les Angoisses de la Mort*.)

(2) *Procès*, t. I, pp. 66, 246, 254 et 278. En chemin, la pauvre veuve Omoran disait à Le Blond : « C'est donc un bien grand scélérat que ce représentant ? »

Une femme vient-elle le prier de lui accorder la liberté de son mari, Le Bon l'accueille d'abord humainement et demande le nom du détenu :

— Douay.

— Est-il orateur ?

— Non, citoyen.

— A-t-il été au club Saint-Aubert (1) ?

— Oui, citoyen.

A ces mots, le Représentant entre en fureur, crie mille injures et chasse la pauvre femme au milieu des huées et des rires de la bande qui l'entourait.

Une autre fois, Le Bon accourt au poste où l'officier municipal Brabant n'avait pas cru devoir obtempérer à un ordre d'arrestation que lui avait intimé Louis Régnez; il crie : « Que tous ceux qui sont ici passent au Consistoire. » Brabant prend une petite porte qui y conduit; Le Bon, croyant qu'il voulait s'échapper (2), s'écrie, en écumant comme un énergumène : « Arrête, arrête, scélérat, tu fuis ! » Il tire son sabre et saute au collet de l'officier : « Je le tiens, je le tiens », et, en effet, il le tenait des dents, des mains et des pieds ! « Scélérat ! monstre ! bougre ! hurle-t-il, es-tu marquis ? — Non, répond l'autre, je suis sans-culotte. — Vous l'entendez ! il dit qu'il est sans-culotte et voilà comment il accueille une dénonciation contre le maximum ! Je le destitue, qu'on le f... en prison. » Deux jours après, Le Bon considérant que Brabant jouit de la réputation d'un bon patriote, le réinstalle dans ses fonctions (3).

Au procès d'Amiens, un grand nombre de témoins reprochaient à Le Bon des scènes de rage semblables et Le Bon s'expliquait :

« Il n'est pas difficile de dire que j'arrivais souvent comme un diable; on peut transformer ma vivacité, mon activité d'imagination en fureur et en délire; c'était l'amour de la liberté, cet amour pur et ardent qui produisait toutes ces sensations (4). »

(1) Club révolutionnaire dissous qui passait pour trop modéré.

(2) *Procès*, t. I, p. 285.

(3) *Procès*, t. I, p. 273.

(4) *Procès*, t. I, p. 49.

Au long des audiences, Le Bon trahissait encore malgré lui l'instabilité de son humeur; à un moment, le voilà qui « s'emporte à l'excès (1) » au milieu de son propre discours.

Plus loin, nouvelle colère contre le témoin Lavigne; un juge, par l'intervention du Président, observe à Le Bon de se modérer : « *Je ne puis, s'exclame-t-il, c'est mon ton, il m'est impossible de le changer (2).* »

Exaltation intellectuelle (3).

Ce manque de contrôle se retrouve à toutes les pages de sa vie; il parlait beaucoup (4) et s'échauffait en parlant :

« Hier au club, écrivait-il à sa fiancée, j'ai rédigé séance tenante une adresse terrible à l'Assemblée Nationale pour l'engager à donner le signal de l'insurrection. Je te l'enverrai au premier jour. Je t'embrasse de tout mon cœur. »

Il arrivera en parlant à réclamer le contraire de ce qu'il pense. Nous l'avons vu bon père de famille et se préoccupant dans les plus infimes détails de l'éducation de ses enfants; or, à la Convention, il fit un discours pour demander que ce

(1) *Procès*, t. I, p. 47.

(2) *Procès*, t. I, p. 293.

(3) Exaltation consciente des fonctions intellectuelles. Jamais les idées n'ont jailli dans son cerveau si nombreuses, si riches, si claires, si compréhensives. L'élocution est abondante et aisée, les images justes et imprévues, le travail facile. L'hypomane, au premier abord brillant et spirituel, laisse bientôt apercevoir, dans ses propos comme dans les écrits dont il est prodigue, l'insignifiance, le désordre et le décousu qui en sont le fond, et, dans ses actes, l'inopportunité, la témérité maladroite, le défaut d'esprit de suite, le caractère puéril absurde ou immoral qui compromettent souvent sa fortune, sa situation et le bonheur des siens. (*La Pratique psychiatrique.*) Nous ne pouvons citer nulle part, plus à-propos, cet article de Barbet dans la *Sentinelles du Nord* : « Le représentant du peuple Joseph Le Bon vient d'épurer les autorités constituées de Bapaume;.... parmi les torrents de lumière qu'il a lancés avec cette énergique facilité qui le caractérise, il a fait briller une arme terrible dont la vue seule a anéanti le fanatisme agonisant. Il eut fallu l'entendre ridiculiser les agents de ce monstre qu'on appelait autrefois des prêtres; ho ! ils ont été peints d'après nature : à peine se reconnaissaient-ils au tableau tant il était horrible. » Ce dernier aveu est précieux de la part d'un séide de Le Bon.

(4) Cf. Duquesnoy (au Comité de Salut public le 3 janvier). « A Béthune, Le Bon a, par un discours, terrassé et la prêtraille et le fanatisme; il n'en est peut-être pas un dans la Convention qui soit dans le cas de cette mission mieux que lui. » (Arch. nat.)

droit soit retiré aux parents et confié obligatoirement à l'État.

Ce sera bien entendu sur les Cambrésiens que l'éloquence de Le Bon pleuvra à torrents pressés, en même temps que sa manie touche au comble.

Il grimpe à la chaire du temple de la Raison :

« Ceci n'a été jusqu'aujourd'hui qu'une chaire de mensonge ; à l'avenir ce sera celle de la vérité ; ce sera mon tonneau de Diogène. »

Son homélie lui paraît fort satisfaisante :

« Le discours contre le fanatisme a produit l'effet que j'en attendais. La salle regorgeait d'auditeurs et je pense qu'ils en sont sortis furieux contre les anciens marchands d'impositions.

» Les sans-culottes se décident ; ils s'enhardissent en se sentant appuyés. Patience et ça ira d'une jolie manière.

» Les dénonciations commencent et donnent lieu à des arrestations nouvelles (1). »

Et dès lors il harangue le peuple régulièrement tous les deux jours (2) et ne borne pas là son zèle déclamatoire ; il va au théâtre le soir et « remplit les entr'actes par des sermons où il prêche au peuple la loi agraire » et « déclame contre l'éducation, insinuant aux enfants la désobéissance envers leurs parents (3) ».

La diarrhée verbeuse était parfois si pressante que Le Bon avouait : « Quelquefois entraîné par l'amour de la patrie, il m'arriva de troubler le spectacle, indigné de voir remplir par des inutilités un temps que je voulais consacrer expressément à embraser ce peuple à qui je le destinais. »

On comprend dès lors pourquoi le théâtre ne faisait plus ses affaires, « ses tapages, les b... et les f... dont il se servait toujours en éloignaient toutes les femmes honnêtes (4) ».

(1) Lettre à Saint-Just et Le Bas, du 8 mai 1794. Le Bon était arrivé le 5 au soir : il n'avait donc pas perdu de temps.

(2) *Joseph Le Bon*, par Émile Le Bon, p. 42.

(3) Déposition de Dupré, directeur du théâtre qui ajoute : « Les maximes pernicieuses avaient fait tant de progrès qu'un père ou une mère, châtiant son enfant, était bien souvent menacé par lui d'être dénoncé à Joseph Le Bon. *Procès*, t. I, p. 140 et p. 145 : Le Bon « Je parlais souvent au peuple pendant les entr'actes. »

(4) *Procès*, t. I, p. 145.

Le Bon parlait donc à tort et à travers. Il n'était pas moins prolix dans ses écrits. Il nous reste de lui un nombre extraordinaire de lettres et d'arrêtés. Examinons les caractères de son écriture; elle se rapproche beaucoup de la graphologie du maniaque : « paraphes nombreux des signatures, mots soulignés, t largement barrés (1) ». On peut remarquer que le désordre de l'écriture s'accroît au fur et à mesure que l'on se rapproche du printemps de 1794; il est plus marqué sur les sujets qui tiennent à cœur.

Le besoin d'écrire est tellement essentiel que Le Bon, se mêlant pour une fois de tactique (2), envoie au Comité de Salut public (3) cette impayable galéjade : faire combattre à pied les cavaliers et les remplacer sur leurs bêtes par des fantassins sans-culottes !

« Nous touchons, il est vrai, à l'instant du triomphe; mais si la Convention ne prend une vigoureuse mesure, la contre-révolution est plus que jamais à notre porte. On se plaignait l'année dernière de l'incivisme de la cavalerie. Qu'espérez-vous davantage maintenant ? En vain la loi a voulu des certificats de civisme de ceux qui prétendent y entrer. On se moque de cette loi salubre quoique insuffisante.

» La cavalerie est un composé de fils d'émigrés, de muscadins, de jeunes fermiers et de tous les ennemis de la Sainte Égalité.

» Dans ce pays surtout on a permis de s'y incorporer à tous ceux qui pourraient faire les frais du cheval et de l'équipement.

» Quelle mesure plus aristocratique, malgré les bonnes intentions des auteurs d'un pareil arrêté !

» En vérité, il me semble déjà voir cette cavalerie nouvelle passer du côté des Autrichiens à la première occasion, à moins que vous n'obligiez tous les cavaliers reçus à rejoindre les corps pédestres et que vous n'appeliez de vrais sans-culottes à les remplacer.

(1) Laignel-Lavastine et Vinchon : *La manie chronique*.

(2) Cf. Le Bon, in Jacob, t. II, p. 5 : « Je ne me mêle point habituellement de la partie militaire. »

(3) A.-J. Paris, t. II, p. 218.

» *L'éveil que je vous donne en ce moment me paraît si essentiel que, de trois jours en trois jours, je vous réitérerai cette lettre jusqu'à ce que vous m'en ayez accusé réception !* »

On croirait rêver, si on ne riait pas à de pareilles extravagances. Le style de Le Bon, en général si correct, devient confus quand l'auteur s'excite, par exemple, contre les « prêtres, ces ministres du mensonge, notamment ceux répandus dans les campagnes », il annonce que ceux-ci, « vu le coup de mort porté au fanatisme et à leurs mômèries et vu aussi leur esprit remuant et fanatique, ne pourront s'empêcher de secouer les torches du hideux fanatisme et de la discorde (1) ».

*
* *

Le Bon met dans sa conduite le même illogisme que dans ses discours et ses écrits; il « est comme les femmes, il a des caprices, écrit Lefetz; je ne pense pas qu'il ait à se plaindre des habitants d'Arras; ceux-ci auraient à juste titre droit de lui reprocher ses bouderies déplacées et inconséquentes (2) ».

Ses manières d'être étranges, ont frappé plusieurs de ses concitoyens : « Il se faisait remarquer, dès ses jeunes années, par une grande inégalité d'humeur, tantôt silencieux et recueilli comme un chartreux, il s'accordait à peine le droit de sourire; tantôt passant à l'excès contraire il se livrait à une gaieté folle et à la dissipation (3). »

Plus tard, un contemporain voyait le conventionnel sous cet aspect : « Les rides de son front étaient tantôt horizontales, tantôt verticales, et l'on peut dire que sa physionomie représentait autant qu'il est possible, par son extrême mobilité, la variété de ses impressions. Il s'étudia plus tard à combattre cette disposition naturelle, qui fit place à une sorte de flegme et d'impassibilité. Jamais on ne le voyait rire avec effusion. Sa parole était brève et incisive. En marchant, il ne perdait rien de sa taille qu'il tendait même un peu à renverser en arrière; il était reconnaissable à sa tenue sévère et pédagogique (4). »

(1) Deramecourt, t. III, p. 89.

(2) Lettre de C. Lefetz à Guifroy, le 30 novembre 1792.

(3) Lettre de M. Botte, ancien notaire, in Paris.

(4) Manuscrit Derguesse, p. 32.

A Cambrai, les habitants effarés voyaient « cet arlequin (1) passer le sabre à la main » et faire « quelques simagrées à la garde, avec une affectation ridicule (2) ».



Dessin de la collection Barbier.
(Arch. du Pas-de-Calais).

Ces mimiques et ces gesticulations rapprochent bien Le Bon des maniaques dont on connaît les extravagances d'attitudes.

* * *

Ce manque d'équilibre se trahit également par une perpétuelle tendance à l'exagération.

Déjà, à Beaune, il se montrait excessif en contant : « L'abbé Gauthereau... m'étouffe de contentement, après m'avoir bien fait suer de peine (3). »

Puis au Vernoi, il affirme à Robespierre : « J'ai déjà refusé de troquer ma félicité actuelle contre cinq ou six cures, contre deux ou trois places de vicaire, d'évêque, etc. (4). »

(1) *Procès*, t. I, p. 221.

(2) « J'avais l'air d'un arlequin ! eh bien soit, je suis encore aussi pétulant aujourd'hui qu'alors » *Le Bon, Procès*, t. I, p. 264.

(3) Lettre VIII à Masson.

(4) Lettre du 4 juin 1791, in Misermont, *Le Conventionnel Le Bon*, p. 16. Il est vrai qu'ici Le Bon peut chercher à en imposer à Robespierre.

Il lui écrit encore : « Nous nous remuons comme des diables pour déjouer des millions de manœuvres dont il est inutile de t'instruire pour le moment, mais qui te pénétreront d'indignation, lorsque nous pourrons te les apprendre à loisir. La f... Assemblée nationale actuelle nous taille un ouvrage immense et périlleux.

J'ignore comment les choses tourneront. Bonsoir.

P.-S. — Nous t'embrassons tous les trois d'un seul coup (1). »

En 1791, Le Bon multiplie par trois; nous allons voir jusqu'où monte le multiplicateur en 1793.

Le 25 août, on crut à un soulèvement de conscrits et de paysans à Pernes et dans quelques autres villages. Il semble qu'il ne s'agissait que d'une bruyante ducasse. L'imagination surchauffée par nos revers militaires alors à leur comble a pu créer une insurrection fantôme, comme on en vit plusieurs à l'époque. Le Bon affolé accourt sur les lieux avec des pouvoirs et une troupe; quand il arrive, tout est, bien entendu, fini. Il écrit le 29 août aux représentants du peuple, aux administrateurs du Pas-de-Calais, aux « bons citoyens » de la ville d'Arras : « La guillotine attend impatiemment son gibier; les juges sont en plein ouvrage, des milliers de témoins que j'ai requis hier, dans une proclamation solennelle, de venir déposer sur tout ce qu'ils savaient, sous peine d'être traités comme complices, inondent les avenues du tribunal; l'exemple sera tel qu'il intimidera les pervers et les aristocrates jusqu'à la vingtième génération.

» Merlin et Galand sont ici de la plus grande utilité. Je les retiens (2). »

Les milliers de témoins furent dix-huit (3).

La lettre qu'il écrit en même temps à la Convention est plus extravagante encore. Il dépeint les citoyens s'armant et partant contre les rebelles : « En un instant, la ville de Saint-Pol ne renferme plus que des vieillards, des femmes et des enfants...

(1) Lettre du 28 août 1792. Rapport de Courtois sur les papiers de Robespierre.

(2) Guffroy : *Les Secrets*, pièces justificatives n° 27.

(3) L. Misermont : *Joseph Le Bon membre de la Convention*. Ils témoignèrent seulement qu'il s'était formé des rassemblements au village d'Amettes et es lieux circonvoisins, que plusieurs citoyens avaient été contraints de substituer des morceaux de buis à la cocarde tricolore et de livrer leurs armes.

Je pars avec un détachement de six cents hommes... ainsi qu'avec deux pièces de canon; en même temps Aire, Béthune, Frévent, tous les environs, des compagnies de hussards et de chasseurs à cheval, avec la gendarmerie, enveloppent les révoltés. Sachez..., mes chers collègues, que, vingt-quatre heures plus tard, nos malheurs étaient au comble, que toute communication entre ce pays et le camp de Cassel était rompue et qu'enfin une Vendée plus dangereuse que la première aurait fait triompher les projets sanguinaires de nos ennemis (1). »

Le Moniteur du 2 septembre ne traduisait tant d'enthousiasme qu'en ces quelques lignes :

« Joseph Le Bon, représentant du peuple dans le département du Pas-de-Calais, écrit qu'une horde de quatre cents brigands s'était rassemblée dans le district d'Arras; mais qu'ils ont été mis en fuite, poursuivis et arrêtés pour la plupart. »

Si l'on songe que pas un soldat révolutionnaire ne fut seulement blessé, que l'exemple qui intimida les pervers jusqu'à la vingtième génération consista à guillotiner un tonnelier et un laboureur (2), on pourra conclure avec L. Misermont : « Ces exagérations incroyables sont du pur Joseph Le Bon. »

On a pu déjà les remarquer dans de nombreuses citations de ses écrits. Ajoutons ce passage de l'arrêté d'accusation de six vieux chanoines qui avaient signé en 1790 une adresse contre la Constitution civile du clergé (3) :

« Considérant que, depuis les commencements de la Révolution, les ci-devant nobles et prêtres insermentés n'ont cessé de conspirer contre elle; que, quoique la plupart d'entre eux se soient émigrés, il n'en est pas moins vrai que, par une poli-

(1) Lettre d'Arras, 29 août 1793, à la Convention.

(2) L'ami Guffroy y allait d'un dithyrambe dans son *Rougyff* : « Oh hé, sentinelle, en voici bien d'une autre : qu'est-ce que ce convoi, ce chariot ? Eh ! f... bête, ne vois-tu pas que c'est un rasoir national. Il y a des barbes à faire dans le district de Saint-Pol et frotte-dur-rase-près va faire des pratiques. Quatre cents royalistes s'étaient rassemblés dans un bois; mais on n'a pas donné le temps à la guillotine d'arriver; les communes se sont soulevées; on a marché contre les brigands et ils ne sont plus. Chantons donc avec sécurité : « Eh, voilà justement, voilà justement, voilà, morbleu ! comme on les mène. » (N° 19, du 1^{er} septembre 1793.) Après le départ de Le Bon, treize autres têtes tombèrent, soixante-deux témoins nouveaux ayant été entendus.

(3) Arrêté du 13 avril 1794.

tique infernale, beaucoup sont restés dans l'intérieur de la République et que ces derniers, par leurs correspondances tant intérieures qu'extérieures n'ont cessé de hâter la ruine des patriotes et le renversement du gouvernement, soit en faisant connaître aux émigrés, leurs complices, nos moyens d'attaque ou de défense, soit en propageant le royalisme et le fanatisme par la circulation d'une foule d'écrits incendiaires. »

Cette tendance au grossissement devenait de plus en plus forte chez Le Bon au fur et à mesure des événements. Il envoie Demuliez en mission à Boulogne le 6 avril 1794; le sceptique procureur reçut de telles instructions qu'il racontait plus tard (1) :

« Le Représentant me fit appeler et me peignit la position de Boulogne sous des couleurs si terribles que je croyais l'ennemi aux portes et qu'en partant je comptais m'aller battre contre les Anglais. »

*
* * *

Mais cette extravagance ne se borne pas à ses paroles et à ses écrits. Dans sa conduite, Le Bon eut en avril, mai, juin 1794 des paroxysmes maniaques dont les témoins étaient encore étonnés un an et demi après :

Le 2 avril 1794, on exécutait trois condamnés, de Montgon, Develle et Prévost. Le Bon, du balcon de la Comédie, assistait au spectacle avec Daillet et Caubrière. On le vit chaque fois qu'une tête tombait « applaudir des pieds, des mains, se porter en avant, en mettant son chapeau au bout de son sabre et crier, transporté par une espèce de fureur : vive la République ! Pendant ce temps, le citoyen Membré, porteur de grosse caisse de la garde nationale, battait l'air « Ça ira » sur son instrument et la populace répétait : vive la République (2) ».

Toutes les causes d'excitation, on le voit, étaient réunies, le sang, le bruit, les hurlements de la foule, et surtout le fait de s'exposer en public. C'est ainsi qu'à Cambrai « il rendit le spectacle désert par les scènes qu'il faisait tous les jours; tantôt il s'élançait sur le théâtre au milieu d'une pièce et

(1) *Procès* t. I, p. 122.

(2) *Procès* (plusieurs dépositions, faits non contestés par Le Bon).

tirant sur son grand sabre faisait trembler jusqu'aux enfants. Tantôt il se mettait en furie, de ce que des femmes respectables ne se déplaçassent point à son arrivée. Un jour il arrive, il entre dans une loge occupée par des femmes; celles-ci, bien entendu, ne bougent pas. Il sort, s'élance furieux sur le théâtre et là, tirant son grand sabre et faisant des bonds et des sauts, il s'écrie : « Voyez ces muscadines ! autrefois on se précipitait au-devant du premier prince qui paraissait pour lui offrir sa place et ces b...-là ne se dérangeront pas pour le Représentant de vingt-cinq millions d'hommes; tonnerre de D... (1), je les ferai f... en arrestation, pour leur apprendre le respect qu'elles me doivent. »

Il finit sa tirade en menaçant tous ceux qui se trouvaient dans la salle. Plusieurs femmes se trouvèrent mal de frayeur et quelques-unes qui étaient enceintes accouchèrent dans la nuit, si l'on en croit Leroi (2) !

*
* *

Dans toutes ces manifestations prédominent l'hyperthymie et l'excitation motrice; peut-on parler de délire imaginatif (3) ?

Il y a un épisode de la vie de Le Bon qui orienterait volontiers dans ce sens.

Arrivé à Calais le 9 novembre 1793, il découvre une caisse de couteaux et arrête le 15 novembre :

« Joseph Le Bon, Représentant du peuple, arrête que la caisse non réclamée au bureau de la douane nationale de Calais et dans laquelle se trouvent quatre douzaines de poignards tout préparés au crime sera envoyée dès demain au Comité de Salut public de la Convention (4). »

(1) Le « tonnerre de D... » affirme bien l'excitation maniaque. Le contexte montre d'ailleurs que cette scène est loin d'être une manifestation purement paranoïaque.

(2) *Procès*, déposition de Leroi, p. 307, et Dupré, p. 140.

(3) Ces symptômes essentiels, hyperthymie, excitation psychomotrice, sont seuls dans les formes pures : parfois ils servent de substratum à un délire qui mérite d'être étudié; ce délire est surtout imaginatif, les malades n'en sont pas dupes... (peut-être ne s'agit-il là que d'un jeu, relativement conscient et amenant la moquerie de l'intéressé, lorsqu'on lui répète le thème délirant qu'il vient de débiter avec une conviction apparente). Laignel-Lavastine et Vinchon : *La manie chronique*.

(4) Archives départementales.

Il annonce en même temps sa découverte de « quarante-huit poignards à deux tranchants » au district (1).

Il était reparti quand on fit une nouvelle découverte. Le 19 novembre, il écrit (2) :

« Vous savez sans doute que le juge de paix de Calais requis par moi de continuer ses recherches à la douane y a trouvé une caisse contenant quatre mille cinq cents poignards; un courrier en porte la nouvelle au Comité de Salut public. »

Voici effectivement ce courrier qu'expédia Le Bon revenu à Calais :

« J'arrive ce matin à huit heures et m'empresse de vous envoyer Achille Audibert. Ce citoyen était en arrestation chez lui par mesure de sûreté, depuis qu'il avait dit au milieu de la Société populaire qu'il pouvait donner des renseignements sur les poignards et leur introduction en France. En effet, il a fourni les renseignements tels que vous les verrez dans son interrogatoire dont il emporte copie. Rien ne paraît à sa charge. Mais je vois avec peine qu'il présume le bien plutôt que le mal dans les circonstances où nous sommes. Il s'imagina que le ministre Servan et le gouvernement anglais ne nous préparaient aucune trame perfide dans les spéculations apparentes d'un nommé Mazuel. Pour moi, je ne suis point si confiant; plus ce Mazuel a été persécuté en Angleterre, plus il m'est suspect ainsi que ses inventions (3). »

Qu'est devenue l'affaire ensuite ? On ne sait. Toujours est-il que Barère, exposant le 25 mai 1794 à la tribune de la Convention les crimes de l'Angleterre, disait :

« C'est à Calais que Le Bon, représentant du peuple, a trouvé, en vérifiant les caisses depuis plusieurs mois déposées à la douane, un nombre de caisses remplies de poignards, et le nombre adressé à Paris correspondait au nombre des sections (4). »

Ce ballon auquel Barère ajoute ici, son propre souffle, Guffroy le crève ainsi :

« J'ai cherché en vain au Comité de Salut public un interro-

(1) A.-J. Paris, I, p. 131.

(2) Au district de Saint-Omer. A.-J. Paris, I, p. 134.

(3) Guffroy : *Les Secrets*, pièces justificatives, 7.

(4) *Moniteur*, du 10 prairial.

gatoire relatif aux nommés Audibert et Mazuel que Le Bon y avait envoyés, suivant sa lettre du 12 frimaire. Il fallait bien que Barère écartât ces pièces, pour mieux couvrir ses mensonges officieux en faveur de Le Bon. Ces prétendus poignards n'étaient que de grands couteaux de table et de cuisine (1). »

Le Bon a-t-il voulu se moquer du monde ? C'est bien peu probable, et ce n'eut pas été fort adroit vis-à-vis de la Convention.

A-t-il été de bonne foi ? En grande partie, croyons-nous, mais il n'a pas été entièrement dupe de ses affirmations ; nous avons vu dans sa lettre combien sa conviction est superficielle : « Je vois avec peine qu'Audibert présume le bien plutôt que le mal... il s' imagine que... le gouvernement anglais ne nous préparait aucune trame. » ; ce paragraphe une fois écrit Le Bon détourne sa pensée vers l'excitation générale et s'écrie : « De la confiance ? Juste Dieu ! jamais peut-être il n'a fallu être autant sur ses gardes. Partout où je me porte, etc... », il n'insiste plus sur les poignards.

Ce caractère dubitatif de son interprétation est encore plus net dans cette lettre qu'il écrivait au Département le 16 novembre (2) :

« Dites aussi aux incrédules et aux modérés de bonne foi, s'il peut en exister, que les chevaliers du poignard n'étaient pas des êtres imaginaires ; que parmi les malles et caisses non réclamées à la douane de Calais, j'en ai saisi une qui contenait quatre douzaines de poignards tout préparés aux crimes et que Pitt espérait introduire frauduleusement parmi nous. »

Le ton paraît relativement modéré pour Le Bon ; l'affirmation est bien molle en regard du reste de la lettre.

Le Bon écrivait dans les mêmes termes à Barbet (3).

On peut poser ici la question : l'excitation maniaque de Le Bon a-t-elle jamais été inconsciente ? Sur le moment il agissait avant toute réflexion, suivant la poussée de son humeur et des causes extérieures, mais, l'instant d'après, il mesurait fort

(1) Guffroy : *Les Secrets*, p. 195.

(2) A.-J. Paris, p. 132.

(3) Cf. Jacob, t. I. p. 279. Le Bon à Barbet : « Je viens de recevoir un courrier qui m'annonce une trouvaille subséquente de 4.500 poignards, moins fauquins que les premiers, mais non moins tranchants. »

bien l'excessif de ses actes et de la disproportion de ses fureurs.

On le voit par exemple dans le récit d'un de ses brefs accès de colère, que fit le chirurgien-major de l'hôpital militaire de Cambrai, au procès (1) d'Amiens :

« Un militaire à qui j'avais refusé un certificat, s'en fut se plaindre au Représentant. Joseph Le Bon arrive avec grand fracas à l'hôpital de Cambrai, me demande avec une telle fureur, que tout le monde fuyait épouvanté; après m'avoir prodigué les menaces, il me dit : « Je te ferai promener par la » ville avec un écriteau devant et derrière. » Je me justifiai du mieux possible; le Représentant visita l'hôpital qu'il trouva assez bien tenu et finit par m'embrasser. »

Et Le Bon de se lever de son banc d'accusation et de s'écrier : « Eh bien ! oui ! oui ! voilà comme je suis, me voilà, me voilà peint, on ne me fera pas autrement que je suis ! »

De même, la conscience que Joseph Le Bon avait du caractère pathologique de ses actes lui faisait s'écrier ensuite (2) devant un jury qui ne se préoccupait pas de psychiâtrie : « Charondas s'immola à une loi qu'il avait proposée lui-même et qu'il lui était arrivé d'enfreindre involontairement; tous les misérables petits hommes diront que c'était un fou, eh bien ! je suis aussi un fou de ce genre. »

Conscience du caractère pathologique de ses actes, paroxysmes d'excitation, exagération allant jusqu'au pseudo-délire, attitudes artificielles, graphorrhée, logorrhée, accès incessants de colère, tendance à l'ironie, euphorie anormale, besoin d'activité excessif, tels sont, au printemps de 1794, les symptômes d'hypomanie que présente Le Bon. C'est l'époque où, ne se contrôlant plus, il se livre aux excès les plus incohérents.

Ces excès si répréhensibles, nous avons dit que rien ne pouvait les justifier raisonnablement, nous venons de montrer jusqu'à quel point ils étaient anormaux et Le Bon l'avait reconnu lui-même : « Je ne prétends pas justifier devant la froide raison ce que les circonstances et l'enthousiasme m'ont conseillé dans des temps qui ne sont plus. »

(1) T. I, pp. 63 et 64. Même scène à un autre chirurgien, Albert Mabire, dénoncé par un infirmier qu'il avait renvoyé; il menace de le guillotiner et l'embrasse un quart d'heure après. *Procès*, t. I, pp. 88 et 89.

(2) *Procès*, t. I, p. 73.

CHAPITRE VI

LES TENDANCES PARANOIAQUES CHEZ JOSEPH LE BON

L'accès d'hypomanie qui éclate chez Joseph Le Bon en 1794 masque chez lui tout un ensemble de tendances paranoïaques.

Ces tendances, quoique nettes, sont en réalité peu tenaces et peu profondes; elles eussent été facilement refoulées si Le Bon n'avait pas été poussé, au cours de sa vie, par cette excitation de plus en plus marquée que nous venons d'étudier et que nous retrouverons presque à toutes les pages.

Orgueil.

Déjà Joseph Le Bon, collégien, montrait « une vanité qui le rendait peu aimable pour ses maîtres et pour ses condisciples (1) ».

Lorsqu'il eut quitté l'Oratoire, « innocente victime de son attachement pour ses élèves », il écrivit à Millié et Masson (2) une lettre où son euphorie habituelle se transforme peu à peu en un orgueil vraiment excessif.

« Je bénis le ciel, mes bons amis, de ce qu'il a mis obstacle à votre premier dessein; si vous l'aviez exécuté, c'est alors seulement que je me serais cru malheureux; car vous ne vous imaginez pas que j'appelle malheur la position où je me trouve. Seul avec Dieu et ma conscience, je n'en sens que mieux ce que je vous ai répété souvent, que la vertu est le premier des biens

(1) Lettre d'H. Lefebvre.

(2) Lettre XI du 4 juin 1790.

et que la fortune n'a aucune prise sur un chrétien véritable. Tranquillisez-vous...; je rentrerai ou je ne rentrerai pas, je suis également disposé à l'un et à l'autre parti; mais, quelle que soit la décision des PP. du Conseil, elle n'altérera jamais les sentiments de tendresse dont je suis pénétré pour vous; je le serai de même toute ma vie pour une Congrégation où j'ai puisé les principes de la justice et de la sagesse; je ne saurais en vouloir aux hommes de ce qu'ils ne m'ont point connu. Imitiez en cela mon exemple, mes chers enfants, et souvenez-vous que, dans tous les temps, les hommes vertueux ont été en butte aux persécutions. Je ne puis vous en dire aujourd'hui davantage; je vous écrirai aussitôt que j'aurai reçu des nouvelles définitives.

» Mille choses au brave P. Rondeau, ainsi que moi l'ami des jeunes gens.

» J'écris au P. Supérieur pour le remercier de sa bonté à votre égard; tâchez de ne point le forcer au repentir.

» Votre bon père et ami,

Le Bon. »

La phrase : « Je ne saurais en vouloir aux hommes de ce qu'ils ne m'ont point connu » est isolément très suspecte; toutefois, le contexte peut la faire admettre, et d'une façon générale Le Bon n'a point à cette époque un orgueil exagéré. Il définissait l'orgueil à Masson « ce vice, le premier vivant et le dernier mourant dans l'homme ».

C'est avec la période révolutionnaire que ce sentiment va s'exagérer considérablement. Comme tout démagogue, Le Bon devient extraordinairement vaniteux.

Le discours qu'il prononça à son propre mariage est fort édifiant là-dessus (1).

« Magistrats du peuple, je viens de donner un exemple attendu depuis longtemps par le nombre infiniment petit des prêtres vertueux. Je viens de terrasser le préjugé féroce qui condamnait une classe d'hommes à vivre dans le crime et ne leur laissait que le choix des forfaits.

(1) 5 novembre 1792. Le morceau fut jugé si remarquable qu'on l'envoya à la Convention.

» Puisse ma démarche solennelle leur ôter toute excuse. Puissent-ils se déterminer enfin à respecter à la fois et la nature et la Société; la nature en obéissant aux lois de son auteur, en n'étouffant point dans leur germe des êtres qu'il



Dessin à la sanguine de la coll. Barbier.

(Arch. du Pas-de-Calais).

appelle à la lumière, la société en ne se servant plus de leur ministère pour abuser de la femme ou la fille d'autrui. »

On comprend qu'à peu de temps de là (1) deux de ses meil-

(1) Lettre du 30 novembre 1792 de Lefetz à Guffroy. Remarquons d'après le sens de la phrase que Lefetz se plaint plutôt d'un entêtement irraisonné tel qu'il peut être produit par l'excitation plutôt que par un orgueil véritable.

« Il changeait de dessein comme on change d'habit

» Mais il fallait toujours que le dernier se fit. »

leurs amis aient échangé sur son compte cette réflexion désabusée :

« Le diable ne peut lui faire entendre raison. Je le crois susceptible d'amour-propre. »

La tendance à l'auto-glorification s'accroît encore en 1793. Voici comment Le Bon raconte son accueil à la Convention où il était venu lire une motion patriotique (1) :

« ...Qu'elle était belle l'adresse artésienne et surtout après la diatribe d'Angers ! Le silence le plus profond régnait dans la salle, un peuple immense remplissait les tribunes ; à chaque paragraphe, des applaudissements essayaient de se faire entendre de tous les points et n'étaient suspendus que par les précautions de l'orateur. Mais arrivé à l'endroit où il est question des sections de Paris et du service signalé qu'elles ont rendu à la République, j'eus beau en imposer par ma gravité, j'eus beau diriger les inflexions de ma voix de manière à ne point provoquer de bravos, ma rhétorique fut mise en défaut et un triple battement de mains et de pieds vengea les assistants de la contrainte où je les avais retenus. »

« La Montagne m'a paru satisfaite de mon début (2) », notait encore Le Bon le 3 juillet 1793.

On pense bien que « revêtu de pouvoirs illimités » Le Bon ne deviendra pas un modèle de modestie.

Tout au commencement de sa deuxième mission, il fait mettre en arrestation un chef de brigade qui lui répondait « d'une manière qui est trouvée indécente (3) ».

Il part en campagne à travers le département et arrive à Saint-Omer où la Société populaire l'accueille froidement. Le Bon exhale son ire à la Convention (4) : « On a mis en ques-

(1) A ce moment, l'éloquence sévissait incroyablement ; n'importe quel citoyen plus ou moins mandaté pouvait se présenter à la tribune de la Convention pour y débiter son petit discours. A l'assemblée électorale de Calais (1^{er} septembre 1792) une femme, Michèle Moret, monta soudain à la tribune et épancha son cœur en une harangue patriotique enflammée. « Les voûtes de la salle retentissent d'applaudissements, l'enthousiasme est à son comble, l'air patriotique : *Ça ira*, se fait entendre. Plusieurs moments se passent dans cette jouissance délicieuse, et le peuple se retire en bénissant ses électeurs. » (Procès-verbal de la séance, in *Leccesne*, t. I, p. 202.)

(2) *Jacob*, t. I, p. 168.

(3) 5 novembre 1793. Séance du département où Pierre Badonville était accusé d'avoir tenu des propos inciviques qu'il niait.

(4) Lettre du 12 décembre 1793. Archives nationales.

tion si je pouvais requérir l'apport de ses registres; cette provocation à l'avilissement de la représentation nationale ne restera pas impunie, je le jure. »

C'est bien entendu au cours de sa troisième mission que Le Bon va se déchaîner : il devient un despote auquel personne n'ose présenter la moindre remarque (1).

On peut s'en faire une idée par ce fait :

Le Comité de surveillance envoie à Le Bon un billet ainsi conçu : « Un garde national nous amène le nommé Vitu qu'il nous dit devoir être mis en arrestation par tes ordres, nous te prions de nous dire si ce sont tes intentions. »

Le Bon écrit au bas du billet :

« Tout individu qui s'aviserait de transmettre un ordre que je n'aurais pas donné, même verbalement, payerait sa témérité.

» Si le Comité de surveillance exige des formes éternelles, lorsque les conspirateurs nous assassinent sans forme de procès, et que je peux à peine suffire à leur scélératesse, je m'adresserai à des hommes plus dignes d'opérer le salut public. »

Aussi tout individu qui s'avisait, au passage du Représentant de ne pas courber le front, payait-il instantanément sa témérité.

Le Bon se promenant sur les remparts avec Caubrière arrête deux femmes, les citoyennes Desvignes, qui lui ont paru suspectes (2); il les conduit aussitôt à la Providence : « Allez, citoyen, voulut plaisanter Constance qu'il tenait, vous apprendrez que nous sommes patriotes. — Marche donc, lui intima Le Bon, tu es bien familière. »

Le lendemain, le père Desvignes obtint la libération des prisonnières avec cette recommandation de Le Bon : « Dites-leur bien de respecter à l'avenir la représentation nationale ! »

Le proconsul parcourait sa ville avec quelques-uns de ses sbires le 30 mars, ci-devant dimanche, il rencontre une jeune fille proprement habillée (3). — Qui es-tu, où vas-tu ? — Rose

(1) Plusieurs fois au procès, Le Bon se plaint qu'aucun des témoins qui l'accusent n'aient, au moment où il régnait, osé l'avertir ou le renseigner.

(2) 28 mars 1794, *Procès*, t. I, p. 157.

(3) Flamande et de très modeste origine; son père était en service depuis 25 ans.

Laurenceau lui répond : « Qu'est-ce que cela vous fait ? — Conduisez-la au Comité de surveillance. » Les sans-culottes la saisissent et la traînent sans façons. Au Comité elle est fouillée. Après avoir fait venir son père et sa mère et les avoir questionnés (1), Le Bon les fait enfermer dans trois prisons différentes.

Deux mois après, les commissaires demandaient à Le Bon l'élargissement des Laurenceau (2), il répondit :

« Cambrai 15 prairial. Le père et la mère seront mis en liberté ; quant à la fille, je ne peux encore prononcer (3). »

Les deux citoyennes Coulon et les citoyennes Gramont et Toursel ont regardé Le Bon en riant. On les mène au Comité de surveillance pour être fouillées et incarcérées éventuellement (4).

A Cambrai, le citoyen Chamonard, marchand de vin, était à sa porte. Le Bon passe, Chamonard ne le salue pas. Le Bon vient à lui, le traite d'agent de Pitt et de Cobourg et envoie l'infortuné coucher en prison.

Chamonard aurait évidemment dû se tenir sur ses gardes, car à son arrivée, Le Bon avait édifié les Cambraisiens une fois pour toutes.

Il s'était rendu à la Société Populaire. Il entre et demande à ses voisins : « Quel est ce monsieur qui est à la tribune ?

— Nous ne connaissons pas de monsieur parmi nous, répond un membre de la Société, nous sommes tous égaux.

— Égaux, réplique Le Bon ; personne ici n'est mon égal ; je suis le représentant de vingt-cinq millions d'hommes, envoyé comme tel pour mettre à la raison une compagnie d'aristocrates, je m'en acquitterai, répéta-t-il fièrement en espadonnant, le sabre nu à la main. »

(1) *Procès*, t. I, p. 265.

(2) 2 juin. « Nous pensons que tu pourrais rendre la liberté à cette famille, nous attendons ta décision ».

(3) *Procès*, t. II, p. 163.

(4) Le Comité ne trouva sur elles que des chansons patriotiques et les fit remettre en liberté. *Procès*, t. I, p. 243, déposition de Dellegorgue. (On avait conseillé à Dellegorgue de quitter le Comité de surveillance s'il ne voulait pas se voir incarcéré et peut-être guillotiné. « J'avais depuis longtemps fait le sacrifice de ma liberté et de ma vie, je déclarai sans balancer que je resterais auprès du Comité pour y faire tout le bien et empêcher tout le mal possible. »)

Après un an de prison l'approche de la mort réveillera l'exaltation que la solitude avait considérablement amoindrie ; Le Bon commence par écrire le 8 messidor à Mimie :

« Maintiens le reste de la famille par ton exemple. Pour moi, je me souviens que je suis Joseph Le Bon (1). »

Le 29 juillet, il se hausse au-dessus de Régulus :

« Demain, tendre Mimie, demain à minuit, il y aura un an que je me suis séparé de toi pour venir, ainsi qu'un autre Régulus, au-devant des persécutions et des tourments qui m'étaient destinés. Je ne sais combien de temps durerait à Carthage le supplice du tonneau garni de pointes, quoiqu'il en soit, je doute qu'il ait exigé plus de patience et de force que le nôtre. Mais, enfin, nous avons su l'endurer grandement jusqu'ici, et ce n'est pas la peine de se relâcher et de se plaindre (2). »

On voit qu'en réalité l'orgueil de Le Bon est alors surtout un produit de son euphorie constitutionnelle et de l'exaltation qui croît avec la fin de la dernière lettre (3).

« Si je m'arrêtais un seul instant sur les deux années que nous avons passées ensemble, c'en serait fait !... des larmes sujettes à de perfides interprétations viendraient humecter ma paupière et je déshonorerais peut-être ma fin par quelque acte de faiblesse. Ce n'est pas comme ton époux que je dois mourir, c'est comme un véritable citoyen, comme l'un des chefs de la cause populaire ; cette mission doit être remplie grandement !

» Je t'embrasse de tout mon cœur, Pauline, Émile, le père, la mère, toute la famille et nos amis.

» Ton cœur,

Joseph Le Bon. »

Esprit vindicatif.

Une suffisance exacerbée se traduit forcément quand on la heurte, par des réactions vindicatives.

(1) Lettre LVIII.

(2) Lettre LXX.

(3) Lettre LXXV, 19 vendémiaire an IV.

Elles sont telles qu'on peut les déduire du caractère excité de leur auteur : violentes et brèves.

Nous l'avons vu maintes fois emprisonner instantanément ou menacer de la guillotine ceux qui lui déplaisaient, quitte à les libérer ou à les embrasser quelques heures après.

Il y a toutefois, dans la vie de Le Bon, une vengeance personnelle qui a un caractère de continuité. C'est celle qu'il exerça contre certains habitants de Neuville.

Dans ses démêlés avec l'abbé Le Bas, Joseph Le Bon, curé constitutionnel, avait été condamné par le juge de paix Magnier, à qui il avait voué une haine violente.

Le 1^{er} novembre, c'est-à-dire dès le début de sa deuxième mission, Le Bon s'en va faire un petit tour dans son ancien domaine spirituel. Un délateur lui apprend qu'un ivrogne a brisé les vitres du maire de Beaurains et que sur la prière même de ce débonnaire plaignant, il a été acquitté par Magnier.

« Je vous remercie, dit Le Bon, il y a longtemps que je veille sur sa conduite. »

Il fabrique un arrêté enjoignant au juge de « lui faire connaître, le jour même, avant cinq heures du soir, les motifs qui l'avaient déterminé à laisser la liberté à Coquet ».

— C'est que le maire de Beaurains avait demandé sa grâce, fait répondre Magnier, malade.

Joseph Le Bon destitue aussitôt Magnier « considérant que le juge de paix devait tenir exactement à la loi et ne voir qu'elle (1); que Magnier n'était point connu d'ailleurs pour un ami de la Révolution et de la République (2) ».

A la fin de janvier, les municipaux de Neuville (3) viennent relancer Le Bon sur « leur malheureuse affaire (4) ».

Le 2 février, le district d'Arras donne l'ordre d'arrêter Magnier, Goudemand son ancien greffier, et Jean Payen « comme aristocrates notoires ».

L'ancien juge malade reste néanmoins chez lui sous la responsabilité des municipaux de Tilloy (5). On fouille son do-

(1) Raisonnement de Jean-Jacques Rousseau que Le Bon tenait à cœur.

(2) Guffroy. *Les secrets*. Pièces justif. 2 et 3.

(3) Que Magnier avait condamnés après Le Bon.

(4) Lettres justificatives de Le Bon.

(5) Le Comité de surveillance donne alors ces renseignements sur lui : « il est

micile, on ne trouve rien d'anormal; par contre chez Goudemand, que le Comité de Tilloy qualifiait de « vrai républicain », on découvre quelques papiers « fanatiques et aristocrates ».

Goudemand et Jean Payen sont écroués aux Baudets.

Jusque-là, rien en somme de monstrueux, mais voici qu'au début de mars Le Bon revient de Paris « animé d'une sainte fureur ».

Il donne l'ordre au district d'arrêter « Merlin, notaire à Arras (1), et ses adhérents, quelque part qu'ils se trouvent, même dans d'autres districts, ainsi que leurs papiers; la femme Merlin (2) sera arrêtée avec lui ».

Les commissaires vont chez Merlin, y trouvent sa femme qu'ils incarcèrent avec leur enfant de huit mois et leur servante.

Le 8 mars, Le Bon part en personne à Neuville avec Carlier, Galand et toute une clique. Il arrête Thérèse Payen et ses beaux-frères Merlin et Louis Payen. Il rassemble ensuite dans son ancienne église les patriotes du lieu et leur annonce : « C'est pour vous ces beaux chevaux gris, ces belles vaches, ces quatre cents mesures de terre. »

Au départ, il laisse l'ordre suivant :

« Joseph Le Bon charge les officiers municipaux de Neuville-la-Liberté de faire arrêter et conduire à Arras, au Département, tous ceux, mâles et femelles qui, en 92 et 93, n'ont pas assisté aux messes des prêtres constitutionnels, sottise nécessaire de ce temps-là (3). »

Revenant à Arras, la troupe rencontre Alexandre Payen (4) qui est immédiatement ajouté au convoi.

Peu de temps après, on arrêtait à Montenescourt sa femme et sa fille.

Le Bon poursuivait méthodiquement toute la famille Payen; c'est en personne qu'il mène une expédition pour arrêter un gros fermier, Le Gentil, qui avait épousé Victoire Payen, de chargé de huit enfants; sa femme est sur le point d'accoucher. On ne lui connaît de revenus que son travail à la culture. Quoique ayant deux frères déportés, il n'a jamais eu de relations avec des gens suspects. (*Arch. départ.*)

(1) Beau-frère de Jean Payen.

(2) Henriette Payen.

(3) *Procès*, t. I, p. 96.

(4) Beau-frère de Jean Payen.

Neuville. On fouille la maison de fond en comble. Le Bon laisse son escorte chez Le Gentil et pousse jusqu'à Rivière, il revient et trouve ses sans-culottes attablés avec leur hôte qui les régalaient à tonneaux ouverts. Quelques-uns dansaient la carmagnole, tous chantaient les louanges de l'avisé fermier; Le Bon dut repartir avec sa troupe ivre, en remettant à une autre fois l'emprisonnement de Le Gentil (1).

Le gendre de Jean Payen, Charles Payen (2), avait été arrêté à Boiry.

Le Bon était à Cambrai quand, au début de juin, le district d'Arras lui adressa les dossiers de Magnier et de Goudemand.

Le 11 juin, des gendarmes viennent à Tilloy, se saisissent de Magnier et l'amènent à Cambrai avec Goudemand et M^e Herpin, ancien avocat de Le Bas.

Le Bon venait de recevoir note du décret du 22 prairial qui enlevait aux accusés tous les moyens de défense. « La preuve nécessaire pour condamner les ennemis du peuple est toute espèce de documents, soit matérielle, soit morale, soit verbale, soit écrite, qui peut naturellement obtenir l'assentiment de tout esprit juste et raisonnable. » Couthon avait commenté ainsi le décret : « Le délai pour punir les ennemis de la patrie ne doit être que le temps de les reconnaître; il s'agit moins de les punir que de les anéantir. »

Magnier et Goudemand sont donc jugés sans interrogatoire, sans témoins, sans défenseurs le 13 juin et condamnés à mort par ces motifs :

« Magnier a abusé des fonctions qui lui étaient confiées, s'est toujours montré l'appui du curé réfractaire et a cherché par là à fanatiser les têtes. Goudemand, complice dudit Magnier, a conservé une grande quantité de brochures fanatiques, aristocratiques et royalistes. »

Magnier, malade, dut être porté à l'échafaud, il pouvait à peine se soutenir.

(1) Le Gentil fut arrêté le 19 mars. *In Paris*, t. I, p. 230. Cf. Poirier et Montgey. Le Bon « parcourut lui-même les campagnes des environs de Bapaume, à la tête d'un détachement de hussards, pour y faire arrêter, sous ses propres yeux, indistinctement tous les fermiers qui n'avaient pas été à sa messe ou à qui il en voulait pour des motifs qui n'étaient pas plus sérieux ». (*Les Angoisses de la Mort.*)

(2) Ancien député à la Constituante.

M^e Herpin qui avait été l'avocat de Le Bas, les accompagna pour avoir « avili les assignats (1) ».

Charles Payen les suivit sous la guillotine le 20 juin; le juré Rémy et l'agent du district de Bapaume avaient envoyé par chariots (2) 27 détenus pour vider la prison de cette ville trop encombrée à la suite des incursions de Le Bon, vingt-quatre, presque tous marchands à Bapaume ou cultivateurs dans les environs furent condamnés à mort en moins de deux heures de temps. Charles Payen, dit le jugement, avait déclaré « qu'il se faisait honneur d'être aristocrate », avait « apporté une lettre afin d'empêcher l'installation du curé sermenté et dit à ses moissonneurs de ne pas aller à la messe (3); que les prêtres (4) ne valaient rien ».

Là-dessus, le district fait parvenir à Le Bon un long rapport : « Ce Payen (5) est un aristocrate pourri, un fanatique forcené... c'était chez ce Payen que le fanatisme préparait et aiguisait ses poignards... la horde des scélérats qui s'y rassemblait n'en sortait que pour se répandre dans les campagnes et y secouer les torches du fanatisme et les brandons de la guerre civile; en conséquence, toutes les pièces... seront par un exprès envoyées au représentant du peuple... à Cambrai, avec invitation de le faire traduire le plus promptement possible au tribunal révolutionnaire pour que la justice venge de suite la Nation des outrages que ce monstre lui a faits (6) ».

Le jour même, à minuit, l'ordre de Le Bon d'amener le prisonnier était revenu de Cambrai, on chargea Payen de chaînes, on l'emmena dans la nuit. Le matin, à peine arrivé, il passait devant le tribunal qui, dans sa séance du 23 juin, le condamna à mort pour ces motifs :

« Ayant conservé avec soin des écrits fanatiques et contre-révolutionnaires : caché dans un tas d'œillettes une soutane

(1) Le juré Jouy nota « en invitant le baron de Flers à se défaire de cette belle monnaie; aristocrate enragé ».

(2) Comme Charles Payen soulevait la toile du chariot pour adresser un suprême adieu à sa femme : « Hé hé, ricana Rémy, Monsieur le Chevalier qui s'exerce à regarder par la petite fenêtre ! »

(3) Quel motif étrange pour ces « sans-culottes » éclairés !

(4) Sous-entendu constitutionnels.

(5) Jean Payen de Neuville.

(6) Arras, 22 juin 1794. Archives départementales.

avec un ceinturon; gardé une banderolle armoriée du ci-devant prince de Vaudemont et de sa femme; vexé les patriotes; défendu à ses laboureurs d'assister à la messe du curé sermenté; réuni chez lui tous les fanatiques et aristocrates du district d'Arras; discrédité les assignats; correspondu avec son frère ex-curé déporté; en un mot, ayant toujours été un monstre en aristocratie et en fanatisme. »

Le 30 juin la boucherie se complétait par la condamnation à Arras du notaire Merlin, accusé d'avoir dit « à un aristocrate de son espèce qui lui demandait quand cela finirait-il? — Quand les douze cents gueux qui sont là-bas auront tout mangé (1) ».

Il est bien évident que ces six personnes n'eussent pas péri si elles n'avaient point montré, en 91 et 92, de l'hostilité à Le Bon.

D'autre part, ce dernier n'agit pas comme l'aurait fait un individu en proie au véritable délire de persécution; chaque fois, son entourage le ramène sur le chemin de la vengeance et l'y excite.

Dans l'intervalle, il n'est question de rien. Le Bon ne cherche pas à se venger en 1792 et 93 au département, ni dans sa première mission. Dans sa seconde mission, il ne fait d'abord que destituer Magnier. Trois mois après seulement, alors que ses pouvoirs illimités étaient susceptibles de lui être retirés à tout instant, il emprisonne les Payen et laisse Magnier malade en simple surveillance tandis que bien des vieillards et des malades étaient maltraités dans les prisons d'Arras.

Dans sa troisième mission, Le Bon est sous l'influence d'une extrême excitation; faire tomber une tête est devenu chose habituelle, il ne mesure plus la gravité de la peine de mort, surtout en juin 1794, où nous l'avons vu à l'acmé de sa crise maniaque. C'est le moment où l'on guillotine pour un oui ou pour un non : les anciens collègues du père Le Bon avaient jadis été en difficultés avec lui (2). On les condamne à mort.

Toutes ces exécutions ont lieu entre le 13 et le 30 juin.

(1) La Convention n'avait que sept cents membres.

(2) François Griffon et Jean-Baptiste Boitel (guillotiné le 19 juin 94), anciens sergents à verges de l'échevinage.

Leur histoire présente bien le caractère rapide, spontané, violent de l'excitation.

L'ancien clerc J. Delville qui n'avait pas plus respecté Le Bon et avait été écroué avec un motif de mauvais augure (1) ne fut pas inquiété. Il en fut de même de l'assesseur de Magnier, Cuvellier; l'arrestation de ce dernier mesure combien Le Bon était plus excité que vindicatif à proprement parler.

*Curier approuvé l'infâme page de jour
de l'été en 1792 par 2. la municipalité
Mgale des patriotes par les juges sera
sur le champ mis en irrésolution
et Arrêté le 14- Ventôse l'an 2. 1792
Rep. femme et sans paille
Joseph Delville
Représentant du peuple*

Cuvellier, au nom de sa commune, va demander au représentant l'autorisation de déplanter un jeune chêne et d'en former un arbre de la Liberté. Il l'obtient, mais voici que Le Bon le dévisage et lui demande son nom; le représentant prend alors des papiers qui étaient auprès de lui et lit tout haut : « Nous, juge de paix du canton de Roeux et assesseurs, condamnons Le Bon... Voilà encore un assesseur de cet

(1) La municipalité de Neuville l'avait ainsi noté : « son entêtement sur les opinions religieuses n'a jamais put que revoltez le patriote. Au moment de l'arrivée du curé constitutionnelle, le curé réfractaire a résidé jusqu'au mois de mai 1792 tant chez Payen que Delville »

infâme juge de paix Magnier; qu'on le conduise aux Baudets! » Cuvellier s'offre à partir aux frontières combattre les ennemis de la République. (Voilà ce que disent les aristocrates, ricane Caubrière qui était dans le bureau). Cuvellier supplie encore qu'on ne l'arrête pas, représente que si dans le temps il avait eu le malheur de condamner Le Bon, celui-ci avait été jugé « selon les lois ». A ces mots, Le Bon entre en fureur et rugit : « Tu n'en seras pas quitte pour cela; c'est ta tête dans le sac qu'il faut ». Et il se passe le doigt sur le cou, comme pour le couper. Puis il se calme et dit : « Il n'est qu'un moyen de te sauver; nomme-moi le conseil qui a dirigé toute cette affaire. Si tu me l'avoues, tu en seras quitte; mais si tu te tais, je te traduis sur-le-champ au Tribunal révolutionnaire; allons et ne t'avise pas de me nommer un mort ou un absent ». « Je l'ignore », répond Cuvellier. Aussitôt Le Bon lui octroie ce terrible arrêté : « Cuvillier, assesseur de l'infâme juge de paix de Tilloy en 1792, lors de la condamnation illégale des patriotes par ledit juge, sera sur-le-champ mis en arrestation (1) ».

Egoïsme.

Le cœur sur la main, allant « toujours son train, croyant toujours faire les plus belles choses du monde » (2), Le Bon n'était pas l'égoïste qu'on voit sans cesse s'occuper de son propre intérêt (3).

Une fois pourtant il semble lâche; il abandonne Robespierre à la nouvelle de sa chute devant les patriotes d'Arras alors qu'il venait de le faire acclamer (4).

Trois jours après, le 2 août, Le Bon rentré à Paris succombe sous les attaques thermidorienues. Il essaie de se sauver en réprouvant Robespierre qu'il qualifie d' « homme infâme ».

(1) Arrêté du 24 ventôse (14 mars).

(2) Le Bon, *Procès*.

(3) Il était incapable de méditer cela, comme bien d'autres choses.

(4) *Procès*, t. I, p. 261. Déposition de Mathieu : « Le Bon pérora en faveur de Robespierre; on lui en veut, dit-il, mais tous les braves se rassembleront et nous le défendrons. »

C'était une vilénie, mais était-ce bien une trahison de la part de Le Bon ? Il ne faut pas oublier que Le Bon a toujours eu pour Robespierre plus de soumission déférente que d'amitié, d'autre part Maximilien avait quelque peu abandonné son homme en libérant deux fois au début de juin et le 23 juillet, Danten, Demuliez et les Le Blond ; dans une lettre à Le Bas du 8 juin, Le Bon n'avait pas dissimulé sa fureur. Enfin, dans cette séance houleuse de la Convention, il aurait fallu un courage surhumain pour ne pas trembler devant l'hostilité générale.

C'est donc un fait bien isolé chez Le Bon, comme on en trouve encore à peine un exemple lorsqu'il écrit à sa fiancée :

« La patrie avant nous, et nous immédiatement après la patrie ! »

Mais de telles expressions sont chez Le Bon exceptionnelles, presque insolites.

Méfiance.

S'il n'est pas égoïste au sens étroit du mot, Le Bon se montre fort méfiant et fort pusillanime.

Ce caractère, en contradiction avec l'excitation pure, justifie l'affirmation de tendances paranoïaques chez Le Bon. Or, au moment où l'hypomanie atteint son paroxysme, au cours de la troisième mission de Joseph Le Bon, cette méfiance, fruit de la réflexion diminue fortement, alors précisément que la situation devient véritablement délicate. Il s'agit bien là de tendances opposées, la méfiance étant chez Le Bon antagoniste de son excitation, et elle apparaîtra d'autant plus que l'exaltation est moins développée.

En effet, un de ses camarades de collège notait déjà que Le Bon était « peu redoutable à de certaines luttes, et même assez poltron. »

A Beaune, en 1791, nous le voyons abandonner sans lutte sa candidature à une place de vicaire, parce qu'un oratorien venait d'être élu curé.

Bien avant de se présenter aux élections, il s'inquiète déjà auprès de Robespierre de savoir s'il sera ou non éligible.

Le voici en mission, partout Le Bon voit des traîtres, des espions, des suspects; il s'en ouvre le 2 décembre au Comité de Salut public : « De la confiance, juste Dieu ! jamais peut-être il n'a fallu être autant sur ses gardes. Partout où je me porte, c'est un patriotisme, un républicanisme, un maratisme universel. Cette mascarade me met en fureur et je ne puis supporter qu'un antique aristocrate, modéré, etc... prenne la figure d'un vrai serviteur de la Patrie. »

Lorsqu'il régit Arras, il ne trouve pas d'égards suffisants pour Daillet et Darthé, il souscrit à leurs haines personnelles, même quand elles ne sont pas dans son programme, il les nomme successivement aux premiers emplois alors qu'il s'en méfie. C'étaient les « correspondants immédiats, le premier de Robespierre et le second de Le Bas ». Aussi Darthé ne se gênait-il pas pour faire réincarcérer des détenus mis en liberté par Le Bon lui-même (1). Le Bon s'exclamait à son procès : « Que pouvais-je faire contre ce Darthé soutenu par Le Bas et Saint-Just?... Il m'aurait dénoncé (2). »

Cette crainte, à l'époque fort compréhensible, d'être trahi par son entourage, se retrouve à chaque instant. Il se méfie de Darthé, il se méfie des patriotes, il se méfie des aristocrates « dont il vient affronter la haine avec plus de courage », il se méfie même des siens et ne laisse pas au soupçon le temps de se préciser.

« Joseph Le Bon... instruit par la voix publique que la femme Graux, de Saint-Pol, se prévaut d'une parenté éloignée, pour promettre au nom du représentant du peuple l'élargissement des aristocrates; — Instruit qu'elle fait dans cette commune force acquisitions à crédit; — Considérant qu'une pareille conduite ne peut tendre qu'à faire soupçonner le représentant du peuple et à encourager l'aristocratie; — Arrête que ladite femme Graux évacuera dans les vingt-quatre heures, la commune d'Arras, sous peine d'être traitée comme suspecte ».

La commère dut s'empresse de se disculper et protester

(1) « Je me vis forcé contre mon caractère de ployer sous leur joug parce qu'ils étaient tout puissants au Comité de Salut public. » Le Bon au Procès.

(2) *Procès*, t. I, p. 182.

auprès du Représentant qu'on l'avait calomniée, car le même jour (1) ce dernier rapporte son arrêté et explique avec quelque suffisance l'affaire à son frère Henri :

« Garde-toi de penser que des misérables querelles de famille m'occupent, ce n'est pas contre ta mère que j'ai pris une mesure de précaution; je la crois patriote; mais j'ai voulu me garantir moi-même contre l'opinion publique.

» J'ignorais les animosités dont tu me parles; en les supposant réelles, il est du devoir du représentant du peuple de pourvoir autrement à sa gloire; j'y ai pourvu. — Joseph Le Bon.

» En conséquence, l'arrêté de ce jour relatif à la femme Graux, de Saint-Pol, est rapporté. »

Pourquoi Le Bon dînait à Cambrai à la même table que son tribunal, ses gardes du corps et même avec le bourreau? « J'entrai dans Cambrai à la veille d'être cerné par l'ennemi, une foule d'espions découverts, le danger où nous étions à tout instant d'être trahis », nous explique-t-il (2). En réalité, on vivait ensemble par peur d'une révolte des habitants. Cette crainte est une preuve incontestable de l'état d'oppression dans lequel le Représentant tenait la ville; ce n'était pas des espions qu'il se méfiait au point de demeurer avec trente personnes sûres dans une grande maison pendant deux mois. Le Bon l'a d'ailleurs avoué ailleurs :

« Prévenus par divers rapports contre les autorités Cambrésiennes et contre une grande partie des Cambrelots, nous crûmes utile de ne point nous séparer. En vain, d'ailleurs, j'aurais voulu habiter seul, mes compagnons de voyage ne l'auraient point souffert. L'exécuteur des jugements criminels se présente à la même table que les juges et moi; plusieurs éprouvent d'abord une certaine répugnance : mais ils la répriment bientôt, de peur de flétrir un homme non flétri par les lois nouvelles (3). »

Mais nulle part la méfiance n'apparaît plus que dans les relations de Le Bon avec le Comité de Salut public. Méfiance

(1) Arrêté et lettre du 27 janvier 1794.

(2) *Procès*, t. I, p. 210.

(3) Lettres justificatives.

justifiée, car l'humeur du Comité était changeante et ses décisions redoutables.

Le 21 octobre 1793, Le Bon était parti avec l'objectif suivant : « Le Comité de Salut public, instruit que des mouvements contre-révolutionnaires s'élèvent dans la ville d'Aire et dans d'autres endroits du Pas-de-Calais, que des tentatives viennent d'être faites pour exécuter un plan de fédéralisme, arrête que le citoyen Le Bon se transportera sur le champ dans le département pour étouffer ce complot dangereux par les mesures les plus efficaces et les plus actives ». Robespierre, B. Barère, Collot d'Herbois, Billaud-Varennes, C. A. Prieur, Carnot.

A peine arrivé, Le Bon ne se croyant pas à couvert, avait demandé certaines autorisations.

Le Comité, le 13 novembre, lui rappelle : « abandonnez-vous à votre énergie », vous avez « des pouvoirs illimités... tout ce que vous jugez convenable au salut de la chose publique, vous pouvez, vous devez le faire sur-le-champ ».

Le Bon n'est cependant pas rassuré. « J'attends vos ordres, écrit-il le 17 novembre; si vous voulez que j'agisse par moi-même (ce dont je ne me soucie guère) lâchez-moi la bride ».

Il demande encore des précisions sur la conduite à tenir envers un chanoine coupable d'avoir signé une adresse contre-révolutionnaire en 1790, fait couvert par une amnistie. Le Comité (1) secoue alors vigoureusement Le Bon dans une lettre datée du 16 novembre : « Citoyen collègue, investi de pouvoirs illimités, vous devez prendre dans votre énergie toutes les mesures commandées par le salut de la chose publique. Continuez votre attitude révolutionnaire. L'amnistie prononcée lors de la constitution capétienne et invoquée par tous les scélérats, est un crime qui ne peut en couvrir d'autres. Les forfaits ne se rachètent pas dans une République; ils s'expiant sous le glaive; le tyran l'invoqua, le tyran fut frappé. Secouez sur les traîtres le flambeau et le glaive. Marchez toujours, citoyen collègue, sur cette ligne

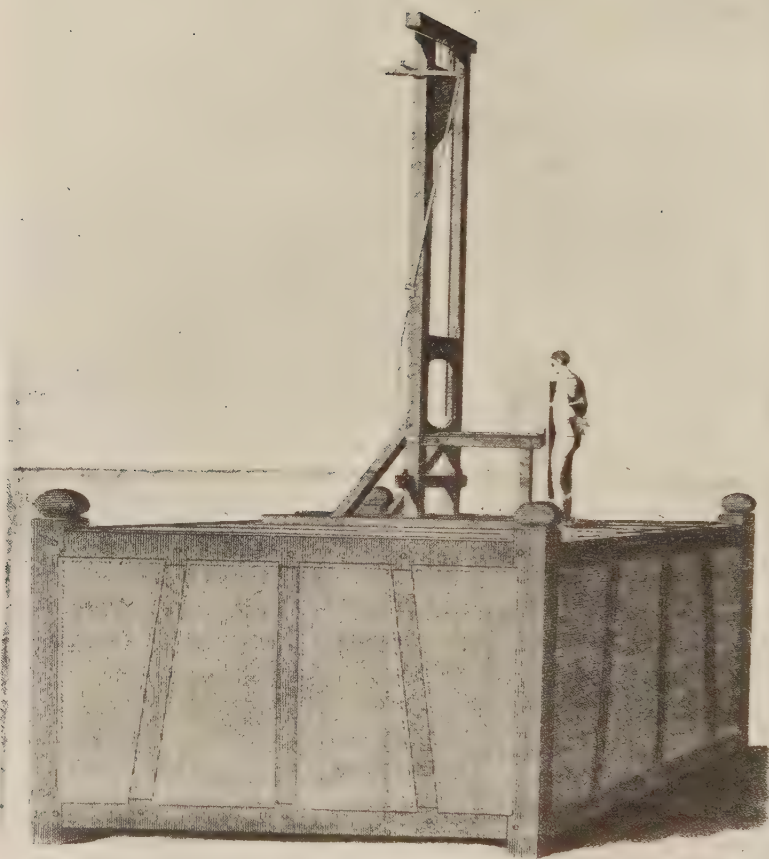
(1) « Excédé », écrit M. Jacob.

révolutionnaire que vous décrivez avec courage. Le Comité applaudit à vos travaux. »

Si l'on gardait le moindre doute sur l'effet explosif produit par une telle lettre, la réponse de Le Bon ne laisserait aucune équivoque :

« J'étais digne, j'ose le dire, de recevoir la lettre que vous m'avez écrite. Vous me livrez à mon énergie révolutionnaire ! Hé bien ! rien ne m'arrêtera pour le salut de la patrie. Malheur aux traîtres, aux dilapidateurs, aux prévaricateurs de toute espèce : leurs têtes vont tomber comme la grêle. Dès ce moment, le tribunal criminel, composé de vigoureux sans-culottes, est mis en permanence. Il va juger sans délai toutes les affaires des citoyens détenus pour autre cause que celle de suspicion. Les formes voulues par la loi seront conservées lorsqu'il s'agira de délits particuliers ; tous les délits contre la chose publique seront jugés révolutionnairement, de quelque nature qu'ils soient. J'ai adjoint quatre travailleurs au Directoire du département, dont les forces ne sont pas plus qu'humaines, bien que leur zèle soit infatigable. Le mouvement imprimé contre la prêtraille me paraît ne pouvoir être contrarié sans danger. En conséquence, j'incarcère sur le champ tous les curés et autres qui s'avisent de blâmer leurs ci-devant confrères et voudraient retarder la marche de la Raison et de la Philosophie. Partout je trouve des multitudes de clubistes de nouvelle date qui, jadis, traitaient les patriotes de factieux, de scélérats, et les désignaient aux couteaux et aux poignards. Aujourd'hui ces mêmes hommes font des motions prodigieusement républicaines et imposent aux yeux peu clairvoyants. Mais il suffit de les démasquer, il suffit de rappeler au peuple la loi du 17 septembre sur les personnes suspectes et celle sur le visa et les certificats de civisme par les sociétés populaires ; aussitôt le peuple rejette du nombre de ses serviteurs ces hypocrites qui ne se républicanisaient que pour éviter l'arrestation, surprendre des certificats et influencer par leur coupable majorité les délibérations des patriotes invariables (1). Comité de Salut Public !

(1) Lecesne, t. II, p. 92, fait remarquer : « Ainsi, d'après Joseph Le Bon, quand on ne faisait point acte d'adhésion à la Révolution, on était un ennemi,



*Pour éviter que les tranchoirs se fêlent, il faut avoir soin de certains tombereaux
moulinés de bois de tranchoir qui pèsent 100 livres.
Il faut aussi avoir l'attention, avant l'exécution, de s'assurer la force du moulin
pour qu'il soit entièrement libre de sa charge.*

(Cliché E. Foulon)

Reproduction de la gravure accompagnant la lettre adressée par le ministre Clavière aux administrateurs du Pas-de-Calais pour leur annoncer l'envoi de la guillotine (17 septembre 1792).

ne perds point de vue les renseignements que je te donne, et avise aux moyens prompts d'arrêter ce mal qui est général dans la République. »

Ainsi le Comité sera tenu au courant de tout ce que fera Le Bon, jour par jour; le Représentant ne dissimule rien, pas même l'intensité de l'excitation qui éclate dans ses écrits.

Pourtant, le Comité de Salut Public sanctionne tous ses actes par des approbations sans réserves et fait un reproche à Le Bon de scrupules qui deviendront par la suite de plus en plus rares.

Le 12 décembre, le Représentant ne se sent pas encore en confiance : « Je vous le demande, puis-je dormir tranquille ? puis-je me taire et ne pas vous invoquer sous votre responsabilité ? Comité de Salut Public... arrive donc, ou sinon je fais insérer dans tous les journaux copie de ma présente lettre, pour me servir un jour de décharge. »

Le Comité approuve encore, et renforce l'autorité de Le Bon le 29 décembre par un nouveau décret qui le charge « d'établir le gouvernement révolutionnaire dans le Nord et dans le Pas-de-Calais » avec des « pouvoirs illimités ».

Un retard se produit, et le représentant ne reçoit le décret que le 13 janvier; sa lettre de réponse montrera à quel point il est encore craintif : « Je vous déclare que je viens seulement de recevoir il y a une heure, en présence de témoins, votre arrêté... je ne vous étourdirai pas inutilement; mais, je vous en conjure, tirez-moi promptement des incertitudes que je vous soumettrai. Oui ou non, voilà ce que je demande pour la plupart de mes questions. »

Dès le lendemain, il lui faut encore d'autres précisions à propos de détenus mis en liberté par le représentant Laurent de passage à Arras. Le Bon demande à les réincarcérer, mais avec quelle prudence : « Je me crois obligé de vous consulter pour savoir s'il y aurait inconvénient à réincarcérer la plupart d'entre ceux à qui des collègues, bien intentionnés sans doute, mais trompés sur l'incorrigibilité de l'aristocratie, ont donné en gros la clef des champs. Un mot de réponse. »

quand on en faisait on était un suspect; comment fallait-il donc s'y prendre pour obtenir grâce devant lui ? »

Voici comment le Comité applaudit, le 21 janvier 94, à l'organisation du tribunal d'Arras :

« Vous avez autorisé le tribunal criminel du Pas-de-Calais à juger révolutionnairement les contre-révolutionnaires. Les arrêtés des représentants du peuple doivent, aux termes des décrets, avoir force de loi. Il est des circonstances où l'humanité consiste à prendre des mesures extraordinaires et promptes » et pour que Le Bon n'ait plus aucune hésitation sur ces mesures, le Comité continue plus vivement : « ... Sois terrible aux conspirateurs. Satellites du dernier tyran, ils doivent périr comme lui. Son échafaud qui fume encore réclame leurs têtes, ton énergie saura les abattre. »

C'est à propos d'une telle lettre que M. Jacob écrit : « On ne peut nier que l'installation définitive d'un tribunal révolutionnaire à Arras soit l'œuvre réelle du Comité de Salut Public (1). »

Or, si nous en croyons Guffroy, lorsque ce représentant se cramponnait à Billaud-Varenne et à Carnot pour attirer leur attention sur Arras, ceux-ci lui répondaient que peu leur importait, car Robespierre connaissait la question. Le Bon fut donc que le « sous-ordre zélé » de Robespierre suivant la juste expression de M. E. Foulon (2).

En janvier 94, la guillotine n'a pas encore fonctionné une seule fois à l'instigation de Le Bon et ce n'est pas une interprétation fantaisiste que de penser qu'elle aurait risqué d'attendre moins longtemps avec d'autres (3), déchainés par les mêmes encouragements sanguinaires.

Ces instructions, Le Bon les réclame sans cesse. Le voici par exemple libérant de jeunes soldats qu'il a trouvés en prison et qu'il envoie aux armées. Il interroge aussitôt sur la justesse de cette mesure : « Hâtez-vous de me blâmer, s'il y a lieu, écrit-il au Comité, car je suis si content de cette opéra-

(1) *Jacob*, t. II, p. 170. M. Jacob constate ainsi l'attitude de Le Bon : « Rappelé, il part, renvoyé il revient : pas d'hésitation, obéissance passive ».

(2) *Les Hommes rouges*, p. 20. M. E. Foulon écrit également p. 16 : « On charge volontiers Le Bon de tous les crimes commis par les tribunaux révolutionnaires d'Arras et de Cambrai et l'on oublie de rechercher la part de responsabilité qui revient à Robespierre, Saint-Just et Le Bas ».

(3) On en avait l'exemple en divers lieux.

tion, elle me soulage tellement le cœur, que je pourrais bien la continuer à l'égard de tous ceux qui se trouvent dans le même cas. »

On sait qu'à mi-février Le Bon est rappelé à Paris; il reçoit avant son départ un dernier ordre : « Éclaire le peuple... Assure-toi de ceux qui l'égarent, arrête et frappe ».

Il est tout à fait probable qu'on a rappelé Le Bon pour ranimer un zèle que l'on trouvait trop tiède; en tout cas Le Bon l'affirmera plus tard :

« Je me suis rendu à Paris avec ma femme, mes enfants (1) et mes papiers, ne comptant plus retourner en mission... je suis invité, pressé de repartir afin de seconder par l'exécution de mesures rigoureuses contre les ennemis intérieurs les dispositions militaires... Il faut accepter, me dit-on, si j'aime sincèrement ma patrie... On n'est pas mécontent de mes travaux. On m'engage seulement à me tenir en garde contre les séductions d'une humanité fausse et mal entendue (2). »

Ce qu'il y a de certain, c'est que le 1^{er} mars Le Bon, dont la conduite avait été relativement modérée, rentre ivre de meurtre et de sang; sa propre évolution pathologique (les paroxysmes maniaques éclatent volontiers au printemps) ne suffit pas à expliquer ce changement rapide. Ce sont les leçons du Comité de Salut Public et de Robespierre qui ont déclenché Le Bon; c'est leur approbation constante qui alimentera pendant quatre mois son excitation.

Au cours de la troisième mission nous allons voir combien l'attitude de Le Bon est transformée : c'est lui maintenant qui fait part de ses vues au Comité (3) qui les approuve, à tel point que tous les tribunaux de province ayant été supprimés on rétablit spécialement celui d'Arras, et le 22 avril Le Bon ne cache pas son exaltation :

« Votre arrêté pour continuer les fonctions du tribunal révolutionnaire séant en cette commune a été un coup de

(1) Encore de l'exagération ! il n'y en a qu'un.

(2) *In Jacob*, t. II, p. 133.

(3) Le Comité de Salut public, instruit par le représentant du peuple Le Bon des circonstances importantes qui rendent nécessaire le tribunal institué à Arras pour réprimer les conspirations arrête que ledit tribunal continuera l'exercice de ses fonctions ». Signé Prieur, Robespierre, Billaud-Varenne, Barère.

foudre pour l'intrigue, le modérantisme et l'aristocratie. La loi générale qui appelle à Paris tous les conspirateurs de tous les points de la République avait ici été interprétée par quelques scélérats comme une improbation des actes du tribunal et de la sévérité de ses jugements; mais le courrier, le bienheureux courrier est arrivé. Tout le peuple l'attendait avec impatience; j'ouvre le paquet, je lis l'arrêté; mille cris de réjouissance s'élèvent et le patriotisme reprend une nouvelle force.

... Nous allons bien, nous irons encore mieux. Mais, encore une fois, je vous le répète, ne détachez aucune partie de ce faisceau terrible, formé pour la ruine des aristocrates et de leurs hypocrites amis. Songez que plus nous frappons de rudes coups, plus nous avons de pièges à éviter et d'hommes faibles à encourager contre les emprises des malveillants. »

Désormais Le Bon a, en effet, pris conscience de sa valeur, il consulte encore le Comité mais en termes moins déférents.

Quatre militaires s'étaient coupé le pouce pour ne pas retourner au combat. Le Bon demande ce qu'il doit en faire, le crime n'étant pas prévu par la loi.

« J'attends votre réponse avec impatience », conclut-il (1).

Au début de juillet, Le Bon n'est plus qu'un exalté. Sa méfiance a totalement disparu.

Une loi du 10 juillet ordonnait la mise en liberté de cultivateurs suspects; le comité de surveillance de Cambrai l'applique en mettant en liberté la municipalité du Nouvion. Le Bon furieux appelle chez lui le comité en masse et menace de faire incarcérer et guillotiner tout le monde (alors que le Comité de Salut public a déjà supprimé son tribunal!) sous prétexte qu'on a mal interprété la loi.

« — Mais, lui observe-t-on, il y a une virgule.

— Cette virgule est un crime de haute trahison (2), s'exclame Le Bon, voilà une virgule posée de façon à faire guillotiner vingt comités révolutionnaires (3). »

(1) Lettre du 25 mai 94 de Cambrai au Comité de Salut public.

(2) *Procès*, t. I, p. 259. Déposition de Mathieu.

(3) *Procès*, t. I, p. 263. Réponse de Le Bon.

Fausseté de jugement.

Un épisode comme celui-là met en relief un trouble profond du jugement chez Le Bon; mais ce trouble est fait ici d'excitation pure. Il en est de même des erreurs de jugement qui font voir partout à Le Bon des traîtres, des espions, des suspects. C'est ainsi que les faits les plus insignifiants deviennent des phénomènes redoutables, que Le Bon trouve dans l'absence de sévérité avec laquelle Buchotte garde des prisonniers à Doullens, « le fil d'une terrible conspiration (1) ».

Les espions de Cambrai rejoignent les poignards de Calais et la « petite Vendée » de Pernes dans le domaine du délire superficiel maniaque.

Sans aller toujours jusque-là, beaucoup d'erreurs de jugement viennent de ce que Le Bon reflète trop facilement son entourage et prend trop littéralement pour argent comptant tout ce qu'il approuve dans ses lectures.

Pieux quand son entourage était pieux, ferme quand il était ferme, sanguinaire quand il était sanguinaire, Le Bon a écouté tout ce qu'il a entendu; ainsi prenait-il à la lettre les maximes les plus fausses de son auteur favori, Rousseau, le paranoïaque type; Le Bon arrive à refléter exactement son maître et ce n'est pas, hélas ! sur le plan théorique.

C'est au nom des principes du philosophe genevois que Le Bon dressait contre leurs parents les enfants qu'il avait enrégimentés. Aux témoins qui lui reprochaient les faits abominables qui s'ensuivaient (2), Le Bon opposait avoir seulement dit : « Vous, parents, ne les retenez point trop; laissez-les courir quelquefois; peut-être une étourderie heureuse leur fera trouver l'occasion de se couvrir d'une gloire immortelle ! » (3)

Hélas ! Le Bon lui-même avouait à son procès la faillite de ces principes qu'il appliquait avec si peu de discernement : « Celui qui m'égara le plus, constatait-il (4), ce ne fut ni la

(1) Du coup Buchotte et plusieurs de ses défenseurs en furent occis.

(2) Un jeune garçon d'excellente famille, dont le père avait été exécuté, réprimandé par sa mère, menaça de la dénoncer à Le Bon pour la faire guillotiner.

(3) *Procès*, t. I, p. 263.

(4) *Procès*, t. I, p. 190. Bien d'autres horreurs furent commises par des dis-

Convention, ni les comités, ni leurs rapports; vous ne le devineriez jamais; ce fut le bon, le sensible J.-J. Rousseau; si la voix de la nature, dit-il, est le meilleur conseil du père de famille, elle est le contraire pour le magistrat ».

C'est au nom de ce précepte que Le Bon ferme son âme à toute pitié (1); il y a là plus que de l'excitation; le jugement de Le Bon est incontestablement troublé en lui-même. Il ne garde de ses lectures que les idées auto-justificatives qu'il se plaît à y trouver :

« J'ai puisé la plupart des maximes révolutionnaires dans l'Évangile qui, d'un bout à l'autre, prêche contre les riches et les prêtres (2) ».

Ces erreurs de jugement sont décuplées par l'accès maniaque de 94; les témoins racontent que Le Bon avait sans cesse à la bouche le mot de Saint-Just : « La révolution est comme un coup de foudre, il faut frapper ».

Le Bon lui-même écrivait au Comité de Salut Public (3) : « Si je ne relisais dix fois par jour mes pouvoirs et les lettres subséquentes que vous m'avez écrites, je serais tenté de croire irrémédiable le mal dont vous m'avez confié la cure ».

Cette absence absolue de bon sens, Le Bon en a donné mille preuves (4); est-ce artificiel de la ramener à la paranoïa? Voyons encore cette lettre (entre bien d'autres du même genre) écrite à Mimie en juillet 94 (5).

ciples du « vertueux et sensible » Rousseau, pour qui le « sentiment » (large porte ouverte aux psychoses) avait remplacé la logique et la raison.

(1) Il commente ainsi ce précepte de Rousseau dans la lettre LXIX à Mimie (7 thermidor an III) « de pareils conseils exigent trop de sacrifices dans la pratique pour être du goût de bien des gens. Toutefois, je les crois justes et fondés ».

(2) *Procès*, t. I, p. 237.

(3) De Béthune 23 décembre 93.

(4) Lettre de Le Bon au Comité de Salut public du 4 juin 1794 : « Tout Français qui portera les armes contre la France sera puni de mort ».

Les dispositions de cet article sont-elles applicables dans le cas que je vais vous soumettre? Un Français, âgé de 19 ans, est fait prisonnier par l'ennemi. Le général autrichien lui donne l'alternative d'être envoyé sur les frontières de la Turquie ou de prendre du service dans Royal-Emigré. Le Français se figurant la Turquie comme le bout du monde, se flattant d'ailleurs de l'espoir de s'échapper un jour vers sa patrie, se détermine à endosser l'habit des esclaves. A peine est-il habillé et équipé tout à neuf, que placé en vedette à trois mille de Cambrai, il trompe la vigilance de son camarade, s'élance à toute bride sur notre territoire le 20 prairial et arrive ici, vigoureusement poursuivi par les scélérats qu'il a quittés. J'attends votre réponse ».

(5) Lettre LXVI du 25 messidor.

« Tant que tu seras au-dessus de nos infortunes, ne crains de ma part ni douleurs ni faiblesse; ce n'est pas en vain que presque toute ma vie s'est passée à converser, non avec ces pitoyables petits hommes qui pullulent sur cette terre, mais avec ces illustres morts de la Grèce et de Rome qui ont jadis honoré leur espèce par les prodiges de leur héroïsme. Et eux aussi, sans doute, étaient regardés comme des fous par ceux qui ne se sentaient pas le courage de les imiter. »

Inadaptabilité sociale.

Là, encore une fois, il faut rechercher la paranoïa sous l'excitation.

Ainsi le jeune prêtre Le Bon voulait-il partir comme « missionnaire aux régions lointaines (1) ». Il fait paraître la même instabilité dans sa séparation avec l'Oratoire; ses collègues qui l'aimaient d'abord, semblent enchantés de se débarrasser de lui.

A Beaune, il refuse la place de vicaire qu'il désirait, parce qu'un oratorien est nommé curé (2).

A Neuville, il mène d'abord une vie bizarre; l'insociabilité apparaît tout au long de cette lettre :

« Ne dites rien surtout de ma cure de Neuville-Vitasse, vous seriez obligé de réformer avant peu; déjà l'on m'en offre deux autres, et je ne réponds pas que, pour me désennuyer, je n'aille passer quelques mois dans chacune d'elles. Plus de liaison, plus d'attachement; je suis parti d'un point, et jusqu'à ce que j'y sois revenu, je ne serai constant que dans ma propre inconstance. Heureux, dans mes revers, de m'être autrefois familiarisé avec l'étude, mes papiers et mes livres me débarrassent du poids incommode du temps. Je ne les quitte point depuis huit heures du matin. où finit ma messe, jusqu'à sept heures du soir; alors je fais une petite promenade dans

(1) Lettre d'H. Lefebvre.

(2) « ...Je puis retrouver une place dans votre voisinage... mais je doute que jamais j'habite de nouveau la ville de Beaune. Je souhaite bien sincèrement au P. Pacuelin la cure de Saint-Pierre, je ne connais personne qui en soit plus digne que lui; toutefois sa nomination m'exclura infailliblement du nombre de ses vicaires et la raison en est péremptoire pour quiconque a réfléchi sur l'esprit de corps ». Lettre XV à Masson, 4 mars 1791.

le bois et ma journée est à son terme. Le chirurgien établi dans le village m'évite bien des courses; j'observe, pour cette fois, les canons dans leur entier, on ne me voit qu'à l'autel et dans mes fonctions. Si mon voisin ne s'avise pas de mourir bientôt, il y a apparence que je sortirai d'ici sans avoir su son nom (1) ».

Troubles de l'humeur ou paranoïa? A Arras, il démissionnera un jour sans raison de la Société populaire; un autre jour il voudra démissionner du Département. Nommé membre de la Convention, il hésitera à s'y rendre en se demandant si elle ne serait pas dissoute avant quinze jours. A Cambrai, il poursuit son programme sanguinaire en fanatique: « Je ne connaissais point Cambrai, et je n'avais aucune relation directe avec les autorités constituées », affirme-t-il plus tard (2). A la fin de juin 91 le péril extérieur s'est dissipé, Le Bon prévoit un changement gouvernemental possible; il maintient cependant son tribunal et ses mêmes inutiles boucheries avec autant de férocité qu'il avait montré de timidité et de tergiversation à le faire fonctionner pendant les trois premiers mois de sa deuxième mission.

(1) 25 juillet 1791, aux Amis de la Constitution, à Beaune.

(2) *Procès*, t. I, p. 263.



Gravure de la coll. Barbier.
(Arch. du P.-de-C.).

CHAPITRE VII

PERVERSION

Ce sont les abominations commises en 1794 qui sont restées à la mémoire de l'histoire et qui ont fait de Le Bon « un homme que l'opinion publique a placé avec raison au rang des plus grands criminels (1) ».

En tant que chef, Le Bon est sans aucun doute responsable de ces crimes, mais était-il réellement un pervers ? Là encore nous reviendrons à l'excitation maniaque ; il n'est pas une des pages qui vont suivre, nous dirions même pas une des lignes, où elle ne transparaîtra. Nous savons que cette excitation atteint son maximum en 1794, or, presque tous les faits dont nous allons parler sont postérieurs au 12 février 1794 (procès du comte de Béthune).

Dans un autre milieu que l'ouragan révolutionnaire, les tendances perverses de Le Bon ne se seraient probablement jamais révélées ; c'est en 94, alors qu'il est en pleine crise d'hypomanie, qu'aucune censure ne joue plus chez lui et que tout refoulement devient impossible. S'abandonnant entièrement à sa fièvre, il devient incapable de discerner le bien du mal. Non seulement il oublie l'amitié et la reconnaissance auxquelles nous l'avons vu en d'autres temps sensible, mais encore le plus simple souci d'humanité ; pendant quatre mois, il n'existe plus pour Le Bon que des ennemis de la République qu'il poursuit avec l'acharnement aveugle et impitoyable d'une brute féroce.

Rien n'est plus caractéristique de cette abolition du sens

(1) A. J. Paris, t. II, p. 339.

moral que les propres commentaires dans lesquels Le Bon épanchait sans pudeur ses sentiments (1).

Déjà le 7 février, il écrivait cette lettre inquiétante au Comité de Salut public :

« Les prisons s'engorgent... D'un côté l'innocence souffre de l'air infect de la plupart des maisons d'arrêt (2); de l'autre *la guillotine perd sa proie*, attendu que plusieurs des grands prévenus meurent entre les bras des geôliers. »

Le 9 mars, on guillotine M^{me} de Modène. « Avant-hier, écrit Le Bon (3), la sœur du ci-devant comte de Béthune a éternué dans le sac; elle était prévenue d'avoir conseillé l'émigration de chevaux (4) et d'avoir traité de lionceaux les patriotes ».

Quatorze têtes tombèrent ensuite jusqu'au 24 mars; le rythme était encore modeste, Le Bon n'en est pas moins fort satisfait : « La guillotine, si elle continue son même train, débarrassera peu à peu nos maisons d'arrêt (5). »

Le 5 avril, on exécute F. I. Blanquart (6). Le fer s'ébrécha sur la tête du malheureux. « Voyez-vous ces aristocrates, s'esclaffa Le Bon lorsqu'on lui apprit ce sinistre incident, ils sont récalcitrants jusque sous le couteau de la guillotine. »

Un religieux de 84 ans était sur la liste des accusés. On discuta de son sort à la Société populaire. Le Bon prend la parole. « Il ne faut pas se laisser gagner par la pitié, plus Ansart est vieux, plus son aristocratie est enracinée (7) », et le Représentant le livrait au tribunal l'accusant d'avoir « conservé soigneusement des écrits incendiaires et refusé opiniâtrément de prêter le serment voulu par la loi ». Le 15 avril, l'infortuné vieillard montait à l'échafaud.

(1) « Le Bon n'usait d'aucun déguisement dans les renseignements qu'il donnait à ses patrons. » A. J. Paris, t. I, p. 241.

(2) Cf. Jacob, *Les prisons d'Arras* : « mot terrible, semble-t-il, chose abominable, si l'on en croit tous les historiens qui se sont occupés de Le Bon ». M. Jacob ne récusera sans doute pas la propre opinion de Le Bon.

(3) Lettre du 12 mars au Comité de Salut public.

(4) Deux chevaux de carrosse dont l'un était mort à Arras peu après la lettre de M^{me} de Modène à son frère et dont l'autre s'y trouvait encore.

(5) Lettre du 24 mars au Comité de Salut public.

(6) Déclaré par le jury « provocateur à l'anéantissement de la souveraineté du peuple, et depuis l'époque de la Révolution jusqu'à ce jour, le plus zélé royaliste. Il avait en outre favorisé les prêtres réfractaires en leur donnant des secours pécuniaires. » (Paris, t. I, p. 291.)

(7) *Procès*, t. I, p. 47.

Même cynisme le 10 mai 1794 où Le Bon explique à la Société populaire de Cambrai la marche du tribunal : « Nous avons fait de bon ouvrage aujourd'hui; nous avons fait guillotiner des vieilles (1), à quoi servaient-elles ? Cela était inutile sur la terre. »

Et comme à peu de temps de là le gardien de la prison va le trouver pour obtenir que les détenus puissent être rasés, Le Bon lui rétorque « ils n'en ont pas besoin, je les ferai raser avec le rasoir national (2) ».

L'amoralité absolue dont Le Bon fait ainsi étalage pendant six mois, date, nous l'avons dit, du procès du comte de Béthune. C'est donc ce procès que nous allons étudier, c'est lui qui inaugure la série des « assassinats judiciaires » qui vont ensanglanter pendant quatre mois Arras et Cambrai.

Dénoncé par plusieurs patriotes de Saint-Pol qui disaient que « l'on assurait dans la ville que le nommé Béthune était émigré depuis sept ou huit jours (3) », le comte de Béthune avait été inscrit sur la liste des émigrés.

Il fut aussitôt arrêté et emprisonné à Arras malgré ses protestations, car il n'avait jamais quitté ses châteaux de Penin et de Stenwoorde, mais il ne pouvait évidemment de sa prison se procurer lui-même les certificats de résidence. Il chargea de la chose un nommé Ansart qui l'informa de ses démarches auprès de « Joseph Le Bon (4) que l'on avait craint le plus et dont il n'avait qu'à se louer ».

Hélas ! au cours d'une perquisition, la lettre fut saisie; on juge de la fureur de Le Bon qui offre de démissionner sur le champ de ses fonctions, ne voulant pas qu'on suspecte son honnêteté et son patriotisme ! Mais peu de temps après, Le Bon s'en va à Paris et oublie un peu de Béthune; ce dernier cherche par tous les moyens à se tirer d'affaire et couvre d'or Demuliez; néanmoins il est maintenu sur la liste des émigrés et reste en prison. Un administrateur rappelle qu'il avait fait de nombreuses démarches pour se procurer des certificats de

(1) M^{me} Dechy, 47 ans et M^{me} de Monaldy, 88 ans, *Procès*, t. I, p. 209.

(2) *Procès*, t. I, p. 98.

(3) Exposé du procureur syndic de Saint-Pol, Lanne (guillotiné le 7 mai 1795).

(4) Nous sommes au printemps de 93, et Le Bon dirige le bureau des émigrés.

résidence. « Il n'aurait pas dû éprouver de difficultés s'il n'y avait aucun soupçon sur son compte ».

Cependant Demuliez réussit à faire traîner l'affaire et l'aurait indéfiniment retardée, lorsqu'au début de février 94 le juge Caron l'accuse de corruption. A ce moment Le Bon était en tournée à Saint-Omer; il apprend la dénonciation de son beau-frère et du coup les événements de 93 reviennent à sa mémoire; instantanément il envoie un arrêté à Arras ordonnant que l'on juge de Béthune sur-le-champ.

Il revient en personne suivre l'affaire. Dans celle-ci comme dans celles ultérieures de Pétain, de Dauchez et de Lallart de Berlette, Le Bon, suivant la forte phrase de Jean Aupetit, « n'aura pas de cesse de faire condamner à mort des accusés précédemment acquittés, tant il craint que cet acquittement ne soit imputé à la faiblesse de ses sentiments patriotiques ».

En fait, de Béthune n'avait pas émigré, Le Bon avait signé de sa propre main ses certificats de résidence en 93 et depuis il était surveillé ou incarcéré. La chose était tellement évidente que le Département n'osa d'abord l'inculper que de « complicité d'émigration », prenant le prétexte que de Béthune avait écrit deux lettres à des personnes habitant le Nord.

La séance du tribunal fut houleuse; Demuliez concluait dans son réquisitoire à l'acquittement, tout comme l'avocat Leducq; la tâche de ce dernier était simple; il démontra en produisant aux jurés leurs certificats de résidence que les destinataires du comte de Béthune n'avaient pas émigré. Le Bon qui siégeait dans la salle (1), au milieu d'une bande de sans-culottes, laissait fuser son indignation contre les efforts du défenseur (2).

La fureur du Représentant se déchaîna quand, malgré ses efforts (3), le jury rapporta un verdict négatif. Leducq fut immédiatement arrêté (4); les juges parmi lesquels siégeait

(1) Aveu de Le Bon à son procès (t. I, p. 46.)

(2) « Voyez-vous ce Béthune, voyez-le, ils n'oseraient condamner un homme riche ! » se serait exclamé Le Bon en voyant le jury mollir (*Procès*, t. I, p. 45).

(3) Aveu de Le Bon à son procès (t. I, p. 47). « Le juré Garin ne donna son opinion qu'en tremblant ou plutôt n'en donna aucune. »

(4) Arrêté du 12 février 1794. « Joseph Le Bon considérant que le nommé Leducq défenseur officieux de tous les conspirateurs, après avoir fait aujourd'hui

Caron, forcés d'acquitter de Béthune, le renvoyèrent néanmoins au Département pour qu'il soit pris un arrêté sur le fait d'émigration (2).

Pour que les choses ne traînent pas, Le Bon précise ainsi ce singulier verdict : « Dans l'espace de deux heures, le greffier au tribunal criminel remettra à l'administration toutes les pièces nécessaires à Béthune-Penin, afin que le Département puisse prononcer sur l'émigration dont ledit Béthune-Penin est accusé. »

Tout ceci était parfaitement illégal, le décret du 14 frimaire avait dépossédé les administrations du droit de décréter les émigrations, le Département était donc incompétent.

Mais rien n'arrête Le Bon quand il est en fureur : « Joseph Le Bon, consulté sur la question de savoir si le Département peut encore prononcer sur les émigrations, déclare que, provisoirement et jusqu'à ce que la Convention en ait autrement ordonné, les choses resteront, pour cette partie, dans l'état où elles étaient avant le décret du 14 frimaire.

Il n'en fallait pas plus pour que le Département, qui ne demandait que cela, déclarât incontinent de Béthune émigré.

d'hui le serment de n'employer que la vérité pour la défense de Béthune-Penin, son client, a produit effrontément aux jurés, dont plusieurs nés à la campagne étaient moins versés que lui dans l'étude des lois, des certificats de résidence qu'il ne devait pas ignorer avoir été annulés par la loi du 28 mars 1793 (vieux style); qu'il n'a pas rougi de donner lesdits certificats comme une preuve légale, et d'induire ainsi la plus grande partie du jury en erreur pour sauver un des ennemis de la Révolution; considérant qu'un des jurés a déclaré même hésiter dans son opinion, à moins qu'on ne le tranquillisât sur la validité ou l'invalidité desdits certificats; considérant que déjà, dans toutes les manigances ourdies pour arracher à la guillotine l'infâme Flahaut, ledit Leducq n'a pas refusé son ministère et que les fauteurs dudit Flahaut adressaient audit Leducq l'arrêt de cassation avec une lettre ouverte, annonçant un juré convenable à Amiens pour faire innocenter ce grand coupable.

« Arrête qu'à la diligence du comité de surveillance, ledit Leducq sera de suite mis en arrestation comme suspect.

» Arrête que l'accusateur public fera parvenir, dans le plus bref délai, au représentant du peuple les certificats produits par ledit Leducq, pour être pris tel parti qu'il appartiendra. A Arras ce 24 pluviôse. » Pour mesurer tout l'excès de cette argumentation (Cf. le Procès de Le Bon), Leducq non contredit par Le Bon, affirma que celui-ci avait peu de temps après l'exécution de Béthune, dans un entretien particulier, reconnu les certificats de résidence présentés par l'avocat, comme parfaitement valables (*Procès*, t. I, p. 170.)

(2) Qu'on n'avait pas d'abord retenu, tellement il était peu évident ou tellement on voulait perdre de Béthune. Cf. Le Bon, *Procès*, t. I, p. 116. « Le Département se réservait par devers lui un moyen de perdre sciemment de Béthune dans la preuve de son émigration ».

Pendant ce temps Le Bon faisait comparaître Leducq devant lui; avant de le faire mener aux Baudets, il le sermonna vigoureusement : « Je t'apprendrai à défendre ainsi des aristocrates; d'ailleurs Béthune n'est pas sauvé, j'ai décidé sa perte et il périra; s'il échappe une seconde fois, il n'échappera pas une troisième. »

Puis le Représentant donne l'ordre au tribunal de se réunir sur-le-champ, malgré l'heure tardive. On y ramène de Béthune qui réussit encore à obtenir d'aller chercher les certificats dont il était possesseur et de les porter au Département qui n'en avait pas eu connaissance.

Les certificats étaient à peine déposés que le Département les déclarait nuls et renvoyait Béthune au tribunal qui avait résolu de siéger sans désemparer; la séance fut brève, l'identité une fois vérifiée par deux témoins, le comte de Béthune s'entendit condamner à mort (1).

A dix heures du soir, il fut guillotiné aux flambeaux devant un régiment en armes.

Telle est l'histoire de cette incroyable exécution, qui devait ouvrir la liste sanglante de la Terreur à Arras; le tribunal et le Représentant avaient été modérés « jusque à cette date; les choses auraient pu continuer ainsi, écrit M. Jacob (2), si le procès retentissant du comte de Béthune n'était venu porter à son comble la rancune et la fureur des patriotes » nous dirons surtout de Joseph Le Bon, dont l'esprit s'en va à la dérive désormais, bateau ivre emporté par l'ouragan révolutionnaire.

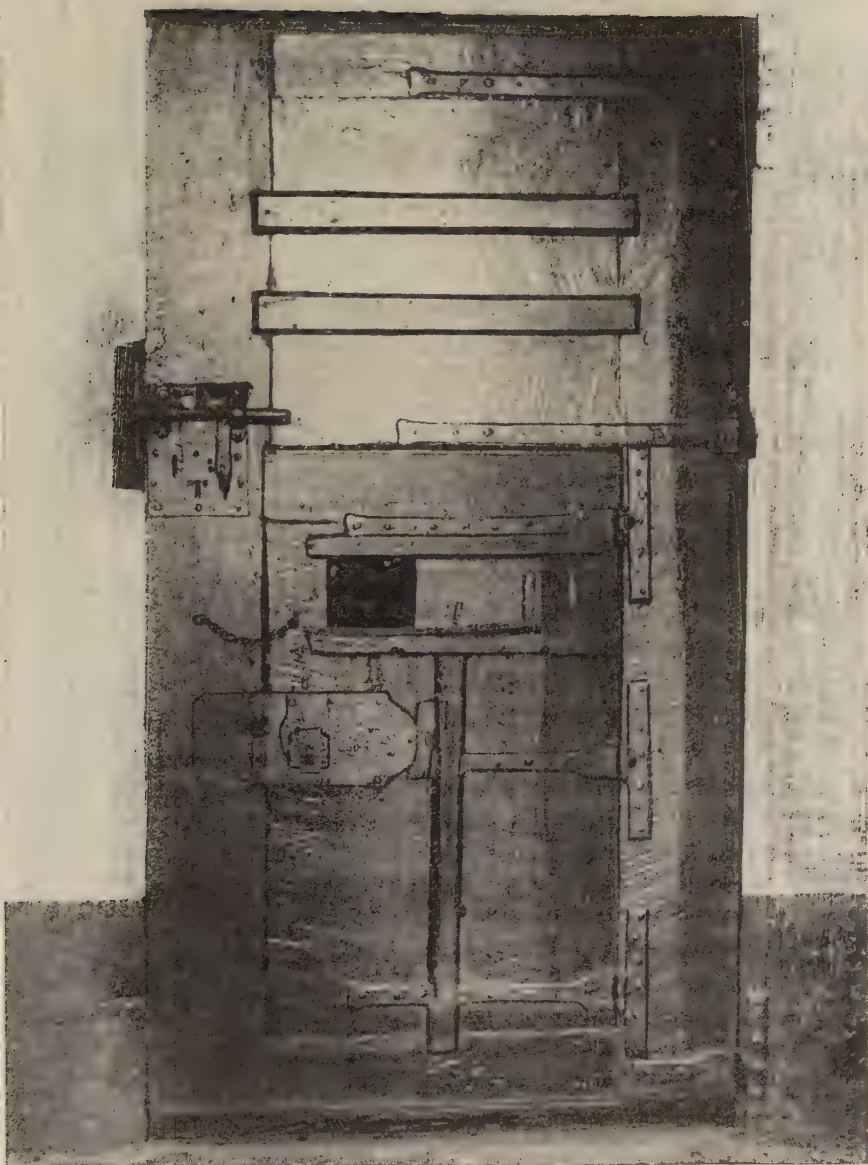
Rien ne peut donner une idée plus exacte de l'état d'excitation qui affolait Le Bon le 12 février que le récit qu'il fit lui-même le lendemain (3).

« Oui, les grands scélérats échapperaient encore, si l'on n'était sans cesse sur ses gardes. Hier, le ci-devant comte de

(1) « Attendu que c'est aux corps administratifs à constater le fait d'émigration; que les juges ne peuvent connaître ni du fait ni de l'intention, et que, dans le cas d'émigration, ils n'ont qu'à appliquer la peine... le tribunal criminel condamne Adrien... Béthune à la peine de mort, conformément aux dispositions de la loi du 28 mars dernier, ordonne qu'à la diligence de l'accusateur public, l'exécution aura lieu dans les vingt-quatre heures, déclare les biens dudit Béthune confisqués au profit de la République. »

(2) *Jacob*, t. II, p. 177.

(3) Lettre au Comité de Salut public du 13 février 1794.



La porte intérieure de la prison des Baudets. (Cliché E. Foulon)

Cette porte est en chêne massif.
On voit, ouvert, le guichet à travers lequel on signifiait aux détenus l'acte d'accusation.

Béthune-Penin paraît ici au tribunal comme complice d'émigrés; on entreprend de le juger suivant les nouvelles lois proposées par le comité de législation et avec un juré ordinaire. Eh bien ! quoique son raccourcissement parut certain d'après les pièces, les jurés campagnards qui formaient la majorité ne purent se décider à voter contre un si riche coupable, et le contre-révolutionnaire fut blanchi, où le patriote et le pauvre auraient péri cent fois.

Imaginez, si vous le pouvez, mon indignation (1), je fais arrêter de suite le défenseur officieux qui, après avoir prêté le serment de n'employer que la vérité, s'était permis d'en imposer à l'ignorance des jurés, en leur donnant comme preuve légale des certificats dix fois (2) illégaux et annulés par le décret du 28 mars dernier.

Je songeais en même temps au moyen de faire traduire à Paris l'infâme Béthune (3), mais le jugement même du Tribunal m'en dispensa. Cet ex-noble vaurien n'était pas seulement prévenu de complicité avec nos ennemis du dehors, il était aussi accusé d'émigration. Le Tribunal en l'acquittant forcément sur le premier chef, le renvoya au Département pour vider la seconde affaire. Je requiers l'apport subit à l'administration de toutes les pièces; en moins de six heures, tandis que les aristocrates détenus s'applaudissaient du triomphe d'un de leurs chefs sur la justice nationale, Béthune, qui n'avait point justifié de sa résidence dans le délai voulu et qui même n'avait pas encore de certificats en règle, fut déclaré émigré, jugé et raccourci aux flambeaux et aux cris de « Vive la République ! » L'aristocratie eut un rabat-joie et le patriotisme, qui avait frémi de rage le matin, frémit le soir d'allégresse.

Cette journée m'a fait faire de grandes réflexions sur le danger des jurés ordinaires, quand il s'agit d'exterminer cette bande de conspirateurs de tous grades dont les départements frontières sont inondés.

(1) M. Jacob, t. II, p. 176, conteste que Le Bon ait influencé l'arrêté pris contre de Béthune. Nous pourrions, reprenant ses propres termes écrire « Après pareille affirmation, en pareille circonstance, l'affaire paraît jugée ».

(2) Quelle exagération !

(3) Le Bon laisse bien voir qu'il poursuit la tête de Béthune et non une action judiciaire impartiale.

Mon énergie s'est triplée dans cette circonstance, je n'ai vu que la multitude des scélérats contre lesquels je suis envoyé; je n'ai consulté que ma haine immortelle pour eux, et pour parer d'un seul coup à plusieurs maux, j'ai pris l'arrêté dont copie est ci-jointe (1) ».

On voit que Le Bon ne dissimulait aucun des sentiments incohérents qui l'animaient; cette franchise n'a rien d'étonnant chez un hypomaniac; pas plus que cette invraisemblable contradiction : le même 13 février où Le Bon se vante au Comité de Salut public d'avoir incarcéré l'avocat du comte de Béthune, le représentant ordonne par un arrêté « que sur-le-champ il sera mis en liberté (2) » et Leducq ne devait plus être inquiété.

Les mobiles qui ont poussé Le Bon au procès du comte de Béthune, nous les retrouverons maintes fois au cours de la troisième mission; chaque fois que Le Bon sera persuadé que son honnêteté ou son patriotisme sont suspectés, il ne reculera devant rien, poussé bien plus par son exaltation que par calcul ou par intérêt personnel.

C'est ainsi que Le Bon entre en fureur le 16 mars à la nouvelle qu'on avait acquitté Lallart de Berlette qui avait distribué de bonne foi des assignats reconnus faux (3).

Le Représentant se précipite à la Société populaire; on le voit arriver, « il se démène comme un diable, traite les jurés d'hommes qui n'étaient pas fermes, s'indigne de ce qu'ils avaient été assez lâches pour acquitter ce Lallart, contre-révolutionnaire, aristocrate fieffé; il menace Duponchel, un des plus ardents sans-culottes mais qui avait voté l'acquittement », enfin termine en annonçant : « Ce scélérat a échappé une fois à la guillotine, mais il n'y échappera pas une deuxième. »

En effet, le 18 mars après avoir fait fouiller la maison de

(1) Arrêté du 13 février, par lequel Le Bon établissait une nouvelle liste de soixante jurés, il donnait au jury une compétence quasi-universelle et en dernier ressort.

(2) Arrêté du 13 février.

(3) Lallart était immensément riche, il n'était pas avare et sa fortune le désignait à toutes les attaques; ç'aurait été de sa part une étrange aberration que de distribuer sciemment de faux assignats.

Lallart où on trouva en tout et pour tout (1) quelques vieilles gazettes et un manifeste de Brunswick (2), Le Bon signe l'arrêté suivant :

« Vu le procès-verbal... d'où il résulte que des papiers contre-révolutionnaires ont été trouvés chez le nommé Lallart, dit Berlette, détenu, comme suspect; vu pareillement les papiers sus-mentionnés; considérant que déjà, par un jugement ledit Lallart a été convaincu d'avoir distribué de faux assignats, et que les ouvrages infâmes saisis chez lui prouvent qu'il savait servir la contre-révolution de diverses manières, arrête qu'à la diligence de l'accusateur public, ledit Lallart sera, dans les 24 heures, traduit au tribunal révolutionnaire de cette commune. »

Le 19 mars, Lallart était donc ramené au Tribunal où Le Bon était venu s'asseoir en face des jurés (3); quelques heures après Lallart était guillotiné.

Était-ce une rancune personnelle, comme on pourrait le soutenir pour le comte de Béthune? « Je ne connaissais point Lallart-Berlette », affirma plus tard Le Bon (4). Dans cette affaire encore, il craignit que son patriotisme ne faiblît; M^{me} Lallart ne déclara-t-elle pas que Joseph Le Bon devait en partie aux générosités de son père l'éducation qu'il avait reçue (5)? la pauvre femme devait voir guillotiner son mari, son père (6), son frère, trois tantes, un oncle et quatre cousines et mourir en prison son grand-père, un oncle et deux

(1) *Procès*, t. I, p. 179, déposition d'Asselin. *Procès*, t. I, p. 199, déposition de Leducq, non démenti par Le Bon qui se récria sur la nécessité d'anéantir le fanatisme.

(2) Le manifeste avait paru dans les divers papiers publics et loin de le censurer, on l'avait le plus possible répandu.

(3) Déposition de Leducq.

(4) *Procès*, t. I, p. 191.

(5) A. J. Paris, t. II, p. 17.

(6) Ghislain Lallart de Lebecquière (76 ans) avait été gardé à vue comme suspect dès le 10 octobre 1793. Emprisonné à l'Abbatiale le 1^{er} décembre avec ses deux enfants, il fut renvoyé par Le Bon le 17 avril au tribunal révolutionnaire; l'acte d'accusation dressé par Demuliez ne relatait à sa charge que la détention de quelques brochures. Mémoires à consulter pour Monseigneur le duc d'Orléans. Lettre de Monsieur et de Monseigneur le comte d'Artois, son frère, avec la déclaration signée à Pilnitz le 27 août 1791, par l'Empereur et le roi de Prusse; lettre au Roi par M. de Calonne, du 9 février 1789. Le 21 avril il fut amené à l'audience à neuf heures du matin avec quatre autres inculpés; à midi tous étaient exécutés (A. J. Paris).

nièces (1). « Le Bon n'avait vu dans ses bienfaiteurs que les ennemis de la République (2) ».

L'histoire de François Pétain est à peine moins révoltante. C'était un ancien perruquier qu'on avait nommé gardien de la prison de Saint-Pol. Le 23 mars 1793, deux prisonniers s'en évadèrent; on l'accusa de complicité mais le 2 juillet 1793 le jury déclara qu'il n'y avait pas lieu à accusation (3). Mais Darthé poursuivait de sa haine l'évadé Thellier, il fait écrouer le 27 mars 1793 Pétain qui devient l'objet de l'arrêt suivant :

« Le représentant du peuple Joseph Le Bon, *étonné...* que François Pétain ait été mis en liberté sur l'accusation portée contre lui...

» Considérant qu'il résulte de l'interrogatoire qu'il vient de subir, ainsi que celui de Dominique Morand, que Pétain est prévenu (4) d'être la cause de l'évasion des deux prévenus.

» Considérant qu'il s'est toujours montré l'ennemi de la Révolution et qu'il a toujours été l'agent des Thellier.

» Arrête qu'il sera de nouveau mis en jugement. »

Le 7 avril, muni de telles recommandations, Pétain était envoyé par le jury d'Arras à la guillotine.

Le 14 avril commença l'ère des boucheries en masse.

On avait trouvé chez la veuve Bataille un registre où étaient inscrites les charités que faisaient cette pieuse dame au nom de plusieurs de ses voisines. Toutes furent inculpées, ainsi que leurs conseils, l'avocat Dauchez (5) et l'homme de bien Boniface.

Le Bon avait eu jadis quelques relations avec Dauchez (6); par le mécanisme que nous connaissons, il ne le poursuivit qu'avec plus d'acharnement. Déjà, avant l'audience, il avait

(1) A. J. Paris, t. I, p. 222.

(2) Jean Aupetit. Cf. Le Bon (à un autre propos, au Comité de Salut public) : « Je n'ai consulté que ma haine immortelle pour les ennemis de la République ».

(3) François Pétain avait demandé plusieurs fois qu'on fît à la prison des réparations urgentes (A. J. Paris, t. I, p. 304).

(4) Pétain était en réalité acquitté et non prévenu.

(5) Le registre mentionnait seulement M. Dauchez et c'était un nom extrêmement répandu; on se contenta de cette preuve.

(6) Le Bon déclara plus tard (*Procès*, t. I, p. 83) que sa famille avait des obligations à celle de Dauchez.

en privé (1) et en public (2) désigné les victimes. Il eut soin de prendre connaissance de l'acte d'accusation dressé par Caron (3) et le trouvant mauvais forgea aussitôt un arrêté à sa façon.

Dans la matinée du 14 avril, vingt-quatre accusés furent amenés au tribunal révolutionnaire, Le Bon et Duquesnoy trônaient au milieu d'un nombreux public.

Immédiatement après la lecture de l'acte d'accusation, Leserre le greffier, fit connaître aux jurés l'arrêté pris la veille par Le Bon :

« Au nom du peuple français, Joseph Le Bon, représentant du peuple dans les départements du Pas-de-Calais et circonvoisins,

» Après avoir pris lecture d'une pièce trouvée chez la nommée Dambrines, veuve Bataille, ou plusieurs individus sont compromis;

» Après avoir lu les interrogatoires subis par ladite Bataille et ses adhérents, où l'on remarque les efforts du crime découvert pour échapper à la justice nationale;

» Considérant que, sous le nom Desamusoir, la dite Bataille a reçu plusieurs lettres contre-révolutionnaires, notamment des ci-devant prêtres de Saint-Jean, émigrés comme on peut en juger par les dates et par les lettres initiales des signatures;

» Considérant que, sous le nom de son mari ou de son frère, ladite Bataille a conservé des lettres infâmes où l'on lit, entre autres phrases inciviques, le passage suivant :

» Es-tu tranquille dans ta patrie? La paix y règne-t-elle. Cette paix si désirable et si fort troublée dans tant de pays, nous la conservons encore dans nos foyers, malgré la société des amis de la Constitution, c'est-à-dire les plus déterminés aristocrates et les plus lâches scélérats qu'on puisse connaître; leur lâcheté les contient dans une réserve timide; ils trament tous leurs complots dans les ténèbres. Tu sens que j'entends par aristocrates les enragés, car ce sont là les vrais et seuls aristocrates; mais jusqu'alors ils ont été déjoués par la coalition des citoyens de cette ville, qui sont inviolablement attachés aux principes monarchiques, et fidèles à jamais à leur Roi, etc., etc.;

» Considérant qu'elle a également conservé plusieurs écrits aristocratiques et une chanson horriblement royaliste dont les caractères sont de sa main;

» Considérant que, non contente de fournir des secours aux prêtres

(1) *Procès*, t. I, p. 15.

(2) *Procès*, t. II, p. 33. Déclaration faite au Comité de sûreté générale par Gabriel Le Blond, le 25 thermidor an II. *Les Secrets*, p. 44.

(3) Demuliez, favorable aux accusés, avait été envoyé en mission à Boulogne.

réfractaires émigrés dont il a été parlé ci-dessus, ainsi qu'il est constant par les pièces sous les n^{os} 2 et 3, ladite Bataille a encore ouvert un registre, à compter du 1^{er} janvier 1792 jusqu'au mois d'août 1793, où se sont fait inscrire plusieurs individus, jaloux de partager avec ladite Bataille la gloire d'alimenter des scélérats et d'encourager leurs projets parricides contre la République;

» Considérant que, si des individus portés audit registre on excepte le nommé Boniface (1) qui peut d'abord avoir été induit en erreur, mais qui depuis l'installation de la municipalité sans-culotte en 1792 a paru se réunir franchement aux patriotes, tous les autres, tant mâles que femelles, n'ont d'autre réputation que celle d'aristocrates fieffés;

» Considérant que jamais, en effet, les patriotes n'ont compté parmi eux la veuve Bataille, M^{lles} Caudron, De Gouy, Jonqué, Lesoing, Corrège, de Bunneville sœur, Cornier, Bacler sœurs, M^{mes} Tournel, Dauchez, Arrachart, Théry veuve, Bayart mère, De Hay, Desmazières, Wagon-Caron, MM. Dauchez, Arrachart, chirurgien Degouve, Le Roy d'Hurtelbise, Becquet, Gamonet, d'Hendecourt, La Comté, Blanquart, Blin de Rullecomte et M^{lles} d'Hurtelbise;

» Considérant qu'en vain ces individus prétendraient aujourd'hui avoir été portés à leur insu sur le registre ou avoir donné pour tout autre motif que pour l'entretien des prêtres réfractaires émigrés; que leurs liaisons avec la Bataille détruisent de semblables excuses; que l'on ne peut prêter à ladite Bataille le dessein d'avoir voulu compromettre des gens de sa trempe; que d'ailleurs il n'est aucun des individus repris audit registre qui n'ait montré par sa conduite un attachement constant aux prêtres, ennemis de la Révolution;

» Considérant que la plupart d'entre eux avaient assez de connaissances pour n'être pas dupes de bonne foi; qu'il y a lieu surtout de s'étonner, en rencontrant sur une pareille liste un avocat Dauchez, dont les talents devaient servir la cause de la Liberté et non celle de l'aristocratie; que cependant ledit Dauchez a préféré ce dernier parti au triomphe des principes de la sainte Égalité; que sa femme dont il aurait dû arrêter les transports fanatiques, a été une des plus tenaces dans le paiement coupable des prêtres émigrés;

» Considérant qu'en vain, dans ces derniers jours, ledit Dauchez a fait quelques singeries de patriotisme afin d'échapper, s'il était possible, à l'arrestation qui le menaçait; que ses prétendus traits de patriotisme décèlent plus que toute autre chose ses rapports avec les aristocrates, et qu'en découvrant l'argent de Vêlu Couronnel, il n'a fait que prouver ses liaisons intimes avec ce guillotiné et ses semblables; considérant que par des pièces trouvées subséquemment chez la nommée Arrachart, ladite Arrachart et sa fille sont plus particulièrement prévenues de correspondances criminelles (2);

(1) Le Bon pousse la sollicitude jusqu'à désigner celui qui doit être acquitté.

(2) M^{me} Arrachart ne savait ni lire ni écrire!

» Considérant que, par une autre pièce, il conste que, malgré la loi qui proscrivait les prêtres réfractaires et leurs recéleurs, les nommés Le Roy d'Hurtebise et Blin de Rullecomte ont eu l'impudeur de servir de témoins à un mariage illégal, célébré au mois de juin 1793 par un de ces prêtres abominables, et d'engager par là les nommés Poulain et Françoise Colin à mépriser les lois et à se laisser marier par un monstre qu'ils étaient tenus de dénoncer;

» Arrête que tous les individus mâles et femelles ci-dessus mentionnés seront, à la diligence de l'accusateur public, traduits sans délai au tribunal révolutionnaire séant en cette commune; auquel effet les pièces à leur charge seront de suite adressées à l'accusateur, qui en certifiera réception;

» Arrête en outre que le présent sera lu aux jurés immédiatement après l'acte d'accusation;

» A Arras, ce 12 germinal an II de la République une et indivisible. Le représentant du peuple, Joseph Le Bon. »

En vain M^{me} Bataille affirma qu'elle seule était coupable (1): en vain Leducq demanda-t-il communication du fameux registre; en vain Dauchez opposa que le registre s'arrêtait en août 93 et que les prêtres insermentés n'avaient été déclarés émigrés que le 17 septembre.

A trois heures, quinze femmes (2) et cinq hommes avaient été exécutés. Mais quatre avaient été acquittés, Constance Arrachart, Boniface, Dauchez et sa femme. Fureur de Le Bon qui aurait volontiers donné toutes les « vieilles bigotes » pour ces deux-là. Fureur d'autant plus grande que Dauchez, suffoqué par l'émotion, se jeta dans les bras des juges et des jurés (3) qui l'embrassèrent aux cris répétés de « Vive la République ! ».

Le soir, dînant avec Duquesnoy qui l'excitait, Le Bon dans un paroxysme de colère, tonna contre Le Blond, un des jurés qui avaient acquitté Dauchez : « Nous verrons si tu l'emporteras sur moi. Jarni ! tu perdras ta tête ou moi la mienne ! »

(1) A. J. Paris, t. I, p. 320. « Sans l'aveu de M^{me} Bataille qui, juridiquement n'était opposable qu'à elle seule, l'accusation n'avait pas de base. »

(2) Elles habitaient trois petites rues d'Arras (Saint-Jean en Ronville, des Portes-Cochères et des Trois-Faucilles) et l'on voit que l'accusation que Bourdon porta à Le Bon après thermidor d'avoir dépeuplé trois rues d'Arras n'était pas seulement une « figure... j'allais dire une calomnie de rhétorique » (dixit Louis Blanc).

(3) Cinq des jurés avaient pourtant opiné contre lui; seul Caubrière refusa d'« embrasser un scélérat dont il avait voté la mort ».

Dauchez fut réincarcéré presque aussitôt et Le Bon l'envoyait le surlendemain à Fouquier-Tinville (1), n'osant tout de même pas cette fois le faire rejuger à Arras (2).



Exécution du marquis de Vielfort.
(Tirée de A. J. Paris).

Bientôt d'ailleurs Le Bon, après avoir repurgé son jury, n'eut plus à craindre d'acquittements malencontreux.

(1) Le 19 avril, Dauchez arriva à la Conciergerie et se préparait à mourir, mais Fouquier-Tinville ne voulut pas poursuivre un acquitté si récent et l'envoya à la prison du Plessis. Dauchez fut remis en liberté en fructidor; il siégea plus tard aux Cinq Cents.

(2) Le Bon déclara à son procès (t. I, p. 83) qu'il avait renvoyé Dauchez au tribunal révolutionnaire de Paris parce que « s'il avait refusé, Duquesnoy n'aurait pas manqué de le dénoncer au Comité de Salut public ».

A Cambrai, tout le monde dînait ensemble chaque soir (1) et les jurés annonçaient à table le nombre de ceux qui devaient être guillotins, « aujourd'hui il y en a eu sept, demain il y en aura dix », disaient-ils (2).

Tous les matins, avant l'audience, ils allaient souhaiter le bonjour au Représentant et ils arrivaient ensemble à la séance, tous convaincus d'avance (3).

« Il est presque impossible, faisait remarquer Dupré (4), de croire qu'étant ainsi tous les jours et à toutes les heures avec eux, Le Bon ait pu ignorer ce qui se passait à cette cruelle et indécente boucherie. »

D'ailleurs, le Représentant avait quelquefois assisté en personne au fonctionnement de la guillotine. Le 25 avril, de Vielfort et Lagache étaient menés au supplice. Au moment où de Vielfort était déjà attaché à la planche fatale, Le Bon paraît au balcon du Théâtre, il fait signe au bourreau de suspendre son œuvre et se met à lire à haute voix devant le peuple attentif la nouvelle qu'il venait de recevoir d'un succès de nos troupes en Italie; il ajoute que l'armée française venait de battre l'ennemi sous les murs de Menin.

« Va, scélérat, conclut-il en apostrophant de Vielfort dans un transport d'enthousiasme (5), va apprendre à tes pareils les nouvelles de nos victoires ! » et il fit aussitôt terminer l'exécution.

Bien d'autres mises à mort s'agrémentaient de macabres détails.

Le 2 mai on condamna à mort, avant 10 heures du matin, deux jeunes déserteurs que l'on avait amené la veille à Arras; Darthé les fit conduire immédiatement sur la place de la Révolution (6).

On les lia au pied de la guillotine, on brûla leurs habits et jusqu'à une heure la populace les insulta et les couvrit d'ordures.

(1) *Procès*, t. I, p. 141. Déposition de Dupré.

(2) *Procès*, t. I, p. 147.

(3) *Procès*, t. I, p. 259, déposition de Mathieu, de Cambrai.

(4) *Procès*, t. I, p. 141.

(5) Cf. *Procès*, t. I, p. 63 « Dans un transport dont je ne fus pas le maître », avouait Le Bon, et c'est volontiers notre avis : il s'agit d'un paroxysme maniaque et non pas de sadisme.

(6) Place du Théâtre.

A ce moment arrivèrent six nouveaux condamnés à mort (1). Non content de faire attendre Pinchon et Vaillant jusqu'à ce que l'exécution des derniers venus fut consommée, le valet du tribunal révolutionnaire les força à embrasser la tête sanglante de l'un des suppliciés. Vaillant s'évanouit et on lui jeta un seau d'eau pour le ranimer avant de le guillotiner.

Comme on reprochait vivement à Le Bon d'avoir laissé faire ces barbaries, il répondit (2) : « Vaillant était électeur avec moi en 1792, il était mon ami; on n'ignorait pas que je lui étais singulièrement attaché. On n'eut garde de m'en parler; je n'ai su que la brûlure de ses habits avant l'exécution! »

Singulier attachement qui pousse Le Bon à s'émouvoir du détail le moins horrible de ce supplice!

C'est avec la même ahurissante inconscience que Le Bon s'attendrissait (3) sur le sort de Jean-Marie Lefébure, guillotiné le 13 mai : « O Guffroy, est-elle encore entière la liste des vétérans de la Révolution dans les pays que j'ai parcourus. Le seul Lefébure de Saint-Omer, digne à mon avis d'un meilleur sort, a péri par tes machinations homicides; je venais de briser ses fers... Vive surprise et indignation du Département dont tu dirigeais alors l'énergie révolutionnaire! L'administration m'expédie sur-le-champ un procès-verbal affreux à la charge de ce prétendu partisan de la royauté. Il fallait opter entre le faire juger, ou bien être dénoncé et poursuivi moi-même, sans le garantir. »

Or, le malheureux Lefébure, arrêté le 28 septembre 93, mis ensuite en liberté par Le Bon, avait été envoyé au tribunal d'Arras par l'arrêté suivant :

« Joseph Le Bon... Vu l'arrêté du Département du Pas-de-Calais du 28 du premier mois de l'an II de la République Française d'où il résulte qu'un certificat de civisme a été refusé à Jean-Marie Lefébure de Saint-Omer parce qu'il était l'ennemi du peuple, le partisan de l'ancien régime et de tous ses fléaux, et enfin un de ces êtres qui, en se couvrant parfois du

(1) Étienne Prince, 59 ans, maître d'hôtel; Joseph Lallemand, 39 ans, écrivain; Antoine Olivier, 30 ans, jardinier; Alexis Boulogne, 67 ans, cultivateur; Pierre Dufossé, 39 ans, cordonnier; Louis Pillain, 60 ans, rentier.

(2) *Procès*, t. I, p. 329.

(3) Lettre justificative n° 3.

masque du patriotisme, n'ont que trop fait de mal à la République,

« Arrête que ledit Lefébure sera sur-le-champ mis en état d'arrestation et traduit, dans les vingt-quatre heures, au tribunal révolutionnaire à Arras (1). »

Cynisme ou inconscience ? Le Bon semble encore avoir soutenu de bonne foi à son procès : « l'affaire des vingt-trois individus de Frévent fut instruite et dirigée par Darthé sur la dénonciation de Le Bas, je n'en ai point eu connaissance spéciale (2). »

Il s'agit de la journée du 7 mai où l'on guillotine d'un seul coup vingt-sept habitants de Saint-Pol. Or, c'était Le Bon qui avait donné l'ordre de les amener à Arras (3).

Non seulement Le Bon ne réfrénait pas ces meurtres, mais il les excitait, et reste vraiment responsable des excès commis par les sans-culottes.

La veille du jour où l'on devait juger (4) Boussemart, Le Bon se moquait à la Société populaire : « C'est un bon aristocrate bien dodu, une belle tête à guillotiner (5). »

Il excellait à provoquer de la part des sans-culottes des dénonciations plus nombreuses : « Il y a assez longtemps, leur disait-il, que vous habitez des caves ; c'est pour vous mainte-

(1) Archives départementales.

(2) *Procès*, t. I, p. 262.

(3) « Joseph Le Bon requiert l'agent national près le district de Saint-Pol de faire arrêter, s'ils ne le sont déjà, et conduire de suite dans la maison d'arrêt dite des Baudets, à Arras, les nommés ci-après : Honoré Houriez, la femme Lecomte, Louis Lagnien, Agnion père, Dominique Morand, Ambroise Corne et sa femme, la nommée Turqué, ci-devant Mère des ci-devant Sœurs-Grises : Ansart, notaire, Bacqueville, Petit, de Monchy Breton ; Hubert Thellier, Debret père, Raphaël Massias, Emmanuel Herman, Charles Waille, Bacot dit Mouille, Dufour fils, Henri Thellier fils, Parfait Gosse, Coffin, la femme Corbehem, Amand Lambert, Jacques Gazon, garde des bois, Détape, Dutale, Jeanne Picot, André Petit, Guislaine Bigand, Marie Berthe, Ange Joanne, Nicolas Lambert et Théodore Déruelle, vis-à-vis la citoyenne Régniez, d'en rendre compte de suite au représentant du peuple et de l'informer en outre de ceux d'entre eux qui se trouvent à la citadelle de Doullens ou dans les maisons d'arrêt de cette commune ». Ils s'étaient opposés à Darthé au cours d'une rixe électorale en 1792.

(4) Et guillotiner.

(5) *Procès*, t. I, p. 248. *Procès*, t. I, p. 56. Autre version : Le Bon annonçait ainsi la mise en jugement de Boussemart : « ...ce Boussemart, depuis longtemps taré dans l'esprit des patriotes. Jusqu'ici, vous n'avez eu que des aristocrates petits et maigres ; mais demain, je vous en donne un gros et gras, une belle tête à guillotiner ».

nant ces belles maisons, ces hôtels des aristocrates guillotinés. »

Tout était crime pour Le Bon quand on n'était point patriote : « Crois ou meurs », était exactement la formule de son exaltation fanatique. Il ôtait à ceux qui ne suivaient point son credo tous les droits avant de leur supprimer celui de vivre.

Un homme portait à Le Bon un arrêté mettant en liberté le sieur Desandrouin, un nommé Brunet demande à cet homme de lui confier sa mission afin d'approcher Le Bon et de pouvoir lui demander l'élargissement de son père. Le représentant, pour récompenser cet acte de piété filiale, fit mettre en arrestation et Brunet fils et le courrier de Desandrouin (1).

Rien n'est plus frappant que la férocité avec laquelle Le Bon traita les prisonniers auxquels il ôtait ainsi jusqu'à l'espoir qu'on sollicitât leur mise en liberté.

En 1793, les suspects avaient d'abord été gardés à vue en leur demeure; on les emprisonna ensuite mais le comité de de surveillance, poussé par un sentiment d'humanité, prorogea ce régime en faveur des mères de famille. Le Bon à peine arrivé en mission arrête : « Les femmes suspectes gardées à vue chez elles seront sur-le-champ conduites en une maison d'arrêt et leurs enfants seront élevés à leurs dépens... dans une maison de l'Égalité. »

Puis, le 4 novembre, sur les dénonciations des patriotes, il est vrai, commencent les exactions contre les prisonniers.

« Joseph Le Bon... instruit que les lâches ennemis de la Révolution s'encouragent aux projets les plus sinistres dans des orgies continuelles, arrête... il ne sera laissé... ni provision de bois, ni provision de vin, ni provision d'aucune denrée nécessaire (2). »

Le représentant s'acharnera avec une cruauté spéciale sur les vieux prêtres : « Instruit... qu'il existe à Arras dans certaines maisons, dites de réclusion, des quantités considérables de bois destinées à chauffer séparément ce ramas de s... imposeurs qui ont fait tous les maux de la France; considérant que nos frères, nos pères, nos enfants sont depuis trois hivers

(1) *Procès*, t. I, p. 245.

(2) Arrêté du 11 novembre 1793.

Arrêté du Supr. Français

Les enfants nés des gens suspects d'être
anobles de 7. ans seront conduits en la
maison des orphelins où ils seront élevés
aux frais de la République.

Les filles au-dessous du même âge, dans
la maison de l'égalité.

Chaque de l'éducation du présent arrêté
des commissaires aux enfants, à la charge
par eux d'instruire la municipalité de
toutes leurs opérations relatives à la présente
commission.

Fait le 27 germinal l'an 2. De la
Rép. fr. une et un

Le Représentant du Supr.

[Signature]

exposés à des fatigues incalculables et à toute l'intempérie des saisons pour le barbare plaisir de ces monstres «il ordonne qu'on ne laisse à « la prêtraille recluse » qu'un feu de tourbe, « le feu le plus économique dans un chauffoir commun (1). »

Le Bon apprend que quelques domestiques des prêtres reclus leur étaient restés fidèles; il les fait aussitôt incarcérer « indignés que des individus aient été assez vils pour se priver de la liberté afin de servir plus particulièrement de pareils êtres (2). »

Personne ne s'étonnera qu'au début de mars Le Bon étende ses rigueurs à tous les détenus.

Le nombre en était considérable; «il peut se trouver, avouait Le Bon, des individus moins suspects et susceptibles d'élargissement, mais il est très présumable que le plus grand nombre méritent leur arrestation ». En conséquence, jusqu'à plus ample informé, il laissa tous les détenus sous les verrous et préféra s'adresser à la guillotine et au Comité de Salut public pour vider les prisons :

« Autorisez-moi à faire évacuer sur Chantilly ou sur tout autre endroit de l'intérieur l'énorme multitude de gens suspects arrêtés et à arrêter dans ce département, sinon il est à craindre qu'ils n'affament Arras, leur principal dépôt (3). »

Et les arrêtés se succèdent apportant chacun un raffinement de cruauté supplémentaire. Le Bon isole les prisonniers : « Ne laissons point multiplier les ennemis de la Liberté. Dans les vingt-quatre heures de la réception du présent, les districts du département du Pas-de-Calais auront pris des mesures pour séparer les femmes suspectes des hommes suspects.

» Les enfants mâles au-dessus de sept ans resteront dans la maison des hommes et ceux au-dessous de sept ans, ainsi que les jeunes filles, dans les maisons des femmes. »

» Quant aux gens suspects, les mâles seront enfermés à la maison dite de l'Hôtel-Dieu, et les femelles à la maison dite la Providence. »

(1) Archives départementales.

(2) Arrêté du 4 février 1794.

(3) Archives nationales. Le Comité refusa.



PORTRAIT DE JOSEPH LE BON

D'après une peinture de l'artiste arrageois Doncre.
(Tiré de l'ouvrage de A. J. Paris).

Nouvel arrêté du 8 mars dont on appréciera la brutalité (1) : « Les gens détenus comme suspects n'ont plus aucun besoin. La République les nourrit frugalement; partant, qu'on ne leur laisse aucune somme. »

Rien n'arrêtait Le Bon qui passait en avril la limite de l'odieux en préparant d'avance les petits enfants à leur sort d'orphelins : « Les enfants mâles des gens suspects d'Arras au-dessous de sept ans seront conduits en la maison des Orphelins où ils seront élevés aux frais de la République; les filles au-dessous du même âge dans la maison de l'Égalité. »

L'accumulation des méfaits de Le Bon au printemps de 94 pourrait s'étendre encore longuement; comme l'écrivait le Comité de surveillance de Cambrai (2) : « On n'en finirait pas si l'on voulait s'occuper de tous les actes d'injustice, de cruauté et de barbarie commis par Le Bon. »

(1) Voici le raisonnement extravagant que Le Bon exposait au Comité de Salut public : « Les gens suspects amassaient encore des trésors dans leurs prisons et se disposaient sans doute à les soustraire à la salutaire loi du 8 ventôse. L'arrêté ci-joint a déjoué leurs coupables espérances. »

(2) A la Convention, fructidor an II.

CHAPITRE VIII

LE GOUVERNEMENT DE JOSEPH LE BON

Le gouvernement de Joseph Le Bon se présente comme une récapitulation de tous les actes tyranniques qui se voient habituellement au cours des révolutions.

En tant que chef, Le Bon les a ordonnés ou admis; il faut donc étudier les actes par lesquels il traduit son autorité.

Mais Le Bon ne fait pas seulement figure de chef; l'influence de ses idées, de ses tendances profondes, de ses stigmates morbides apparaît à chaque instant dans ses directives; nous ne sortons donc pas de notre étude psycho-pathologique individuelle en les analysant.

L'idée directrice que nous avons vu dominer la conduite personnelle de Le Bon domine pareillement son activité politique : c'est le fanatisme national poussé jusqu'à la pire logique. Pour Le Bon, la patrie est un dieu au service duquel on ne peut pécher ni par férocité, ni par arbitraire; la loi doit être appliquée aveuglément, sans restriction; les prophètes, si l'on peut ainsi parler, sont les sept cents députés, et Le Bon devenu tel agit exactement comme s'il croyait dès lors déterminer une parcelle de la nouvelle divinité; il pourra immoler sans remords les plus innocentes victimes, puisqu'elles sont destinées à satisfaire le Moloch révolutionnaire. Toute l'activité de Le Bon a cet objectif : faire triompher la Révolution à l'intérieur et à l'extérieur.

Le Bon, qui ne s'intéressait guère aux questions tactiques, consacrait son activité militaire au recrutement et au ravitaillement des troupes; c'était, avec les moyens dont il dispo-

sait, une tâche très difficile; seul pouvait l'accomplir un homme actif, intelligent et décidé à se montrer impitoyable.

Dans le Nord, les représentants Florent Guyot et Laurent se répandaient en perpétuelles jérémiades, n'arrivaient à venir à bout ni des réquisitions, ni des contingents à fournir; ils se plaignaient sans cesse de la lenteur des administrations (1) et de la mauvaise volonté des administrés. Sous Le Bon l'ordre



Attaque de Wattignies.

(Gravure de Couché fils, coll. Barbier, Arch. du P.-de-C.).

régnait avec la Terreur; le civil « tenait » obligatoirement derrière les combattants.

Certes les « formes » étaient « acerbes », mais dans le nombre des victimes quelques douzaines avaient réellement été convaincus de trahison, d'espionnage, de prévarication; ainsi le 20 mars 1794 on guillotina le cordonnier Augustin

(1) Laurent 23 février 94 : « le retard qu'essuient les cultivateurs » (à se faire payer par l'administration) leur porte un préjudice notable, refroidit leur zèle et arrièrè leurs versements. »

Dhénin, « fripon ayant trompé la République en livrant des chaussures d'un cuir inférieur et dans lesquelles il avait mis entre les deux semelles une fourrure de papier (1). »

La loi était rigoureuse puisqu'il s'agissait de quelques trente paires de souliers ; mais du moins nos volontaires se savaient-ils assurés de n'être pas les seuls sacrifiés. Les soldats de l'an II luttèrent pour un idéal jeune, pour une patrie nouvelle, contre des égoïsmes coalisés ; derrière eux, la punition impitoyable des traîtres et des déserteurs exaltait leur cran, leur enthousiasme, et c'est par cette exaltation nationale unique, qu'inférieurs en armes, en vivres, en matériel, ils ont étonné l'Europe.

Nous avons vu Le Bon demander au Comité de Salut public de statuer sur le sort des évadés ; il régentait le recrutement dans le Pas-de-Calais et n'hésitait pas à ramener l'ordre dans les troupes de passage à Arras ; le 7 février, passant en revue le bataillon des Tuileries nouvellement recruté qui se rendait aux armées, il renvoyait à Paris « une vingtaine de marmousets au-dessous de l'âge et une fois trop courts pour le service, qui d'abord étaient tambours. »

La police était sévère ; les faux malades n'échappaient pas plus que des permissionnaires trop nombreux à l'œil du Représentant. Et c'était pour leur trouver un chemin plus avantageux que celui de la guillotine :

« J'ai trouvé à Arras deux ou trois cents lurons, victimes de cette manœuvre. Ils pourrissaient dans les prisons... je leur ai donné la clef des champs au milieu des cris de « Vive la République » et leur ai fait distribuer des routes pour les bataillons de l'armée du Nord avec menace du dernier jugement s'ils retombent entre mes mains (2). »

Le Bon déploya d'une façon aussi heureuse son énergie lorsqu'à plusieurs reprises il assura la nourriture des populations. Déjà, comme maire, en septembre 1792, il avait su réprimer l'émeute des femmes d'Arras qui manquaient de pain. Un an après, la situation n'était pas meilleure et le commis-

(1) Arrêté du District. Arch. dép.

(2) Lettre du 7 février au Comité de Salut public à propos de militaires nantis de permissions trop étendues au cours desquelles ils s'étaient fait incarcérer pour des raisons diverses.

saire Lavallée envoyé par les autorités d'Arras au District de Béthune pour obtenir du grain ne revenait qu'avec cette triste méditation : « Si les habitants d'Arras attendaient leur dîner de Béthune, ils pourraient bien se coucher sans souper, et que si on obtient quelque chose de ce district ce ne sera qu'en agissant envers l'administration avec la plus grande rigueur. »

La face des choses change en 94. Il est vrai que Le Bon n'y mettait pas de formes; et les cultivateurs qui ne livraient pas leurs grains savaient ce qu'ils risquaient. Le Représentant ordonnait de cultiver en légumes les jardins et les pelouses des riches détenus et veillait à ce que leurs terres ne demeuraissent point abandonnées (1).

On comprend qu'une administration si rigoureuse ait pu se montrer efficace. Le Bon en tirait, en 1795, les bases d'une suprême justification : «... Quand j'étais en mission... jamais les départements du Nord et du Pas-de-Calais n'ont été réduits... à retrancher une partie de leurs aliments. Le maximum observé, les assignats au pair avec l'argent leur fournissaient les moyens faciles de se préserver de la disette et de partager avec le riche ces subsistances qui semblent aujourd'hui le bien exclusif de l'opulence. »

Hélas ! si Le Bon avait borné son rôle à assurer le ravitaillement et à punir les déserteurs, on n'aurait eu qu'à l'approuver. Mais les excès qu'il va commettre n'ont plus aucun rapport avec la défense nationale. La mission de Joseph Le Bon a donc été un gouvernement anormal. Il est intéressant, au point de vue politique, de connaître les stigmates qui traduisent le bilan pathologique de tels gouvernements.

Et tout de suite remarquons ces contradictions.

Les révolutionnaires invoquent la fraternité (2) et se jettent à corps perdu dans la guerre intérieure et extérieure, pour

(1) Voilà ce qu'on risquait à ne point observer ces ordres : « L'agent national près le district de Saint-Omer dira si, en effet, l'acquéreur des terres de la ci-devant abbaye de Saint-André-les-Aire laisse ces terres entièrement incultes, et si la municipalité de Witternesse où ses terres sont situées est complice de cette conspiration. Si la dénonciation qui m'est faite est fondée, l'agent national requérera provisoirement l'arrestation des prévenus et l'apposition des scellés sur leurs papiers ».

(2) C'est la Convention déclarant la paix au monde et renonçant à toute conquête, qui en même temps envahit et annexe la Belgique.

excuser ensuite leurs excès par les nécessités du salut de la patrie (1). Ils invoquent l'égalité et font bon marché des inspirations générales pour satisfaire leur étroite minorité dont les désirs sont considérés comme supérieurs. Ils invoquent la liberté et poussent la tyrannie jusqu'à supprimer toute latitude d'action, de manière d'être, de pensée et à ôter à ceux qui les gênent le droit même de vivre (2).

Ils commencent par détruire toutes les hiérarchies, bases de l'ordre antérieur, qui les offusquent (3).

Le Bon n'agit pas autrement, il va pourchasser les hiérarchies religieuses, intellectuelles, nobiliaires, marchandes, militaires et agricoles.

C'est avec une âpreté particulière qu'il persécute tout ce qui rappelle le culte catholique.

Il faisait comparaître les prêtres détenus devant la Société populaire sur une estrade et les tourmentait, à la grande joie des sans-culottes, en leur posant mille questions insidieuses, après quoi on les ramenait en prison (4).

Ces malheureux étaient plus honnis que des parias; tout était permis contre eux. Un nommé Jacquet avait déployé à leur chasse un zèle excessif; Le Bon apprend qu'on l'a incarcéré; il lui délivre aussitôt une véritable bulle indulgentielle : « Vu le rapport sur l'affaire Jacquet, prévenu d'avoir exercé des vexations dans les campagnes en balayant des prêtres perturbateurs;

« Considérant que l'homme convaincu des maux causés

(1) Révolution et explosions nationalistes sont inséparables. La guerre, l'état de siège et la révolution présentent, comme l'a démontré le Professeur Laignel-Lavastine, des réactions pathologiques identiques.

(2) « L'important était alors de vivre » (Siéyès).

(3) Cf. l'adresse de la Société Montagnarde de Saint-Omer au Représentant (Guffroy, *Les Secrets*, p. 196) : « Nous ne bornerons point à vous exposer les ravages du fanatisme de la religion, sans vous parler du fanatisme de la royauté, du fanatisme des richesses, et enfin de tous les fanatismes qui ont ravagé l'espèce humaine. Vous avez le remède qui convient à ces maux épidémiques, et ce remède, c'est la guillotine. »

(4) *Procès*, t. I, p. 223, déposition de Farez : « Un jour il fit venir cinq prêtres qu'il tourmenta et exposa à la dérision pendant une après-dîner entière, au temple de la Raison; après quoi il les renvoya ». Cf. Barbet, *La Sentinelle du Nord* : « Le représentant du peuple a voulu donner un petit divertissement aux sans-culottes; un peuple immense était convoqué... Quatre orang-outans qu'on avait tirés de leur cage paraissaient au milieu de l'enceinte. »

par les prêtres à l'humanité a pu difficilement contenir l'exaltation de son âme en voyant l'instant favorable de purger de ces charlatans la terre de la liberté.

» Arrête que Jacquet sera sur-le-champ élargi. »

C'est Le Bon lui-même qui contenait difficilement son exaltation quand il s'agissait de faire disparaître les ministres du culte par tous les moyens.

D'abord il les envoyait à l'armée (1), ce qui offrait en outre l'avantage de compléter les contingents : « Joseph Le Bon requiert l'agent national près le district de Saint-Omer, sous sa responsabilité (et ce mot ne sera pas illusoire) de faire partir sous les trois jours pour les frontières tous les prêtres non mariés, âgés de moins de vingt-cinq ans, qui n'auraient pas encore obéi à l'arrêté du 18 brumaire (2). »

Ce texte indique aussi un moyen plus subtil de faire disparaître les ministres du culte; tout prêtre qui consentait à se marier entraînait dans les bonnes grâces du Représentant. C'est ainsi que le curé Pépin, las de moisir en prison, signait le 3 mars un papier par lequel « il certifie renoncer absolument aux fonctions de ci-devant ministre ecclésiastique et être dans l'intention de contracter mariage aussitôt que le Représentant du peuple Joseph Le Bon lui aura rendu la liberté (3).

Le curé Duflos passait pour quelque peu fanatique; il se tira de prison par une abjuration solennelle qui lui valut un magnifique certificat de civisme, signé Le Bon :

« Vu l'abjuration du citoyen Duflos, ex-curé de Saint-Pol, prononcée dans la séance de la Société républicaine de ladite commune, le quatre frimaire du présent mois, vu l'arrêté de la Société du cinq suivant :

» Joseph Le Bon, représentant du peuple dans le département du Pas-de-Calais, considérant qu'il est impossible de rien ajouter à la déclaration franche et loyale que fait ledit Duflos d'avoir été longtemps induit en erreur et d'y avoir induit les autres;

» Considérant que si l'on excepte ces erreurs, aujourd'hui

(1) Il n'aurait pas fait bon de présenter l'« objection de conscience ».

(2) Lettre du 21 janvier 1794.

(3) Archives nationales

reconnues solennellement, la conduite de Duflos est irréprochable;

» Déclare qu'il ne doit plus être rangé dans la classe des fanatiques et des charlatans. En conséquence, arrête que dès cet instant son arrestation est levée et qu'il remplira la place à laquelle il a été appelé dans le directoire au district de Saint-Pol;

» Invite les membres de la Société populaire à ne point substituer l'idolâtrie de quelques individus à celle des morceaux de bois et de plâtre, à ne jamais croire à un homme nécessaire dans la République et à se souvenir que si Duflos avait laissé soupçonner encore deux jours le moindre regret sur l'anéantissement de la superstition, il pouvait devenir pour leur pays la source des plus grands désastres (1). »

Duflos, on le voit, l'avait échappé belle; peu ne s'en était fallu qu'il ne lui soit décerné un de ces arrêtés qui vous envoyait sans traîner à la guillotine, comme celui-ci, par exemple :

« ... Considérant que, d'après une délibération du ci-devant chapitre d'Arras du 21 décembre 1790 il est constant que les nommés Defrance dit Vincly (71 ans), Leroux dit du Châtelet (71 ans), Lefebvre dit de Gouy, Boucquel dit de Lagnicourt (54 ans), Malbaux, de Borssat, archidiacre, de Bourghelles, du Buissy (64 ans), de Lignac et Harduin (39 ans), tous ci-devant chanoines d'Arras, actuellement détenus... sont les auteurs ou complices de la conspiration qui a existé contre la Nation française, en protestant contre les décrets de l'Assemblée nationale (2) et en cherchant à soulever le peuple contre ces mêmes décrets, sous le prétexte spécieux et perfide que la religion était compromise dans leur exécution (3).

» Considérant enfin que les pièces trouvées chez ledit Malbaux (4) prouvent suffisamment qu'il était un conspirateur et un traître... » etc...

(1) Certificat délivré à Boulogne, le 30 novembre 1793.

(2) Les chanoines avaient signé en décembre 1790 contre la Constitution civile du Clergé une protestation couverte par une amnistie.

(3) Les chanoines étaient enfermés depuis un an dans une maison de réclusion; ils ne pouvaient donc pas troubler l'ordre public.

(4) Ses 69 ans ne le rendaient guère redoutable.

On ne s'étonnera pas que le 6 avril les six chanoines inculpés (1) aient été jugés le matin et exécutés à midi; quarante-neuf prêtres et religieux furent condamnés à mort par le tribunal de Le Bon.

Le Représentant agissait de la même façon avec l'autre sexe (2); de même qu'il tourmentait les prêtres, il s'attaquait aux religieuses, et de la plus ignoble façon, si l'on en croit Poirier et Montgey (3).

« Le Bon rassembla toutes les ex-religieuses qui habitaient la ville. Il leur enjoignit sous les peines les plus graves de se rendre à ses conciliabules. Là il leur tint un langage obscène et inconnu jusques alors à des êtres dont la simplicité des mœurs était le plus bel ornement. Il leur fit des promesses, des menaces, il finit par envoyer celles qui ne prêtèrent pas le serment dans la maison de l'Abbatiale. Alors quelques affiliés de Le Bon s'emparèrent de chacune d'elles, et la garde, à leur exemple, les traîna ignominieusement dans notre lieu de réclusion. »

La palme du martyr fut la récompense de seize religieuses.

Le 26 juin, quatre sœurs de la Charité d'Arras furent les victimes d'une exécution odieuse entre toutes. On avait cherché de plusieurs manières à les perdre, car elles avaient refusé le serment; en vain avait-on fouillé leurs domiciles

(1) M. de Gouy était mort, MM. de Lignac, de Bourghelles et de Borssat n'étaient pas à Arras.

(2) De même que Jacquet, la femme Berly, riche cultivatrice est incarcérée; son zèle antireligieux vient à la connaissance de Le Bon qui la libère aussitôt;

« Attendu que la femme Berly, de Vaux, n'allait pas jadis aux farces appelées messes, par haine contre le curé réfractaire, et qu'au contraire il lui est arrivé d'y assister quelquefois dans le temps du curé soi-disant constitutionnel;

» Attendu que, selon la déclaration de Célestin Lefetz, aujourd'hui administrateur du district d'Arras, cette femme a fait politesse et amitié audit Lefetz, alors curé dans une commune où il a éprouvé mille désagréments de la part des aristocrates;

» Considérant que cette conduite n'est pas celle d'une fermière amie de la contre-révolution;

» Considérant qu'elle est d'autant plus louable que, presque partout et notamment à Vaux, les gros fermiers ont failli allumer la guerre civile en fanatisant les esprits faibles et en les amentant contre les prêtres soumis aux lois;

» L'agent national du district de Bapaume fera mettre de suite en liberté ladite femme Berly et ses enfants. » Arrêté du 1^{er} avril 1794. Archives départementales.

(3) *Les Angoisses de la Morl*, p. 15 et 16.

sans rien trouver; on les avait incarcérées le 14 février 1794; le 15 avril le Comité de Surveillance écrivit à l'accusateur public : « Nous t'envoyons une gazette du Nord apportée par le citoyen Mury qu'il nous dit avoir trouvée dans la maison des ci-devant religieuses de la Charité. »

Le Bon se trouvait à Cambrai à la fin de juin et le 26 allait s'ouvrir une séance du tribunal qui devait être la dernière (1).

Caubrière (2) écrivait le 25 à l'Agent national d'Arras : « Fais partir aussitôt la réception de la présente les quatre ci-devant sœurs de la Charité dont l'administration fait passer les pièces au représentant du peuple. Ne perds pas un instant. Fais-les venir la nuit au grand trot. Je compte sur ton zèle pour la punition des conspirateurs. Je les attends donc demain de très grand matin. »

Les quatre sœurs furent amenées en toute hâte au tribunal de Cambrai (3) et furent guilloténées aussitôt.

Il est évident que Le Bon porte une lourde responsabilité dans cet assassinat; non seulement il avait la haine du religieux, mais il l'étendait encore aux simulateurs mêmes de la religion; et dans l'affaire du « Saint » de Wailly, c'est en personne qu'il instruisit et dirigea l'interrogatoire et la procédure.

Un paysan, Pierre-Joseph Dauchez, faible d'esprit s'était caché dans la grange paternelle pendant plusieurs mois pour échapper à la réquisition. Sa famille, un beau jour, le crut mort. Il dormait seulement, et son réveil fit croire aux siens qu'il était ressuscité. Son père convoqua les voisins pour les rendre témoins du miracle (4).

La famille Dauchez fut immédiatement mise en arrestation et traînée à Arras où le Représentant, prétextant que « dans cette maison il s'était fait un sabbat et des grimaces qui

(1) Cf. A. J. Paris, t. II, p. 276 : « La nécessité où se trouvait Le Bon de... s'occuper exclusivement de sa défense personnelle, explique l'empressement qu'il avait mis à immoler les sœurs de Charité d'Arras. »

(2) Ce sinistre bouffon se fera appeler plus tard M. le Chevalier de Holcourt.

(3) Le Tribunal d'Arras fonctionnait aussi et, le même 26 juin, prononça trois condamnations à mort. Pourquoi avoir fait juger les sœurs à Cambrai, sinon pour les guillotiner en toute sécurité ?

(4) Procès-verbal de la municipalité de Wailly. Arch. départ.

rappellent (1) le fanatisme catholique », avait fait convoquer le peuple au temple de la Raison (2).

Le Bon y vint avec ses satellites, sabre au côté, pistolets à la ceinture, il avait fait mettre les prévenus sur une haute estrade. On « y voyait au milieu du père, de la mère et des sœurs, le fils, surnommé le Saint, couvert d'un sale drap de lit, des livres en mains, plusieurs à ses côtés, un Christ à ses pieds et une bougie allumée entre ses jambes (3). »

Le Bon interroge d'abord le fils et, après l'avoir vainement tourmenté, n'obtient que ces réponses « Oui et non, Jésus-Christ (4). » Et le représentant a cette conclusion cynique : « Nous allons voir si ton Jésus-Christ te ressuscitera dans cette affaire. »

La mère du malheureux gardait le silence et levait les yeux au ciel. « Je vais faire un miracle, ricane Le Bon, je vais faire parler cette vieille. » Il tire un de ses pistolets et la mettant en joue, il lui crie : « Parle ou je te brûle la cervelle ». « Voyez-vous cette fanatique qui ose lever les yeux au ciel ? Voilà comme ils sont tous ; quand ils sont dans l'embarras, ils s'adressent toujours là, comme s'ils pouvaient en obtenir quelque chose (5). » Pour terminer, Le Bon fait promener processionnellement la famille Dauchez dans les nefs latérales puis la fait traduire au tribunal révolutionnaire avec ce solide arrêté d'accusation rédigé la veille :

« Considérant que Pierre-Joseph Dauchez, soumis à la réquisition, a mis sa poltronnerie à couvert et s'est servi de

(1) Le Bon, on le voit, ne prend pas l'affaire au sérieux, comme le voulait l'évidence (« Je n'ai rien négligé, écrivait-il le 20 juin au Comité de Salut public, pour découvrir les monstres dont ces dangereux fanatiques n'étaient encore que les agents, mais tous mes efforts ont été inutiles ») ; il affirma cependant à son procès qu'il croyait à « une ramification de la conspiration de la prétendue mère de Dieu ».

(2) Conseil général de la Commune, séance du 17 juin 1794 : « On fait lecture d'une lettre du commissaire Caron, accusateur public, par laquelle il invite le Conseil à faire annoncer aux citoyens de cette commune que demain, 7 heures du matin, le prétendu Saint de Wailly et toute sa famille seront mis en jugement ». (Le jugement à la Société populaire, on le voit, précédait la sentence du tribunal).

(3) Réponse à la défense de J. Le Bon, in A. J. Paris.

(4) Récit de Le Bon au *Procès*, t. I, p. 213, il ajoute : « Je les questionnai en vain pendant deux heures au moins ».

(5) *Procès*, t. I, p. 53 et 212 et t. II, p. 137.

manœuvres fanatiques pour perpétuer la superstition et exciter à Wailly et aux environs un mouvement contre-révolutionnaire; que d'ailleurs Wailly a toujours été infecté par les ci-devant prêtres réfractaires, qu'il (1) a joué un rôle de saint, qu'il a feint le mort, qu'il s'est laissé ensevelir, qu'à cet effet on lui a mis un linceul et qu'ensuite il est ressuscité aux yeux des habitants de la commune de Wailly, pour reproduire le fanatisme et ses fléaux et faire rétrograder le gouvernement révolutionnaire et républicain, ses parents sont complices de la sainte insurrection, et ont annoncé sa mort et sa résurrection; le susdit Pierre-Joseph Dauchez est dénoncé à l'accusateur public, ainsi que son père Pierre Adrien, sa mère Françoise Patou, ses sœurs Séraphine et Augustine. »

Dauchez fut envoyé à la guillotine avec ses quatre parents. On l'y traîna « en mascarade... son drap de lit sur le corps en guise de chape, son Christ derrière le dos, ses livres et sa bougie l'y accompagnèrent, grâce au zèle officieux des valets de bourreau qui portaient en triomphe ces saintes reliques (2). »

L'exécution fut particulièrement goûtée, si l'on en croit Le Bon : « Leurs saintetés ont été guilloténées décadi, au milieu d'un peuple immense, et les gens de leur commune surtout se sont réconfortés dans la foi de la république et dans les principes de la raison, en voyant qu'aucun de ces thaumaturges n'a ramassé sa tête, à la façon de Saint Denis (3). »

Mais Le Bon n'en voulait pas seulement aux personnes et Guffroy l'avait bien fait sentir à Robespierre (4) : « Le Bon a prêché ouvertement l'athéisme, tellement qu'on dit à Arras : bah ! nous pouvons faire ce que nous voulons, il n'y a pas de Dieu ! »

Le Bon objectera en vain à son procès : « Faites attention qu'en parlant contre le fanatisme je n'ai insulté à aucune religion » ; il se couvrira en vain d'un amour indéterminé de

(1) Il fallait qu'on soit le 17 juin 1794 pour que Le Bon rédigeât un acte aussi embrouillé.

(2) Réponse à la défense de Le Bon in A. J. Paris, t. II, p. 218 à 221.

(3) Lettre du 20 juin au Comité de Salut public.

(4) C'est peut-être cet argument qui fit un peu lâcher Le Bon par Maximilien.

la Providence : « Je déclare n'avoir jamais parlé du Christ qu'avec respect, et de la Providence que d'une manière à exciter l'attendrissement, dont j'étais pénétré moi-même » ; en fait c'était la religion qu'il combattait (1) et cette haine l'amenait à toutes sortes d'actes excessifs et abominables. C'est ainsi qu'il envoyait les « soldats de police » se « répandre dans les promenades et sur les remparts » les ci-devant dimanche pour « y arrêter toutes les femmes et les filles endimanchées (2) ».

Non seulement le Représentant interdisait de faire toilette, mais même de se reposer. Le travail forcé, qui est encore une des tyrannies chères aux extrémistes, était imposé le dimanche aux « ci-devant valets de charrue, égarés par le fanatisme (3). »

Cette extension à toute la province du travail forcé dominical avait été précédée d'une première expérience dont on appréciera la brutalité.

Le Bon apprend que les paysans d'Achicourt ne viennent pas au marché le dimanche et mettent leurs habits de fête. Il les rassemble par l'ukase suivant :

« A Achicourt, ce 14 pluviôse, tous les habitants d'Achicourt, mâles et femelles, excepté les vieillards au-dessus de soixante ans, et les enfants au-dessous de dix ans, se tiendront prêts dans un local quelconque ou en plein air (4) pour entendre le Représentant du peuple (5). »

Et le proconsul, après avoir morigéné la population lui laissa ses instructions en cet arrêté :

Joseph Le Bon « requiert le conseil de la commune d'Achi-

(1) C'est Le Bon qui avait déposé à la Convention la motion suivante « Au moment où le fanatisme est anéanti, où la majorité des citoyens est éclairée par le flambeau de la philosophie, vous devez vous empresser de venger les victimes de la superstition. En 1768, un évêque fanatique fit périr sur l'échafaud l'infortuné La Barre pour avoir voulu devancer cette brillante époque de la Raison. L'indignation que vous manifestez aujourd'hui contre la superstition doit vous porter à réhabiliter la mémoire d'un philosophe dont tout le crime est d'avoir osé attaquer l'erreur ». La Convention vota le projet malgré Chabot qui avait objecté que « la vertu ne fut point le motif qui fit agir La Barre. »

(2) Arrêté du 9 mars 1794.

(3) Arrêté du 10 mars 1794 : « Tout domestique, valet de charrue ou autre ouvrier qui chômera d'autre jour que le décadi sera mis en état d'arrestation comme suspect, et les municipalités qui n'exécuteront pas le présent arrêté seront elles-mêmes considérées comme suspectes et traitées comme telles. »

(4) Les pauvres gens peuvent geler, un 2 février, si c'est le bon plaisir du Représentant du peuple.

(5) Greffe d'Amiens. A. J. Paris, t. I, p. 176.

court, sous la responsabilité de chacun de ses membres, de faire loger et nourrir, jusqu'au retour du représentant du peuple, cent quatre-vingts hommes (1) de la garde nationale d'Arras, sous l'inspection des commissaires Duponchel et Marteau, autorisés par ces présentes à toutes opérations propres à faire connaître la malveillance et le fanatisme des habitants dudit Achicourt;

» Déclare que le premier ci-devant dimanche où les femmes, baudets et provisions d'Achicourt manqueront de se trouver en abondance au marché d'Arras, les maisons des membres du conseil général (de la commune) seront rasées comme celles d'ennemis du peuple; charge ledit comité de faire arrêter et conduire à Arras en arrestation toute femme ou fille d'Achicourt qui se parera encore les ci-devant dimanches, à moins que ces dimanches ne tombent un décadi (2). »

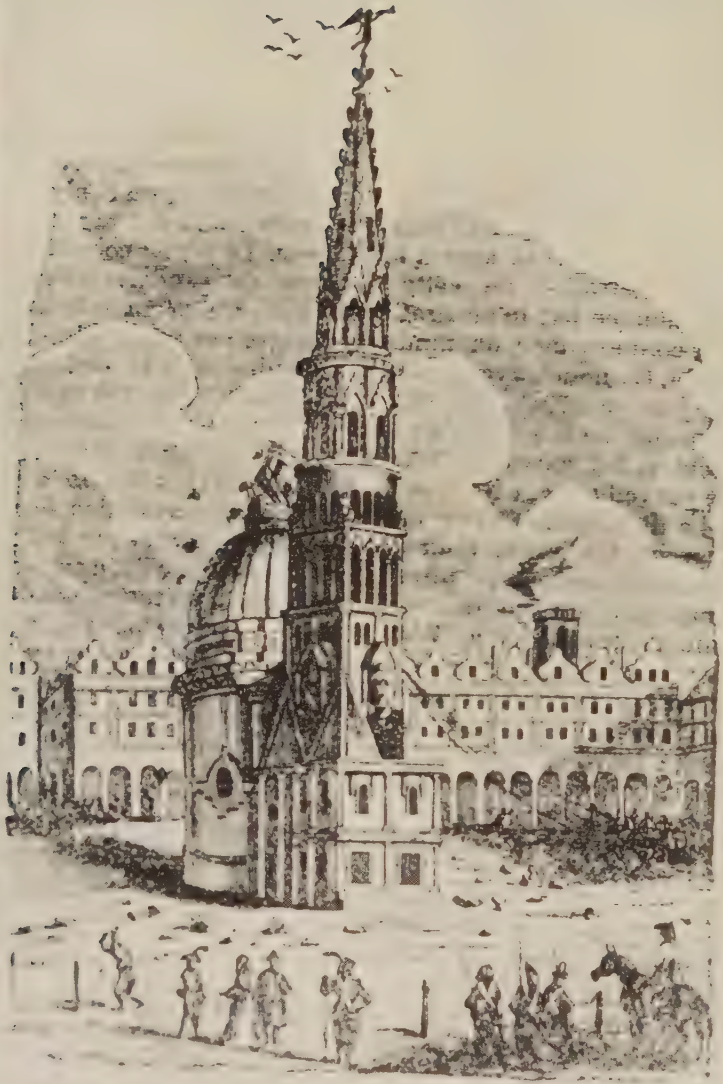
Le mécanisme intime qui déclenche cette haine religieuse est particulièrement complet chez Le Bon.

Remarquons d'abord que les études théologiques du jeune Oratorien avaient été extrêmement superficielles : il avait basé son ardeur pieuse plus sur la sensibilité que sur la raison, plus sur J.-J. Rousseau que sur les pères de l'Église; il n'y eut chez lui aucun drame de conscience, il perdit progressivement et rapidement une foi qui n'avait jamais été bien étayée. Il s'en ouvrait crûment à sa fiancée en juillet 1792 : « Je bats le fer pendant qu'il est chaud et, à force de prêcher dans mon arrondissement, je ne désespère pas d'amener mes paroissiens à prier bientôt eux-mêmes la divinité sans le secours perfide et toujours funeste de la prêtraille. Rappelle-toi, ma chère, que le premier homme n'avait point de commis pour adorer l'Être Suprême à sa place, qu'il s'acquittait de ce devoir en personne, que ce qui était bien dans le commencement du monde est toujours bien, malgré les préjugés de toute espèce et les lois baroques dont nous sommes les victimes... »

Sur un terrain ainsi préparé, la Révolution se présenta comme une cause déchaînant. Toutes les révolutions popu-

(1) Achicourt comptait 1.017 habitants au recensement de 1806

(2) Arrêté du 2 février 1794. Arch. départ.



Démolition de la Chapelle du Saint Cierge, en 1791.
(Tiré de l'ouvrage de A. J. Paris).

laïques, d'ailleurs, se sont attaquées aux religions et aux hiérarchies sacerdotales préexistantes.

A Arras, le département applaudissait (1) à une chanson composée par une société de vingt sans-culottes dont nous détachons ce couplet :

Nous irons voir dans la Turquie
Le successeur de Mahomet;
Il faut qu'il soit de la partie;
Nous lui dirons notre secret,
S'il prête le serment civique,
Et s'il abjure l'Alcoran,
Je lui donne, au lieu de turban,
Le bonnet de la République (2).

A Cambrai, Remy interrogeait ainsi les paysans si l'on en croit Guffroy :

— As-tu été à la messe des curés constitutionnels ?

— Non.

— Fanatique, perturbateur, aristocrate, guillotiné ! »

Et Le Bon ne disait rien d'autre pour sa défense :

« J'ai prêché vivement contre les fanatiques ! Qu'est-ce que j'ai dit sur eux ? Ce que je démontrerai vingt fois, c'est qu'ils doivent haïr la République, parce que le culte catholique exclut tous les autres cultes : tout fanatique dans ce moment-ci est un contre-révolutionnaire qui donnerait toute la République pour une messe ; lâchez-leur la bride, je vous prédis que vous verrez bientôt la France, dévorée par la guerre civile, devenir une Vendée générale (3). »

Mais à l'acharnement de Le Bon il y a d'autres motifs, des motifs personnels.

Il y a un motif politique ; Le Bon aussitôt qu'il a commencé à faire partie des Amis de la Constitution a conçu l'ambition

(1) « Le Conseil général applaudissant la philosophie qui respire dans cette chanson, arrête qu'elle soit imprimée et envoyée à toutes les communes, et, qu'en place de psaumes et de vaines rapsodies, qui ont si longtemps sali la bouche du genre humain, elle sera chantée le jour de la décade prochaine au peuple assemblé, pour lui inspirer de plus en plus la haine de la tyrannie, l'horreur du fanatisme et l'amour de la liberté. » Délibération du 21 novembre 1793.

(2) « Cela se chantait sur l'air des Visitandines. » Lecesne, t. II, p. 112.

(3) *Procès*, t. I, p. 167.

de se pousser aux premières places et son état ecclésiastique qui le bridait lui devenait insupportable; il résumait, en effet, tout ce qui était règle, frein, limite, tout ce qui contrecarrait son excitation.

Déjà, en juin 91, Le Bon écrit à Robespierre pour lui demander l'abolition du célibat ecclésiastique (1), la suppression du costume religieux (2); il s'inquiète des difficultés que la loi apporte aux « fonctionnaires ecclésiastiques » pour leur éligibilité à la prochaine Assemblée (3).

L'aboutissement de ces revendications provoquera des expansions euphoriques.

Le 1^{er} novembre 1793, aussitôt arrivé à Arras dans sa seconde mission, Le Bon se rend à Beaurains, dépendance de sa cure de Neuville-Vitasse; il fait réunir au son de la cloche les habitants dans l'église. Là, il les complimente de leur patriotisme et se réjouit de ne plus voir « tous ces petits morceaux de bois, tous ces petits marmots qui faisaient autrefois l'objet de leurs mômeries...

« Qui aurait cru que je reviendrais ici avec des pouvoirs illimités ! »

Et le 21 mai 1794 il exposait ainsi sa réussite au Comité de Salut public :

« Plusieurs (prêtres) ont pris femme, tous ont abandonné leurs tréteaux et se refusent à y remonter : la superstition est à jamais bannie de cette ville. »

Un souci perce clairement dans cette satisfaction. Si Le Bon éprouvait tant de plaisir à voir les ci-devant prêtres se marier et « abandonner leurs tréteaux », c'est qu'il voyait en quelque sorte son exemple se justifier, bien plutôt qu'il n'éprouvait d'orgueil à les avoir précédés dans cette voie (4).

(1) « L'Assemblée a décrété que pour les contributions, les célibataires seraient toujours placés dans une classe supérieure. Cette opération est très bien vue, mais comment la loi peut-elle punir certains célibataires d'un célibat qu'elle leur impose elle-même ? »

(2) « Donc, hors de leurs fonctions les ecclésiastiques ne doivent avoir aucune marque distinctive, à moins qu'on ne veuille les faire toujours regarder comme les premiers magistrats de la République. Adieu, mon cher ami. Je vous embrasse de tout mon cœur. » (Lettre du Vernoi, 3 juin 1791.)

(3) « On me menace de tous côtés de me députer à la prochaine législature. »

(4) En tout cas, il n'affecte guère de s'en vanter.

Il avait, en effet, surmonté de sérieuses difficultés pour aboutir à son union; la mère Régniez, que sa piété pourtant n'étouffait pas, ne voyait pas sa fille s'engager avec un ex-prêtre sans quelque terreur superstitieuse, et Mimie elle-même n'était pas sans scrupules. Joseph rencontra là des ennuis irritants.

« Tu es inquiète, incertaine, embarrassée... écrivait-il à sa fiancée le 2 septembre 1792. De quoi s'agit-il donc? Ne te souvient-il plus de Neuville et de ma droiture? Parle, agis comme tu voudras... Je trouverai tout bien fait. Seulement prends garde de ne point faire ton malheur... Ma tante est la meilleure personne du monde; mais... mais... mais j'ai été couvert d'un habit de coquin et elle respecte ceux qui le portent, elle s'imagine qu'aucun d'eux ne peut et ne doit prétendre à... Verrait-elle de bon œil sa fille... Ah! ah! ah! il faut absolument sonder le terrain. Mais j'en reviens toujours au commencement de ma lettre : taille, tranche tout à ton aise, et donne-moi fréquemment des nouvelles du résultat de tes opérations. »

Le souvenir de ces difficultés irritait encore Le Bon en juin 1793, « il faut (aux prêtres) un courage supérieur pour oser suivre les lois de la nature et de la société », écrivait-il pour féliciter le curé Faudier qui se mariait (1).

Remarquons toutefois que chez Le Bon, contrairement à plusieurs célèbres persécuteurs, la question sexuelle n'entre en scène que secondairement; ce n'est pas elle qui est à l'origine de sa haine anti-religieuse.

Le motif qui a poussé cette haine au paroxysme, il faut peut-être le voir dans d'autres sentiments familiaux. Le Bon attribuait, ne l'oublions pas, la déchéance de sa mère, qu'il

(1) Adresse du Département à la Société populaire de Calais, rédigée par Le Bon : « Attendu que l'auteur de la nature n'a rien fait d'inutile et que les hommes naissent pour se reproduire. Mais attendu que pendant le sommeil de la raison des milliers de menteurs en soutane ont bouleversé toutes les idées par leurs discours charlatanesques... qu'ils sont parvenus à masquer tellement leurs abominables leçons de révolte contre les lois de la nature et contre celles de la société, qu'il faut aujourd'hui un courage supérieur pour oser suivre les unes et les autres et même pour approuver ceux qui les suivent. L'Assemblée, ouï le procureur général syndic, déclare applaudir unanimement à la conduite de l'évêque Porion, au mariage du citoyen Faudier, curé à Calais, ainsi qu'à celui des prêtres de ce département qui avaient déjà pris le même parti. »

aimait tendrement, aux conseils perfides de ses confesseurs (1).

Il analysait, avec quelle justesse ! sa réaction anti-cléricale, dans une lettre à ses amis de Beaune (2) : « Trois lettres plus pressantes les unes que les autres m'arrivent presque en même temps dans ma solitude du Vernoi ; si je ne pars aussitôt après leur réception, je ne dois plus jouir de la raison de ma mère ; l'empressement qu'elle a de me voir, ou plutôt son indignation contre mon serment et contre ma nomination à la cure de Neuville-Vitasse lui fait perdre la tête... (car on s'était bien gardé de me faire connaître la véritable cause du mal). J'arrive, je ne trouve plus à la maison que mon père... mes frères et sœur éplorés... depuis le 24 juin ma mère est enfermée... Et tout ce désordre est l'ouvrage des prêtres.

Je n'essaierai point, mes chers amis, de vous peindre les mouvements dont je fus alors affecté ; je ne pourrais y réussir, et ma sensibilité vous est assez connue. Hélas ! me disais-je, faut-il qu'après avoir travaillé à préserver les autres de la séduction, je n'aie pu en garantir ma famille, et que ma mère soit la victime de ces mêmes hommes dont j'ai démasqué l'hypocrisie avec tant de courage. »

Raisons de famille, raisons d'intérêt personnel, raisons politiques, voilà les causes qui excitent Le Bon ; c'est la Révolution qui permet et exaspère leur déchaînement.

*
* *

C'est avec une logique parallèle que Le Bon poursuit la richesse. Le jeune collégien d'Arras a cruellement souffert d'une pauvreté qu'il mesurait de son intelligence lucide. En 1790, s'il reste humble précepteur à Ciel pendant presque un an, c'est encore pour ne pas mourir de faim ; s'il devient malgré lui curé de Neuville, c'est pour assurer le pain de ses frères et sœurs ; il y arrive si pauvre qu'il ne peut meubler son presbytère et d'emblée se voit en butte à l'hostilité des riches fermiers.

(1) A. J. Paris note lui-même que quelques bonnes âmes se réjouirent en voyant là un châtiment du ciel pour le prêtre jureur.

(2) Lettre aux Amis de la Constitution. Émile Le Bon, p. 186.

Tout cela lui était présent à la mémoire, quand il s'exclamait : « Point de riches, les riches sont presque toujours les ennemis des pauvres ! (1) »

Et, jusqu'à la dernière minute, il affirmera ce profond ressentiment :

« Oui, j'ai parlé avec véhémence contre l'influence toujours funeste de la multitude des riches; j'ai toujours pensé que plus il y a d'individus qui ont du superflu, plus il y en a [d'autres] qui manquent du nécessaire; oui, oui, j'ai désiré qu'il n'y eut point de pauvres ! j'ai dit ce que nous dit l'Évangile, ce que vous devriez crier sur les toits : il est plus difficile qu'un chameau passe par le trou d'une aiguille qu'un riche ne parvienne à la gloire éternelle. »

Comme toujours, ces motifs personnels se doublaient d'un phénomène général révolutionnaire, la lutte contre les possédants; Le Bon l'explique fort bien :

« Si je parus poursuivre plus vivement les riches, c'est qu'il y en avait plus de coupables, et il était naturel que sur vingt il y en eut dix-neuf de riches plus exposés que d'autres à enfreindre des lois qui leur ont tant ôté (2). »

Les instructions de Le Bon à ses séides étaient en rapport avec ces principes :

« Ne laissez en liberté aucun riche, aucun homme d'esprit qui ne se soit prononcé fortement et de bonne heure pour la Révolution (3). »

Il écrivait à Coffin (4), agent du district de Saint-Omer : « Sans doute, je suis disposé à faire élargir les pauvres que l'on a fait arrêter pour affaires de prêtres. Mais les riches, mais les gros fermiers, mais les hommes capables n'ont fait que prétexter la religion pour couvrir leur aristocratie, et certes il ne méritent aucune indulgence. »

Et Le Bon entreprend une battue méthodique de la richesse :

« Le district d'Arras enverra dans les vingt-quatre heures (5)

(1) Tract électoral en août 1792, in A. J. Paris.

(2) *Procès*, t. I, p. 189.

(3) Lettre du 19 novembre 1793 au district de Saint-Omer. Guffroy, *Les Secrets*, p. 194.

(4) Lettre du 4 février 1794, in Deramecourt, t. III, p. 16.

(5) Il y avait longtemps que l'on n'avait pas revu la formule. Cf. arrêté du

au représentant du peuple les noms des individus qui paient les dix plus fortes impositions dans chaque commune du canton de Vimy et déclarera s'il les connaît pour amis constants de la Révolution (1). »

Ces mesures officielles ne sont pas jugées suffisantes, il faut à Le Bon l'aide de tous, il la demande à la Société populaire : « Vous, mes braves b..., vous, mes bons sans-culottes, qui êtes dans l'indigence tandis que d'autres sont dans l'abondance, ne savez-vous pas que tout ce que possèdent les gros négociants, les gens riches, vous appartient ? Il est temps que vous jouissiez à votre tour. Faites-moi des dénonciations, le témoignage de deux bons sans-culottes me suffira pour faire tomber les têtes des gros négociants. »

Le représentant ne dédaigne pas de mettre lui-même la main à la pâte ; il écrit au Comité de surveillance d'Arras (2) : « L'ex-président de Madre est riche, il a des talents ; le Comité de surveillance voudra donc bien me faire part des preuves de civisme qu'il a données pour n'être point mis en état d'arrestation comme les autres individus de sa classe ; j'attends demain ces renseignements. »

L'aisance la plus modeste devient une présomption de défaveur : « Je veux bien que l'on emploie des patriotes, mais de préférence ceux qui ne sont pas riches et qui se sont montrés de la manière la plus évidente. Or, tout le premier rang de la vénérable assistance du département est-il placé, pour que vous nommiez la femme Massy à la place de lin-

14 ventôse an II : « Les agents nationaux près les districts du département du Pas-de-Calais sont requis de faire dresser de suite une liste exacte des principaux contribuables de chaque commune de leurs arrondissements respectifs, savoir :

Dix dans les communes au-dessous de 600 âmes.

Quinze dans les communes de 600 à 2.000 âmes.

Vingt dans les communes de 2.000 à 3.000 âmes.

Quarante dans les communes de 3.000 à 4.000 âmes.

Cinquante dans les communes de 4.000 à 5.000 âmes.

Et dans toutes les communes au-dessus de 5.000 âmes, tous les individus payant annuellement, toutes contributions jointes, au delà de 50 livres. La cotisation annuelle (euphémisme plus engageant encore que les « aménagements fiscaux »). Notons que les démagogues ont toujours poussé à l'inquisition fiscale) de chacun sera exactement désignée. La liste dont il s'agit sera envoyée au Représentant du peuple avant le 1^{er} germinal » (*Procès*, t. II, p. 130).

(1) Arrêté du 27 pluviôse an II.

(2) Lettre du 4 mars 1794. Archives départementales.

gère ? La femme Massy est riche, si c'est elle que je connais ; elle est patriote, j'y consens. Mais..., etc. (1). »

C'est le même critérium qui s'applique aux suspects :

La femme Delcroix, de Laventie, sollicite l'élargissement de son mari : « L'élargissement est prononcé, dit Le Bon, si l'incarcéré n'est pas riche. »

Il y a même une sorte de barème civique presque officiel pour les mesures de grâce :

Les administrateurs du district proposent la mise en liberté de Prosper Dubarcq, maire de Willerval ; le Représentant leur demande : « Combien paie-t-il annuellement pour ses contributions ? »

Le district appuie la pétition d'un détenu nommé Dambrine : « Combien paie-t-il de contribution annuelle ? Réponse : Deux livres neuf sol. — Qu'il soit mis en liberté. »

Quinze financiers, cinquante-six commerçants et trente-cinq femmes de cette bourgeoisie furent guillotines sous Joseph Le Bon.

Tout cela se résume dans son instruction du 17 novembre 1793, au district de Saint-Omer (2) :

« Considérant que parmi les prévenus de délits contre la République, il importe surtout de faire tomber les têtes des riches reconnus coupables,

« Arrête que le tribunal criminel établi à Arras jugera d'abord révolutionnairement les prévenus distingués par leurs talents et leurs richesses. »

On voit dans cet arrêté une réaction curieuse et commune à tous les extrémistes, c'est la haine de la supériorité intellectuelle, qui est non seulement habituelle aux plats démagogues, aux tyranneaux de sous-préfecture, mais encore aux plus grands révolutionnaires.

Le Bon essayait même d'en tirer justification (3) en expliquant qu'il « lui était enjoint de poursuivre cette liste de feuillants ; tous avaient des talents ; presque tous à ce titre avaient

(1) Lettre datée de Calais le 4 novembre 93 aux administrateurs du département.

(2) *Procès*, t. II, p. 129.

(3) *Procès*, t. I, p. 361.

été poursuivis par l'ombrageux Robespierre, jaloux de tout mérite qui n'était pas le sien (1) ».

Et Le Bon pourchassait la richesse intellectuelle avec autant de vigueur que la richesse matérielle; trente-sept magistrats et hommes de loi y laissèrent leur tête. Pendant qu'à Paris disparaissaient André Chénier et l'illustre Lavoisier, Le Bon parodiait à sa manière le mot célèbre : « La République n'a pas besoin de savants ».

Au sieur Guiselin (2), détenu, qui réclamait sa mise en liberté en considération de son patriotisme et de l'avantage que retirerait la République des fosses qu'il était en train d'établir pour découvrir des mines de charbon de terre, Le Bon répondit par cet arrêté :

« L'agent national près le district de Boulogne prendra des mesures à l'occasion des fosses dont parle le pétitionnaire et lui fera voir qu'il n'est point d'homme *nécessaire* (3) dans une république. »

Mais les aristocrates véritables étaient le gibier de choix du Représentant.

Donnons ici le texte d'un de ces arrêtés en vertu desquels les nobles de toute sorte étaient envoyés à la guillotine :

« Vu l'interrogatoire subi par le nommé Caneau, ci-devant du Roteleur; vu les pièces qui ont servi de matière audit interrogatoire; considérant qu'il a existé une conspiration contre la sûreté intérieure de la République et pour allumer en France la guerre civile en corrompant l'opinion par le royalisme et le fanatisme; considérant que les papiers contre-révolutionnaires accumulés et reconnus par le susdit Caneau déjà détenu à Doullens, l'indiquent pour un des complices de cette conspiration, arrête; etc. »

Trente-trois nobles « mâles » et trente et une « femelles » montèrent à l'échafaud.

La même haine s'acharne après la hiérarchie militaire.

On a vu, il y a deux mille ans, les démagogues athéniens obtenir la mort des généraux vainqueurs aux îles Arginuses.

(1) On ne peut affirmer la paranoïa d'une façon moins équivoque !

(2) Ex-noble, domicilié à Rety, détenu aux Ursulines.

(3) C'est Le Bon qui souligne.

La Convention laissa exécuter les braves Custine et Houchard.

Ainsi furent condamnés à Arras les commandants Gillet et Rochette, le 30 mars 1794.

Si l'on compte que les traîtres étaient souvent emmenés



Exécution de J. F. Bécourt, fermier de l'Hayette à Bailleulmont, 4 avril 1794
(tirée de A. J. Paris).

après la sentence pour être fusillés devant le front des troupes. on s'étonne que trente-sept militaires, la plupart officiers, aient néanmoins passé sous le couteau de la guillotine à Arras et à Cambrai.

Toute l'armature de l'ordre public est ainsi pourchassée.

Les cultivateurs sont particulièrement visés. Le Bon les

raye de ses jurys; il ne souffre pas de sociétés populaires dans les campagnes, pour lui tous les ruraux sont fanatiques. Quarante-sept monteront donc à l'échafaud.

Si Le Bon obtenait les quantités de blé dont il avait besoin, c'était en partie par l'effroyable tyrannie dont il accablait les campagnes (1). Derrière la moindre peccadille se profilait la guillotine. Le Bon aimait parcourir les villages avec sa clique, et ils revenaient rarement sans prisonniers. Il valait mieux ne pas se trouver sur leur route. Alexandre Payen, fermier à Montenescourt, narre ainsi une de ces rencontres fâcheuses :

« On me demande : Où vas-tu ?

— A Neuville.

— Descends. (Je descends de mon cheval)... ton portefeuille.

— Le voilà.

— Tes poches. (J'ôte mon habit, ils le prennent). Marche à présent. »

« Galant monte sur mon cheval et je suis, à pied, sans habit. On rencontre un autre fermier. « Oh ! oh ! voilà encore un de ces fermiers à grosses bottes ; à bas. » On lui fait la même cérémonie, et on l'avait faite avant moi à un troisième. Nous arrivons aux portes d'Arras. Je vois un garçon que je connaissais, je lui dis : « Tu auras soin de me porter à manger car je vais être dedans. » Le Bon l'aperçoit, il entre en fureur, menace de me brûler la cervelle et fait arrêter celui à qui je venais de parler. »

Il est vrai qu'en plusieurs endroits nos paysans, à juste raison, voyaient fort mal la Révolution qui les ruinait par ses pillages, ses réquisitions (2) et qui enlevait leurs fils par la conscription.

Aussi Le Bon les confondait-il avec les nobles dans la même « aristocratie ».

« Rien ne prouve davantage la nécessité de la mesure prise

(1) Florent Guyot à la Convention : « Plusieurs fois, je vous ai fait part de tous les genres d'oppression et des excès dans tous les genres qu'on exerçait à l'égard des cultivateurs dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais. »

(2) Lettre d'Asselin sur les réquisitions des récoltes en 93 (in Jacob, t. I, p. 222) : « J'ai la douleur de voir rentrer peu de blé; les cultivateurs se plaignent selon leur coupable habitude. »

par Saint-Just et Le Bas contre les ci-devant nobles, que ce dont je suis témoin chaque jour : des bandes de femmes de campagnards éplorées viennent réclamer leurs ci-devant seigneurs ou fermiers que, d'un côté, la misère, de l'autre des largesses perfides font désigner sous le nom de pères du peuple. »

* * *

Or, une nouvelle noblesse se créait; par un phénomène habituel, les révolutionnaires « purs » s'estiment fort au-dessus du reste de l'humanité. Le certificat de civisme en bonne et due forme faisait en 1794 de son porteur un citoyen privilégié; les révolutionnaires, lorsque leur opinion reflète l'opinion générale, vantent largement le plébiscite; mais quand ils ne sont plus d'accord, ils déclarent, comme à Arras, que le « peuple souverain » n'est qu'un « animal qu'il faut museler (1) ».

En tout cas n'était pas agréé comme sans-culotte qui voulait. De même que les anciens dieux avaient leurs mystères et leurs initiations, de même le sans-culotte idéal devait, selon Le Bon, satisfaire à bien des épreuves; ce devait être « un patriote... qui, aux journées des 5 et 6 octobre 1789, n'ait point tremblé pour la famille ci-devant royale; qui, au contraire, ait désiré dès lors l'anéantissement des monstres couronnés; qui, à la fédération de 1790, ait gémi hautement de la bassesse des gardes nationales, humiliées devant Capet et le cheval blanc de Lafayette; qui, au mois de février 1791, ait témoigné son indignation contre les chevaliers du poignard; qui, le 17 juillet de la même année, ait vu avec douleur les patriotes massacrés au Champ de Mars, et se soit réuni aux Jacobins contre les Feuillants; qui, au mois de septembre

(1) Affaire des jeunes gens d'Arras, coll. Barbier, n° 1798. Ce même raisonnement pousse les partis extrémistes aux tentatives violentes pour imposer par le sang au besoin leur opinion et leur autorité à l'ensemble des citoyens; c'est avec cette fausse logique qu'ils se justifient. Ce sentiment de caste, de supériorité puise son origine dans le parti politique dont les membres se persuadent acquérir, avec le monopole de la vérité et de la vertu, une valeur intrinsèque supérieure à celle de leurs concitoyens. Clubs, partis, syndicats politiques apparaissent comme de véritables bassins de cristallisation paranoïaque. C'est à ce danger qu'a voulu parer la Constitution française en interdisant les mandats impératifs.

suivant ne se soit pas laissé endormir par l'acceptation de la Constitution royaliste et se soit récrié contre les mesures désastreuses proposées par Chapelier au sujet des sociétés populaires; qui, le 1^{er} janvier 1792, ait souri aux heureux pronostics de Prudhomme sur la déconfiture des rois; qui, le 20 juin de la même année, n'ait signé aucune adresse en faveur du tyran et qui, dans l'intervalle de cette époque au 10 août, ait appelé à grands cris le renversement du trône; qui, le 22 septembre suivant, ait applaudi au décret sur la République; qui, dans les premiers mois de la Convention, se soit élevé contre les armées départementales, mendrées par Brissot et consors; qui, avant le 21 janvier 1793, se soit prononcé pour la mort du tyran et contre l'appel du peuple; qui n'ait point chancelé à la trahison de Dumouriez; qui n'ait point manifesté d'aversion pour les principes de Marat vivant; qui ait vu avec transport arriver les journées bienheureuses des 31 mai, 1^{er} et 2 juin et toutes les mesures révolutionnaires qui en ont été la suite (1) ».

Un tel phénix ne courait pas les rues (2); il manquait à beaucoup de révolutionnaires indiscutables comme Le Bon, par exemple, quelques plumes pour poser à cet oiseau rare. Néanmoins ce texte montre bien jusqu'à quel point sous la tyrannie du proconsul pouvait être opprimée la pensée.

Tout suspect était immédiatement fouillé. Trouvait-on dans ses poches quelque papier « contre-révolutionnaire », vite c'était la prison, prélude du tribunal et de l'échafaud (3); bien plus, les commissaires de Le Bon avaient mission de se

(1) Arrêté de Le Bon, Cambrai 9 mai 1794, pour faire désigner un juge au tribunal.

(2) On eut bien du mal à trouver un citoyen ainsi défini à Cambrai (ce fut Guérard).

(3) Arrêté d'accusation par lequel Le Bon traduit au tribunal le 17 mars 1794 Thérèse Dufour qui est guillotinée : « Vu la pièce intitulée *Nouvelle du jour*, du 1^{er} avril 1791, jeu de lettres où la Nation, les représentants, la liberté sont outragés, la guerre appelée et le despotisme invoqué; vu pareillement, un recueil d'Oraisons manuscrites où le ciel est invité à se ranger du côté royaliste et contre-révolutionnaire, lesdites pièces trouvées dans le portefeuille de Thérèse Dufour; considérant que ladite Thérèse Dufour était déjà détenue comme suspecte à Doullens; que par conséquent on ne peut croire qu'elle ait gardé les pièces susdites sans mauvaise intention : Arrête qu'à la diligence de l'accusateur public ladite Thérèse Dufour sera, dans les vingt-quatre heures, traduite au tribunal révolutionnaire. »

rendre aux domiciles des détenus et de perquisitionner en leur absence; on trouvait facilement dans ces conditions ce qu'il fallait pour les envoyer à la guillotine, et quand une fouille était sans effet, une deuxième était souvent plus efficace (1).

C'était quelquefois à l'aide des dénonciateurs qui étaient officiellement encouragés; nous touchons là une autre plaie honteuse des tyrannies populaires; nous avons connu les « fiches »; Athènes connaissait déjà les sycophantes.

Le District enregistrait avidement toutes les indications. On lit dans ses registres le 21 mars 1794 : « Le citoyen Catenne s'est présenté au comité et a dit avoir caché de l'argent chez la nommé Rulleconte, rue des Augustine, entre le plancher et le plafon, et s'est offert de nous y conduire pour nous indiquer l'endroit; a dit, au surplus, que chez une autres nommé Batail, il s'y trouvait des armes à feu dans un cabinet à poudrer, et qu'il s'offrait aussi de nous y conduire pour nous désigner la place (2). »

Mais cela n'était pas encore suffisant, non seulement on pouvait dénoncer, mais on y était forcé; les démagogies s'attaquent volontiers aux consciences, même au secret professionnel; Joseph Le Bon envoie un de ses sbires, Guilluy « à la Société populaire de Saint-Pol pour que tous ses membres aient à donner leurs renseignements, et tous les bons citoyens seront requis par une proclamation solennelle du Conseil général de la commune d'acquitter leur conscience sur le compte de chacun desdits détenus (3) à peine d'être réputés leurs complices et traités comme tels, s'il était un jour prouvé qu'ils eussent caché une vérité connue d'eux ».

L'oppression se faisait tous les jours plus lourde : le 12 mars

(1) Arrêté de Le Bon : « Les Commissaires aux émigrés du district d'Arras sont autorisés à lever les scellés mis par les comités de surveillance chez les personnes suspectes. Ils visiteront les papiers, extrairont les écrits suspects et les correspondances, pour les apporter au représentant du peuple.

(2) Joseph Le Bon écrivit au pied de l'acte : « Le district d'Arras enverra un commissaire avec les deux membres du comité de surveillance pour lever les scellés aux endroits désignés ». Cette dénonciation devait coûter la vie à vingt personnes ! Nous rappelons l'infâme dénonciation du perruquier Lemirre qui le 11 avril 1794 affirma que les jeunes filles Maioul avaient joué du piano le 12 juillet 1793.

(3) Les détenus du district « qu'ils se trouvent à Saint-Pol, à Doullens ou partout ailleurs ».

le Représentant ordonne à tous les citoyens qui s'étaient retirés à la campagne de rentrer immédiatement en ville (1).

En novembre 93 c'étaient les nécessités de la guerre qui avaient amené Le Bon à arrêter à Calais cinquante mille lettres pour l'Angleterre (2), à partir d'avril 94, toutes les lettres arrivant à Arras pouvaient être ouvertes et plusieurs personnes furent envoyées à la guillotine après avoir reçu des missives suspectes (3).

La terreur devint telle que Guffroy voulant faire connaître aux Arrageois ses efforts contre leur satrape, dut prier un citoyen qui allait à Lille de laisser tomber « au hasard sa lettre sur la Petite Place d'Arras (4) ».

Tout devait subir l'empreinte du mouvement, jusqu'à la façon même de penser; un bon révolutionnaire devait être excité et Asselin se scandalisait qu'à Montreuil « le maire ne s'imagine pas qu'il y ait des aristocrates... Paix, modération, voilà le cri général de ces administrateurs (5) »; aussi contre cette torpeur réclamait-il la venue de Le Bon et Dumont : « ils échaufferont le sol ! »

(1) Arrêté du 12 mars 1794 : « Considérant que, depuis le 1^{er} mai 1789, une multitude de riches citoyens a abandonné les grandes communes appelées villes pour se reléguer dans les campagnes où, après avoir épuisé pendant quatre ans tous ses efforts pour renverser la liberté, elle a arboré tout à coup le bonnet rouge et les couleurs patriotiques pour tromper la confiance des bons habitants des campagnes et se soustraire par cette absence à l'œil attentif et pénétrant des patriotes et des autorités constituées de cette ville;

» Arrête que tous les citoyens qui depuis le 1^{er} mai 1789 ont quitté les villes pour se retirer dans les campagnes rentreront dans leur domicile respectif dans le cours de la décade prochaine ».

(2) Il avait poussé le soin jusqu'à faire poursuivre les envoyeurs dans toute la France (Cf. Jacob, t. I, p. 284). Cf. lettre du 26 décembre 1793 à André Dumont : « Je te fais passer trois lettres timbrées à Roye et adressées en Angleterre. Je ne crois pas devoir te recommander d'en tirer parti, mais de m'en accuser réception ».

(3) Le 1^{er} avril 94, Le Bon charge Caubrière de faire « l'ouverture de toutes les lettres adressées à des personnes qui leur paraîtront suspectes, de faire mettre sur-le-champ en arrestation celles d'entre elles, qu'il trouvera convenir en en rendant compte aussitôt au représentant du peuple, comme aussi de faire toutes les recherches et perquisitions nécessaires pour la suite des opérations à cet égard ».

(4) L'adresse portait « A mes Concitoyens ». Et à l'intérieur « A. B. J. Guffroy à ses Concitoyens d'Arras, Salut. Citoyen, qui que tu sois, puisque tes municipaux délibèrent secrètement, et ne te communiquent pas mes lettres, je mets cette lettre au hasard. Il serait bien malheureux s'il ne se trouvait plus un républicain pour la lire à ses amis et à ceux de la Patrie ».

(5) In Jacob, t. I, p. 183.

Le passage du Représentant et la fougue de ses discours (1) amenait partout des explosions de « civisme » ; les séances des Sociétés populaires, les bals réguliers et gratuits du décadi maintenaient la température dans les esprits « échauffés ».

A Cambrai et Arras le feu sacré puisait dans le théâtre des flammes plus ardentes encore ; si la compagnie des vestales de Melpomène égayait plus particulièrement la bande à Le Bon (2), au moins tous les citoyens pouvaient-ils assister aux spectacles « civiques », car nombre de représentations étaient gratuites ; les troupes elles-mêmes y avaient leurs places réservées et le Représentant voulait voir les soldats profiter des leçons des « instituteurs publics (3) » ; il signalait au Général : « On donne de préférence des cartes aux caporaux, sergents, officiers, cela contre le sens commun ».

Toute « pièce de l'ancien régime » était rigoureusement proscrite sur la scène. Cette suppression de la liberté de pensée égalait en grotesque la suppression de la liberté d'action.

Mal en prenait à ceux qui gardaient quelque emblème « aristocratique ».

Un soldat garde-t-il un vieil uniforme : en arrestation (4).

Un citoyen présente-t-il un papier timbré d'ancien modèle — en arrestation (5).

Mais il ne suffisait pas de se garder pur de toute marque réprouvée, il fallait encore affirmer son civisme.

Nous avons vu le jury révolutionnaire guillotiner Noëlle Foucart à 32 ans, parce qu'elle allait travailler aux champs sans cocarde.

(1) Cf. le « bourrage de crâne » pendant la guerre 1914-1918.

(2) *Procès*, t. I, p. 141. Déposition de Dupré. Cf. Guffroy, *Les Secrets*, p. 173. « ... Vous vous gorgiez de vin et de volupté dans la société des comédiennes qui étaient pêle-mêle à table avec les jurés et le bourreau ».

(3) Discours de Le Bon aux acteurs pendant l'entracte d'une représentation de *Brutus*, le 4 novembre 1793. In Jacob, t. II, p. 58.

(4) Le nommé Lamotte, adjudant de la place, ayant osé se promener hier matin avec un ancien uniforme, je l'ai fait arrêter ; la visite de ses papiers ne lui est pas favorable ; il s'y trouve notamment une lettre d'un de ses amis qui le croyait déjà émigré ». Lettre de Cambrai, 7 mai, Le Bon à Saint-Just et Le Bas in E. Bouly. *Les Sciences*. On admirera la valeur des deux derniers arguments. En réalité (*Procès*), Lamotte n'avait rien d'autre à se mettre sur le dos.

(5) *Procès*, t. I, p. 223. Déposition de l'agent national Farez : « Une servante eut une querelle avec l'étaquier ; vite il [Le Bon] la fit mettre en arrestation ; un individu lui présente un papier timbré qui portait une ancienne marque fleurdelysée, il fut mis aussi en arrestation ».

Le Bon avait donné le premier exemple.

A son arrivée à Cambrai, il commence « chemin faisant par arrêter les femmes qui ne portaient pas de cocarde; il les fait conduire au poste, prend note de leurs noms et de leurs demeures et déclare qu'il rend la garde responsable de toutes les têtes sans cocarde qu'il apercevrait à l'avenir (1) »; et pour qu'on mesure bien toute l'importance de ces paroles, il rédige immédiatement un arrêté qui permet à n'importe qui de mettre son voisin en arrestation. « Tout citoyen qui voit un individu sans cocarde doit l'arrêter sur-le-champ. Cela vient d'avoir lieu, et une pareille énergie a déplu au commandant du poste de la commune. La municipalité fera arrêter de suite et conduire en état d'arrestation ledit commandant et chaque membre est personnellement responsable de l'exécution subite du présent arrêté (2). »

On ne constate pas sans stupéfaction l'arbitraire de tels ordres (3).

Les commissaires de Le Bon jouissaient eux-mêmes de ce pouvoir d'arrestation d'une façon extrêmement étendue. « Ils pourront, disait un arrêté du Représentant, faire arrêter toutes personnes qu'ils jugeront inciviques dans le cours de leurs opérations, à la charge d'en rendre compte exactement dans les vingt-quatre heures (4). »

(1) 5 mai 1794. *Procès*, t. I, p. 86 et 306.

(2) Arrêté du 5 mai 1794. Soulignons que non seulement la mesure doit être appliquée *subitement* mais que *chaque* membre de la municipalité s'en trouve *subitement* responsable.

(3) Plusieurs femmes, et c'est là un souci bien féminin, avaient embelli leurs bonnets phrygiens de garnitures de dentelle. Le Bon arrête : « Il est expressément défendu à tous citoyens de porter un autre bonnet de liberté que le simple bonnet rouge reconnu par la Convention Nationale. Les districts, municipalités, comité de surveillance sont tenus de faire arrêter, comme suspect, tout individu qui contreviendrait à la présente défense. »

Arrêté du 17 janvier 1794. Le Bon prétextait que cette mesure d'égalité était nécessaire pour que les riches n'offusquassent point les pauvres. Or, notre représentant portait un majestueux chapeau à plumes et, d'autre part, les citoyens aisés qui ne voulaient point exciter les dénonciations avaient soin de ne se montrer que couverts de défroques crasseuses.

(4) Plusieurs de ces commissaires n'arrêtaient les suspects que pour se livrer au pillage. « Tuer un porc était un moyen presque infallible de donner l'éveil à leur activité; la réputation d'avoir une bonne cave était encore un attrait pour eux; s'agissait-il de dilapider la maison d'un citoyen précédemment arrêté par le comité de surveillance qui, aux termes de la loi, n'avait apposé les scellés que sur les papiers; se rendaient-ils chez un citoyen qu'ils étaient



Petite place avant la Révolution.

La tyrannie devenait ainsi effrayante; « la terreur était telle que l'on n'osait se regarder dans la rue (1). »

Il ne suffisait pas, en effet, de redouter d'être compté comme suspect, on devait encore craindre d'être emprisonné comme suspect d'être suspect (2).

« Il ne faut pas, arrêtait Le Bon, que les plus intimes confidents des gens suspects restent en liberté pour blasphémer contre les mesures révolutionnaires et pour solliciter par mille intrigues la sortie des aristocrates qui leur sont chers.

» En conséquence, tous les districts du département du Pas-de-Calais donneront des ordres pour que, dans les vingt-quatre heures, toutes les femmes des hommes suspects détenus soient mises en arrestation, à moins qu'elles n'aient évidemment et constamment improuvé l'aristocratie de leurs maris.

» Cette mesure aura lieu à l'égard de tous les hommes suspects qui doivent être subséquemment arrêtés.

» Elle aura lieu pareillement envers les femmes ci-devant roturières des maris ci-devant nobles et envers les maris ci-devant roturiers des femmes ci-devant nobles, si lesdits maris roturiers ou lesdites femmes roturières n'ont point montré un attachement constant à la Révolution (3). »

Il n'était pas jusqu'à la fidélité des serviteurs qui ne leur fut imputée à crime; l'échafaud, tant à Cambrai qu'à Arras, paya de leur dévouement envers leurs maîtres six domestiques et dix servantes.

chargés d'incarcérer, par arrêté soit de Le Bon, soit du District ou de la Municipalité, ces suppôts de la tyrannie s'y rendaient en grand nombre, commençaient par en expulser inhumainement femmes, enfants, parents, commissionnaires qu'ils chassaient de la maison ou envoyaient en arrestation. Restés seuls maîtres en quelque sorte du champ de bataille, tout ce qu'ils trouvaient dans la maison était à leur disposition » (in A. J. Paris).

(1) *Procès*, déposition de Lavigne.

(2) Les prisons s'engorgeaient ainsi de milliers de prévenus dont beaucoup n'avaient aucune raison d'être incarcérés. Aussi le 21 mai Le Bon crée-t-il une commission de sept membres pour libérer « les individus qu'ils croiront devoir être mis en liberté ». Ayant averti le 10 juin le Représentant des « abus qu'ils trouvent dans les maisons de détenus » et dans leur organisation, celui-ci répond aussitôt : « Le district est requis... de vous fournir un bon commis et de faire payer les menus frais qu'entraînent vos opérations. Allons, vite, avancez ». La Commission mit en liberté plus de deux cents détenus avant le départ de Le Bon.

(3) Arrêté du 6 mars 1794.

* * *

Toutes ces mesures d'oppression, même si l'autorité de Le Bon leur imprime un caractère personnel, ne sont en résumé que des manifestations révolutionnaires telles que les mouvements de ce genre en produisent dans tous les pays et à toutes les époques.

De tels mouvements ne peuvent être considérés comme l'expression d'un ordre normal; ils sont humainement injustifiables par eux-mêmes; Le Bon en avait été lui-même le juge clairvoyant et impitoyable (1) :

« J'appelle un chat un chat; jamais je ne me suis dissimulé que les mesures révolutionnaires étaient inséparables de l'arbitraire. Tout gouvernement qui repose sur la vertu des gouvernants n'est plus un gouvernement légal. »

(1) Lettre justificative XI. Le Bon ajoute « mais ce gouvernement des gouvernants avait été solennellement et sciemment consacré comme indispensable pour sauver la patrie ».

CHAPITRE IX

ÉVOLUTION DE JOSEPH LE BON

Le Bon avait tout juste trente ans lorsqu'il fut exécuté; Elisabeth Le Bon, que son ascension foudroyante avait grisée, retombait dans la honte et la misère; tristement, elle ne se présentait plus que comme la veuve d'« un républicain qu'a perdu l'excès de son zèle et la fatalité des circonstances au milieu desquelles il s'est trouvé jeté (1) ».

C'est peut-être en modifiant la force des termes, la conclusion qu'on peut tirer de cette vie brève et tragique.

* * *

Fatalité des circonstances! Le Bon est envoyé à Arras! Rien n'était plus dangereux que d'envoyer un représentant en mission dans son propre pays.

Et ce pays c'était l'Artois, terre des grandes passions farouches (2). Déjà les Atrébates et Komm leur chef (3) s'étaient montrés les adversaires redoutés de César. Au Moyen Age, la résistance opiniâtre des Arrageois avait tellement irrité Louis XI qu'il voulut « vuidier » la ville de ses habitants,

(1) Cf. Le Bon : « Je ne prétends pas justifier devant la froide raison ce que les circonstances et l'enthousiasme m'ont conseillé dans des temps qui ne sont plus. » l. c.

(2) Cf. Gustave Le Bon (*Psychologie des foules*) : « Ce substratum (d'où dérivent les actes des « foules psychologiques ») renferme les innombrables résidus ancestraux qui constituent l'âme de la race ». Freud (*Essais de Psychanalyse*) le commente ainsi : « Dans une foule, pense M. Le Bon, les acquisitions individuelles s'effacent et la personnalité propre à chacun disparaît. Le patrimoine inconscient de la race vient occuper le premier plan. »

(3) Cf. Lesueur, *Mon pays d'Artois*.

la faire repeupler par des émigrés venus de diverses contrées de France (1) et lui ôter jusqu'à son nom (2).

Arras est encore la pierre d'achoppement des troupes françaises au ^{xvii}^e siècle; sa garnison espagnole la défend avec moins d'acharnement que ses bourgeois, fiers de la devise gravée sur la porte Baudimont :

Quand ché Français prindront Arras
Ché souris mangeront ché cats.

Le Conseil d'Artois tient tête aux prétentions financières de Louis XIV et de Louis XV.

Le pays donne à la Révolution Robespierre, Le Bas, Carnot, Duquesnoy, Guffroy, Lanne et Herman.

Au cours des guerres modernes, les troupes d'Artois se distinguent par leur cran et leur ténacité.

De nos jours, il est vrai, la chansonnette a figuré à la France lointaine l'Arrageois sous l'aspect du bonasse troufion; toute autre est l'âme d'Arras; elle garde un fond d'acharnement que les pays du Nord reconnaissent bien quand ils nomment ses habitants : les boyaux rouges (3).

Il n'est peut-être pas une ville, sinon Paris, où la Révolution ait plus furieusement soufflé sa tempête, et Le Bon opposait justement pour sa défense : « On m'attribue tout; mais il fallait voir le bouillonnement, l'effervescence de cette ville d'Arras! (4) »

Un homme, comme le conventionnel Bollet, en donnait le 29 avril ce témoignage effarant : « La terreur règne tellement dans la ville d'Arras que tout le monde tremble (5). »

(1) De Lyon en particulier (autre pays aux têtes froides), la future Commune Affranchie de 1793.

(2) Il l'avait rebaptisée Franchise.

(3) *Procès*, t. I, p. 185. Le Bon : « J'étais au milieu de gens exaspérés; ce n'est pas moi qui les ai rendus tels, mes malheurs n'ont pas changé l'esprit dont Arras est possédé. »

(4) *Procès*, t. I, p. 55. Le Bon inocula la même fureur à Cambrai. Cf., la déposition de Mathieu (*Procès*, t. I, p. 260) : « On ne voyait, on n'entendait que des gens ivres sortant et entrant dans les cabarets... il est inouï de vous dépeindre les horreurs commises sur les cadavres des guillotins; quand ils arrivaient au lieu de leur sépulture, on les dépouillait nus et on les abandonnait aux regards et aux indécences de la populace qui suivait les charretées de cadavres. »

(5) Lettre à Guffroy du 29 avril 1794 (Arch. Nat.). On remarque alors un phénomène curieux : l'accoutumance à l'idée de la mort. Freud l'a signalé au

Le Bon l'a déchaînée, mais nous savons avec quelle facilité il reflétait l'opinion de son entourage. Qu'avait-il autour de lui, Darthé, Daillet, Caubrière, Lefetz, Carlier, Rémy et vingt autres sinistres brutes (1) qui, revêtus des mêmes pouvoirs, se fussent montrés encore plus sanguinaires (2). Il y a là une évidence que les ennemis clairvoyants de Le Bon affirmaient eux-mêmes; l'adjudant général Le Blond écrivait à Guffroy le 21 avril 1794 : « Le Bon se perd; ses alentours composés d'hommes qui veulent régner, lui font faire des sottises (3). »

Le Bon, qui approchait à ce moment la manie, n'avait pas mesuré cette néfaste influence; il n'en était plus de même après un an de prison et comme Asselin venait à Amiens lui donner le coup de pied de l'âne, il avouait tristement (4) :

« Le témoin qui paraît devant vous est un de ceux qui, pour mon malheur, m'ont trop entouré, et lui surtout, profitant de l'intérêt que m'inspirait son âge, m'a entraîné à pousser trop vivement à la roue. »

Et Demuliez, vénal mais non haineux, confirmait une semblable affirmation (5) : « Ce que dit Le Bon est vrai, c'était plutôt ceux qui l'entouraient que lui-même qui nous persécutaient. »

Le Bon reste évidemment responsable de tous ces hommes

cours de la guerre 1914-1918 (ceci rapproche une fois de plus guerre et révolution), contrastant avec l'attitude habituelle : « En temps de paix, nous tendons de toutes nos forces à écarter la mort, à l'éliminer de notre vie. Nous essayons de jeter sur elle le voile du silence... au fond personne ne croit à sa propre mort, on évite soigneusement de penser à celle d'autrui... Nous insistons toujours sur le caractère occasionnel de la mort : accident, maladie, infection, vieillesse, révélant ainsi notre tendance à dépouiller la mort de tout caractère de nécessité, à en faire un événement purement accidentel. » (*Essais de Psychanalyse*).

(1) En l'absence de Le Bon, Darthé à Cambrai avait mené avec autant de maestria un acquitté à la guillotine. Le nommé Prost avait été acquitté à Arras, il fut exécuté à Cambrai et Darthé en informait Le Bas : « Prost, le scélérat Prost a été guillotiné, et je n'ai pas peu contribué à influencer le jury pour le faire condamner. » *Procès*, t. I, p. 119.

(2) Cf. *La Lanterne Magique* (violemment hostile à Le Bon), p. 16 : « Animé par des êtres plus féroces que lui. »

(3) Cf. Gustave Le Bon : « Évanouissement de la personnalité consciente, prédominance de la personnalité inconsciente, orientation par voie de suggestion et de contagion des sentiments et des idées dans le même sens, *tendance à transformer immédiatement en actes les idées suggérées*, tels sont les principaux caractères de l'individu en foule. Il n'est plus lui-même, mais un automate que la volonté est devenue impuissante à guider. » (*Psychologie des foules*).

(4) *Procès*, t. I, p. 176.

(5) *Procès*, t. I, p. 121.

puisqu'il était leur chef, mais alors cette responsabilité remonte largement au Comité de salut public qui, au courant de tout, non seulement n'a pas désapprouvé son représentant mais encore l'a constamment excité.

Le Bon n'était pas, hélas ! homme à résister. Sans nier l'horreur des conséquences, ce qu'il opposa à son procès, c'est qu'au lieu de poursuivre ceux qui avaient donné l'ordre, on le poursuivait lui, parce qu'il avait obéi (1).

« Que le témoin et la Convention même disent à présent que tous ceux qui furent immolés étaient des victimes innocentes, je le veux bien, mais elle ne le disait point alors. Venir aujourd'hui reproduire contre moi seul ces victimes innocentes est une atrocité; ce qui était bien alors ne l'est plus à présent et ce qui était mal est devenu bien; puisque ces victimes sont innocentes, j'en rends grâce au ciel, je ne les croyais pas innocentes alors. Si la Convention veut entendre que tous ceux qui ont exécuté ses lois sont coupables, je suis prêt à marcher à la mort (2). »

Et c'est avec juste raison que M. Madelin (3) conclut à propos de Le Bon : « Le malheureux criera, lorsque partant pour l'échafaud, on lui passera la chemise rouge des paricides : « Passez-la à la Convention (4). »

* * *

Victime des circonstances, Le Bon a plus encore été victime de lui-même.

(1) Cf. *Procès*, t. I, p. 170. Le Bon : « Je les entends me dire : il fallait plutôt périr que d'exécuter de telles mesures ! eh bien dirai-je à mes collègues, c'était à vous plutôt que de rendre telle loi, de mourir à votre poste, si vous saviez qu'elle devait nuire au peuple. »

(2) *Procès*, t. I, p. 225.

(3) *La Révolution*, p. 336.

(4) Pour résister à cette ambiance et à ces ordres fanatiques, il fallait être le roué Dumont qui écrivait à la Convention : « J'ai tendu mon large filet et j'y prends tout mon gibier à guillotine » et encore mieux « Il existe en ce pays trois choses qui font trembler les traîtres, le tribunal révolutionnaire, la guillotine et le maratiste Dumont ». Or, cette terreur fut extrêmement bénigne, et le microbolant André s'en vantait ainsi après thermidor : « Le Comité de salut public me demandait du sang, je lui envoyais de l'encre ! »

Il souffrait d'abord d'une faiblesse de jugement; reflétant trop facilement les opinions les plus proches (1), il prenait volontiers ses auteurs au mot :

« Moi, mon devoir était d'obéir à la loi, sitôt qu'elle était rendue (2). »

Son excitation le rendait incapable de méditer ces maximes et d'en approfondir la critique; il fallait passer avant tout à leur exécution. Le Bon le reconnaissait en répondant à un témoin au cours de son procès :

« Il me fait encore dire : ces belles maisons, c'est pour vous (les sans-culottes)... Je ne leur en ai guère données, cependant je leur parlais des promesses de la Convention; je m'imaginai de bonne foi qu'on leur tiendrait parole; j'étais fou, j'étais fou ! (3) »

Au contraire, aux moments de calme, hors de la fréquentation des sans-culottes exaltés (4), comme plus tard dans la solitude de sa prison. Le Bon a souvent très sainement jugé des choses, mais ces instants lucides étaient également brefs et spontanés; Le Bon les discutait si peu qu'il se mettait en opposition avec lui-même de la meilleure bonne foi du monde.

Il pouvait écrire à sa fiancée (5) :

« Dis-leur (aux patriotes)... de ne pas faire reposer leur haine patriotique sur les pauvres imbéciles qui sont la dupe ou des ci-devant nobles ou de la prêtraille, mais de porter plus loin leurs regards et désirer surtout l'extirpation de ce double fléau de l'humanité. »

(1) Cf. Freud (*Essais de Psychanalyse*) : « Les sentiments de la foule sont toujours très simples et très exaltés. Aussi la foule ne connaît ni doute, ni incertitude. »

(2) *Procès*, t. I, p. 170.

(3) *Procès*, t. I, p. 275.

(4) Il fallait à Le Bon pour soutenir son excitation se sentir entouré d'excités de son espèce; il écrit de Saint-Omer aux administrateurs du département le 17 décembre 93 et son calme se traduit par une décision bienveillante : « Vous vous trompez si vous croyez Saint-Omer changé. Ce que j'ai vu m'a navré l'âme de douleur. Le District m'a fait l'éloge du Comité de surveillance, le Comité de surveillance l'éloge de Lefebvre, provisoirement suspendu de ses fonctions et des anciens membres du District destitués. On m'a vanté leur patriotisme, on a excusé leur erreur sur celle de toute la commune; on a été plus loin pour Lefebvre, on a paru en faire un objet de querelle personnelle où j'étais pour quelque chose. J'ai laissé en liberté provisoirement cet homme... Quel ouvrage que la régénération de cette commune ! »

(5) Lettre du 12 juin 1792. Archives nationales.

Par quelle contradiction Le Bon laissa-t-il donc guillotiner plus tard 102 ouvriers et domestiques ?

C'est là qu'il faut revenir au point central du mécanisme psychologique de Le Bon : sur un fond d'excitation consti-



Gravure de Poirier et Montgey (*Arch. du P.-d.-C.*).

tutionnelle se prépare, à partir de juillet 93, une crise d'hypomanie qui éclate en février 94 et se développe rapidement jusqu'en juin où elle atteint son paroxysme. Les causes d'excitation, une fois supprimées, Le Bon redevient l'excité constitutionnel qu'il était seulement auparavant.

On peut suivre ainsi les étapes principales de l'incubation et du développement de son hypomanie.

C'est en juillet 93 son envoi à la Convention et son séjour chez Guffroy.

En août, c'est la « petite Vendée » de Pernes et le premier échafaud qu'il fait dresser.

A partir de novembre, c'est la prodigieuse puissance de ses « pouvoirs illimités » qui le grise (1).

Un témoin notait (2) : « Le caractère sombre et féroce de Le Bon se développe d'heure en heure ; tout le département tremble devant lui, et ceux qui ont le moins mérité la persécution sont, avec raison, les plus anxieux. »

Dupré (3) écrit que vers décembre 93 « Le Bon, qui jusqu'alors avait fait preuve de calme et de modération, se montra un sanguinaire farouche. »

Duquesnoy affirme (4) que le 6 janvier 94 « le public ne reprochait encore à Le Bon aucune faute. »

Mais le calme n'est plus qu'apparent, bientôt vont fuser les sentiments maniaques comprimés ; et c'est le 12 février que leur première explosion jaillit au procès du comte de Béthune.

« Huit jours après, Le Bon retourne à Paris, il assiste aux débats sur la loi du 8 ventôse, il voit la haine se déchaîner en haut lieu », il regarde les boucheries de la place de la Concorde. Aussi « rentre-t-il à Arras avec une âme fiévreuse (5) » « transporté, admire Darthé (6) d'une sainte fureur ! »

Dès lors et pendant quatre mois, l'ancien professeur dont le jeune talent attirait jadis à Beaune l'estime et la sympathie n'est plus que la brute féroce que nous avons vu s'acharner aux meurtres stupides. L'astucieux Demuliez ne peut s'empêcher de s'élever contre tant d'incohérence :

(1) Cf. Gustave Le Bon (*Psychologie des foules*) : « L'individu acquiert... un sentiment de puissance invincible lui permettant de céder à des instincts que seul, il eut forcément réfrénés. Il y cédera d'autant plus volontiers que, la foule étant anonyme et par conséquent irresponsable, le sentiment de la responsabilité, qui retient toujours les individus, disparaît entièrement. »

(2) Un séjour en France de 1792 à 1795, cité par Deramecourt.

(3) In Jacob, t. II, p. 59.

(4) Après thermidor, à Guffroy qui lui reprochait d'avoir sollicité le 6 janvier le maintien de Le Bon dans le Pas-de-Calais, Duquesnoy ajoute : « il me parut alors moins exalté que son ami Guffroy. »

(5) Jacob, t. II, p. 179.

(6) Lettre de Darthé à Le Bas (19 mars 1794) qui ajoute : « ... tout de suite un jury terrible à l'instar de celui de Paris a été adapté au tribunal révolutionnaire ; ce jury est composé de soixante bougres à poil. »

« La vigueur du représentant, s'écrie-t-il, n'est qu'emportement et imagination (1). »

Tout ce qui reste à Arras de sensé suit bientôt cette opinion et, d'après Solon (2), chez ceux-là même qui avaient applaudi aux mesures les plus révolutionnaires « sa ce ralenty beaucoup » (*sic*).

Il y a au procès de Joseph Le Bon une déposition lumineuse résumant ce chapitre, faite par un homme qui avait suivi de bien près les événements et qui parla sans rancune, il avait été « le condisciple de Le Bon » et constatait aussi : « son caractère est bien changé depuis lors ! » (3), c'est l'avocat Ledueq appelé à déposer sur l'exécution du comte de Béthune.

« Le Bon auparavant s'est toujours bien montré; sa conduite comme maire fut ferme et courageuse; mais lorsqu'il fut nommé administrateur du département et placé au bureau des émigrés, on le vit prendre une figure intraitable et repoussante.

» Ce fut bien pis encore, lorsqu'élevé à la Convention Nationale, il vint en mission dans le département du Pas-de-Calais; il s'entoura de gens sans mœurs et depuis longtemps tarés dans l'opinion publique, et dans ses discours virulents à la société populaire, il prêcha constamment la mort des riches, des nobles et des gens à talents (4). »

Le Bon lui-même souscrivit à cette déposition mesurée (5).

Ce serait créer un personnage bien artificiel que de montrer Le Bon assistant à son procès en pure victime innocente, contestant la procédure et prenant à témoin le ciel de l'injustice humaine; certes, à certains moments il prend une telle attitude sous l'influence de son excitation euphorique; mais ce n'est qu'une contenance bien passagère.

Au vrai, nous avons vu Le Bon présenter ses arguments

(1) Informations contre Demuliez. Arch. départ.

(2) Solon à Guffroy, début de juin 94, il ajoute : « *ceux qui traitait Guffroy de scélérat qui voulait lui faire perdre la confiance du peuple ce ralentisse.* » Arch. nat., cité par Jacob, t. II, p. 266.

(3) *Procès*, t. I, p. 173.

(4) *Procès*, t. I, p. 162.

(5) « C'était ma façon de penser (sa conduite comme maire); il a fallu cette longue suite d'illusions, non pour me faire changer d'opinion, mais pour m'armer contre moi-même ». *Procès*, t. I, p. 190.

avec un art consommé, dans une plaidoirie logique, discuter toutes les accusations contestables, arrêter les témoins quand il les prenait en défaut. Nous l'avons vu de même approuver des dépositions défavorables mais exactes et plus encore reconnaître les excès regrettables qu'il avait commis ou laissé commettre, venant même à avouer :

« Je regrette sincèrement les mesures abusives qu'on m'a fait exécuter. »

Ne peut-on éprouver d'autre sentiment que de l'indignation devant cet accusé de vingt-neuf ans perdu par son exaltation naturelle en des circonstances anormales, perdu par ce paroxysme maniaque qui lui ôtait le contrôle de lui-même ?

« Je croyais bien faire, affirme-t-il, je n'étais pas né pour être sanguinaire, je ne croyais pas l'être; aussi l'on m'avait entouré d'agents plus ardents que moi (1). »

Et Le Bon va encore plus loin; une fois au moins, embrasant le tragique bilan de son activité politique, regrettant les années d'humble dévouement qu'il avait consacrées à la jeunesse, il n'accuse plus seulement son entourage, mais demande pardon pour lui-même :

« Si je fus l'exécuteur des lois de sang que mon cœur réprouvait, je deviendrai à l'écart le bienfaiteur de l'humanité, j'inspirerai à mes élèves les vertus morales et domestiques qui feront leur bonheur et celui des autres; jamais, jamais plus je ne m'élèverai à ces fonctions publiques qui m'ont rendu un objet d'horreur et sur lesquelles je ne jette la vue qu'avec effroi ! (2) »

De tels accents semblent sincères et sont encore confirmés par cet aveu qui reste le plus écrasant réquisitoire contre la Terreur : « Je regrette tous ceux qui ont péri, parce qu'ils ont péri inutilement pour le bien général » (3).

C'est sur la même tristesse que se referme cette page d'histoire. Il est toujours douloureux de suivre pas à pas la

(1) *Procès*, t. I, p. 188.

(2) *Procès*, t. I, p. 146.

(3) Le Bon, *Procès*, t. I, p. 189. Ceci est à opposer aux historiens qui trouvent louable qu'on ait sacrifié cinq cents victimes plus ou moins utiles et innocentes. Pourquoi la Terreur aurait-elle été nécessaire à Arras et à Cambrai plutôt qu'à Lille, Douai ou Saint-Quentin ?

chute morale d'un homme qui, après avoir bien commencé sa vie, s'est trouvé plongé dans des conjonctures extraordinaires; qui sait si quelques-uns de ses censeurs les plus vertueux ne s'en seraient pas tirés à leur désavantage?

« *Summum jus, summa injuria!* » on risquerait une lourde erreur en jugeant avec les critères habituels une époque où bien peu ont su garder leur sang-froid; comme le reconnaissait Le Bon en 1794 (1) « si l'on regardait comme criminels tous ceux qui dans le mouvement révolutionnaire auraient dépassé la ligne exacte tracée par la prudence, on envelopperait dans une proscription commune avec les mauvais citoyens, tous les amis naturels de la Révolution. »

Si, en dehors de cette fièvre générale, Le Bon avait mené une vie tranquille, sans poursuivre ses études, sans pousser vers le mysticisme (ses supérieurs semblent avoir désiré freiner son désir de la prêtrise), s'il avait exercé un métier calme, avec une épouse compréhensive, son excitation naturelle n'aurait sans doute pas évolué vers la manie. Peut-être aurait-il eu la réputation d'un original, peut-être ses compatriotes en auraient souri, disant sans mauvaise intention : il est un peu fou ! au demeurant on l'eût reconnu bon, serviable et honnête.

Sans approuver en aucune façon sa conduite, on peut penser que pour donner à chacun sa responsabilité (2) il fallait chercher plus loin et ne pas charger uniquement Le Bon.

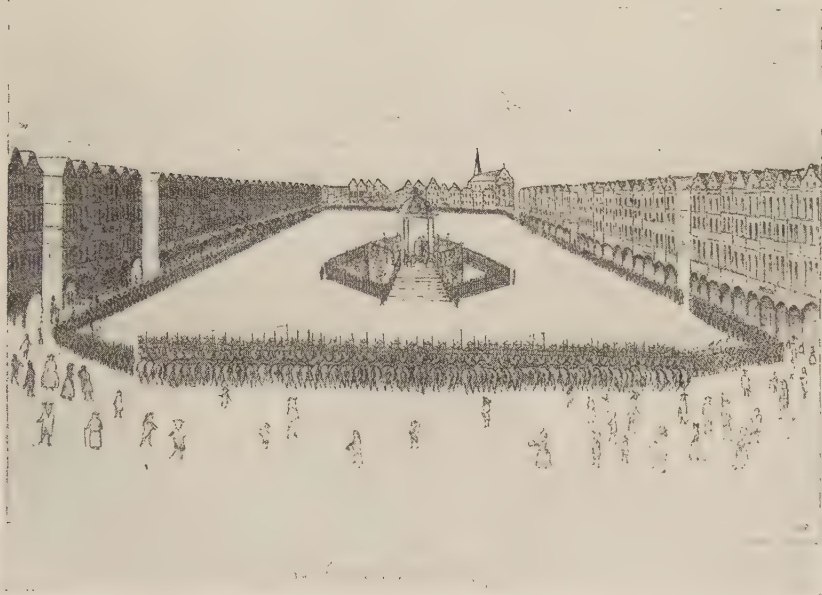
Son rôle dans la Révolution est resté local; c'est dans le tableau de la maladie un microbe particulièrement virulent, particulièrement redoutable sans doute. Mais le médecin s'indigne-t-il contre le staphylocoque ? Certes il dirige contre lui ses efforts, cependant ne s'indignera-t-il pas plutôt contre la saleté, le manque d'hygiène, le souci trop tardif du malade.

Nous avons vu quelle responsabilité montait de Le Bon au Comité de Salut public, mais cette chaîne s'arrête-t-elle là ? un gouvernement donné n'est-il pas toujours plus ou moins la conséquence d'un gouvernement antérieur qui l'a rendu possible ou inéluctable ?

(1) Arrêté du 28 janvier 1794.

(2) *Suum cuique!* dit A. J. Paris.

Quand une fiscalité normale ne suffit plus aux vices, à la corruption ou à l'impéritie du pouvoir, quand les scandales (1) se succèdent sans que les mignons (2) du régime en soient inquiétés, pendant qu'on prélève aux artisans le dixième (3) de leur salaire, pendant qu'on ruine l'épargnant par les emprunts (4) l'inflation (5) et autres mauvais expé-



La Fédération à Arras en 1790 sur la Grand'Place (*Dessin des Arch. du P.-d.-C.*).

dients comme la loterie (6), les haines qui s'accumulent au cœur du peuple honnête amènent des réactions violentes et désordonnées que décuple encore le péril extérieur; les Révolutions apparaissent alors comparables à l'inflammation,

(1) Les scandales furent nombreux au cours du XVIII^e siècle.

(2) Le Roi paye 230.000 livres de dettes personnelles de Calonne.

(3) La dîme, entre autres droits féodaux.

(4) Emprunts répétés au cours du XVIII^e siècle et en particulier de Necker et de Calonne.

(5) Système de Law et refonte des monnaies d'or de Calonne.

(6) Loterie royale instituée en 1776 (supprimée par la Convention au nom de la morale).

réaction nécessaire de l'organisme, au prix de la fièvre, au prix de violentes douleurs, au prix de la nécrose des tissus.

Le philosophe qui mesure les redoutables dangers du déchaînement des instincts populaires (1) ne peut s'empêcher de sympathiser avec la foule quand celle-ci manifeste son écœurement, sa soif d'enthousiasme et d'idéal (2).

Nous avons vu cependant qu'il était aisé de dresser le bilan pathologique des gouvernements; pourquoi réserver le traitement aux empiriques? il est temps, croyons-nous avec le professeur Laignel-Lavastine, de ne pas laisser uniquement « à ces artistes intuitifs que sont les politiciens », la gestion de la chose publique (3).

Peut-être ainsi évitera-t-on le retour de phénomènes aussi affligeants pour l'esprit humain, peut-être ainsi d'autres malheurs n'en viendront-ils plus à écrire du fond de leurs cachots comme Joseph Le Bon (4) :

« Qu'on me loue, qu'on m'excuse, qu'on me tue, tout cela m'est égal; il n'est pas en mon pouvoir que le passé n'ait existé. Puissent les maux de la patrie ne le faire jamais renaître! »

CONCLUSIONS

Nous pouvons résumer ainsi les résultats de notre étude :

- Joseph Le Bon apparaît comme un excité constitutionnel au tempérament hyperthyroïdien.
- Son hérédité est nettement chargée.

(1) Cf. Gustave Le Bon (*Psychologie des foules*) : « Par le fait qu'il fait partie d'une foule, l'homme descend... plusieurs degrés sur l'échelle de la civilisation. Isolé, c'était peut-être un esprit cultivé; en foule, c'est un instinctif, par conséquent un barbare. Il a la spontanéité, la violence, la férocité et aussi les enthousiasmes et les héroïsmes des êtres primitifs. »

(2) Cf. Freud (*Essais de Psychanalyse*) : « Les foules sont également capables de résignation, de désintéressement, de dévouement à un idéal. »

(3) Cf. Gustave Le Bon : « L'ignorance de la psychologie des peuples fut, de tous temps, une source d'erreurs politiques désastreuses » (*Hier et demain*).

(4) Lettre LIV à Mimie.

- Remarquablement intelligent, non dépourvu de droiture et de sensibilité, il eût probablement, dans une société plus organisée, mené une existence normale; l'estime générale lui aurait pardonné des bizarreries mises sur le compte d'une certaine originalité.
- La Révolution, comme le fait toute période troublée, a révélé et grossi chez lui les tendances pathologiques. Le Bon a d'abord réagi et s'est montré fort en retard sur l'évolution des esprits; mais à partir de juillet 1793, il se laisse emporter sans mesure par le mouvement.
- L'ambiance d'extrême excitation qui l'enveloppe fait éclore ses tendances latentes à la manie; elles croissent au printemps de 1794 pour atteindre en juin un paroxysme : explosions brèves de colères inconséquentes, euphorie, agitation, fièvre verbale, c'est l'efflorescence monstrueuse d'une humeur qui ne se contrôle plus.
- A ce moment Le Bon, ainsi qu'un véritable miroir grossissant, reflète en l'exagérant le tourbillon révolutionnaire. Il présente alors les stigmates de la régression morale généralisée qui traduit chez beaucoup cette psychose collective.
- Ces troubles nous permettent, considérant la Révolution comme une réaction politique et sociale en partie pathologique, de souscrire finalement à la propre conclusion de Le Bon : « Il n'est pas en mon pouvoir que le passé n'ait existé; puissent les maux de la Patrie ne le faire jamais renaître. »

Vu : *Le Doyen*,
G. ROUSSY.

Vu : *Le Président de Thèse*,
LAIGNEL-LAVASTINE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- G. ACREMANT : *L'arbre de la Liberté à Arras* (Mém. Com. mon. hist.)
- AULARD : *Histoire politique de la Révolution française.*
- BARBET : *La Sentinelle du Nord.*
- VICTOR BARBIER : *Lettres inédites d'Augustin Robespierre à A. Buis-sart, Arras, 1891.*
- BARÈRE : *Rapport du 21 messidor an II à la Convention nationale.*
- P. BARRÉ : *Essai psychologique sur Danton, thèse, Paris, 1931.*
- BERRIAT SAINT-PRIX : *Les tribunaux révolutionnaires dans les départe-ments.*
- BERTRAND : *Histoire physique, civile et politique de la ville de Boulogne-sur-Mer.*
- E. BOULY : *Histoire de la Municipalité de Cambrai depuis 1789.*
— *Les lettres, les sciences et les arts à Cambrai, 1844.*
- CABANÈS ET NASS : *La névrose révolutionnaire.*
- A. DE CARDEVACQUE : *Les Députés du Pas-de-Calais à la Convention. La confession générale de Joseph Le Bon et bande, Arras. Rapport de Courtois à la Convention sur les papiers trouvés chez Robespierre.*
- E. DEMAIZIÈRE : *La mort d'Emile Le Bon, 1926.*
- A. DERAMECOURT : *Le Clergé du Diocèse d'Arras pendant la Révolution.*
- DEVIIENNE : *Notes sur la « Lanterne Magique ».*
- DUHAMEL : *Etude médico-historique de quelques paranoïaques dans la Révolution française, thèse, Paris, 1930.*
- FLAUBERT : *L'éducation sentimentale.*
- FLEISCHMANN : *La Comédie à Arras sous la Terreur.*
- E. FOULON : *Les Hommes Rouges. (En réimpression.)*
— *Un prêtre réfractaire, l'abbé Brasseur.*
- E. FOURNIER : *Les prêtres d'Arras victimes de la Révolution. (Articles parus dans la « Semaine religieuse ».)*
- P. GAXOTTE : *Histoire de la Révolution française.*
- A. GOZE : *Histoire des rues d'Amiens.*

- GUFFROY : *Première censure républicaine.*
 — *Les Secrets de Joseph Le Bon et de ses complices.*
- HAUTTEFEUILLE et BÉNARD : *Histoire de Boulogne.*
- L. JACOB : *Joseph Le Bon*, thèse, Paris, 1934.
 — *La défense de Joseph Le Bon*, thèse, Paris, 1934.
- LAIGNEL-LAVASTINE, BARBÉ et DELMAS : *La pratique psychiâtrique.*
- LAIGNEL-LAVASTINE : *Introduction psychiâtrique à la Pathologie sociale.* (Progrès médical, 1920.)
- LAIGNEL-LAVASTINE et VINCHON : *La manie chronique* (in *Annales médico-psychologiques*, 1921).
- LAIGNEL-LAVASTINE : *Psychiâtrie, guerre et révolution* (in Progrès médical, 28 mai 1921).
 — *Les psychoses thyroïdiennes.* (Progrès médical, 1922.)
- LAIGNEL-LAVASTINE et DELMAS : *Les réactions antisociales des paranoïaques* (Société médico-psychologiques).
- LAIGNEL-LAVASTINE et VINCHON : *Les aliénés de la Révolution dans l'œuvre de Pinel et de ses élèves.* (Revue scientifique, 1928.)
- La Lanterne Magique ou les grands conseillers de Joseph Le Bon*, Paris, 1797.
- M. LAROCHE : *Les suites d'une sentence d'un juge de paix.*
- Émile LE BON : *Joseph Le Bon*, Paris, 1861.
- Gustave LE BON : *Psychologie des foules.*
 — *La Révolution et la psychologie des Révolutions.*
 — *Hier et demain.*
- Joseph LE BON : *Lettres justificatives à la Convention.*
- E. LECESNE : *Arras sous la Révolution.*
 — *La Révolution à Arras.* (In, Courrier du Pas-de-Calais.)
- E. LESUEUR : *Mon pays d'Artois.*
- G. LENÔTRE : *Vieilles maisons, vieux papiers.*
- Louis BLANC : *Histoire de la Révolution française.*
- L. MADELIN : *La Révolution.*
 — *Les hommes de la Révolution.*
- MICHELET : *Histoire de la Révolution française.*
- MICHON : *Correspondance de Maximilien et Augustin Robespierre.*
- MIGNET : *Histoire de la Révolution française.*
- L. MISERMONT : *Le conventionnel Lebon, avant son entrée dans la vie publique.* (In, Revue des Études Historiques, 1903.)
 — *Joseph Le Bon, curé constitutionnel.* — *Revue des Études historiques*, 1911.
 — *Joseph Le Bon, maire d'Arras et administrateur du Département*, 1913.
 — *Joseph Le Bon membre de la Convention.* *Revue des Études historiques*, 1915.
 — *Les Filles de la Charité d'Arras.*

- F. MORAND : *Du sentiment national de la province d'Artois.*
- A.-J. PARIS : *Histoire de Joseph Le Bon et des tribunaux révolutionnaires d'Arras et de Cambrai.*
- POIRIER : *Le dernier gémissément de l'humanité*, 12 messidor an III.
- POIRIER et MONTGEY : *Les Angoisses de la Mort.*
- Procès de Joseph Le Bon*, recueilli par la citoyenne VARLÉ.
- J.-B. QUIROT : *Rapport à la Convention nationale.*
- L. RAMBURE : *Les Atrébates*, (in, revue de Lille, 1899).
- Augustin ROBESPIERRE : *Discours prononcé le 29 avril 1792.*
- LE ROUGYFF.
- A. SACHET : *Arras et Lyon.* (In, Revue d'Histoire de Lyon, 1915.)
— *Satan ou Joseph Le Bon et bande, Cambrai.*
- H. TAINÉ : *Origines de la France contemporaine. — La Révolution.*
- P.-H. THÉNARS : *Souvenirs de la Terreur.*
- A. THIERS : *Histoire de la Révolution française.*
Victoires et Conquêtes des Français, Paris (1817 à 1821).
- H. WALLON : *Les représentants en mission*, t. V (1890).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE PREMIER	
Les milieux et les circonstances dans lesquels Joseph Le Bon a vécu.....	7
CHAPITRE II	
Hérédité et portrait physique de Joseph Le Bon.....	35
CHAPITRE III	
Les qualités de Joseph Le Bon.....	39
CHAPITRE IV	
Joseph Le Bon hypomaniacque. Excitation constitutionnelle..	65
CHAPITRE V	
Hypomanie.....	79
CHAPITRE VI	
Les tendances paranoïaques chez Joseph Le Bon.....	101
CHAPITRE VII	
Perversion	129
CHAPITRE VIII	
Le gouvernement de Joseph Le Bon.....	153
CHAPITRE IX	
Évolution de Joseph Le Bon.....	187
CONCLUSIONS.....	199

ACHEVÉ D'IMPRIMER

LE QUINZE AVRIL MIL NEUF CENT TRENTE-QUATRE

PAR

LES IMPRIMERIES LAINÉ ET TANTET

A CHARTRES

